

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 64 Bijdragen

JEAN-LUC DE PAEPE

« LA RÉFORME, »
ORGANE DE LA
DÉMOCRATIE LIBÉRALE

(1884-1907)

1972

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 64 Bijdragen

JEAN-LUC DE PAEPE

« LA RÉFORME, »
ORGANE DE LA
DÉMOCRATIE LIBÉRALE

(1884-1907)

1972

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

Nos souvenirs vont à la mémoire de l'éminent et regretté Professeur Guillaume Jacquemyns qui suggéra l'objet de cette étude. Nous remercions Monsieur le Professeur Jean Stengers qui accepta d'y contribuer par une expérience éclairée, Madame Régine Kurgan-Van Hentenryk, et Madame Andrée De Muylder-Chainaye qui y apporta de vivants et combien précieux témoignages.

INTRODUCTION

Peu d'ouvrages importants sont consacrés à l'examen approfondi de l'histoire du parti libéral en Belgique ; peu d'ouvrages aussi envisagent l'histoire de la presse belge d'une manière complète et soutenue. (Ceux qui traitent du sujet s'intitulent modestement « Causeries, Souvenirs, Mémoires, Esquisses ou Introductions »).

Ce premier point malheureusement acquis, l'on cherchera en vain actuellement une histoire détaillée de la presse libérale en Belgique au XIX^e siècle ; il n'y en a pas. Une brève synthèse a bien été consacrée au problème par Hermann Dons (1), mais elle est de loin trop générale : les principaux journaux libéraux y sont rapidement cités dans leur contexte historique. Ne jetons pas la pierre : la question est énorme et nous avons eu largement l'occasion de nous en rendre compte.

Un tel handicap historiographique ne serait qu'un moindre mal si des archives nombreuses et inexploitées s'ouvraient au chercheur. Point de cela. Dans la plupart des cas, les journaux libéraux disparus n'ont pas laissé d'archives. Parfois, de rares lettres et quelques bilans subsistent, témoins ironiques.

La Réforme, journal libéral bruxellois de la fin du XIX^e siècle, est au nombre de la grande masse des journaux déshérités par l'histoire. D'une manière concrète, seuls ses vingt-trois ans de feuilles imprimées manifestent directement son existence passée. Pour le reste, c'est à travers les archives politiques — de Frère-Orban, de Charles Buls, de

(1) *La presse libérale de 1830 à 1930 dans La Flandre libérale*, 7 mai 1930.

la police de Bruxelles — et les témoignages de l'historiographie contemporaine en général que nous avons tenté de reconstituer par morceaux l'histoire de *La Réforme* (1).

Cette histoire est selon nous inséparable de celle des idées que le journal défendit. Par ses collaborateurs et rédacteurs, anonymes ou non, nous entrons à la fin du XIX^e siècle de plain-pied dans l'histoire du parti libéral et surtout dans l'histoire de sa faction divergente, celle du « parti » radical : la vie du parti radical (ou progressiste) est en grande partie celle de *La Réforme*.

Deux centres d'intérêt se sont ainsi définis au cours de notre étude ; l'un s'attachant à l'histoire proprement dite du journal, de sa structure interne, du milieu humain qui l'animait ; l'autre envisageant *La Réforme* dans le milieu politique et sa place dans l'histoire de la presse. Ces deux tendances sont indissolublement complémentaires.

(1) Nous avons sondé en vain les archives de la Poste pour retrouver au moins des chiffres relatifs aux abonnements et aux livraisons de journaux. Une fois ses comptes vérifiés et les brochures officielles publiées, la comptabilité des postes détruit les archives. Seuls, des chiffres d'ensemble subsisteront pour l'historien. Des témoignages privés, plus fructueux, nous ont été communiqués par M. le Prof. M. Bergé, MM. L. Bertelson et F. Canivez, journalistes, et spécialement par Mme A. Chainaye.

BIBLIOGRAPHIE (1)

A. SOURCES ET ARCHIVES.

1. Sources imprimées.

- *Recueils spéciaux des Actes, Extraits d'actes, Procès-verbaux et Documents relatifs aux sociétés commerciales (Annexes au Moniteur Belge)*, imprimerie du Moniteur Belge à Bruxelles, ann. 1885, 1889, 1891, 1893, 1895, 1896, 1897, 1899, 1900, 1902, 1907.
- Le journal *La Réforme* : 17 février 1884-13 janvier 1907.
Dépôts : Bibliothèque Royale de Belgique (B. R.) pour les années 1884-1904.
Archives de la Ville de Bruxelles (A. V. B.) pour les années 1905-1907.
- Autres journaux : *Le Bien Public* : articles divers sur *La Réforme*, de 1884 à 1907.
La Liberté : 1896 à 1898.
Bruxelles-Philantropique : 1904.

2. Archives.

A. V. B.

- Papiers Charles Buls. Partie 3, section 10.
- Fonds de documentation bruxelloise. Divers cartons.
- Archives de la Police de la Ville de Bruxelles. Fardes 1886-1889.

A. G. R.

Papiers Frère-Orban. Inventaire de R. BOUMANS, Bruxelles, 1958, ch. 3 et 4.

Archives privées de M. M. Bergé, Schaerbeek.

Archives privées et témoignages de Mme A. Chainaye, Bruxelles.

Ville de Bruxelles. Registres de l'Etat civil et de la population.

Commune d'Ixelles. Registres de l'Etat civil et de l'inhumation.

Commune de Saint-Gilles. Registres de l'Etat civil.

Commune de Saint-Jossé-ten-Noode. Registres de l'Etat civil.

Commune de Schaerbeek. Registres de l'Etat civil.

(1) Malgré quelques règles d'usage en ce qui concerne la présentation des bibliographies, nous avons estimé utile — dans le cadre de cette publication — et cela pour l'information des lecteurs, de compléter le mieux possible cette bibliographie par l'adjonction du prénom des auteurs (qu'il figure en entier, partiellement, ou non sur les ouvrages envisagés) et des lieux, années, etc. de publication.

B. OUVRAGES DE PREMIER INTERET.

1. Histoire politique en Belgique ou certains de ses aspects.

- ABEL Gustave, *Le rôle social du libéralisme*, Gand, Duvivier, 1906.
- BALAU Sylvain, *Soixante-dix ans d'histoire contemporaine de la Belgique*, Bruxelles-Liège, 1888.
- BARTIER John, *Le mouvement démocratique à l'Université de Bruxelles au temps de ses fondateurs*, dans *Socialisme*, janvier 1960, p. 17-26 et mars 1960, p. 130-148.
- BEAUJEAN Eugène, *La vérité sur la défaite de l'opinion libérale aux élections législatives de 1884*, Liège, 1886.
- BELLEMANS Alphonse, Victor Jacobs, Bruxelles, 1913.
- BERTRAND Louis, *La Belgique en 1886*, t. II, Bruxelles, 1887.
Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830, Bruxelles-Paris, 1907. t. II.
César De Paepe — *Sa vie — Son œuvre (1842-1890)*, Bruxelles, 1909.
Edouard Anseele — *Sa vie — Son œuvre*, Bruxelles, 1925.
Souvenirs d'un meneur socialiste, Bruxelles, 1927. t. I.
- CAMAUER Jules, *La situation en Belgique, mai-décembre 1884*, Louvain, 1885.
- CARTON DE WIART (Comte Henri),
Le Bon combat, Bruxelles-Paris, 1913.
Beernaert et son temps, Bruxelles, coll. « Notre passé », 1945.
- CHAINAYE Hector, *L'appel au pays ou la furie Anti-congolaise*, Bruxelles, Messageries de la presse (circa 1909).
Notre Congo. On divise le parti libéral, Bruxelles, s.d.
- CHLEPNER Ben Serge, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1958.
- CRAEYBECKX Lode, *Cent ans de démocratie bourgeoise*, Bruxelles, l'Eglantine, 1931.
- DAYE Pierre, *Petite histoire parlementaire belge*, Bruxelles, 1938.
Notre vie politique, dans *Encyclopédie Belge*, Bruxelles, 1953, p. 77-107.
Léopold II, Paris, 1934.
- DELANGE-JANSON Léon, *Paul Janson*, Bruxelles, Centre P. Hymans, 1962 (2 vol.).
- DELSINNE Léon, *Le parti ouvrier belge des origines à 1894*, Bruxelles, coll. « Notre Passé », 1955.
- DES ESSARTS Marius et MASY Sylvain, *Histoire du parti ouvrier belge*, Huy, 1937.
- DEVALTE Joseph, *Histoire du Mouvement socialiste belge*, Bruxelles, L'Eglantine, 1931.
- DEVÈZE Albert, *Le parti libéral et les réformes sociales*, Tournai, Delcourt-Vasseur, s.d. *Libéralisme et parti libéral*, extrait de la revue *Le Flambeau*, 1949, n° 1, 22 p.
- DEVÈZE Albert et HYMANS Paul, *Les élections du 5 avril*, et *L'œuvre des libéraux*, dans *Le Flambeau*, 1925, p. 257-273.

- D'HONDT Jan, et collaborateurs divers, *Geschiedenis van socialistische arbeidersbeweging in België*, Anvers, 1960-1968.
- DISCAILLES Ernest, *Charles Rogier*, Bruxelles, 1895. t. IV (1852-1885).
- DU BUS DE WARNAFFE Léon, *L'évolution du parti libéral*, dans *Revue Générale*, 42^e année. t. LXXXIII, 1906, p. 771-785.
- EYLENBOSCH Gustave, 1884-1934. *Cinquante années d'action sociale politique catholique*, Gand, « Het Volk », 1936.
- FONTAINE Jean, *La revanche du libéralisme progressif*, Bruxelles, 1885.
- FRERE-ORBAN Walthère, *La revision constitutionnelle en Belgique et ses conséquences*, Bruxelles, 1893.
- GARSOU Jules, *L'Évolution du parti libéral à Bruxelles, (1841-1939)*, Auderghem-Bruxelles, 1939.
- GOBLET D'ALVIELLA (Comte Eugène), *La réorganisation du parti libéral à Bruxelles*, dans *Revue de Belgique*, juin 1884, p. 204-211.
De la convocation d'un congrès libéral et de la réorganisation du parti, dans *Revue de Belgique*, août 1887, p. 313-330.
Le dilemme du parti libéral. Réorganisation ou dissolution, dans *Revue de Belgique*, 1892, p. 193-208.
Le nouveau corps électoral et la situation des partis en Belgique, dans *Revue de Belgique*, 1893, p. 109-129.
Les débuts du S. U. en Belgique et la situation du parti libéral, dans *Revue de Belgique*, 1894, p. 217-244.
Les contradictions de la politique radicale et l'extension nécessaire du libéralisme, dans *Revue de Belgique*, 1895, p. 329-351.
La R. P. et les alliances du libéralisme, dans *Revue de Belgique*, 1896, p. 221-236.
Alliances et coalitions. Etude de tactique libérale, dans *Revue de Belgique*, 1898, p. 213-235.
La R. P. en Belgique, Bruxelles-Paris, 1900.
Récentes tentatives d'union libérale (1894-1904), Bruxelles, 1904.
- GORREUX René, *Au bon vieux temps du cléricanisme (1884-1894)*, Bruxelles, 1959.
- GRUMAN Massia, *Origines et naissance du parti indépendant (1879-1884)*, dans *Cahiers Bruxellois*, t. IX, avril-juin 1964, p. 89-171.
- GUYOT DE MISHAEGEN G., *Le parti catholique belge de 1830 à 1884*, Louvain Université, 1946.
- HYMANS Paul, *Histoire parlementaire de la Belgique de 1880 à 1890*, Bruxelles, 1906.
Causeries sur l'histoire du libéralisme belge, Bruxelles, 1921.
Pages libérales, Paul Janson. Discours prononcé à la cérémonie d'inauguration du monument élevé à sa mémoire à Bruxelles, le 14 octobre 1929, s.d.
L'œuvre libérale d'un siècle (1830-1930), discours prononcé le 30 novembre 1930, Bruxelles, 1930.
Pages libérales, Bruxelles, Editions du Flambeau, 1936.
- JACQUEMYS Guillaume, *L'évolution des partis politiques (1830-1914)*, dans *Grande Encyclopédie de la Belgique et du Congo*, t. I, Bruxelles, 1938.
- KUNEL Maurice, *Un tribun... Célestin Demblon*, Bruxelles, 1964.
- LICHTERVELDE (Comte Louis de), *Léopold II*, Bruxelles, 1936.

- LORAND Georges, *Démission! Dissolution! Le procès de Mons et ses conséquences*, Bruxelles, 1889.
- LUYKX Theo, *Politieke geschiedenis van België*, Bruxelles-Amsterdam, 1964.
- MELOT Auguste, *Cinquante années de gouvernement parlementaire (1884-1934)*, Bruxelles, Ed. Rex, 1935.
- MELOT Ernest, *Origine des partis politiques en Belgique (1830-1890)*, dans *Revue d'histoire politique et constitutionnelle*, Paris, 1939, n° 1, p. 92-110.
- NAVEZ Louis, *Le libéralisme d'aujourd'hui*, dans *Revue de Belgique*, Bruxelles, 1895, p. 225-237.
- PICARD Edmond, *Grelots progressistes*, Bruxelles, 1882.
- PIERSON Marc-Antoine, *Histoire du socialisme en Belgique*, Bruxelles, 1953.
- PIRENNE Henri, *Histoire de Belgique*, Bruxelles, t. VII, 2^e éd., 1948.
- RYCKMANS H., *1884 ou la nouvelle année des merveilles*, Bruxelles, 1909.
- SIMON Aloïs, *België van 1865 tot 1884*, dans *Algemene geschiedenis der Nederlanden*, Anvers-Bruxelles-Gand-Louvain, 12 vol., 1950-59. t. VI.
- SINCERE Jean, *La situation politique en Belgique. L'Evolution*, Bruxelles, 1895.
- STINGLHAMBER (colonel G.) et DRESSE Paul, *Léopold II au travail*, Bruxelles-Paris, 1945.
- TERLINDEN (vicomte Charles), *Histoire politique interne*, dans *Histoire de la Belgique Contemporaine 1830-1914*, Bruxelles, 1929.
- TROCLET Léon-Eli, *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, L'Eglantine, 1931.
- VAN CLEEF Isidore, *De l'organisation des forces libérales en Belgique*, Mons, 1884.
Les divisions du parti libéral et le Congrès de 1885, dans *Revue de Belgique*, février 1885, p. 161-177.
Radicalisme et Libéralisme, dans *Revue de Belgique*, 1886, p. 132-157.
- VANDERKINDERE Léon, *Les erreurs du libéralisme*, dans *Revue de Belgique*, 1874, p. 97-114.
- VAN HOOREBEKE Ladislav, *Histoire de la politique contemporaine de Belgique depuis 1884*. t. I: 10 juin-23 octobre 1884, Gand, 1905.
- VAN LEYNSEELE Henri et GARSOU Jules, *Frère-Orban, Le crépuscule 1878-1896*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 1954.
- VAN KALKEN Frans, *Esquisse des origines du libéralisme en Belgique*, dans *Revue d'Histoire moderne*, 1926, n° 3, p. 161-197.
Commotions populaires en Belgique (1834-1902), Bruxelles, 1936.
La Belgique contemporaine 1780-1949. Histoire d'une évolution politique interne, Paris, 1950.
- VERHAEGEN Arthur, *La manifestation nationale du 7 septembre 1884 à Bruxelles*, Gand, 1885.
- VOITURON Paul, *Manuel du libéralisme belge*, Bruxelles, 1878, 2^e édition.
- WILMOTTE Maurice, *Une alliance impossible*, dans *Revue de Belgique*, 1896 p. 113-132.
Le libéralisme et son devoir présent, Bruxelles, 1902.
- WOESTE Charles, *Doctrinaires, progressistes et radicaux*, dans *Revue Générale*, 1885, t. II, p. 615-636.
Vingt ans de polémique. t. I : *Etudes politiques*, Bruxelles-Paris, 1885, p. 244-264.

Frère-Orban et le radicalisme, dans *Revue Générale*, 1886, 2^e sem, p. 473-488.

A travers dix années — 1885-1894, Bruxelles, 1895, t. I.

Les élections de 1904 et la situation, dans *Revue Générale*, 1904.

Mémoires pour servir à l'histoire contemporaine de la Belgique, Bruxelles, 1933.

2. Histoire de la presse.

a) Annuaires et répertoires.

Annuaire général de la presse, 1911-1912, 3^e année, Paris, 1911-1912, contenant le *Répertoire général de la Presse Belge*.

Annuaire général de la presse belge, 1909.

Annuaire général de la presse belge et des principaux journaux étrangers et des industries qui s'y rapportent, Bruxelles, la Vie Universelle, 1909 et 1910.

Annuaire illustré de la presse belge, 1908.

Annuaire officiel de la presse belge, 1920-21, 1929-30, 1933, 1937-38.

Annuaire de la presse belge, 1910-11, 1950.

Annuaire statistique de la Belgique, Bruxelles, Ministère de l'Intérieur, 1881, 1885, 1890.

Association de la presse belge, 1885-1892, 1885-1901.

Répertoire général de la presse belge, 1895, 1^{ère} éd., 1904, 2^e éd.

b) Etudes.

BERTELSON Lionel, *Dictionnaire des journalistes écrivains de Belgique*, Bruxelles, 1960.

Tableau chronologique des journaux belges, Bruxelles, Maison de la Presse, 1956.

BOGHAERT-VACHÉ Arthur, *La presse belge*, dans *Annuaire de la presse belge, 1910-1911*, p. 84-95.

La presse, dans *La Patrie Belge*, éd. ill. du Soir, 1930, p. 427-434.

BOUSSEL Patrice, *L'affaire Dreyfus et la presse*, Paris, 1960.

CONRARDY Gustave, *Histoire de la Fédération locale*, Bruxelles, 1921.

COPPIN Liévin, *Les parlementaires journalistes belges*, (extrait du *Bulletin de la Presse*, Paris, janvier 1904), dans *Répertoire général de la presse belge, 2^e éd., 1904*, p. 210-213.

DE BOCK Jules, *Le journal à travers les âges*, Bruxelles, 1907.

DONS Hermann, *La presse libérale de 1830 à 1930*, dans *La Flandre Libérale*, 7 mai 1930.

La presse belge depuis la Révolution, dans *Annuaire officiel de la presse belge, 1933*, p. 9-17.

DUPIERREUX Richard, *Notre presse*, dans *Encyclopédie Belge*, Bruxelles, 1933, ch. XX, p. 725-746.

Le Fureteur, Revue mensuelle illustrée d'Histoire, de Bibliographie et de Statistique de presse, Bruxelles, juin 1909.

- GARNIR Georges, *Souvenirs d'un journaliste*, Bruxelles, 1959.
La fondation du « Petit Bleu » par Gérard Harry, dans *Revue de Bruxelles*, n° 72, septembre 1965, p. 15-26.
- GAUCHEZ Maurice, *Les journalistes belges écrivains*, Bruxelles, 1949.
- GRAND-CARTERET John, *Popold II, roi des Belges et des Belles*, Paris, Louis Michaud, (1908).
- HENDRICKX Jean-Pierre, *L'antirévisionnisme des années 1890-1893. Un cas d'application dans le journal namurois L'Ami de l'Ordre*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1966, n° 4, t. XLIV, p. 1187-1198.
- LEMONON Ernest, *La presse politique belge*, dans *Questions diplomatiques et coloniales*, XVI^e ann., t. 33, juin 1912, p. 728-735.
- OOMS Alphonse, *La presse belge depuis ses origines jusqu'au centenaire de notre indépendance nationale*, dans *La Presse*, Bruxelles 1949, p. 21-37.
- PERQUY J.-Laurent, *La typographie à Bruxelles, au début du XX^e siècle*, Bruxelles, 1904.
- QUIEVREUX Louis, *Le 70^e anniversaire de La Réforme*, dans *La Lanterne*, 21 octobre 1954.
- VAN SINT-JAN R., *Die politische Presse Belgiens*, dans *Zeitungswissenschaft*, 1929, 4^e année, n° 1-6, p. 1-24 ; 65-87 ; 129-155 ; 193-212 ; 257-277 ; 321-342.
- WILLEQUET Jacques, *La légation d'Allemagne, la presse et les milieux de presse bruxellois entre 1887 et 1914*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XXXVI (1958), n° 2, p. 388-435.
Documents pour servir à l'histoire de la presse belge. 1887-1914, Louvain-Paris, 1961.

3. Biographies.

a) Ouvrages généraux.

- La Belgique active*, Bruxelles, 1932.
- CULOT Jean-Marie, *Bibliographie des Ecrivains Français de Belgique (1881-1950)*, t. I, Bruxelles, 1958.
- CULOT Jean-Marie (†), FAYT René, PRINS Colette, et autre, sous la direction de Roger BRUCHER, *Bibliographie des Ecrivains Français de Belgique (1881-1960)*, t. II, Bruxelles, 1966.
- DE SEYN Eugène, *Dictionnaire des écrivains belges*, Bruges, 1930, 2 vol.
Dictionnaire des Anonymes et Pseudonymes, par DE LE COURT G., t. I, Bruxelles, 1960.
- GOBLET D'ALVIELLA (comte Eugène), *L'Université de Bruxelles, 1884-1909*, Bruxelles, 1909.
- LIVRAUW François, *Le Parlement Belge en 1900-1902*, Bruxelles, 1901.
- Les Hommes du Jour*, (direction DELFOSSE Charles et BERTRAND Louis), 1883-1884 (1-46), 1895-1896 (1-33).
- Nos contemporains*, Ixelles-Bruxelles, 1904.

b) Ouvrages spécifiques.

- L'Almanach Rétrospectif*, 2^e année, 1917 (Actualités 1914-1916).
DEJARDIN Pierre, *Raymond Colleye et le mouvement wallon pendant la guerre au front et à l'extérieur*, Bruxelles, 1924.
FREDERIX Gustave, *Trente ans de critique*, Paris-Bruxelles, 1900. (Pour Francisque Sarcey, p. 353-359.)
GAUCHEZ Maurice, *Maurice Lemonnier*, Bruxelles, 1943.
GILLE Paul, *Une grande figure d'hier: Guillaume De Greef*, Charleroi-Bruxelles, (1945).
MIRVAL José, *Le littérateur belge Paul Spaak*, Bruxelles, Libbrecht, 1938.
POIRIER Pierre, *Eugène Baie*, dans *Annuaire de l'Académie Royale de Belgique*, 1967, CXXXIII, p. 249-261.
SOLVAY Lucien, *Maurice Sulzberger*, Bruxelles, 1939.

In Memoriam — Funérailles de M. Hermann Dumont, Echevin, publié par la commune de Saint-Gilles-lez-Bruxelles, 1929 (?).

C. OUVRAGES COMPLEMENTAIRES.

1. Aspects de l'histoire de Belgique.

- ARNOULD Victor, *L'Evolution sociale en Belgique*, Bruxelles, 1886.
BALAU Sylvain et DALLEMAGNE Georges, *Précis d'Histoire contemporaine de la Belgique*, 4^e éd., Liège, 1911.
BANNING Emile, *Réflexions morales et politiques*, Bruxelles, 1889.
CARTON DE WIART (Comte Henri), *Souvenirs politiques*, Bruxelles, 1948.
FENAUX Robert, *Paul Hymans, un homme, un temps*, Bruxelles, 1946.
FONTAINE Jean, *Les progressistes et Frère-Orban*, Liège, 1884.
GILISSEN John, *Le régime représentatif en Belgique, depuis 1790*, Bruxelles, coll. « Notre Passé », 1958.
HAAG Henri, *Les origines du « Tripartisme »*, dans *Revue Générale Belge*, t. XC, 1954, p. 599-614.
HOUZE Emile, *Les élections communales du 19 octobre 1884, au point de vue anthropologique*, dans *Bulletin de la société d'Anthropologie de Bruxelles*, t. III, 3^e fasc., 1885, p. 364-373.
JANSON Paul, *Discours parlementaires*, Bruxelles, 1905-1906, 2 vol.
LAVELEYE (Emile de), *Essais et études 1867-1892*, 3 vol., Gand, 1897.
MICHOTTE P., *Etudes sur les théories économiques qui dominèrent en Belgique de 1830 à 1886*, Louvain, 1904.
SIMON Aloïs, *L'Hypothèse libérale en Belgique. Documents inédits 1839-1907*, Wetteren, 1956.
TRANNOY (Baron Henri de), *Léopold II et Jules Malou en 1884*, dans *Revue Générale*, Bruxelles, 1919, 52^e ann., p. 927-952.
VAN ISACKER Karel, *Werkelijk en wettelijk land, 1863-1884*, Anvers-Bruxelles-Gand-Louvain, 1955.
VERSTRAELEN Jules, *Introduction à l'histoire du Mouvement ouvrier*, Bruxelles, 1949.

2. Histoire de la presse.

FEIBELMAN René, *L'évolution de la presse bruxelloise*, extrait de *L'Expansion belge*, IV, Bruxelles, 1911, p. 433-441, 495-505, 553-569.

HARRY Gérard, *Mes mémoires*, Bruxelles, 1927-1930, 4 vol.

STIJNS M., *La presse à Bruxelles*, dans *Les Belles Heures de Bruxelles*, Bruxelles-Paris, Elsevier, p. 381-390.

VAN EENOO Romain-VERMEERSCH Arthur, *Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914*, Louvain-Paris, 1962.

WARNOTTE Marie-Louise, *Etude sur la presse à Namur, 1794-1914*, Louvain-Paris, 1965.

3. Biographies.

DELADOES Julien, *Fernand Crommelynck — Dramaturge et acteur*, dans *Revue de Bruxelles*, n° 80, série 1967, 14^e ann.

GUISLAIN Albert, *Edmond Picard, journaliste*, dans *Bulletin de l'Académie Royale de Langue et de Littérature Françaises*, t, XXXII, 1954, p. 116-124.

PLAN DE L'OUVRAGE

CHAPITRE PREMIER — *Les événements qui précéderent l'avènement de « La Réforme » — Le groupe radical.*

CHAPITRE DEUXIEME — *La création du journal, son organisation — Le groupe d'animation (1884-1907).*

CHAPITRE TROISIEME — *Description externe et contenu du journal — Aspects de son évolution.*

CHAPITRE QUATRIEME — *Les premières années de « La Réforme » de 1884 à 1887.*

CHAPITRE CINQUIEME — *Les grands thèmes et « La Réforme » face aux grandes crises — La fin du journal.*

CHAPITRE SIXIEME — *La place de « La Réforme » dans la presse belge et dans l'histoire du parti progressiste.*

A N N E X E S.

CHAPITRE PREMIER

LES EVENEMENTS QUI PRECEDERENT L'AVENEMENT DE « LA REFORME » — LE GROUPE RADICAL

Lorsque *La Réforme* apparut en février 1884, l'opinion belge toute entière était préoccupée par la gravité de la situation politique intérieure : le parti libéral, au pouvoir depuis six ans, sous la direction de Frère-Orban, était en pleine crise.

Pour comprendre et bien situer la naissance du journal, il nous importera donc d'examiner attentivement les événements importants, antérieurs à 1884, qui ont joué un rôle déterminant dans cette genèse. L'extrême-gauche libérale et ses représentants les plus marquants sont au cœur de ces événements. La synthèse que nous présentons des actes du groupe radical dans le contexte politique général sera partielle, puisqu'elle ne procède que d'écrits publiés sur la période envisagée. Nous croyons toutefois qu'elle sera suffisante pour cette étude : on y trouvera suffisamment de points applicables à l'action, à l'existence et à l'évolution de *La Réforme*.

LE PARTI LIBERAL A PARTIR DE 1850 — LES PREMIERES DISSENSIONS

Dans *Cent ans d'histoire sociale*, Chlepner fait remarquer que vers 1850, les mouvements démocratiques, progressistes et socialistes ne sont pas toujours nettement séparés les uns des autres. « Il y a souvent confusion aux frontières de ces mouvements. Cependant, en Belgique, libéralisme et socialisme se séparent de plus en plus nettement du catholicisme et deviennent toujours plus rationalistes et anticléricaux » (1). Il est exact effectivement que bien souvent éléments progressistes et groupes socialistes se mêlèrent les uns aux autres. Ceci se

(1) P. 66. E. Vandervelde l'a dit : « Avant la formation du Parti Ouvrier, qui fit la coupure avec les partis bourgeois, les frontières étaient fort indécises entre le socialisme et le libéralisme progressiste » (repris par J. BARTIER, *Le mouvement démocratique...*, p. 17). Un dessin fort connu du journal *La Bombe*, appelé « l'Hydre du Socialisme » représente, mêlées, les têtes des chefs progressistes et socialistes (repris dans L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie...*, p. 301).

confirmera par exemple très clairement dans le cas de *La Réforme*: ce journal, « organe de la démocratie libérale », comme le claironne son titre, entretiendra presque toujours des relations amicales et de bonne confraternité avec les membres du parti ouvrier et les feuilles socialistes. Nous ne nions pas pour autant certains moments de crise et de tension qui opposèrent *La Réforme* et *Le Peuple* notamment.

Pourquoi ce parallélisme de vues entre progressistes et socialistes ? Nous croyons qu'il faille voir là une simple conjoncture favorable de faits historiques : les révolutions de 1848, la naissance du Second Empire, les remous sociaux qui par la suite créèrent une série de points de rencontre entre les idées progressistes et socialistes. De multiples aspects de la lutte démocratique sont les mêmes dans les deux camps. N'oublions pas que d'une manière générale, les progressistes ont facilité l'entrée au Parlement des socialistes, lesquels s'en sont servis comme d'un tremplin. C'est principalement grâce à la défense des idées démocratiques dans l'arène parlementaire que l'on est arrivé à la revision de 1892-94.

Il faut encore insister sur l'anticléricisme du libéralisme et du socialisme. Le libéralisme belge a eu tendance à se réfugier dans un anticléricisme de plus en plus virulent, au point parfois de s'identifier *totalemment* à lui ; le socialisme, au contraire, eut le mérite de mettre au second plan ses essences anticléricales pour développer des options plus matérielles et plus accessibles. C'est entre ces deux positions que l'on doit considérer le progressisme comme une tentative d'ouverture du libéralisme. Bien sûr, les progressistes restèrent farouchement anticléricaux ; ils restèrent farouchement aussi attachés aux idées démocratiques.

L'évolution de la gauche du parti libéral à partir de 1850 révélera des tendances de plus en plus nettes de passer du « vieux » libéralisme des années 1830-1840 au libéralisme progressiste, et de ce dernier, au radicalisme.

L'histoire de la lutte des « jeunes » et des « vieux libéraux » est celle du parti libéral du XIX^e siècle.

A partir de 1856, le « jeune » libéralisme essaiera maintes fois de *se détacher* en créant des organisations distinctes des associations libérales (1) — traces de conflits d'idées mêlées sans doute de conflits

(1) C'est au sein de l'Association libérale de Bruxelles que la lutte fut la plus vive. L'élément radical y étant solidement ancré, des scissions se produisirent plusieurs fois entre modérés et radicaux.

de générations. On tente en 1870 de créer un Parti libéral démocratique. En vain. Le point d'aboutissement de cette volonté d'autonomie et de rupture est atteint en 1887 avec la création d'un Parti progressiste, dont Paul Janson fut le chef (1).

Caractéristique fondamentale, les « jeunes libéraux » — appelons-les maintenant *progressistes* — entrés dès 1858 à la Chambre, auront avant tout des objectifs politiques (1).

Leur fer de lance démocratique est triple : ils veulent l'élargissement du suffrage, l'instruction obligatoire, la séparation des Eglises et de l'Etat. De timides, mais premières réformes ouvrières accompagnent le programme principal (le Convent libéral de 1870 réunissant encore associations libérales et cercles progressistes en est l'illustration parfaite).

La Réforme trouve sa raison d'être dans ce dernier : les fondements du journal, son idéal en sont imprégnés. Que signifierait sinon le titre même de « *Réforme* » ?

Des doctrinaires encouragèrent parfois de jeunes progressistes dans leurs revendications : inquiétudes ? Gestes larges de maîtres et seigneurs à l'égard des « jeunes remuants » ? Paul Janson, le plus illustre d'entre eux, fut admis sur la liste libérale aux élections communales de 1869 à Bruxelles, « malgré sa réputation de républicain et de socialiste » (2).

Plusieurs progressistes en effet s'affirmèrent ouvertement socialistes : Edmond Picard se tournera vers le parti ouvrier ; Victor Arnould traînait avec lui une « dangereuse » réputation de proudhonien ; Janson déclara « être à la fois socialiste et libéral » (2), position ambiguë, s'il en fut ! Il adhéra même à l'Internationale socialiste et les doctrinaires tirèrent souvent parti de ce fait pour voir en lui « un danger menaçant la royauté, la propriété, l'existence même de la Belgique » (3). On revoit ici combien le mouvement d'idées socialistes, développé parallèlement au mouvement progressiste, a influencé ce dernier, sans l'absorber toutefois (4).

On n'a pas assez insisté sur l'ambiguïté profonde de ce dualisme socialisme-progressisme chez les progressistes : il est évident que leur position « chèvrechouteuse » n'était ni rassurante pour les doc-

(1) CHLEPNER, *op. cit.*, p. 67.

(2) CRAEYBECKX Lode, *Cent ans de démocratie bourgeoise*, p. 27.

(3) VAN KALKEN Frans, *La Belgique contemporaine*, p. 123.

(4) *La Réforme* fut anti-royaliste et républicaine ; elle n'en fut pas pour cela socialiste.

trinaires, ni satisfaisante pour les socialistes. Les radicaux sont des libéraux dissidents qui n'ont pas voulu adhérer à fond au programme ouvrier : sans abandonner l'idéal libéral, ils ont voulu en quelque sorte « hisser » à leurs idées la masse libérale. Leur problème constant fut bien de synthétiser leur programme démocratique dans le libéralisme, ce qui explique que bien des radicaux rejoignirent par la suite l'aile conservatrice libérale ou s'engagèrent dans le parti socialiste lorsque ce dernier fut constitué.

UNE PREMIERE « REFORME » : LE JOURNAL « LA LIBERTE »

Publiée dès 1864-65, *La Liberté* marque assurément une étape dans l'évolution des idées progressistes. Rédigé par un groupe de jeunes avocats, teintés de socialisme souvent (Janson, Robert, Picard, Demeur,...), ce journal déclara que « les vieilles luttes entre libéraux et catholiques étaient dépassées » (1) : l'amélioration directe des masses devenait le but capital de la politique (2). On comprend que *La Liberté* fut révolutionnaire pour l'époque et que ses idées furent inacceptables pour l'ensemble des libéraux.

La réforme électorale était en tout cas mise à l'ordre du jour dès ce moment.

Constituant un embryon du parti radical, *La Liberté* progressiste (3) prépara la venue de *La Réforme*, vingt ans plus tard. Ces deux journaux ont le même milieu, la même optique, les mêmes idées fondamentales.

De toute manière, le rôle de *La Liberté* fut énorme : le journal mit l'accent sur les carences de la politique traditionnelle et bon nombre de doctrinaires regrettèrent par la suite l'entrée dans les associations libérales des anciens rédacteurs Janson, Robert et Arnould (4).

Ce dernier fut le plus attaqué du groupe radical, pour son éloge de la Commune de Paris dans *La Liberté* socialiste (5).

(1) CHLEPNER, *op. cit.*, p. 163.

(2) Les rédacteurs affirmaient même que le libéralisme était mort et « proclamaient qu'il n'y avait plus que deux partis vivants : le catholicisme et le socialisme ».

(3) Une *Liberté* socialiste se substitua à la progressiste après 1867.

(4) BERTRAND L., *Histoire du socialisme*, p. 353.

(5) HYMANS P., *Causeries*, p. 42.

La Liberté cristallise en fait dans la presse les difficultés et les divisions qui naquirent au sein du libéralisme dans les années 1850, divisions qui plusieurs fois furent responsables de la chute d'un gouvernement libéral ou d'un écrasement des libéraux aux élections.

Le mécontentement des jeunes éléments ira s'accroissant : on assiste à une radicalisation croissante des tendances et le parti progressiste se présentera avec un programme « tellement osé que bien longtemps doctrinaires et radicaux furent des adversaires acharnés » (1). « C'en est fini du *conservatisme par le progrès* libéral opposé au *progrès par le conservatisme* de la Droite : l'immobilisme dogmatique des doctrinaires lasse les jeunes » (2). Les premiers meetings populaires ont lieu et les attaques contre les chefs doctrinaires, « écoutés comme des oracles », y sont nombreuses.

Cette hostilité, si bien révélée dans les pages de *La Réforme*, se poursuivra avec des hauts et des bas jusque dans les premières années du 20^e siècle.

Les efforts du parti catholique ramenèrent celui-ci au pouvoir en 1870, face à des libéraux désunis (3). Huit années d'opposition regroupèrent ces derniers contre les ultramontains : la question religieuse fit oublier, pour un moment, les querelles intestines (4).

Il convient de préciser ici définitivement le sens des mots *doctrinaires*, *progressistes* et *radicaux*; le parti libéral, vers 1880, est divisé en trois groupes, si l'on envisage :

1. Les *doctrinaires*, partisans de la doctrine libérale pure. Frère-Orban et Bara sont incontestablement les chefs de cette faction où il faut compter des hommes tels que Charles Graux, Charles Buis, Pierre Van Humbeek, Léon Vanderkindere, Gustave Washer.
2. Les *libéraux-progressistes*, qui sont partisans d'une évolution mesurée du libéralisme et qui ainsi mettent de nombreuses conditions à la révision de la Constitution et à l'adoption du suffrage universel. Goblet d'Alviella, Richal, sont des libéraux progressistes. Con-

(1) du BUS DE WARNAFFE, *L'évolution du parti libéral*, p. 781.

(2) VAN KALKEN F., *Esquisses des origines...*, p. 195.

(3) HYMANS P., *Pages libérales*, p. 64.

(4) MELOT E., *Origine...*, p. 105. A ce propos, le *Manuel du libéralisme* de Paul VOITURON, republié en 1878, donne un excellent aperçu du programme d'un libéral-progressiste : destruction du cléricanisme dans le domaine des intérêts temporels au nom de la liberté de pensée du libéralisme, droit de suffrage à tout homme « sachant lire et écrire », R. P., instruction primaire obligatoire, égalité des langues, service militaire personnel et obligatoire, garanties aux ouvriers, élimination des impôts indirects. Une divergence de vue : Voituron considère la révision de la Constitution comme impossible, ce qui le classe indéniablement comme libéral-progressiste.

statons surtout que des nuances seules séparent ces deux premiers groupes : sous certains aspects, Henri Bergé, Auguste Couvreur peuvent être classés dans la deuxième catégorie et l'existence de celle-ci se marque par exemple dans la constitution d'une Union libérale — toute éphémère — à Bruxelles.

3. Les *progressistes* ou *radicaux* (1). Nous avons alors affaire à la vraie extrême-gauche, à laquelle appartiennent Janson, Feron, Robert, Arnould et bien d'autres.

Ces distinctions restent très théoriques et sujettes à discussion (2). D'une manière générale, on oppose surtout doctrinaires à radicaux. Nous emploierons indifféremment les mots *radicaux* et *progressistes* pour qualifier les hommes de l'aile gauche du libéralisme et nous suggérons l'emploi précis du composé *libéral-progressiste* pour exprime le centre libéral, tampon entre doctrinaires et radicaux-progressistes.

LE CABINET FRÈRE-ORBAN ET L'ACTION DES RADICAUX AU PARLEMENT

Les années du Cabinet constitué par Frère-Orban, au lendemain des élections du 11 juin 1878, furent critiques pour le parti libéral. Chef de ce « Cabinet d'union libérale » (3), Frère-Orban avait déclaré que « le libéralisme renierait son essence et sa raison d'être, se suiciderait s'il descendait sur le terrain religieux ». Cette prédiction se réalisa.

Les radicaux avaient poussé en avant les modérés, notamment avec leur « Ligue de l'Enseignement », fondée en 1864 par Ch. Buls, H. Bergé et E. Feron, poursuivant l'instruction obligatoire et la laïcité de l'école publique (4).

Pour rétablir définitivement l'unité libérale, Frère-Orban voulut réaliser une idée chère aux libéraux : l'œuvre scolaire, l'enseignement officiel. Le libéralisme descendait là sur le terrain religieux, puisqu'il s'opposerait dans la réalisation de cette œuvre à l'enseignement libre (5).

(1) Si les mots *progressiste* et *radical* peuvent être confondus en Belgique sans dommage, il n'en va pas de même en France où l'appellation *progressiste* se rapproche plutôt de *modéré*. Un *progressiste* français est loin d'être un *progressiste* belge !

(2) D'autant plus que les nuances sont minimes entre doctrinaires et libéraux-progressistes, et que bien des libéraux changèrent leurs conceptions.

(3) PIRENNE H., *Histoire de Belgique*, p. 230.

(4) Voir HYMANS P., *Pages libérales*, p. 65 ; PIRENNE, *op. cit.*, p. 232.

(5) VAN LEYNSEELE-GARSOU, *Frère-Orban*, p. 75.

Selon certains, Frère-Orban aurait entamé la lutte suite à une promesse formelle de Janson : renoncer au reste du programme radical tant que la réforme scolaire ne serait acquise.

La loi scolaire, sanctionnée par le Roi le 1^{er} juillet 1879, permettra la réalisation de la réforme (mais elle ne rétablira nullement l'union des libéraux puisque certains de ceux-ci voteront contre elle). Il semble que vers 1880-81, les radicaux pourront se considérer déliés de leur promesse.

Peut-on parler de trahison, d'oubli de serment, alors que la réforme scolaire se réalisait ? (1). Assurément non, et les radicaux se devaient à eux-mêmes d'aborder les autres points de leur programme : ils réclamèrent donc la réalisation immédiate de ceux-ci. La temporisation imposée par Frère-Orban était logiquement terminée (2).

Une profonde antipathie opposait personnellement Frère-Orban à Janson. Les deux hommes différaient profondément. Frère-Orban méconnaissait l'éloquence de Janson « à qui déjà des plaidoiries retentissantes avaient fait une renommée oratoire » (3). Il n'était qu'un « agitateur à l'idéologie fumeuse, sans vues politiques précises » (4).

Cette antipathie se traduisit parfois en éclats bruyants (5).

D'une manière générale, Frère-Orban détestait les progressistes et cette hostilité va se traduire dans la presse par des polémiques de fond entre *L'Echo du Parlement* et *La Flandre libérale* d'une part, et *La Réforme* d'autre part.

Méprisant souverainement l'extrême-gauche, il s'exclamait dans un discours anti-revisionniste : « Je ne veux pas empêcher qui que ce soit d'agiter des *grelots progressistes*, ce sont des amusements qu'il faut tolérer en politique où les amusements sont rares ! » (6).

De leur côté, Janson et les autres radicaux eurent en horreur la « *sic volo, sic jubeo* » bien connu de Frère-Orban. *La Réforme* stigmatisera cette formule révélatrice de la façon dont le chef doctrinaire concevait la direction d'un parti.

(1) Robert et Feron n'entrèrent à la Chambre qu'en 1880 et Arnould en 1882 ; se sentaient-ils, de ce fait, concernés par la « promesse » de Janson ?

(2) VAN LEYNSEELE-GARSOU, *op. cit.*, p. 75.

(3) HYMANS P., *L'œuvre libérale*, p. 17-18.

(4) VAN LEYNSEELE-GARSOU, *op. cit.*, p. 76.

(5) WOESTE Ch., *Vingt-ans...*, p. 244.

(6) Discours de Frère-Orban le 4 juin 1882 à Liège (*l'Europe*, 4 juin 1882), dans PICARD E., *Grelots progressistes...*, p. 169.

La question de la réforme électorale envenima tous les débats (1). Le groupe radical à la Chambre, dirigé par Janson, comprenait A. Demeur, J. Guillery, A. Dansaert, E. Feron, V. Arnould, E. Robert. « Tous étaient députés de Bruxelles, soutenus par un mouvement d'opinion bruyant et impatient » (2).

Par anticléricalisme bien sûr (3), ce groupe avait soutenu en août 1878 la loi qui, sous prétexte de réprimer les fraudes électorales, avait remanié le cens en privant du droit de vote certaines catégories d'électeurs, en majorité catholiques. Il considéra les clauses de la loi « *comme autant de flèches lancées au régime censitaire* (paroles de Janson) que son idéalisme démocratique ne pouvait supporter plus longtemps » (4).

Dans ces conditions, toute entente était impossible sur la question du droit de vote : le Cabinet avait réduit le nombre des électeurs au lieu de l'augmenter ! (5).

La position de Frère-Orban et de ses ministres était claire : les radicaux compromettaient l'œuvre scolaire à peine entamée en soulevant « les questions qui nous divisent » (6). Les doctrinaires ne voulaient pas de la formule simplifiée de Janson, le « savoir lire et écrire » comme base du droit électoral communal et provincial. *La Réforme* soutiendra encore la formule en 1884.

A la différence des chefs radicaux, Frère-Orban est, on le voit, tout entier préoccupé par la situation politique présente. Profondément hostile au suffrage universel dont il ne présage rien de bon, il ne voulut rien concéder à ses adversaires, pas même une généralisation de l'électorat par étapes (7).

Cette situation était intenable ; face à une droite unie par la guerre scolaire (8), il n'opposait qu'une gauche morcelée. Le Cabinet dut se

(1) HYMANS P., *Causeries*, p. 41.

(2) Id., p. 42.

(3) Il est exact que la lutte anticléricale a été avant tout entretenue par les radicaux et les socialistes qui, méfiants envers la politique générale de l'Eglise, répudièrent son influence spirituelle. Les doctrinaires s'associèrent au combat avec une certaine répugnance (J. BARTIER, *Le mouvement démocratique...*, p. 140-142).

(4) PIRENNE, *op. cit.*, p. 239.

(5) 9.000 électeurs généraux, 10.000 provinciaux et 11.000 communaux perdirent leur droit de vote. Picard blâma le gouvernement de donner ainsi à la Nation « un redoutable exemple d'improbité » (Ch. TERLINDEN, *La guerre scolaire*, p. 143).

(6) VAN LEYNSEELE-GARSOU, *op. cit.*, p. 78.

(7) VAN LEYNSEELE-GARSOU, *op. cit.*, p. 81-82.

(8) L'activité des comités scolaires, selon MELOT E., fut prodigieuse (*op. cit.*, p. 109). Après 1884, ces comités constituèrent les cellules du parti catholique, force politique admirablement organisée après une lutte de cinq ans.

résoudre à certaines concessions : il proposa aux radicaux un abaissement du cens aux élections provinciales et communales et le droit électoral aux *capacitaires* (1).

Les radicaux n'en désarmèrent pas pour autant. « Nous assistâmes », raconte Woeste, non sans une vive satisfaction, « à maintes empoignades entre M. Frère, d'une part, et MM. Arnould, Feron et Robert, d'autre part » (2).

L'intransigeance doctrinaire exacerba les radicaux, impatientes. « Ils comparaient notre corps électoral si étrangement restreint avec celui des nations voisines » (3). Une ligue réformatrice, la ligue nationale pour la réforme électorale, fut créée, et Janson en assura la présidence.

Elle eut bientôt des sections dans tous les pays et beaucoup de socialistes, dont J. Destrée et C. De Paepe, y rejoignirent les démocrates libéraux (4). Le raidissement des radicaux va davantage encore s'extérioriser et tous ces faits commencent à justifier la création d'organes de presse propres aux idées progressistes.

« Lorsqu'on cherche à fixer les responsabilités, poursuit encore Woeste, on doit reconnaître que nul plus que M. Frère-Orban, n'a aidé à la transformation du libéralisme... Il est le principal auteur d'une évolution que peut-être il eut désiré renfermer dans des limites plus étroites » (5). Pirenne a soutenu ce point de vue également (6).

C'est, selon nous, une interprétation abusive des faits que de présenter Frère-Orban consentant à exécuter successivement tous les ultimatums de l'extrême-gauche, comme le pense Woeste (7).

Preuve. La loi sur les *capacitaires* à peine votée en avril 1883, les radicaux (Janson-Arnould-Robert) déposent en juin 1883 une proposition de révision des articles 47 et 56 relatifs à l'électorat, pour faire sauter la « pierre vermoulue », c'est-à-dire le cens électoral (8).

Ils nient, à juste titre, la garantie d'intelligence, d'instruction et de moralité offerte par le paiement d'un impôt direct de 42 francs 32 centimes. Le régime du « pays légal » est sévèrement condamné par eux.

(1) Gens exerçant certaines professions ou possédant un certificat d'études primaires.

(2) WOESTE Ch., *Mémoires*, p. 210.

(3) DISCAILLES E., *Charles Rogier*, p. 370.

(4) DELSINNE L., *Le parti ouvrier belge*, p. 65-66.

(5) WOESTE Ch., *Vingt-ans...*, p. 244.

(6) dans *Histoire...*, *op. cit.*, p. 233-4 : « Prisonnier des radicaux dont il avait accepté l'alliance, il se voyait entraîné par eux plus loin qu'il n'eut voulu s'avancer ».

(7) WOESTE Ch., *op. cit.*, p. 245.

(8) HYMANS P., *Causeries*, p. 42 à 44; DAYE P., *Léopold II*, p. 241.

Cette deuxième proposition de loi (1) fut en fait provoquée par une nouvelle altercation à la Chambre le 11 mai. Le radical Hanssens ayant interpellé le gouvernement en critiquant les lacunes de la condition ouvrière, Janson appuya son intervention, affirmant que c'était au gouvernement de trouver une solution. Excédé, Frère-Orban lui répondit : « On vous a donné l'initiative parlementaire, faites-en usage » (2).

Janson s'était à ce moment déjà senti débordé sur son aile même. Picard était devenu de plus en plus socialiste. Une scission entre progressistes s'était produite : Bertrand et Wilmart avaient fondé l'Union démocratique et progressiste, de tendance très radicale. Cet organisme politique aurait pu, avec un programme minimum de réformes — comportant toutefois toutes les revendications socialistes sauf celles relatives à la propriété collective et à l'organisation de l'économie — « grouper la classe ouvrière et les éléments généreux de la bourgeoisie » (3).

Le manifeste de l'Union, rédigé surtout par G. De Greef (futur collaborateur de *La Réforme*) avec l'aide de C. De Paepe, justifiait son programme en prétendant combler les lacunes des grandes aspirations progressistes (4). Nous retrouvons ici encore des éléments de tentatives de synthèse entre le socialisme et la démocratie libérale.

Du côté doctrinaire, les modérés de l'Association libérale de Bruxelles avaient bien failli faire expulser un grand nombre de non-électeurs participant à ses assemblées et favorables aux thèses radicales.

On le voit, constamment les radicaux durent se durcir sur leurs positions en subissant les attaques doctrinaires.

Qu'advint-il de leur fameuse proposition de loi ? Par la formule du « savoir lire et écrire », elle sous-entendait clairement la perspective du S. U. Aussi Frère-Orban s'opposa-t-il avec hauteur à sa prise en considération. « Les débats engagés en juillet 1884 devaient créer dans le pays une impression profondément défavorable au parti libéral », déjà mal en point il est vrai (5). Jamais auparavant les dissentiments

(1) Le 15 novembre 1870, les progressistes Demeur et Bergé avaient proposé une démocratisation du régime électoral par une réforme de l'article 47 de la Constitution. Cette proposition fut repoussée sèchement (Voir VAN KALKEN F., *La Belgique Contemporaine*, p. 123).

(2) VAN LEYNSEELE-GARSOU, *op. cit.*, p. 85-6.

(3) BERTRAND L., *Histoire de la Démocratie*, p. 353.

(4) BERTRAND L., *César De Paepe*, p. 107.

(5) VAN LEYNSEELE-GARSOU, *op. cit.*, p. 86.

entre libéraux n'avaient pris un tel caractère de publicité. Toutes les rancœurs sont étalées au grand jour.

Prononçant les paroles restées célèbres, le chef doctrinaire déclare ne vouloir le S. U. « ni en un, ni en deux, ni en cinq actes » (1), et d'autres paroles irréparables furent encore prononcées.

« Presque toute la gauche désapprouva les radicaux, dont le groupe fut baptisé par Gustave Washer *la petite chapelle* » (2). *La Réforme* se hérissa quelques temps devant cette appellation. Malgré une forte campagne de meetings — nous constatons que les radicaux développèrent tout particulièrement cette forme de contacts entre chefs et électeurs — la prise en considération fut repoussée par 116 voix contre 11 : tous les conservateurs, de droite comme de gauche, s'étaient unis dans un vote significatif contre l'extrême-gauche.

Ces idées n'en cessèrent pas moins de faire leur chemin mais la scission était consommée entre les deux blocs : la « petite chapelle » se replia sur elle-même en votant contre le gouvernement.

Nous le remarquons directement dans le vote du projet d'impôts déposé par le Cabinet en juillet 1883. La coûteuse réforme de l'enseignement et la crise économique qui sévissait vers 1880, obligèrent en effet le ministère à rétablir son budget par la levée de nouveaux impôts (sur le tabac, les eaux de vie, les polices d'assurances, les obligations,...) (3).

« La jeune gauche faisant une campagne très ardente contre plusieurs dispositions de ce projet, et la droite profitant habilement de la situation, le ministère fut souvent sur le point d'être mis en minorité » (4). Il fut en fait sauvé par l'habileté de Frère-Orban. Janson déclara le 26 juillet que rien ne l'empêcherait de voter contre une mauvaise loi. Les impôts furent finalement votés, rendant le cabinet fort impopulaire.

Les radicaux s'opposèrent encore au projet de réforme électorale, provinciale et communale, prêtant le flanc aux critiques doctrinaires qui les accusaient de collusion avec la droite. Combien de fois cette accusation ne fut-elle pas prononcée ! Ils se défendirent désespérément de faire le jeu des cléricaux et *La Réforme* ne cessera par la suite de tempêter contre cette « machination ».

(1) TROCKET L., *Les partis politiques...*, p. 30.

(2) GARSOU J., *L'évolution du parti libéral...*, p. 8.

(3) SIMON A., *België van 1865 tot 1884*, p. 164.

(4) DISCAILLES E., *op. cit.*, p. 371.

La position progressiste ne doit pas être accusée : les radicaux étaient *presque condamnés* structurellement, organiquement, à voter contre les doctrinaires. Et voter contre eux, c'était bien sûr, s'allier avec la droite. L'idéal de justice et de morale élevée est assurément au fond de toutes leurs idées. Janson disait, paradoxalement pour un anticlérical : « Si l'on prétendait empêcher un croyant d'aller à la messe, j'irais avec lui pour protester » (1).

Nulle pression extérieure à l'individu, spirituelle ou matérielle, qu'il ne fustige. « Au fond de toutes ces questions particulières gît une question plus générale et plus complexe, la question sociale... Ce sera l'éternel honneur du socialisme d'avoir posé et scruté cette question qu'il appelle le problème de la misère » (2).

Le dialogue Frère-Orban-Janson, qui est celui des doctrinaires et des progressistes, est en somme un dialogue de sourds : aucun des deux antagonistes *ne peut plus comprendre* l'autre. Ce sont des hommes et des mondes différents qui s'affrontent. En voyant les erreurs tactiques des radicaux, les doctrinaires étaient naturellement amenés à les accuser de trahison.

L'extrême-gauche se laissa tout de même aller à voter la réforme proposée et le projet fut adopté par 62 voix de gauche contre 41 de droite. La constitution de *Ligues ouvrières* fut rendue possible ; celles-ci revendiquèrent une représentation spéciale des classes laborieuses dans les conseils communaux (3).

Malgré une courte trêve conclue entre les deux tendances du libéralisme, les modérés firent une nouvelle tentative pour éliminer cette fois de l'Association libérale de Bruxelles des radicaux comme Feron, Arnould et Robert. Elle échoua de justesse et le début de l'année 1884 verra les radicaux isolés dans un parti libéral effrayé de leurs tendances et de leurs impératifs.

Dans les années qui suivirent, *La Réforme* reconnut volontiers qu'elle était seule à défendre la politique radicale. Mais elle se targuait aussi d'être isolée *avec* l'opinion publique !

La presse libérale presque toute entière tirait à boulets rouges sur le groupe progressiste, que ce soit dans ses interventions à la Chambre ou dans sa participation aux assemblées des Associations libérales. *Flandre libérale*, *Gazette de Bruxelles*, *Echo du Parlement* fulminaient

(1) DEVÈZE A., *Libéralisme et parti libéral*, p. 14.

(2) WOESTE Ch., *Vingt-ans...*, p. 251.

(3) BERTRAND L., *Histoire de la Démocratie*, p. 284.

en chœur contre les « huit » de la petite chapelle. Seuls *La Chronique* — de façon tiède d'ailleurs — et *Le National Belge*, journal à tendances socialistes, ne les attaquaient pas. Les hommes qui avaient défendu leurs idées déjà dans *La Liberté* songèrent à recréer celle-ci : *La Réforme*, au titre éloquent, allait se lancer dans l'arène de la presse et de la politique, au grand dam des conservateurs libéraux et catholiques.

CONCLUSIONS

Dans ce rapide exposé historique, nous avons voulu montrer l'évolution de la tendance radicale au sein du parti libéral. Nourris d'idéalisme socialiste, influencés par les idées de 1848 répandues encore plus rapidement en Belgique par les proscrits du Second Empire, les radicaux veulent ouvrir le carcan doctrinaire qui pèse sur les idées libérales et trouver la voie de la démocratie. Jeunes, bouillants d'impatience, ils s'opposent aux libéraux de 1840 devenus trop vite à leur gré des doctrinaires.

Leurs réformes, jugées révolutionnaires ou presque nihilistes (comme Woeste essaie de le faire croire — le radicalisme détruit tout et ne construit rien, selon lui —) ne sont appuyées et développées que par une petite élite d'intellectuels. Chaque fois qu'ils furent livrés à leurs seules forces les radicaux ne remportèrent aucun succès.

Le Cabinet Frère-Orban joua le rôle de révélateur de leurs idées dans l'opinion publique. Très vite satisfaits sur le plan de la réforme scolaire, ils purent poser leurs revendications politiques et sociales. Les heurts constants avec les chefs doctrinaires, leur manque d'audience, les rejetèrent dans une opposition défavorable à leur cause.

Le ministère d'union libérale, n'accordant pas le minimum de concessions utiles à son propre maintien (1), se suicida réellement : il ne fut que le catalyseur de l'explosion du parti libéral.

Si la politique radicale fut en partie responsable de l'écrasement libéral de juin 1884, elle eut du moins le mérite de se prononcer franchement dans les questions sociales et électorales et ce *dans l'enceinte parlementaire*.

Il nous faut encore rappeler que le grand dilemme des progressistes fut de concilier leurs idées socialistes nouvelles avec leur milieu

(1) Adoptant un point de vue d'économiste, nous pourrions dire que la demande radicale fut toujours supérieure à l'offre doctrinaire!

libéral. Et l'évolution du radicalisme est dès sa naissance déjà tracée : voulant surtout des réformes rapides sans révolutions, il fut débordé très vite par le parti socialiste, lorsque ce dernier parvint à se faire représenter au Parlement, grâce au combat d'avant-garde de ce même radicalisme.

Ceci est en partie l'histoire de *La Réforme*: fondée par les principaux membres du groupe radical, son succès fut directement fonction du succès des idées défendues chez elle.

CHAPITRE DEUXIEME

LA CREATION DU JOURNAL, SON ORGANISATION GENERALE — LE GROUPE D'ANIMATION (1884-1907).

LA CREATION DE LA REFORME

Le premier numéro de *La Réforme* sortit le dimanche 17 février 1884. Progressistes et doctrinaires attendaient sa venue, les premiers avec impatience, les seconds avec méfiance.

Quand la création du journal fut-elle décidée ?

On l'a vu, 1883 fut l'année clef de la scission libérale dans le Parlement et dans l'opinion publique. Nous savons également que les radicaux n'étaient pas soutenus par la presse libérale dont les organes principaux étaient essentiellement modérés. L'idée d'un journal acquis totalement aux idées démocratiques et radicales dut donc germer vers la fin de l'année 1883. Faute de documents, on ne peut apporter plus de précision à cette question.

Placée dans un contexte différent, la naissance du journal s'intègre à merveille dans le grand mouvement dynamique qui animait la presse aux environs de 1880. Quelques chiffres attestent directement ce phénomène.

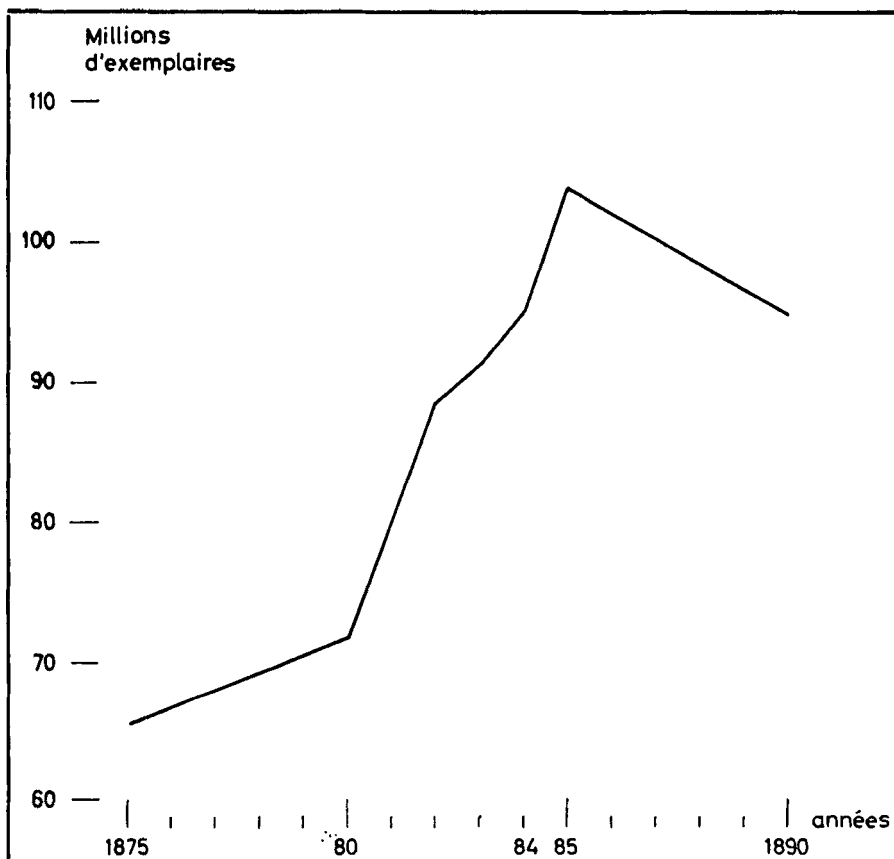
D'une vingtaine de quotidiens politiques publiés à Bruxelles vers 1880, nous passons à 25 en 1885 et à 30 en 1890. Soit dix quotidiens, politiques surtout, supplémentaires dans la capitale, en dix ans.

Autre donnée, le mouvement se traduit dans les chiffres comparatifs de l'ensemble des journaux expédiés par la poste (1). Voir pl. I. Le tableau en est éloquent. De 1875 à 1885, le nombre total de journaux brassés par la poste a augmenté de 60 %. Et l'on n'envisage pas ici la vente directe des quotidiens ou la remise à domicile par porteurs. Remarquons encore le pourcentage élevé atteint durant les quelques années qui précèdent 1885.

Derniers chiffres appuyant l'ensemble du mouvement, ceux des abonnements (2). En 1874, on compte 374 journaux et 175.000 abon-

(1) *Annales statistiques de la Belgique*, années 1881, p. 412; 1885, p. 196 et 422-23; 1890, p. 154 et 363.

(2) *Le Fureteur*, juin 1909, p. 108.



Pl. I. Evolution du nombre des journaux expédiés par la poste pendant la période 1875-1890.

nés. Trente ans plus tard à peine, en 1905 exactement, il y a 1.100 journaux publiés et 600.000 abonnés : l'augmentation peut-être évaluée à 30 % pour le nombre de journaux et à près de 35 % pour les abonnements (1).

Par sa création même, *La Réforme* participe ainsi à l'expansion générale du journal et à l'évolution dynamique de la presse dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle (2). Constatons le fait, sans plus.

(1) Nous avons recoupé le chiffre statistique général de 1875 avec celui des abonnements cité pour 1874 : en accordant 360 journaux par abonné pour une année (pour simplification, il s'agit d'abonnées à des quotidiens), on obtient environ 180.000 abonnés pour l'année 1875, ce qui représente une progression logique du chiffre des 175.000 abonnés de 1874.

(2) La création de l'Association générale de la Presse Belge, en 1885, est également un trait marquant de cette évolution.

Conditionnés par une vie politique animée en Belgique vers 1880, le besoin et également l'habitude de lire de plus en plus les journaux, par souci d'information, et de soutenir, moins dogmatiquement qu'au-paravant, des idées et des polémiques dans ces derniers, contribuèrent fortement au développement d'une presse de valeur (1).

Des préparatifs mêmes du journal progressiste, nous ne savons pratiquement rien. Emile Feron fut sans doute au cœur des recherches de matériel, d'installation et de rédacteurs-collaborateurs. A la mi-janvier, *Le Patriote* annonce l'apparition prochaine d'un nouveau journal progressiste de combat, « qui fera une guerre sans trêve ni merci à l'Association libérale (de Bruxelles, sous-entendu) » ! « Mal informé » jubile *Le National Belge*, qui continue : « *La Réforme*, le journal en question, paraîtra bientôt, mais loin de combattre la politique de l'Association libérale, il la soutiendra. Cette nouvelle feuille plus « modérée » que notre journal, sera l'organe de quelques membres de la Jeune Gauche » (2).

Quelques détails supplémentaires nous sont livrés le 8 février 1884 (3). Les affiches de lancement du journal seront placardées le 10 février. De même format que *L'Europe*, avec moins de matières, *La Réforme* aura Albert Ghilain comme rédacteur en chef, Albert Giraud et Max Waller comme collaborateurs de la *Jeune Belgique*, un certain Collin comme « seul journaliste » et Emile Feron à la direction politique.

Le dimanche 10 février vit vraisemblablement la pose des affiches car *La Gazette* écrit le 15 : « Les affiches de *La Réforme* sont sur tous les murs ». Détail de petite histoire : « La plupart ont subi une correction anonyme. Des passants ont effacé au crayon le titre français de député accolé au nom de M. Feron et ont écrit au-dessus le mot belge de représentant ».

Peu ou pas d'éléments donc en ce qui concerne l'information de la presse et la préparation du journal. *Le National Belge* seul paraît avoir obtenu quelques renseignements sûrs.

« *La Réforme* a paru » lâche laconiquement *La Gazette* après le 17 février (4). « *La Réforme*, si impatientement attendu, a paru dimanche matin » écrit *Le National Belge*. « Le nouveau journal

(1) Jules DE BOCK écrit : « Il y avait de la poudre dans l'air, les esprits étaient montés et la multitude avait soif de polémique » (*Le journal à travers les âges*, p. 127).

(2) Repris par *Le National Belge* du 16 janvier 1884.

(3) Par *Le National Belge*.

(4) *La Gazette*, 19 février 1884.

progressiste est fort bien fait. Sa disposition est excellente. Il a de l'aspect et est agréable à lire. Ceux qui avaient cru à une réapparition de *La Liberté* se sont trompés. Le nouvel organe est plus moderne, plus séduisant pour la grande masse de public. Les journaux ministériels font assez froid accueil à la feuille réformiste. » (1).

Nous retrouvons ici une preuve directe de l'empreinte profonde laissée par *La Liberté* dans les esprits de l'époque. Le rapprochement avec l'ancien journal libéral est établi immédiatement à l'annonce d'un nouveau journal dirigé par le groupe — parlementaire ou non — radical. Plusieurs rédacteurs de *La Liberté* sont des collaborateurs de *La Réforme*. Remarquons que *Le National Belge* ne différencie les deux journaux que par leur aspect extérieur, *La Réforme* se voulant « plus moderne » pour attirer l'opinion.

« C'est *Le National* moins piquant, moins piqué et moins Picard » se contente de plaisanter *L'Indépendance Belge* (2). *La Chronique*, elle, salue son nouveau confrère et se réjouit de sa venue (3). Dernier son de cloche, *Le Bien Public*, porte-parole des journaux cléricaux, enregistre l'événement et s'attaque directement à l'intransigeance de Paul Janson « élastique comme du caoutchouc » (4).

Le journal installa ses bureaux dans l'ancien hôtel qu'habita le bourgmestre de Bruxelles, Eugène Anspach, 18, rue des Sables, où se trouvait déjà l'imprimerie d'Edouard Maheu (5).

L'organisation du journal fut toute rudimentaire à ses débuts. Emile Feron et quelques collaborateurs (surtout Georges Lorand) s'occupaient de la direction, de la rédaction, de la comptabilité et de l'administration (6). La vente à Bruxelles et l'expédition du journal en province furent, heureusement semble-t-il, confiées à Louis Bertrand (pour le mirifique salaire de 6 fr. par mois!). Son travail se partageait en deux parties : assurer la distribution des éditions du matin et du soir dans le pays par la préparation des bandes d'adresses et de paquets pour les marchands et les abonnés ; ensuite, organiser la vente au détail du journal à Bruxelles et son expédition aux marchands et aux

(1) *Le National Belge*, 19 février 1884.

(2) 18 février 1884.

(3) *La Chronique*, 18 février 1884.

(4) *Le Bien Public*, 19 février 1884.

(5) La rue des Sables vit l'installation de nombreux journaux (*L'Indépendance Belge*, *Le Peuple*, etc...). L'imprimeur D. Voglet dut remplacer Edouard Maheu vers 1890-1895.

(6) Voir F. Chaté dans les *Annexes*.

abonnés de province. Il fallait fournir plus de douze heures de travail intense par jour, en commençant à six heures du matin (1).

Le journal souffrit d'irrégularités dans les livraisons des premières journées : le tirage s'effectua même pendant une journée dans les ateliers de *L'Indépendance Belge*, suite à un accident survenu à la presse de *La Réforme* (2).

Un genre d'« état-major » rédactionnel se réunissait en principe tous les jours. Stricto sensu, il comprenait les rédacteurs du journal : au début, Emile Feron, Collin, Max Waller, Fritz Rotiers, Henri Nizet et quelques autres (3). Dans un sens plus large, il s'étendait à tous les collaborateurs, occasionnellement puisque la plupart étaient retenus par leurs occupations professionnelles. Les fondateurs du journal, ne le perdons pas de vue, étaient surtout des avocats, parlementaires de surcroît : Janson, pour ne citer que lui, était partagé entre le Barreau et le Parlement.

Ceci est caractéristique de la presse belge d'avoir eu dans la rédaction de ses journaux la plupart des hommes politiques éminents sans que ceux-ci aient joué pour autant un rôle important dans l'évolution de la presse elle-même et du journalisme. Ils restèrent en somme des rédacteurs, non des journalistes (4).

Examinons maintenant le groupe fondateur qui est au début le vrai groupe d'animation du journal.

Trois avocats progressistes formèrent selon nous le noyau initial de *La Réforme* : Paul Janson, Emile Feron, Eugène Robert. On pourrait y ajouter en fait Antoine Dansaert, Adolphe Demeur, Optat Scailquin et Victor Arnould, mais leur rôle est minime dans la création « pratique » du journal (5). Seul, Victor Arnould retiendra plus loin notre attention. Grâce à ce noyau solide, un groupe de collaborateurs nombreux se formera, fidèle aux mêmes idées progressistes : Georges Lorand, Guillaume De Greef, Auguste Lambiotte.

Paul Janson est incontestablement le leader de la « petite chapelle ». Penseur de tout premier plan, orateur de grand talent, il ne fut toutefois pas un parfait politicien. Il était accusé d'être brouillon par

(1) BERTRAND L., *Souvenirs...*, p. 233 et 234.

(2) *La Réforme*, 21 février 1884.

(3) Des détails biographiques sont réunis en fin de travail sur chaque collaborateur de *La Réforme*. Nous n'avons pu retrouver la trace de tous : les principaux sont toutefois recensés, sans exception.

(4) DE BOCK J., *op. cit.*, p. 126.

(5) Voir à ce sujet *La Réforme*, 18 novembre 1895. Quelques éléments biographiques concernant Optat Scailquin sont fournis par *Les Hommes du Jour*, 1883, n° 31.

bien de ses ennemis — reproche d'ailleurs général adressé à tous les progressistes — et socialistes et catholiques ont suffisamment signalé de graves erreurs tactiques dans ses décisions et dans ses interventions. Il se laissa maintes fois manœuvrer (1). Tempérament généreux, avocat bouillant, profondément idéaliste, il ne pouvait être le chef réel du parti radical. Bien sûr, l'on a retenu son nom plus que tout autre mais ses succès au Barreau ont pour beaucoup contribué à forger sa réputation. Il eut effectivement toutes les qualités pour soulever les masses mais aucune pour diriger celles-ci et sa grande générosité fit trop souvent oublier les erreurs qu'il commit (2).

Emile Feron, à l'ombre de Janson, est un homme tout différent. Cette description faite de lui convient au personnage : « Chef d'état-major du groupe progressiste, dont Paul Janson est le brillant et souvent violent organe, Emile Feron est un orateur froid et méthodique, qui cherche seulement à convaincre, tout entier à sa pensée » (3). On comprend alors aisément qu'il fut appelé parfois le « huguenot de la démocratie libérale » (4). *La Réforme* eut de toute manière la chance de l'avoir à sa direction : son dévouement sans limites et sa persévérance remarquable furent nécessaires pour faire traverser au journal les premières années.

C'est en fait lui le fondateur principal, la tête de ce quotidien. Il encouragea toujours l'indépendance de la presse, face aux pressions politiques intérieures ou étrangères (5).

Plus fin, plus maniéré, Eugène Robert est un anticlérical impénitent. Ses audaces antireligieuses furent nombreuses (6). Se consacrant principalement à la profession d'avocat, son rôle parlementaire fut relativement réduit, sinon terne. Son action à *La Réforme* fut également discrète.

Hors de ce noyau primitif préparateur et « lanceur » de *La Réforme*, nous trouvons les collaborateurs immédiats. Ensemble, ils formèrent ce qu'on a appelé « le groupe de *La Réforme* ».

(1) BERTRAND L., *Paul Janson*, dans *Les Hommes du jour*, n° 2.

(2) Une étude impartiale de Janson devrait être faite, l'ouvrage de son gendre Delange-Janson étant trop panégyrique.

(3) VAN HOOREBEKE L., *Histoire de la politique...*, p. 8.

(4) HYMANS P., *Causeries...*, p. 42.

(5) Dans une lettre adressée à H. Bergé en 1875, commentant l'affaire Bismarck et les tentatives faites pour étouffer l'opinion de certains journaux belges, il écrit : « Pour une fois que la presse, une partie au moins, montre de l'indépendance, il faut la soutenir. Je crois que l'opinion publique attend une protestation... » (Archives privées, M. Bergé, lettres diverses).

(6) Il s'écria, en terminant une conférence sur l'Orgueil « Dieu est mort ! Vive le diable ! » (Conférences publiques données à Bruxelles en 1871). Il plaida encore avec violence dans le procès de De Buck contre les Jésuites.

Il nous faut citer en premier lieu Georges Lorand. L'affaire de l'anarchiste Cyvoct qu'il défendit — les cléricaux l'appelleront pour ce motif l'anarchiste Lorand — lui ouvrit des contacts avec l'extrême-gauche. On s'assura dès le premier jour sa collaboration au journal et il prit en avril le poste de rédacteur en chef, remplaçant ainsi Albert Ghilain (1).

S'occupant avant tout de la politique extérieure, les « bulletins politiques » qu'il écrivit quotidiennement pendant des années semblent être une innovation à l'époque. Il possédait, il est vrai, le don de synthétiser clairement l'ensemble des faits saillants de la vie politique internationale (2).

Son action parlementaire fut énorme; il participa notamment aux travaux de la Constituante, suivant encore la marche de la revision dans la presse, au Parlement, dans toutes les assemblées et les associations. Grand défenseur du S. U., comme Janson et Feron, il eut à notre sens le tort de trop s'attacher à son « fief » de Virton dès qu'il s'assura une place au Parlement. Nous pouvons le considérer comme le vrai chef des progressistes avec Emile Feron.

Victor Arnould laisse le souvenir d'un orateur diffus et brouillon. « Mais à peine avait-il la plume à la main que les phrases jaillissaient, claires, mordantes, pittoresques, opulentes et que la pensée se révélait droite et fière... » (3). C'est le plus « socialiste » des hommes de *La Réforme*. Problèmes sociaux et politique internationale n'ont aucun secret pour lui et sa collaboration au journal fut axée sur ces connaissances. (4)

Il prend parti pour l'œuvre belge au Congo, position attaquée par les socialistes et la plupart des progressistes (Lorand, par exemple, est un opposant irréductible sur ce chapitre).

Le seul industriel du groupe est Auguste Lambiotte dont la vie politique est centrée dans les groupes progressistes de Schaerbeek. En ce qui concerne Guillaume De Greef, nous avons affaire à l'économiste et au sociologue de *La Réforme*: économiste par ses études sur les phénomènes économiques, sociologue par la part déterminante qu'il

(1) Les renseignements nous manquent pour préciser la personnalité de ce rédacteur en chef qui passa deux mois à *La Réforme*. Il serait « mort à la tâche » (*La Réforme* du 31 octobre 1954). Comment interpréter ces mots? Ne convenait-il pas comme rédacteur en chef? Ou bien s'est-il réellement écroulé physiquement en se donnant entièrement au journal?

(2) *Les Hommes du jour*, (1894), n° 2.

(3) Jugement de *L'Etoile Belge*, dans VAN HOOREBEKE L., *op. cit.*, p. 10.

(4) Voir sa notice, par GUSTAVE VANZIJE, dans: *Biographie Nationale*, t. XXXIII, Bruxelles, 1959, col. 83-84.

réserve aux éléments moraux et psychiques dans ceux-ci. Il rejette les théories marxistes : « Un phénomène économique, écrit-il, n'est pas un phénomène purement matériel » (1). Les études qu'il publiera dans *La Réforme* — sur les grèves notamment — seront toujours orientées dans ce sens.

Nous avons rapidement cerné les grands traits des « hommes de *La Réforme* » qui ne sont pas tous des représentants du groupe radical parlementaire : sept hommes cependant — six avocats (2) et un ingénieur — engagés politiquement, qui confèrent au journal son caractère politique prioritaire ; sept hommes encore qui sont nés, à une exception près, vers 1840 : Arnould est né en 1838, Robert en 1839, Janson en 1840, Feron en 1841, De Greef en 1842 ; Lambiotte est né vers 1845. Lorand est le jeune élément du groupe : il a 24 ans en 1884.

Constatons l'absence totale de banquiers ou de financiers dans ce milieu. Il n'y aura pas de fonds de secours : tous y mirent de leurs propres ressources. Ce noyau eut l'audace de voir grand ; il créa non seulement un journal politique mais aussi un quotidien d'une portée plus large : on ouvrit les colonnes du journal aux jeunes intellectuels et artistes du moment, ceux de *La Jeune Belgique* surtout. Ainsi, un certain électisme apporterait au quotidien un public plus vaste. De là ce journal, « bourgeois » évidemment, mais ouvert à des centres d'intérêts intellectuels.

Le groupe engagea ainsi des collaborateurs de valeur. Maurice Warlomont (Max Waller), Albert Giraud (pseudonyme d'Albert Kayenbergh) et Camille Lemonnier, de *La Jeune Belgique*, sont presentis pour écrire les articles littéraires et artistiques (théâtre, livres, expositions...); quelques autres rédacteurs dont Fritz Rotiers, Henri Nizet et Collin s'occupèrent de diverses rubriques (chroniques de la capitale, du pays ; reportages ; faits divers ; etc...). Le premier — et toujours populaire — feuilleton était signé Henri Gréville.

Si *La Réforme* cultiva toujours au plus haut point le souci de l'information rapide, nous ne pouvons pas dire qu'elle ait, en ses débuts, recherché l'information des faits « sensationnels » de la vie courante. Le journal a développé très tôt un réseau de correspondances

(1) GILLE P., *Guillaume De Greef*, p. 10.

(2) La réputation de « journal dirigé par des avocats » est répandue à l'époque. Petit indice dans *La Réforme* du 7 novembre 1884 (article de Max Waller, en p. 2) : on rapporte une critique de la revue « O Vandenpeereboom » jouée en la salle de *La Renaissance* : « *La Réforme* était représentée par un gentil petit avocat féminin ! »

particulières à travers tout le pays et à l'étranger (correspondances de Londres, d'Amsterdam, de Francfort, de Paris,...). A côté de celui-ci s'organisa lentement le système des correspondances spéciales (premiers envoyés spéciaux).

Il ne faut surtout pas s'exagérer le nombre de rédacteurs effectifs à *La Réforme* en 1884 et par la suite : elle eut toujours plus de collaborateurs que de rédacteurs. Une curieuse note de *La Réforme* du 18 février 1884 complète des indiscretions commises par *Le Patriote*. « Ce n'est pas de 80.000 fr. que se compose notre capital, c'est de 800.000 fr... en timbres poste, dont quelques-uns ont déjà servi. Quant à la rédaction, il est vrai qu'un personnel, composé uniquement de journalistes, a failli présider aux premiers pas du nouveau-né. Mais au dernier moment, séduits par les monceaux d'or que mettait à leurs pieds *Le Patriote*, ces messieurs ont lâché *La Réforme* pour entrer dans les bureaux de la rue de la Ligue » (1).

De toute façon, *La Réforme* n'avait pas de quoi se payer un grand nombre de journalistes ! D'autant plus que les prix de vente, d'abonnements et d'annonces se voulaient relativement bas (2). Le numéro se vendait cinq centimes, comme *La Chronique*. Tarif assurément faible, comparé à celui de bien d'autres quotidiens, mais trop élevé encore pour une diffusion efficace dans les milieux ouvriers (la force du *Peuple* sera précisément d'être un journal à deux centimes).

La Réforme eut, si l'on croit Louis Bertrand, du mal à percer. Pour plusieurs raisons sans doute : les habitudes des lecteurs attachés à leur gazette ; la méfiance suscitée dans la bourgeoisie par la politique radicale ; le côté trop politique encore pour être révolutionnaire. Le manque de lecteurs et de publicité découlent immédiatement de ces facteurs.

« Elle absorba beaucoup d'argent et bien souvent le samedi, ou à la fin du mois, quand il fallait payer le personnel ou l'imprimeur Edouard Maheu, c'était à la caisse d'Emile Feron que l'on devait s'adresser. Même plusieurs fois, je fus chargé d'aller avec une lettre, chez la mère Francomme (belle-mère d'Emile Feron), rue des Chanteurs, chercher quelques milliers de francs... » Il est certain que Feron dépensa la forte somme pour soutenir son journal (3).

(1) *Le Patriote* fut fondé en décembre 1883. On s'abstiendra de prendre cette « note » au pied de la lettre !

(2) Nous avons remis au chapitre troisième l'étude des prix du journal, plus en rapport avec l'évolution interne.

(3) BERTRAND L., *op. cit.*, p. 234 à 235.

Les rédacteurs eux-mêmes furent payés en fonction des rentrées. Il n'était pas question de traitement régulier à l'époque (1).

La première année de *La Réforme* fut dure : année d'installation, d'organisation, de méventes à coup sûr. La situation politique dut lui être curieusement défavorable et propice à la fois. Défavorable, parce que le renversement des libéraux en juin 1884 fut considéré par beaucoup comme le résultat des menées essentiellement progressistes ; propice, parce que la venue au pouvoir des catholiques permit au journal de s'attirer des sympathies anticléricales et de développer sa politique réformiste.

La situation politique en fin d'année, par son caractère mouvementé, mit le journal enfin aux premiers rangs des quotidiens d'opinion importants. Son style, sa bonne présentation, le ton de sa polémique travaillèrent à son avantage, c'est-à-dire en fin de compte à celui des radicaux. Car, et c'est un trait fondamental du journal, jamais un but matériel et strictement financier n'a présidé à la direction même du journal, durant les vingt-trois années de son existence. Journal d'idées, *La Réforme* ne fut jamais une « affaire » comme certains l'ont erronément cru.

La création de la société « La Réforme » — L'arrivée d'Achille Chainaye.

Le 28 avril 1885, une vingtaine de personnes se réunirent chez le notaire Bauwens-Van Hooghten à Bruxelles pour créer une société anonyme, celle de *La Réforme*. Le but poursuivi est « la publication du journal paraissant actuellement sous ce titre à Bruxelles et consacré à la défense de la politique libérale et démocratique » (2). La Société siégera 18, rue des Sables et sa durée est fixée à vingt ans (à partir du 1^{er} mai 1885).

Le journal était-il alors en déficit ? D'après les statuts, il semble que non.

« Emile Feron fait apport à la société de la pleine et entière propriété du journal *La Réforme*... L'apport comprend le mobilier, la bibliothèque et les collections du journal, les créances actives, la

(1) C'est ce qu'affirme Hermann Dons, rédacteur à *La Réforme*, dans une interview (*Volksgazet*, 29 janvier 1953).

Le salaire de journaliste vers 1895-1900 variait de 200 à 300 fr. par mois. Les paiements s'effectuaient en fin de semaine et les rédacteurs touchaient, en avance, de 20 à 40 fr. selon la bonne humeur du secrétaire du journal !

Cette situation est celle décrite pour 1900 : il convient dès lors de se méfier de ces chiffres si l'on veut les adapter à 1884. Dernière remarque, non négligeable nous semble-t-il : Hermann Dons commet dans cette interview des erreurs chronologiques et des confusions de noms.

(2) *Annexes au Moniteur Belge*, en date du 19 mai 1885, p. 564, rubrique 904, statuts I.

clientèle... et en général tous les accessoires qui se rattachent à l'exploitation du journal. Cet apport n'est grevé d'aucune charge passive » (1). Il est sans doute abusif de croire à une bonne marche du journal. Feron a surtout voulu créer une société le déchargeant d'une partie de la responsabilité et assurant un développement plus sûr du journal.

La valeur de l'apport de Feron est estimée à 125.000 fr. qui sont échangés sous forme d'actions. On a ainsi idée des investissements réalisés pendant la première année d'existence du journal.

Treize avocats et trois industriels sont parmi les fondateurs (2). Le milieu de la Société en 1885 était logiquement celui qui contribua à la création de *La Réforme* en 1884.

200.000 fr. constituent le capital de la Société, réparti en 400 actions de 500 fr. chacune et l'ensemble des actions se répartit comme suit :

E. Feron	250 actions (apport)		
	60 actions (souscription)		
	<hr/>		
	310 actions	soit	155.000 fr.
P. Janson	21 actions	soit	10.500 fr.
E. Maheu	14 actions	soit	7.000 fr.
O. Ghysbrecht	10 actions	soit	5.000 fr.
E. Robert	6 actions	soit	3.000 fr.
21 autres actionnaires	39 actions	soit	19.500 fr.
	<hr/>		
	400 actions	soit	200.000 fr.

Feron possède à ce moment les trois quarts du capital (3).

Un conseil d'administration composé de 3 administrateurs et de 2 commissaires chargés de la surveillance, élu chaque année par une assemblée générale, fut mis en place : par dérogation, E. Feron,

(1) *Annexes au Moniteur Belge*, en date du 19 mai 1885, p. 564, statut III.

(2) Plusieurs nous sont déjà connus : Janson, De Greef, Lorand, Feron, Robert, Lambiotte, Quant aux autres, il s'agit de Louis Lepoutre, Oscar Ghysbrecht, Gustave Fuss, Albert Peemans, Prosper Van Cappellen, Gustave Dobbelaere, Henri Sorel, Eugène De Gorge, tous avocats et de Louis Robert et Edouard Van Loey.

L'imprimeur, Edouard Maheu, fut également sollicité. Certains actionnaires sont mandatés pour des souscripteurs absents.

Au total, nous obtenons alors 26 actionnaires-fondateurs de la Société.

(3) Les souscripteurs versèrent lors de la signature du contrat 10 % du montant de leurs souscriptions, soit 7.500 fr. sur les 75.000 fr. de la valeur des 150 actions restantes après l'évaluation de l'apport. Les actions ne furent libérées que par versements partiels de 10 % (avec intervalle de deux mois entre chaque appel de fonds décidé par le conseil d'administration).

P. Janson et A. Lambiotte sont nommés, pour six ans, administrateurs. De même que O. Ghysbrecht et L. Robert (les deux commissaires) (1).

Feron assumera seul la direction politique du journal, en vertu même des statuts (responsabilité politique des opinions soutenues par le journal) (2); la ligne politique générale — démocratie libérale — relèvera de la Société.

Deux autres points eurent encore de l'importance :

- 1) le capital social pourra être porté à 300.000 fr. sur décision du conseil d'administration (statut XIII);
- 2) ce dernier aura capacité de nommer en son sein un administrateur délégué à pouvoirs étendus (statut XIV).

Cette Société eut une importance fondamentale, nécessairement, sur toute la vie du journal; son état sera essentiellement fonction des finances de *La Réforme*. En effet, nous insistons bien sur le fait que la S. A. vise uniquement la publication du quotidien radical (3). Dès lors, nous devons examiner l'évolution de la Société, dans ses faits saillants, parallèlement à celle du journal.

Déjà, le 14 août 1885 (4), l'augmentation du capital social a été décidée (il doit être porté à 300.000 fr. par l'émission de 200 actions nouvelles); d'autre part, Auguste Lambiotte devient le premier administrateur délégué.

1885 voit encore l'imprimeur de *La Réforme* accepter l'impression des premiers exemplaires du *Peuple*: les deux quotidiens furent ainsi, pour un temps, imprimés au même atelier.

En octobre, Bertrand, encore expéditeur à *La Réforme*, et Chaté créèrent *Les Messageries de la Presse* au n° 3 de la rue du Persil. Chaque quotidien bruxellois expédiait tous les soirs son paquet d'exemplaires à ses marchands de province. Le transport s'effectuait par chemin de fer au tarif spécial de 50 centimes le paquet. On s'entendit pour réunir les différents paquets en un port unique de 1 fr. ou 1,50 fr., paquets distribués dans chaque centre de province par un marchand dépositaire choisi. Quelques journaux, dont *La Réforme*,

(1) Leur mandat est bénévole.

(2) Statut XII (ANNEXES, *op. cit.*, p. 565) : « Les questions spéciales et les incidents journaliers de la politique ne pouvant, sans nuire à l'unité de direction et sans heurter les exigences du journalisme quotidien, faire l'objet de délibérations collectives ».

(3) En cas de bénéfices éventuels, ceux-ci seront naturellement répartis proportionnellement parmi toutes les actions (statut XVI).

(4) BERTRAND L., *op. cit.*, p. 270.

au début, participèrent à l'affaire. Le prix de revient, avec la contribution d'une dizaine de journaux, descendit au-dessous de 10 centimes par jour et par journal (1).

Mais cette année 1885 est incontestablement marquée pour l'histoire de *La Réforme* par l'entrée au journal du sculpteur-journaliste Achille Chainaye en qui le quotidien trouvera son deuxième « fondateur ». Attachons-nous un moment à cette personnalité marquante et fort oubliée du journalisme belge.

Né à Liège le 26 août 1862 (2), ce sculpteur, assurément de talent, sortit de l'Académie de Liège à vingt ans. Il s'engagea dans la voie du journalisme après le refus d'une de ses œuvres (*Terre Féconde*) à l'entrée du prix Godecharle; la sculpture coûtait énormément et il se trouvait à Bruxelles, sans ressources (3). Sur les prières de Célestin Demblon, il avait écrit auparavant quelques articles d'art dans *Le Wallon*. Cela l'amena à entrer au *National Belge* où il signa sous le pseudonyme de Jacques Champal des chroniques artistiques.

Introduit à *La Réforme* après la fin du *National*, Chainaye allait s'y révéler un journaliste très brillant.

Écoutons cette description de son activité (4) : « Il a, au cours de sa carrière de « reporter », abordé tous les sujets avec une égale maîtrise : salons d'art, expositions horticoles, cérémonies officielles, cortèges politiques ou religieux, récits de catastrophes, descriptions animées de nos grandes industries, des rues populaires, des taudis ignobles et malsains, cliniques à l'hôpital, chatoyants paysages, lui ont suggéré des centaines d'articles où vibre, spontanée et si personnellement pittoresque, sa nature d'artiste... ».

Champal lança à *La Réforme*, pour la première fois en Belgique, le reportage dit intensif en mettant l'accent sur l'interview, cette méthode d'information absolument révolutionnaire pour l'époque. Le style direct qu'il donna au reportage et qui suscita maintes réactions chez les journalistes conservateurs allait de pair avec l'information rapide

(1) La création des *Messageries de la Presse* est en soi un autre élément de l'expansion de la presse quotidienne à l'époque.

(2) Voir tout particulièrement les *Annexes*; cfr. aussi l'article de Célestin Demblon, Achille Chainaye (Champal), dans *Les Hommes du jour*, n° 18, (1883).

(3) Ses principales œuvres de sculpteur sont : *Au bain*, *A la Pêche*, *L'Enfant de Chœur*, *Rive Paisible*, *Erasmus Raway* (buste), *Typha*, *La Moyale*, *Le Vieux*, *Terre Féconde*, *San Giovannino*; les six dernières œuvres appartenaient à Mme A. Chainaye; deux autres œuvres se trouveraient au musée de Liège.

(4) Sans doute de Célestin DEMBLON, dans *Nos Contemporains*, p. 264. Reprise par M. COOSEMANS, cfr. sa notice consacrée à Chainaye dans : *Biographie coloniale belge*, t.I, Bruxelles, 1948, col. 228.

qu'il préconisa (1). N'eut-il pas l'idée, lors des grèves de mars 1886, d'utiliser le premier bicycle pour porter ses nouvelles au bureau de poste voisin de celui dont tous ses confrères se disputaient la possession (ils envoyaient leurs « papiers » alors par téléphone) (2).

Cette information rapide, ce souci de la « première » édition parue avant celles des journaux rivaux bruxellois, le poussa même par la suite à négliger certains intérêts financiers du journal.

Ainsi, directeur de *La Réforme* dès 1895, il eut l'audacieuse idée de faire imprimer simultanément deux éditions différentes de *La Réforme* sur le verdict de l'affaire Dreyfus, en 1898, l'une portant en manchette, « Acquittement » l'autre, « Condamnation » ! (3). Une édition complète était donc délibérément sacrifiée (5, 10, 20 mille exemplaires ?) par pur souci d'information rapide (4). Le journal se vendant toujours cinq centimes, nous ne discernons pas le bénéfice financier laissé dans l'opération !

Sous le pseudonyme de Champal (5), il écrivit pendant plus de vingt ans à *La Réforme* : il est seul à avoir pratiquement vécu la vie complète du journal.

C'est Chainaye encore qui eut la brillante idée, en 1895, presque en même temps que Gérard Harry, directeur du *Petit Bleu*, d'illustrer le journal de croquis. Pendant quelques années, *Le Petit Bleu* et *La Réforme* furent les seuls journaux illustrés de Belgique.

Feron ne fut que le directeur politique de *La Réforme*. Champal fut, lui, le premier journaliste de celle-ci. Même étant directeur du journal, il poursuivit son activité de rédacteur, se dépensant également sans compter. Une remarque de *La Flandre Libérale* caractérise sa vitalité inlassable de « reporter » : « Champal est un homme précieux. Quand la tâche de *La Réforme* a été terminée, la sienne a commencé. Il est allé interviewé trois personnages politiques... ». Même si plus loin la même *Flandre Libérale* (6) s'efforce de montrer le peu d'importance

(1) On inventa un moment le verbe « champaliser ! »

(2) Témoignage de Mme A. Chainaye.

(3) Il est connu de tous que ce genre d'événement attire toujours le même type de commentaires, de suppositions, de regrets ou d'allégresse.

(4) Témoignage de Mme A. Chainaye.

(5) « On m'a demandé déjà où j'ai choisi mon pseudonyme. J'ai pris ce nom à un hameau composé d'une ferme isolée tapie dans la crique montagnaise formée par les rochers d'Yvoir et ceux que dominant les ruines isolées de Poilvache... Des milliers de fois mes regards d'enfant avaient été attirés par cette ferme et son pré qui semblaient toujours ensoleillés dans le sombre hémicycle des montagnes, et c'est en souvenir de cette impression que je signai CHAMPAL ». Extraits de *Souvenirs*, dans *Les Hommes du jour*, *re v. cit.*, p. 3.

(6) Du 23 juin 1888.

que peut accorder un homme politique interviewé à un « reporter avide de copie », elle n'en reproduit pas moins textuellement le texte publié dans *La Réforme* !

Champal lutta jusqu'au dernier moment pour maintenir son journal en vie. Finalement, il se résigna à la liquidation en 1907 et s'en plaignit amèrement jusqu'à sa mort en 1915.

La Réforme se développa encore dans l'année 1886, et en décembre, la direction du journal, considérant les installations insuffisantes, décide la signature d'un contrat mettant le « vaste immeuble de la rue des Sables, n° 18 » à la disposition exclusive du journal (1). Deux nouvelles presses sont mises en activité et l'emploi d'une machine rotative permet de porter le tirage à 22.000 exemplaires à l'heure. Ceci traduit sommairement l'évolution plus rapide du journal dès 1886.

« LA REFORME » DE 1887 A 1895

Il semble que vers 1887-1888, *La Réforme* ait définitivement assuré sa place, malgré la concurrence directe créée par *Le Peuple*. L'opinion et les journaux l'acceptent désormais, d'autant plus que politiquement on s'achemine vers la revision de la Constitution : *La Réforme* est lue et consultée, que ses idées soient défendues ou attaquées. Sa présence est un fait qui n'est plus nié, ni remis en question (2).

Le noyau de base s'est considérablement élargi. L'état-major de direction, s'il a perdu les hommes de *La Jeune Belgique*, s'est assuré des collaborations importantes, outre celle de Champal. Des noms évocateurs comme Léopold Courouble, Georges Eekhoud, Sulzberger (père et fils), témoignent assez de la valeur littéraire du journal tandis qu'à côté des rédacteurs ordinaires attachés aux petits services, Carl Devos, Paul Legrand, Georges Masset, Hermann Dumont, Jean-Charles Houzeau, le docteur Paul Delanne dirigent des rubriques.

La collaboration politique elle aussi se développe : Hector Denis, Théophile Finet, Prosper Hanrez, Hermann Pergameni, Louis Lepoutre signent fréquemment des articles politiques de fond à côté

(1) *La Réforme*, 5 décembre 1886.

(2) *La Réforme* du 17 février 1886 dénonce encore des bruits de sa disparition prochaine : « *La Réforme*, disait-on au début, devait vivre trois ou quatre mois — jusqu'aux élections de juin 1884. C'était une tablette électorale ! Juin passé, on nous a accordé jusqu'aux élections d'octobre, puis jusqu'au nouvel an. Et au nouvel an, celui de 1886, de bonnes gens prenaient encore beaucoup de peine pour chanter notre *De profundis*. Ils n'ont, paraît-il, pas voulu laisser passer l'anniversaire d'aujourd'hui sans recommencer... »

des « leaders » de Feron, de Janson, de Lorand dont *La Réforme* publie de plus en plus souvent les discours réformistes en suppléments.

A l'étranger, le quotidien progressiste s'implante solidement. Des services de vente sont développés à Paris, d'où plusieurs journalistes français, souvent radicaux eux-mêmes, envoient leurs « lettres », articles ou chroniques : Francis Enne, Francisque Sarcey, Aurélien Scholl, Gustave Geoffroy (« incisif » chroniqueur de *La Justice*), Camille Pelletan (de *La Justice* aussi), Augustin Chaboseau. De Londres, Charles Bradlaugh, directeur du *National Reformer*, envoie des correspondances périodiques sur la situation politique en Angleterre (1).

Si la politique radicale développée par *La Réforme* reste inchangée et tenace, les rédacteurs effectifs sont de plus en plus des journalistes avant d'être des politiciens (2). Le journal n'oublie pas ses buts primitifs mais le « groupe de *La Réforme* » commence lentement à se rendre compte des impossibilités pratiques d'engager la lutte pour ses idées dans tous les domaines. De là, la confiance accordée à des journalistes peut-être plus radicaux encore pragmatiquement que les fondateurs du journal ; de là aussi, l'ouverture permanente à une collaboration grandissante de tous les éléments radicaux. *La Réforme* des débuts fut plus un journal de collaborateurs que de rédacteurs : vinrent y défendre leurs idées tous ceux qui suivaient de près ou de loin la politique progressiste.

L'assemblée générale des actionnaires de la S. A. *La Réforme*, réunie le 25 mai 1889, autorise le conseil d'administration à porter le capital social à 400.000 fr. (3). Développement du journal ? Nous voyons surtout dans cette augmentation un nouvel appel de fonds en vue de combler les déficits budgétaires.

(1) Il est impossible de passer en détail tous les rédacteurs et collaborateurs du journal. Nous citons donc les principaux seulement dont le rôle s'est avéré marquant dans l'histoire du journal.

(2) De tous ceux engagés au journal, peu feront de la politique active comme les fondateurs du journal.

(3) *Annexes du Moniteur Belge*, en date du 15 juin 1889, rubrique 1417, p. 980.

Quels sont à ce moment les principaux actionnaires réunis ?

E. Feron	242 actions	soit	121.000 fr.
A. Lambiotte	12 actions	soit	6.000 fr.
L. Lambiotte	12 actions	soit	6.000 fr.
O. Ghysbrecht	10 actions	soit	5.000 fr.
V. Lynen	9 actions	soit	4.500 fr.
G. De Greef	5 actions	soit	2.500 fr.
8 autres actionnaires	11 actions	soit	5.500 fr.
	<hr/>		
	301 actions	soit	150.500 fr.
Complémentaires	299 actions	soit	149.500 fr.
	<hr/>		
	600 actions	soit	300.000 fr.

Feron n'a plus la direction totale de la société. L'assemblée est de toute justesse valablement délibérante (à une action de majorité). De plus, des 14 actionnaires présents, 7 sont nouveaux, dont 4 négociants (pas d'avocats). La société a perdu son caractère exclusif d'actionnaires avocats et ingénieurs pour intéresser un autre milieu à ses problèmes financiers, milieu assurément moins radical (1).

Dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 février 1891 (2), les ateliers de *La Réforme* furent ravagés par un incendie soudain : presses, clicherie, ateliers de composition furent atteints par le feu et détruits presque complètement (3). Champal dans son article sur le sinistre laisse des détails précieux sur l'installation même du journal (4).

Malgré ce coup du sort survenu le jour du septième anniversaire du journal, les dirigeants voulurent immédiatement assurer la publication régulière du quotidien. *Le Peuple* mit sa presse à la disposition de *La Réforme* dont les typographes s'installèrent provisoirement à l'imprimerie Guyot.

(1) Un article de *La Réforme* (6 juin 1892) évoque rapidement le problème des pertes financières du journal : « Le journal n'était pas riche ; il ne l'est pas devenu et de lourds sacrifices d'argent durent s'ajouter aux sacrifices de temps et de travail que chacun s'imposa sans compter. Les démocrates les plus éminents de Bruxelles et de la province prirent leur part de la charge d'argent ou de travail, souvent de toutes les deux. Aucun des fondateurs ou de leurs amis n'en retira jamais nul avantage... »

(2) *La Réforme*, 17 février 1891.

(3) Nos efforts en vue de retrouver des archives à la Compagnie d'assurances *Les Propriétaires Réunis*, qui assurait le matériel de *La Réforme* sont restés vains. Ce matériel était évalué à 60.000 fr. Le propriétaire Oscar Guichard avait assuré ses constructions réalisées pour *La Réforme* pour une somme de 10.000 fr.

(4) Les ateliers situés au fond d'une cour s'ouvrant sur la rue des Sables, et divisés en deux parties (hall des machines et atelier des typographes), couvraient une superficie de 250 m². A l'arrière du bâtiment, un arrière-corps surmonté d'un étage contenait les archives du journal. Joutant la rue, un guichet de vente au sous-sol était installé dans le bâtiment des bureaux et de la rédaction qui furent épargnés par l'incendie.

La composition du quotidien le jour même de l'incendie peut être considérée à juste titre comme un véritable tour de force. Malgré des erreurs diverses (phrases inversées, mots ou lignes retournés), les trois éditions du journal sortirent dans les délais presque habituels et toutes les rubriques ordinaires réapparurent le surlendemain (1).

Après le premier jour passé au *Peuple*, le tirage se fit sur les presses de *L'Indépendance Belge*. *La Réforme* du 20 février déjà annonce la réinstallation prochaine de tous ses services dans ses propres locaux.

Finalement, cet incendie ne paraît pas avoir troublé dans de graves proportions l'organisation générale du journal : réparations diverses et nouvelles machines assurèrent très rapidement le retour à une situation régulière.

Des modifications se produisent à l'assemblée générale de *La Réforme* du 29 avril 1893 (2) :

les principaux actionnaires présents sont

E. Feron	230 actions	soit	115.000 fr.
V. Lynen	84 actions	soit	42.000 fr.
A. Lambiotte	79 actions	soit	39.500 fr.
P. Hanrez	20 actions	soit	10.000 fr.
A. Feron	12 actions	soit	6.000 fr.
O. Ghysbrecht	10 actions	soit	5.000 fr.
5 autres actionnaires	16 actions	soit	8.000 fr.
	<hr/>		
	451 actions	soit	225.500 fr.
Actionnaires complé- mentaires	349 actions	soit	174.500 fr.
	<hr/>		
Capital social (toutes actions souscrites)	800 actions	soit	400.000 fr.

Constatons que Victor Lynen et Auguste Lambiotte ont considérablement augmenté en quatre ans leur nombre d'actions.

Paul Janson et Auguste Lambiotte sont réélus administrateurs (3); Armand Feron succède à Emile Feron au poste de troisième administrateur : il sera même nommé administrateur délégué le 16 mai (4).

(1) Des plieuses furent engagées sur le tas; la presse plate employée pour la circonstance ne délivrait de son côté que 4.000 numéros à l'heure. L'édition de Bruxelles du 17 février fut achetée 1 fr. pièce (les abonnés ayant été servis en premier lieu) (*La Réforme*, 18 février 1891).

(2) *Annexes du Moniteur*, en date du 19 mai 1893; rubrique 1293, p. 823-824.

(3) Le renouvellement de leur mandat, ainsi que celui d'Emile Feron, avait eu lieu le 25 avril 1891 (*Annexes du Moniteur*, en date du 15 mai 1891, rubrique 1133, p. 753-754) et en 1892.

(4) *Annexes du Moniteur*, en date du 31 mai 1893, rubrique 1410, p. 898.

Emile Feron, nous nous en rendons compte parfaitement, se dégage de la direction de la Société de même qu'il s'éloignera de la tête du journal deux ans plus tard, en 1895. Il s'expliquera lui-même dans *La Réforme* à ce sujet (1).

Il semble que le poste d'administrateur délégué ait été rétribué à partir de 1893 (2).

L'année 1895 marque un tournant dans l'histoire du journal et de la société : Feron après plus de onze ans de services abandonne son poste de directeur politique de *La Réforme* pour le confier aux frères Chainaye.

Le frère d'Achille, Hector, qui apparaît ici, avait appartenu à la rédaction de *L'Etoile Belge* et avait collaboré à *La Jeune Belgique*. Plus jeune que Champal — il est né le 14 avril 1865 — il avait achevé ses études de droit, puis s'était orienté, lui aussi, vers le journalisme (pseudonyme Virel).

Tempérament batailleur, vigoureux et fonceur, il ne refusa jamais la discussion ou la polémique (il se dressera contre les opinions des « congolâtres » comme Janson ; il se heurtera aussi à Henri Pirenne pour l'attaquer sur sa pensée historique, au Congrès Wallon de 1905).

Nous pouvons croire qu'il devint co-directeur de *La Réforme* à l'appel de son frère. Les frères Chainaye furent certes meilleurs gestionnaires que l'ancien groupe et leurs idées furent résolument dynamiques dans la direction du journal.

Le 13 octobre 1895, *la Chronique* annonçait abusivement « la transformation très prochaine de *La Réforme*, journal politique, en journal d'information, de finance et d'affaires ». La direction de *La Réforme* riposta, dans un démenti formel, à cette « fausse nouvelle » : il n'était pas question de la défection du journal « qui restera rigoureusement consacré à la défense de la politique du libéralisme démocratique » (3) ; seules des améliorations à apporter à l'organisation du service d'informations sont examinées « conjointement par la direction du journal et par M. Achille Chainaye (Champal), notre collaborateur depuis de longues années ». Hector Chainaye, de son côté, répondit dans le même sens dans une lettre adressée à *La Chronique*.

(1) Le 18 novembre 1895. Voir aussi Annexes, Section III, Document 2.

(2) Par modification aux statuts. Le conseil d'administration « pourra aussi lui allouer une indemnité annuelle qui ne dépassera pas 5.000 fr. ». *Annexes du Moniteur*, 31 mai 1893, p. 823.

(3) *La Réforme*, 14 octobre 1895.

Cette critique de *La Chronique* est la première d'une série fort longue adressée par la suite à la nouvelle direction.

En réalité, les Chainaye ne firent qu'orienter le journal vers une voie nouvelle, d'avenir, celle de l'information. Leurs options, financières ou autres, n'ont pas à être considérées sous l'angle d'une « affaire ».

L'examen des actionnaires en présence le jeudi 14 novembre 1895 (1) prouve avec raison qu'aucune modification notable n'est intervenue dans la répartition générale des actions. Or, s'il y avait eu en 1895 cession quelconque du journal à un groupe (comme l'affirme *La Chronique*), cette cession se serait remarquée par un mouvement d'actions.

Feron à cette date dispose encore d'un confortable quart des actions. Principaux actionnaires :

E. Feron	228 actions	soit	114.000 fr.
Groupe de 4 actionnaires d'Anvers (sous l'action de Victor Lynen)	93 actions	soit	46.500 fr.
A. Lambiotte	39 actions	soit	19.500 fr.
G. Lambiotte	39 actions	soit	19.500 fr.
P. Janson	33 actions	soit	16.500 fr.
E. Solvay	30 actions	soit	15.000 fr.
L. Lambiotte	24 actions	soit	12.000 fr.
P. Hanrez	14 actions	soit	7.000 fr.
A. Feron	12 actions	soit	6.000 fr.
17 autres actionnaires	105 actions	soit	52.500 fr.
	<hr/>		
	617 actions	soit	308.500 fr.
Compléments (toutes actions souscrites)	183 actions	soit	91.500 fr.
	<hr/>		
	850 actions	soit	425.000 fr.
			(2).

Parmi ces 17 autres actionnaires, nulle trace d'un Chainaye, mais par contre, à nouveau des ingénieurs, négociants et avocats. Il faut aussi remarquer la souscription d'Ernest Solvay.

(1) *Annexes du Moniteur*, en date du 28 novembre 1895, rubrique 3389, p. 1231 à 1233.

(2) Le capital a été porté à 425.000 fr. (850 actions de 500 fr.) par l'assemblée du 27 avril 1895.

L'assemblée extraordinaire adoptera cinq résolutions importantes ; résumons-les :

- 1^o la valeur du capital social est fixée à 170.000 fr., la valeur nominale des actions à 200 fr. Cette « dévaluation » de 255.000 fr. est certainement la marque incontestable des déficits enregistrés par le journal au cours de dix années d'exercice.
- 2^o 750 actions privilégiées de 200 fr. pourront être émises ; elles auront droit à prélever sur les bénéfices un premier dividende de 4,5 % de leur montant. Ce même dividende sera attribué ensuite aux actions anciennes. Les actions privilégiées seront remboursées en premier lieu, en cas de dissolution de la société (1).
- 3^o Le conseil d'administration est composé dorénavant de cinq membres.
- 4^o Par modification de l'article 14 des statuts, « un traitement pourra aussi être alloué par le conseil d'administration à ceux de ses membres qui prendront part à la direction ou à la rédaction quotidienne du journal ».
- 5^o En outre, le conseil d'administration pourra allouer à ces membres-là, une part de 20 % des bénéfices nets à prélever avant tout partage entre les actionnaires.

Les frères Chainaye sont nommés administrateurs du journal et l'assemblée déclare, sur la proposition de Janson, « qu'il y a lieu pour *La Réforme* de continuer à défendre rigoureusement la politique du Congrès libéral progressiste qu'elle a défendue jusqu'à ce jour ». Résolution bizarre et mystérieuse.

Pourquoi Janson tenait-il à affirmer cette résolution publiquement ? Méfiance envers les Chainaye ? Mise en garde contre une modification de la politique du journal ? Pure déclaration de principe ? Nous ne savons, mais la phrase est prophétique car c'est bien en raison d'une certaine conception de la politique que la rupture définitive interviendra en 1899 entre anciens et nouveaux administrateurs.

Attirons l'attention aussi sur le fait que les modifications quatre et cinq sont plus que certainement introduites en faveur des nouveaux

(1) L'intérêt évident des actions privilégiées repose surtout sur cette dernière caractéristique ; l'avantage pour la Société d'autre part est d'accorder ces actions à des gens en qui elle a toute confiance.

administrateurs pour qui la direction du journal représentait le seul « gagne-pain », au contraire de l'ancien directeur (1).

Le même jour (14 novembre 1895), Achille Chainaye est nommé administrateur délégué, sur la décision d'Armand Feron de se retirer. L'émission des 750 actions privilégiées est aussitôt organisée.

L'article déjà cité d'Emile Feron dans *La Réforme* du 18 novembre 1895 est une mise au point des changements intervenus (en même temps qu'un résumé rapide de l'histoire du journal).

Voici les traits généraux développés dans cet article :

1^o La réorganisation de tous les services du journal est devenue indispensable ; elle doit viser à alléger les charges de la direction générale qui pesaient depuis 1884 sur l'auteur et G. Lorand. Ils l'avouent, *La Réforme* fut, trop souvent, une « prison qui nous retenait à commenter ce que faisaient les autres et nous empêchait d'agir autant que nous l'aurions voulu ».

Aussi décident-ils tous deux de devenir uniquement des « écrivains politiques... dégagés des devoirs trop absorbants de la direction quotidienne ».

2^o Un nouvel outillage, le développement des rubriques d'art, de science et de littérature et l'introduction de collaborateurs jeunes sont devenus des nécessités impérieuses.

3^o Créée *uniquement* pour défendre la politique démocratique et libérale, *La Réforme* n'a pu instaurer une grande division du travail dans son organisation ; le journal, pauvre, fit avant tout appel aux bonnes volontés (« il fallait suppléer à l'argent par un double labeur »).

4^o Les frères Chainaye sont chaudement recommandés aux lecteurs car « ils sont riches d'idées et de projets que nous tenons pour excellents ».

Le départ de Feron de *La Réforme* doit être vu comme un abandon, le renoncement d'un certain idéal de 1884 : pendant 10 ans, ce directeur politique avait cru faire du journal réformiste un organe exclusivement politique qui eût pu imposer dans la presse belge ses idées et subsister tout à la fois. Désappointé par les résultats électoraux de 1894, « désespérant de faire vivre un organe préoccupé uniquement

(1) Il semble, d'après Mme A. Chainaye, que ce traitement atteignit pendant quelques années la somme de 500 fr. par mois.

des destinées de la démocratie libérale » (1), Emile Feron « lâcha » progressivement le journal.

L'« ancien » groupe continue après 1895 à être largement actionnaire au sein du journal mais l'émission des actions privilégiées diminue fatalement la part majoritaire qu'il possédait avant la chute du capital social ; toutefois, sa collaboration politique active témoigne de sa participation réelle.

L'essentiel, verrons-nous, de l'action des frères Chainaye s'orientera vers une adaptation progressive de *La Réforme* aux possibilités techniques du temps et par cette « modernisation » vers un développement de la vente elle-même de la feuille radicale.

L'ORIENTATION NOUVELLE DU JOURNAL : ACHILLE ET HECTOR CHAINAYE, DIRECTEURS DE « LA REFORME » DE DECEMBRE 1895 A 1907

Les changements qui se produisent à partir du 1^{er} décembre 1895 sont nombreux (2). Champal assure la rapidité et la variété des informations en établissant un double courrier téléphonique depuis Paris et depuis Cologne et en développant le service des correspondances de province. Il intensifie et grossit les chroniques littéraires, théâtrales et artistiques, tout en introduisant les rubriques des sports et de la mode. La publication des renseignements commerciaux et financiers jouit d'une organisation plus large. Enfin, les Chainaye engagent les premiers collaborateurs graphiques (dont Laurent Gsell, dessinateur de nombreux illustrés parisiens) : la première *Réforme* illustrée est lancée (3).

Un « souffle » nouveau passe dans le journal. A ces bouleversements d'organisation et de présentation, s'ajoute l'entrée de nouveaux collaborateurs et rédacteurs. A côté de Janson et des « vieux » radicaux

(1) *Le Peuple*, 5 septembre 1913.

(2) Les noms des dirigeants du journal sont modifiés le 1^{er} décembre 1895. Emile Feron devient « fondateur », Champal et Hector Chainaye, « directeurs ». Le nom de Georges Lorand a disparu.

(3) *Le Petit Bleu*, paru en mai 1894, sous la direction de Gérard Harry, fut le tout premier quotidien illustré. *La Réforme* suivit cet exemple très vite, quoiqu'elle ait déjà publié auparavant des « aperçus graphiques » grâce à Champal (G. GARNIER, *La fondation du Petit Bleu*, p. 23-24). Elle peut être considérée à ce titre comme le premier journal illustré belge, en noir et blanc. *La Belgique*, éditée par *Le Journal de Bruxelles* parut également illustrée en 1895 sous le titre nouveau de *Petit Belge* (M. PERQUY, *La typographie...*, p. 187), nom choisi de toute évidence pour jeter la confusion (*Petit Belge* — *Petit Bleu*) chez l'acheteur ! Un procès eut lieu à ce propos, intenté par G. Harry (Gerard HARRY, *Mémoires*).

travaillent désormais des journalistes nés pour la plupart vers 1860-1870 : Louis Moreels né en 1858, qui sera, avec Charles Michel, le principal dessinateur de *La Réforme* (pseudonyme *Bamounga*) ; Célestin Demblon (qui signera des dessins et des articles *Axel*), né en 1859 ; Arnold Goffin et le peintre-lithographe Jules Dujardin, nés en 1863 ; Léon Donnay né en 1865 ; Emile Fourvel et le courageux Léon Antoine, attaché à la politique étrangère, nés tous deux en 1865 ; Albert Mockel né en 1866 ; Edmond Schepens né en 1868 ; Emile De Linge, dit Milio, né en 1869 (le dernier des « fidèles » du journal en 1907) ; Paul Gérardy, né en 1870 ; Paul Spaak enfin, né en 1871.

De plus jeunes encore participent au renouveau, tels Georges Rens (introduit par son père Raphaël, rédacteur parlementaire de *La Réforme*), Eugène Baie (qui deviendra académicien), Emile Mathieu, Pol Jaubert. Nous oublions même Joseph Doiteau, l'avocat Jean Delvaux et le terrible Jauz, le plus satirique des dessinateurs du journal (1).

C'est dans un bain de dynamisme qu'est plongée *La Réforme*. Pendant quatre ans, le journal se développe magnifiquement, sans anicroches. Les mesures financières ont assaini les bilans annuels, et les pertes, s'il y en a encore, sont réduites. Les Chainaye songent même en 1897 à introduire dans leurs ateliers la machine à composer (2).

Les deux frères sentirent à merveille, on le voit, l'ouverture nouvelle du lecteur — et des journaux par conséquent — à l'information. Le temps des stricts quotidiens de doctrine était passé, avec les appétits de nouvelles grandissants du public. L'« austère » *Réforme* fut transformée en un « quotidien illustré paraissant en quatre éditions » (3) : outre celles-ci, des éditions spéciales (une innovation pour

(1) Ses dessins caricaturaux sur la personne de Léopold II sont célèbres. Certaines cartes postales, de fabrication belge, mises en vente à Bruxelles vers 1900, sont des reproductions de ses dessins dans *La Réforme*. (Voir l'exemplaire conservé aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, d. 162, offenses aux gouvernements étrangers, année 1900, qui stigmatise les Anglais en guerre contre les Boers).

(2) Contrairement à ce que pense BOGHAERT-VACHÉ (*La Presse*, p. 433), les Chainaye introduisirent la linotype en 1897, en Belgique et non dans leurs ateliers. « C'est nous qui les premiers dans le pays avons introduit la machine perfectionnée pour journaux, nous l'avons introduite, non point dans les ateliers de *La Réforme*, mais dans un compartiment que nous avons installé à l'exposition de Bruxelles de 1897. Si nous n'avions été que des hommes d'affaires, nous aurions, nous seuls, en premier lieu, bénéficié de l'économie de 20 à 50 % sur les prix de composition, que cette machine réalise, selon la façon dont on s'en sert... » *La Réforme*, 4 octobre 1903. (En réponse à des attaques de l'Association des typographes).

(3) H. DONS, *La presse belge depuis la révolution*, dans *Annuaire Officiel de la presse belge*, p. 13.

l'époque) à l'occasion d'événements importants, attirent l'attention du public (1). Les Chainaye mirent également leur journal en évidence par de grands titres en manchette.

Au conseil d'administration, Achille Chainaye fut chaque fois réélu administrateur délégué (2).

Entre le « groupe de *La Réforme* » et les nouveaux directeurs naquirent des dissensions, des divergences de points de vue sur la « transformation » du journal. Feron ne semblait pas apprécier toutes les initiatives de Champal : il suspendit sa collaboration à la politique du journal, pour la reprendre en partie, en 1898, sur la demande du Conseil d'administration (3).

Divergences de vues à propos de la confection du journal mais divergences d'appréciation aussi quant à la politique radicale à suivre. En effet, d'une rencontre entre Paul Janson et les Chainaye, le vendredi 6 octobre 1899 (4), il résulte que le représentant radical ne pouvait admettre que les Chainaye aient « exercé la direction politique de *La Réforme* dans un sens quelconque » et ce, malgré la lettre de Feron du 12 mars 1898 établissant le nouveau régime dans la direction.

« Mais il ressort aussi de notre échange de vues », poursuivent les frères Chainaye, « que si M. Paul Janson désapprouve *La Réforme* lorsqu'elle soutient les progressistes alliés électoralement aux libéraux pour la commune, il la désapprouve d'autre part lorsqu'elle défend le respect dû à l'engagement parlementaire du 4 juillet, lorsqu'elle combat la R. P. plurale que les cléricaux veulent imposer sans avoir consulté le pays, donc R. P. sans suffrage universel immédiat (5), et enfin parce que, se rendant aux vœux de l'opinion démocratique, elle a

(1) Simple exemple, *La Réforme* sortit une édition spéciale pour annoncer la mort de Frère-Orban.

« Partout les passants s'arrêtaient pour déployer le journal ». *La Réforme*, 2-3 janvier 1896.

(2) *Annexes du Moniteur*, 17 mai 1896, p. 646; 10 juillet 1897, p. 89; 5 juillet 1899, p. 73.

(3) Témoin de cette rupture, sa lettre du 12 mars 1898 adressée aux Chainaye et publiée dans *La Réforme* du 14 mars 1898 : « ... Il s'est produit dans la confection de *La Réforme* des modifications au sujet desquelles je n'ai pas partagé votre manière de voir... Je pense toutefois qu'il convient que mon nom cesse de figurer en tête du journal. Il sera de la sorte bien entendu que ma responsabilité se limite aux articles qui portent ma signature. Ce n'est là, d'ailleurs, que l'application d'une règle qui s'impose aussi en raison des divergences d'appréciation qui peuvent surgir, même entre les amis politiques qui collaborent au journal... » Les ponts, à ce moment, ne sont pas encore coupés entre Feron et les Chainaye.

(4) *La Réforme*, 9 octobre 1899.

(5) Georges Lorand, tout particulièrement, semble avoir défendu cette R. P. plurale qui lui garantissait sa place de représentant de Virton à la Chambre.

préconisé avec *Le Peuple* la candidature antigouvernementale de M. Branquart, aujourd'hui député de Soignies ».

Ce court paragraphe éclaire tout le problème qui s'est posé après le changement de direction. Politiquement, *La Réforme* est restée ce qu'elle était : radicale et anticléricale à tous crins. Mais les membres du groupe radical se sont attachés personnellement à des considérations électorales dont ne font précisément aucun cas les Chainaye, ralliés à une ligne radicale stricte. Tant que Feron et Lorand ont dirigé *La Réforme*, aucune différence n'existait entre la direction politique de celle-ci et le groupe radical auquel ces hommes appartenaient. Les Chainaye au contraire — et leurs plus proches collaborateurs — se préoccupent avant tout de retracer idéalement les idées radicales (1).

Lorsque nous ajoutons, à ce conflit de direction et de compétence politiques, une certaine hostilité de Feron et d'autres progressistes aux transformations générales du quotidien, nous arrivons à une distorsion des vues et à un conflit inévitables. Le louvoiement des membres de l'ancienne extrême-gauche au gré des tactiques et des réalités électorales leur fut plus d'une fois reproché, en général autant par les socialistes que par les libéraux.

Une lettre d'Achille Chainaye à *La Gazette du Centre*, semble, à notre sens, importante pour caractériser la responsabilité totale du « groupe radical » lors de son départ de *La Réforme* (2).

« ... « Le groupe radical », fondateur du *Ralliement*, ne fut pas exclu de *La Réforme*.

Nous rendîmes grand service à ce groupe, il y a onze ans, en assumant les charges de *La Réforme*. Plus tard, l'une des personnalités de ce groupe retira sa collaboration à *La Réforme*, uniquement parce que les exigences du public nous avaient engagés à développer dans ce journal les services d'informations et la partie artistique.

Enfin, un autre leader politique nous adressa sa démission à la suite d'un article que nous publiâmes au sujet de la représentation proportionnelle. Après le départ de ces collaborateurs, *La Réforme* ne cessa de répondre aux aspirations du parti progressiste et demeura l'organe quotidien dévoué de l'Association libérale de

(1) Si l'on réfléchit un instant à la position des directeurs de *La Réforme*, l'on doit bien admettre que la direction du journal sans intervention politique leur était impossible, ne fût-ce que professionnellement. Ils étaient tenus de prendre aussi des décisions rapides dans ce domaine, quitte à déplaire à Janson, à Feron ou à Lorand.

(2) *La Gazette du Centre*, 25 janvier 1907 (réponse et précisions apportées aux « termes aimables » de *La Gazette du Centre*, lors de la disparition de *La Réforme*).

Bruxelles. On se plut à reconnaître, particulièrement en périodes électorales, notre absolu « loyalisme politique ».

Tous les rédacteurs politiques de *La Réforme* n'entrèrent pas du reste en retraite. C'est ainsi qu'il y a quelques jours encore, nous insérions un article inédit de M. Hermann Dumont... »

Nous croyons pouvoir nous en tenir aux fondements de cette lettre (1).

Janson, le 7 octobre 1899, après quinze années d'exercice, adresse sa démission d'administrateur de la Société aux frères Chainaye. Une assemblée générale extraordinaire devenait nécessaire pour approuver ou non la politique suivie par la direction. Réunie le 17 octobre, elle vota, par 996 voix contre 165 et 31 abstentions, l'ordre du jour favorable aux Chainaye (2).

Aux démissions de Janson et d'Auguste Lambiotte, commissaire de la Société (cette dernière démission étant survenue déjà le 26 septembre) (3), Armand Feron ajouta la sienne à la suite du vote émis par l'assemblée (4). En moins d'un mois, l'ancien groupe avait quitté *La Réforme*. En partant, il la saborda financièrement, par le retrait de ses capitaux (5).

De 1900 à 1904, les frères Chainaye luttèrent avec succès pour maintenir en vie *La Réforme*: leurs initiatives et leur attachement complet au journal pallièrent les difficultés budgétaires.

Dix-neuf actionnaires sont présents à l'assemblée générale du 27 avril 1901 (6). Le capital social de la Société est alors de 320.000 fr. (toutes les actions privilégiées ont été souscrites depuis 1895). Nous pouvons établir une dernière fois la liste des principaux actionnaires, à cette occasion.

(1) L'article de *La Gazette du Centre*, que nous avons trouvé accidentellement, confirme ce que nous avons écrit plus haut sur les causes du conflit.

(2) Chaque actionnaire disposait de plusieurs voix, selon le nombre d'actions dont il était propriétaire. Ce chiffre d'ailleurs, si favorable aux Chainaye, montre combien l'ancien groupe ne disposait plus à ce moment de beaucoup d'actions dans la Société.

(3) *La Réforme*, 21 octobre 1899.

(4) Le 18 octobre exactement. (*La Réforme*, 21 octobre 1899).

(5) D'après l'unique témoignage de Mme A. Chainaye, une somme approximative de 70.000 fr. fut retirée du jour au lendemain. Suivant une clause d'un contrat proposé par l'avocat Warnant, le moindre bénéfice réalisé autorisait le retrait de capitaux. (Nous n'avons pu obtenir de plus amples renseignements).

(6) *Annexes du Moniteur*, en date du 15 mai 1901, rubrique 2564, p. 925 à 928.

Hector Chainaye	262 actions (dont 161 privilégiées)	soit	52.400 fr.
Achille Chainaye	259 actions (dont 157 privilégiées)	soit	51.800 fr.
Camille Hublou	100 actions (privilégiées)	soit	20.000 fr.
Georges Chainaye	40 actions (ordinaires)	soit	8.000 fr.
Eugène Levêque	38 actions (dont 5 privilégiées)	soit	7.600 fr.
14 autres actionnaires	216 actions (dont 118 privilégiées)	soit	43.200 fr.
	<hr/>		
	915 actions (dont 541 privilégiées)	soit	183.000 fr.
Actionnaires absents	685 actions (dont 209 privilégiées)	soit	137.000 fr.
	<hr/>		
	1.600 actions (dont 750 privilégiées)	soit	320.000 fr.

Signalons simplement parmi les actionnaires les noms du bijoutier Gustave Wolfers, de l'entrepreneur Emile Masson et de l'agent de change Firmin Lambeau, « agissant en qualité de directeur du Comptoir de la Bourse de Bruxelles ».

Les frères Chainaye (le troisième frère, Georges, publiciste, compris) se sont saignés à blanc pour racheter le maximum d'actions, autant pour avoir leur mot à dire à l'assemblée des actionnaires que pour combler la perte des anciens capitaux. A trois, ils disposent en 1901 de 561 actions, soit 112.500 fr. (plus du tiers du capital social).

Le conseil d'administration est autorisé à porter le capital social de 320.000 fr. à 500.000 fr. par la création de 900 actions privilégiées nouvelles. Ce capital ne fut vraisemblablement pas atteint, bien qu'il soit chiffré, en mai 1902, à 374.000 fr. (1).

Trois administrateurs sont réélus en 1901 : Achille et Hector Chainaye et Eugène Levêque, président du conseil d'administration (2); deux nouveaux sont nommés : Hubert Bernimolin et Gustave

(1) *Annexes du Moniteur*, en date du 13 juin 1902, p. 1369-1370. Les *Annexes du Moniteur* ne renseigneront plus aucun acte de la Société entre la démission de l'administrateur Eugène Levêque (président au conseil d'administration) en octobre 1902 et la dissolution de la Société en mars 1907 (*Annexes du Moniteur*, en date du 25 octobre 1902, p. 233).

(2) *Annexes du Moniteur*, en date du 11 juin 1900, p. 1769.

De Rechter (1). Quant aux nouveaux commissaires, il s'agit de Léon Monnoyer et d'Alphonse Grauwels.

Nous pouvons maintenant procéder, avec toute la prudence qui s'impose, à une comparaison des trois bilans connus de la Société, publiés dans les *Annexes du Moniteur* (2) et repris ici aux pages 44 à 47.

Quelques points doivent attirer notre attention.

1) *L'évolution du capital effectif comparé au capital social.*

Comme l'indique le tableau de la page 48 (pl. II), deux périodes sont à envisager. La première va de 1885 à 1895 : elle comporte une montée en paliers caractéristiques jusqu'au moment de l'effondrement des actions en novembre 1895. Le capital réel constaté suit d'assez loin la montée du capital social. La réévaluation du capital va permettre la résorption complète des pertes alors enregistrées. La deuxième période commence à cette réévaluation : le capital réel tend à se rapprocher du capital social (les actions sont souscrites sans difficultés par les acheteurs). Au stade où en étaient arrivées les pertes en 1895, la mesure d'abaissement de 400.000 fr. à 170.000 fr. était pratiquement indispensable. La mauvaise gestion constatée dans la première partie est patente.

2) *L'évolution des pertes* (pl. III, page 49).

Ici aussi deux parties peuvent être discernées. Le redressement financier s'opère en 1895. Après l'absorption des pertes anciennes par la réestimation du capital, la Société a pu limiter considérablement les nouvelles. La perte moyenne annuelle sur la période de 1885 à 1901 est de 15.300 fr.

3) *Le montant comparatif des entrées et des sorties.*

Le montant des entrées et des sorties a augmenté énormément en cinq ans (entre 1895 et 1900).

coût en 1895 : \pm 190.000 fr. ; en 1900 : \pm 320.000 fr.

gains en 1895 : \pm 160.000 fr. ; en 1900 : \pm 303.000 fr.

Pour des pertes moindres, le journal a presque doublé son chiffre d'affaires.

(1) *Annexes du Moniteur*, en date du 4 juillet 1901, p. 41.

(2) En date du 15 juin 1889, p. 981 ; du 18 mai 1895, p. 1220 ; du 15 mai 1901, p. 928.

ANNEXES DU MONITEUR DU 15 JUIN 1889.

Année 1889 — Rubrique 1418, p. 981.

Société anonyme « La Réforme ».

Bilan arrêté au 30 avril 1889.

A C T I F.

Espèces en caisse	322,79	
Actions non libérées	10.600,—	
Valeur du journal et apports	188.594,93	
Inventaire, matériel et approvisionnement	66.751,90	
Divers débiteurs	14.785,53	
Pertes et profits : solde de ce compte pour les années 1886-1887-1888-1889	99.351,45	
Total de l'actif		fr. 380.406,60

P A S S I F.

Capital :		
600 actions de 500 fr.	300.000,—	
Actions non émises :		
126 actions de 500 fr.	63.000,—	
		237.000,—
Divers créditeurs :		
Fournisseurs	12.761,36	
Sommes avancées par divers au journal	109.116,15	
		121.877,51
Abonnements à servir en 1889, perçus au 30 avril 1889		21.529,09
		fr. 380.406,60

Bruxelles, le 24 mai 1889.

Pour *La Réforme*,
L'administrateur délégué,
Auguste Lambiotte.

Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le 8 juin 1889.

ANNEXES DU MONITEUR DU 18 MAI 1895.

Année 1895 — Rubrique 1658, p. 1220.

Bilan arrêté au 31 décembre 1894.

A C T I F.

Espèces en caisse		539,23
Actions non libérées		5.960,—
Inventaire matériel :		
matériel impression	35.739,68	
matériel composition	15.405,01	
mobilier	9.000,—	
bibliothèque	2.027,55	
collections	2.000,—	
	<hr/>	64.172,24
Divers débiteurs		37.241,08
Actions à émettre		21.500,—
Valeur des apports		188.594,93
Pertes et profits		205.218,89
		<hr/>
		fr. 523.226,37
		<hr/>
		<hr/>

P A S S I F.

Capital		400.000,—
Abonnements perçus à l'avance		34.974,38
Divers créditeurs : exigibles	12.377,72	
non-exigibles	75.874,27	
	<hr/>	88.251,99
		<hr/>
		fr. 523.226,37
		<hr/>
		<hr/>

Les administrateurs :
Paul Janson, Armand Feron.

Le compte des pertes et profits se résume comme suit :

D E B I T.

Solde débiteur au 1 janvier 1894		174.186,82
<i>La Réforme:</i>		
pertes diverses et mauvaises créances	130,47	
Frais de rédaction	45.165,06	
Frais de loyer, entretien immeuble	11.004,65	
Frais d'impression du journal	102.197,21	
Frais d'administration	7.037,12	
Frais d'expédition	24.321,89	
	<hr/>	189.856,40
<i>Le Petit Journal Belge:</i>		
Frais d'impression du journal	13.413,30	
Frais d'expédition	6.480,—	
	<hr/>	19.883,30
		<hr/>
		fr. 383.926,52
		<hr/>
		<hr/>

C R E D I T.

<i>La Réforme:</i> abonnements 1894		39.988,34
Vente en province		49.898,48
Annonces		42.378,20
Vente en ville		28.129,22
Solde, compte papier		229,83
<i>Le Petit Journal Belge:</i>		
Vente ville	112,19	
Abonnements	252,03	
Vente en province	14.821,54	
Annonces	2.907,80	
	<hr/>	18.093,56
Au 1 janvier 1894	174.186,82	
Pertes en 1894	31.032,07	
	<hr/>	205.218,89
		<hr/>
		fr. 383.936,52
		<hr/>
		<hr/>

Les administrateurs,
l'administrateur délégué,
(signé) Armand Feron.

Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le 10 mai 1895.

ANNEXES DU MONITEUR DU 15 MAI 1901.

Année 1901 — Rubrique 2564, P. 928.

Bilan arrêté au 31 décembre 1900.

A C T I F.

Espèces en caisse		7.444,25
Actionnaires, somme restant à verser		30.150,—
Inventaire matériel :		
bibliothèque	2.036,35	
matériel presse	11.723,12	
matériel composition	7.670,05	
mobilier	4.250,95	
	<hr/>	25.680,47
Frais de premier établissement		30.658,27
Titre propriété du journal		185.635,63
Divers débiteurs		29.646,92
Profits et pertes :		
Solde du 1 janvier 1901		53.789,90
		<hr/>
		fr. <u>363.005,44</u>

P A S S I F.

Capital		318.460,—
Divers créditeurs		44.545,44
		<hr/>
		fr. <u>363.005,44</u>

Compte de profits et pertes.

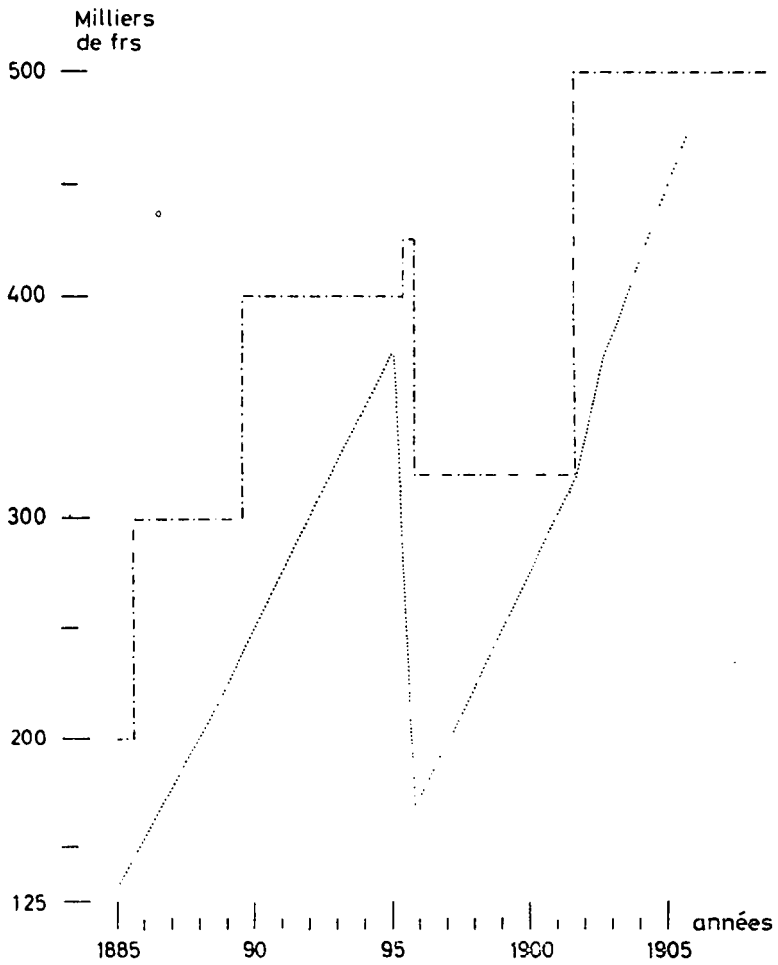
D E B I T.

Solde débiteur, 1 janvier 1900		37.079,59
Dépenses en 1900		320.125,21
		<hr/>
		fr. <u>357.204,80</u>

C R E D I T.

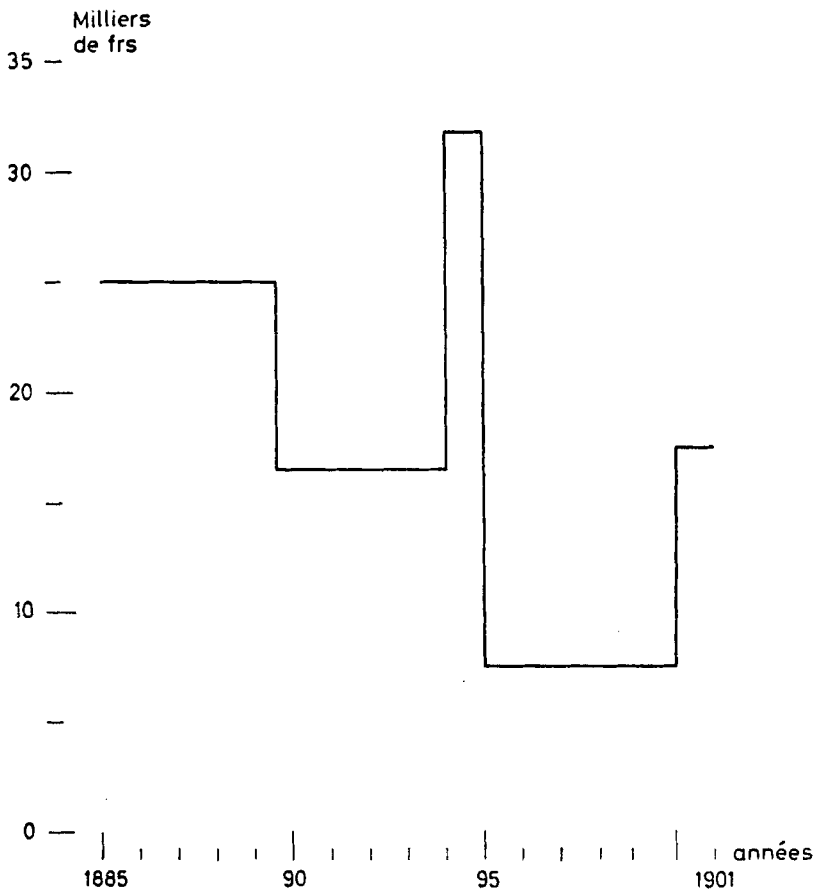
Débiteur au 1 janvier 1900		37.079,59
Recettes de 1900		303.414,90
Solde en perte		16.710,31
		<hr/>
		fr. <u>357.204,80</u>

Déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, le 8 mai 1901.



Pl. II. Tableau comparatif du capital social et du capital effectif.

Capital social ————
 Capital effectif
 Suppositions



Pl. III. Evolution des pertes du journal.

Dès leur passage à la direction, les Chainaye purent donc juguler en grande partie le déficit du journal et donner confiance aux actionnaires de la Société.

Dans la rédaction, une foule de collaborateurs s'ajoute aux anciens déjà en place. Un petit groupe de collaboratrices féminines tient des chroniques de mode et de philanthropie : Madame Dubois (dite *Sylviane*), Madame Michel (*Vera*, déjà entrée vers 1896), Nelly Lecrenier, une certaine Lina, d'autres collaboratrices encore doivent attirer inévitablement une certaine clientèle féminine à la lecture de ce quotidien illustré qui depuis le 16 décembre 1901, offre un abonnement exceptionnel de 5,20 fr. par an, à Bruxelles : *La Réforme* est devenue en fait un journal à deux centimes ! Malgré

une situation financière difficile, Achille et Hector Chainaye firent de *La Réforme*, pour quelques années, le quotidien le moins cher de Belgique (1).

A cette occasion, des journaux prétendirent une fois de plus que *La Réforme* cessait d'être un organe politique (2).

Cette baisse du prix fut un succès, si l'on en croit le journal lui-même (3). Des remerciements chaleureux sont adressés aux lecteurs qui ont réalisé « l'abonnement boule de neige ».

4) *Le prix de revient du journal en 1894.*

Non compte tenu des amortissements de matériel (capital technique), nous pouvons essayer de l'évaluer. Les frais de confection, d'administration et d'expédition se chiffrent à environ 190.000 fr. La vente rapporte 118.000 fr. (4). Elle représente grosso modo 2.632.600 journaux, pour un prix de vente uniforme de 5 centimes le journal (ce qui dans la réalité n'est pas le cas, puisque l'abonnement en abaisse le prix à 4 centimes au moins). Dans ces conditions, le prix de revient d'un journal dans l'année 1894 s'établit à 7,25 centimes. Nous pouvons établir la perte pour l'ensemble des journaux produits.

1.540.600 journaux vendus (ville + province)	perte (à 2,25 c. par journal) 34.663,50 fr.
1.092.000 journaux livrés (abonnements)	perte (à 3,25 c. par journal) 35.490,— fr.
<hr/>	
pour 2.632.600 journaux	perte totale : 70.153,50 fr.

5) La publication d'un succédané de *La Réforme*, *Le Petit Journal Belge*, qui semble avoir eu son débouché principal dans la vente en province. Il accuse 1.800 fr. de pertes au bout de l'année 1894.

(1) « Le prix par numéro était de 10 centimes pour *L'Indépendance Belge* et *Le Journal de Bruxelles*; la plupart des autres journaux coûtaient 5 centimes. Après que *La Chronique* eût haussé son prix, *La Réforme* fut un moment l'organe de presse le moins cher à 2 centimes le numéro, jusqu'à ce que *Le Soir* parut », traduit de : VAN SINT-JAN, *Die politische Presse Belgiens*, p. 195.

(2) *La Réforme*, 8 décembre 1901.

(3) *La Réforme*, 21 décembre 1901.

(4) Le gain des annonces n'intervenant pas dans ce compte.

« Notre vente au numéro dans tout le pays se développe considérablement et l'augmentation du produit de notre publicité suit une marche parallèle à celle du débit du journal » (1).

A cette « innovation » de poids, Achille et Hector Chainaye en ajoutent d'autres. Le premier numéro entièrement composé mécaniquement sort le 3 février 1904 (après l'introduction de la linotype dans les ateliers). Le rédacteur Raoul de Saint-Maur organise de son côté une spectaculaire marche à pied pour amateurs, de Bruxelles à Anvers, sous le patronnage exclusif de *La Réforme* (2).

Sylvain Bonmariage, Fernand Crommelynck, Franz Focketyn, Armand Varlez et d'autres entrent également à cette époque dans la grande équipe des collaborateurs du journal.

En septembre 1906 — bien tard hélas —, une dernière innovation est lancée : il s'agit d'un tarif de publicité différentiel selon les endroits du journal où les annonces sont insérées. Une colonne (la première colonne de gauche) est réservée à celles-ci en première, deuxième et troisième pages (3).

On pourrait s'étonner qu'étant survenues de telles innovations, *La Réforme* se soit finalement effondrée en janvier 1907. Il est certain que le retrait des capitaux de l'ancien groupe n'a pas facilité les tentatives d'assainissement entreprises par les frères Chainaye. Nous pouvons également considérer que l'abaissement du prix du journal fut une erreur au moment même de sa mise en application. Lorsqu'on imagine les problèmes posés alors par la gestion du quotidien, cette diminution peut se comparer à un quitte ou double.

La politique elle-même n'a pas été sans influence sur la chute du journal. La présence de ce dernier se justifiait-elle encore après la reconstitution du parti libéral vers 1902 ? (4). L'objet même de

(1) *La Réforme*, 1-2 janvier 1902.

(2) Annoncée le 3 juillet 1904, elle eut lieu le dimanche 7 août. 3.000 fr. de prix furent distribués.

Cette course de *La Réforme* eut un succès énorme (*La Réforme* sortit une édition spéciale le 7 août au prix de 10 centimes le numéro).

(3) Les Chainaye ne se targuent nullement d'être les « inventeurs du système », ils ne font que l'appliquer en Belgique puisqu'il existe depuis longtemps en Angleterre. Ils justifient leur innovation : « une page exclusivement bourrée d'annonces et de réclames est-elle intéressante pour l'acheteur ? Et la publicité, ainsi comprise, de façon absolue, n'est-elle pas un leurre, une illusion pour le client... » « ... Et puis, il y a toujours un certain caractère d'actualité selon les saisons, selon les événements. Le tout est de faire son choix... ».

(*La Réforme*, 18 septembre 1906).

(4) Le sous-titre *Organe de la démocratie libérale* disparaît le 17 septembre 1906. Indice révélateur, à coup sûr, de ce que le journal se voulait surtout libéral désormais.

La Réforme avait déjà disparu avec les modifications politiques de 1894 et de 1900. *La Dernière Heure* cependant, selon Ernest Lemonon (*La presse politique belge*, p. 734), peut être considérée comme l'organe du radicalisme libéral.

De son côté, *Le Soir*, gratuit à ses débuts détruisit les efforts et les succès de *La Réforme* à deux centimes (1).

Tout un courant défavorable jouait ainsi contre le quotidien progressiste ; en présence d'un tel état de choses un quotidien ne renverse jamais la vapeur.

On peut encore ajouter deux éléments qui n'étaient pas faits pour empêcher la chute du journal.

La Réforme déménagea de la rue des Sables. Contrat non renouvelé (2) ? Nécessité pour le quotidien de posséder les « vastes locaux » d'une imprimerie modèle (3) ? De toute façon, le coût du transfert au 5, chaussée d'Anvers dut être important : il arrivait surtout mal à propos (4).

Le second élément, bien plus néfaste encore pour l'avenir de *La Réforme*, se trouve dans la crise traversée par le journal en octobre 1903, qui l'opposa à l'Association des typographes de Bruxelles et au *Peuple*. Cette crise a été étudiée — avec le maximum de partialité ! — par Gustave Conrardy, dans un chapitre de son étude consacrée à l'histoire de la Fédération locale des typographes : Conrardy rejette toute la responsabilité de l'affaire sur les directeurs de la feuille libérale.

Essayons d'en démêler les points principaux (5).

1^o Plusieurs crises avaient déjà opposé *La Réforme* à l'Association des typographes avant celle de 1903. L'Association avait vu d'un mauvais œil le compartiment réservé à la lynotype installé par les frères Chainaye à l'Exposition de Bruxelles en 1897 (6). Des machines à composer furent, par la suite, introduites chez la plupart des éditeurs de journaux. En 1903, Champal et son frère

(1) Le prix de 5 c. sur la première page subsistera jusqu'à la disparition du journal.

(2) Rappelons que la durée fixée pour l'existence de la Société était de 20 ans (à partir de mai 1885). Peut-être un contrat de location de l'immeuble de la rue des Sables fut-il signé pour la même période ?

(3) C'est du moins le prétexte avancé par la direction du journal dans *La Réforme* du 4 janvier 1905.

(4) Le journal fut imprimé quelques jours à l'imprimerie de *L'Echo de la Bourse* (*La Réforme*, 22 janvier 1905).

(5) *La Réforme*, attaquée publiquement, se défendit dans plusieurs articles publiés les 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 17 octobre 1903.

(6) *La Réforme*, 8 octobre 1903.

décident enfin d'acheter des linotypes. D'après Conrardy, ils jetèrent leurs anciens ouvriers à la rue pour les remplacer par les machines conduites par de nouveaux typographes.

- 2° L'Association des typographes ne voulut pas écouter, en 1897, les Chainaye qui proposaient un étalement des chômages, inéluctables, provoqués par l'introduction des machines : elle improvise et compose avec chaque éditeur qui achète des machines.
- 3° La polémique naissante est soutenue par *Le Peuple* et par *L'Echo du Peuple* qui accusent les directeurs de *La Réforme* d'être des hommes d'affaires et de faux démocrates hostiles aux intérêts ouvriers. Conrardy adopte pleinement ce point de vue dans son étude (« ils semblaient même avoir perdu tout sens moral ») (1). Pour la Fédération typographique belge, « la feuille tomba entre les mains de MM. Chainaye, qui en firent un journal d'affaires, dont les colonnes étaient ouvertes aux plus offrants » (2). En général, l'opinion considère les frères Chainaye comme des financiers (3).
- 4° Un meeting contradictoire fut rapidement mis sur pied, auquel les Chainaye ne voulurent pas assister. De là, on passa à la publication de placards sur les murs de la capitale; des hommes-sandwich furent même chargés de promener des affiches dans les artères principales de Bruxelles et les milieux ouvriers sont saisis de la question. L'opinion ouvrière toute entière se ligua alors contre *La Réforme*, surtout contre Champal qu'on ne ménagea guère (4).
- 5° Si les directeurs de la feuille radicale semblèrent des hommes préoccupés uniquement d'un rendement économique, sans considérations humaines, ils doivent intégralement cette apparence à

(1) CONRARDY, *Histoire...*, p. 202.

(2) CONRARDY, *ibid.*, p. 204.

(3) Il faut reconnaître que c'est avis n'est pas dénué de tout fondement. Témoin cette très intéressante lettre de Van Eetvelde à Léopold II, où il écrit avoir été l'objet d'une démarche des Chainaye : « Ces Messieurs m'ont fait valoir — ce qui est exact — que ce journal, tout en restant radical, est devenue tout doucement dynastique, congolais et anti-collectiviste (...) Je sais, et Votre Majesté ne l'ignore pas, que ce journal coûte cher. Mais il est utile... (...) Je suis d'avis que toute intervention financière devrait se produire par les voies indirectes qui ont déjà été suivies dans le temps ». (Archives de l'ancien Ministère des Colonies, Fonds des archives de l'I.R.C.B., Correspondance Léopold II — Van Eetvelde, 9 décembre 1902). Pour sauver vraisemblablement leur journal, les frères n'hésitèrent donc pas à solliciter une intervention « extraordinaire ». Nous ne savons pas si cette démarche porta ses fruits.

(4) Une affiche le représente « flanquant » à la porte, d'un coup de pied, un de ses collaborateurs ouvriers. Dans un coin, une contrebasse, avec une petite souris, allusion au petit personnel de la Monnaie que *La Réforme* défendait.

leurs adversaires qui d'emblée les traitèrent de vils exploitants. Le ton même des opposants est excessif et de parti pris.

Comment voir le problème ?

Selon nous, les Chainaye décidèrent, après bien des hésitations, de faire le sacrifice financier d'une linotype, malgré le budget du journal. Cet achat allait naturellement de pair avec le licenciement d'ouvriers qui ne se fit certainement pas du jour au lendemain comme le croient Conrardy et la rédaction du *Peuple* (1).

De toute manière, ce licenciement de personnel ne convenait pas à l'Association des typographes qui en fit une affaire de personnes, à notre sens, et rien, sinon cela, n'explique la hargne dont firent preuve ses dirigeants envers les frères Chainaye : la seule chose, pour eux, est de montrer que Champal n'est pas un démocrate et que *La Réforme* n'est plus, de ce fait, un journal démocratique (2).

Le transfert à la chaussée d'Anvers et la campagne menée contre le journal devaient amplement contrebalancer les innovations heureuses des Chainaye.

Finalement, toutes ressources épuisées (3), les deux frères furent obligés de liquider le journal qui disparut, soudainement, le 14 janvier 1907 (4). Hormis les derniers rédacteurs engagés, Louis Moreels et Emile De Linge se trouvaient toujours à la table de rédaction.

Une indifférence totale entoure la liquidation de la Société. Une première assemblée générale convoquée le 16 février pour examiner la situation ne se trouve pas en nombre pour siéger. Une nouvelle

(1) Un article de *La Réforme* du 10 octobre 1903 montre l'évolution rapide de la polémique et la position des Chainaye : « ... Tandis que nous nous efforçons d'expliquer loyalement... les multiples raisons qui nous ont obligés à renoncer aux services de nos collaborateurs manuels, malheureuses victimes d'un syndicat inintelligent, tandis que nous exposons économiquement la situation qui nous fut faite par des exigences inacceptables, l'Association libre des typographes faisait afficher dans la journée de jeudi des placards agressifs et dommageables sur tous les murs de Bruxelles et même, nous assure-t-on, en province (...) A la dernière affiche... nous répondrons par une affiche ».

(2) La polémique de l'affaire est loin d'être claire et ouverte, précisément parce qu'un fouillis de détails, une accumulation de ripostes et des questions techniques, recouvrent et vicient constamment des points fondamentaux.

(3) *La Réforme* connut, dans les derniers temps, une situation financière très difficile. Un jour, l'imprimerie manqua même de papier. On procéda néanmoins à la composition typographique du journal. Le soir, un camion que personne n'attendait arriva. Sans avoir été sollicités, les frères Jourdain, directeurs du *Patriote*... faisaient mettre spontanément à la disposition de leurs confrères embarrasés un nombre de bobines de papier assurant, pour quelques jours encore, le tirage du journal.

Tous les délais de remboursement étaient accordés aux Chainaye qui s'acquittèrent intégralement de cette dette. (*La Défense Wallonne*, 27 septembre 1925).

(4) Peut-être s'agissait-il d'éviter le renouvellement d'un loyer ? Aucun avis, aucune annonce n'avaient été insérés, les derniers jours.

assemblée a lieu le 9 mars, les frères Chainaye seuls présents (1). Le comptable de *La Réforme*, Alfred Colleye, est nommé liquidateur. Suivant la formule consacrée, la Société « est et demeure dissoute » le 9 mars 1907. En 1910, la liquidation de *La Réforme* n'était pas encore complètement achevée (2).

La disparition du journal radical recueillit de bonnes condoléances : « On a surtout tenu compte de l'énergie déployée par les frères Chainaye pour faire, depuis un an, survivre en quelque sorte *La Réforme* à elle-même.

A peine est-elle définitivement tombée que déjà on annonce une transformation du *Ralliement*, le journal que le groupe radical avait fondé lorsqu'il avait été exclu de *La Réforme* » (3).

Assez curieusement, presque la même équipe fondatrice de *La Réforme* avait fondé le 18 février 1903 *Le Ralliement* : Janson, Feron, Robert, Hanrez, Lambiotte, Lorand.

D'abord hebdomadaire, puis paraissant le jeudi et le dimanche, il devenait enfin quotidien sous la direction d'Hermann Dumont. *Le Ralliement* ne soutient aucune comparaison avec *La Réforme* tant du point de vue de son style que de son influence politique (4).

Dans l'ensemble, il est remarquable de constater que la presse de toutes tendances fait allusion à l'« infortunée *Réforme* ».

La plupart des collaborateurs du journal se reclassèrent dans d'autres quotidiens tels que *L'Indépendance Belge*, *La Dernière Heure* et surtout *Le Petit Bleu*, *La Chronique* et *L'Etoile Belge*. Quelques-uns rejoignirent *Le Soir* : Courouble, Nizet, Mahieu, Carpentier, ...

Quant aux frères Chainaye, ils se replièrent dans une vie de simples journalistes. Hector Chainaye tout particulièrement militait depuis longtemps en faveur d'un réveil de la Wallonie face aux revendications flamingantes (5). *La Réforme* défendait déjà, vers 1904, les principes d'une réaction wallonne.

(1) Ils comptent alors ensemble 451 actions dont 46 actions ordinaires.

(2) Un riche créancier libéral, Raoul Warocqué, à qui l'on devait dix-huit cents francs, tenta même en faisant jouer cette créance, de détourner les frères Chainaye de leur liste wallonne présentée aux élections législatives. (*La Défense Wallonne*, 27 septembre 1925, article d'Ivan PAUL).

(3) Article du *Pays Wallon*, repris dans *Le Bien Public*, 22 janvier 1907.

(4) Le rôle politique des radicaux était à ce moment réduit à peu de chose. Les membres du parti suivirent assez vite ce dernier dans la tombe : Finet meurt en 1910, Robert en 1911, Janson, Denis et Pergameni en 1913, Feron et Lorand en 1918, Hanrez en 1920. Arnould était déjà décédé en 1893 ; quant à De Greef, il s'éteignit en 1924.

(5) Il participa au fameux Congrès Wallon de 1905.

De là à faire du journal une feuille semant des graines séparatistes, il n'y avait qu'un pas (1)!

Bien qu'ils fussent wallons de cœur, Champal et son frère restèrent toujours attachés profondément aux principes d'une unité nationale.

Achille Chainaye collabora lui aussi à ce mouvement wallon tout en rédigeant des articles pour *Le Petit Bleu*, *La Meuse*, *La Chronique*, *L'Autorité financière*. Il dut fuir les Allemands et s'embarqua pour l'Angleterre le 7 septembre 1914. Il est là-bas un des principaux collaborateurs de *La Belgique Nouvelle* (2), mais il meurt brusquement, le 20 décembre 1915, deux ans à peine après son frère (3).

D'une manière générale, les Chainaye furent unanimement appréciés, même si leurs opinions politiques leur valurent quelques solides inimitiés (4).

LES CARACTERISTIQUES DE L'HISTOIRE DE « LA REFORME »

Tentons de dégager ici les grands traits de l'histoire du journal et de son organisation. Au vu de notre étude, nous pouvons distinguer quatre périodes bien distinctes.

1) Une première période s'étend du 17 février 1884 à avril 1885. Temps de lancement, d'organisation très schématique, d'une rédaction constituée avant tout par des hommes politiques, par des collaborateurs artistiques ensuite et par deux ou trois journalistes. Période difficile financièrement.

Toute la direction du journal repose sur Emile Feron qui dépense la forte somme pour maintenir en vie le nouveau journal. *La Réforme* s'incruste politiquement et les idées qu'elle défend se développent — lentement — dans le public.

2) Une deuxième période, de maturation et d'expansion, s'étend d'avril 1885 à novembre 1895. Neuf ans de lutte constante pour la réforme de la Constitution et le retour du parti libéral aux affaires de l'Etat. La désillusion est grande pour le journal après les élections de 1894.

(1) Que franchirent allègrement des naïfs exaltés comme Raymond Colleye, Pierre Dejardin et d'autres encore.

(2) Le banquier Empain lui aurait même offert de diriger un journal.

(3) Hector était mort le 4 septembre 1913.

(4) Il faut lire les divers articles biographiques pour se rendre compte des amitiés nombreuses qu'il se créèrent.

Ce dernier occupe désormais tout le 18 de la rue des Sables et une organisation plus structurée est mise sur pied. Un conseil d'administration de la Société créée pour la publication de *La Réforme* s'occupe de la gestion du quotidien tandis que le directeur politique et le rédacteur en chef organisent la rédaction qui s'ouvre de plus en plus à des collaborateurs politiques, à des rédacteurs spécialisés dans leurs rubriques.

La réputation du journal est établie solidement en Belgique comme à l'étranger. L'entrée de Champal à la rédaction bouleverse quelque peu les méthodes traditionnelles du journalisme. Le « groupe de *La Réforme* » composé presque exclusivement d'avocats éclate pour faire place à des actionnaires d'un milieu, disons, moins fermé.

Malgré ce développement du quotidien, la gestion même semble défectueuse : c'est l'« escalade » du capital social et les mauvaises évaluations du capital technique. Les bilans sont en perte sèche chaque année.

- 3) La troisième période, de plein éclat cette fois, s'ouvre en décembre 1895 et s'achève avec l'année 1899. Un nouveau groupe de direction — de journalistes-artistes et non plus d'hommes politiques — aux idées novatrices, recherche en premier lieu l'information rapide soutenue par une position politique de style aussi radical que l'ancienne.

C'est la naissance de *La Réforme illustrée*, de nouvelles rubriques, d'un nouveau comité de rédaction ouvert à tous les domaines.

La Réforme se taille une renommée éblouissante par sa position de pointe dans l'affaire Dreyfus, une « juste cause ».

La situation financière du journal est plus saine : de nouveaux actionnaires souscrivent, assez rapidement semble-t-il, les actions privilégiées lancées par les Chainaye (une « dévaluation » des anciennes actions, à 500 fr., était dure mais nécessaire).

Hélas, l'ancien groupe radical, vieilli prématurément par ses déboires politiques, accepte mal le progressisme strict et rigoureux, incompatible désormais avec une action parlementaire toute en nuances. En outre, les innovations multiples des Chainaye quant à la confection du journal, déplaisent à certains collaborateurs et actionnaires.

La rupture est inévitable, accompagnée d'un important retrait des capitaux.

- 4) S'ouvre alors la quatrième période de *La Réforme*, qui s'étend de janvier 1900, approximativement, à janvier 1907. Période de diffi-

cultés extrêmes. Les Chainaye se ruinent dans l'achat d'actions de la Société. Leurs tentatives pour maintenir à tout prix le journal (abaissement osé des prix de vente et d'abonnement, développement intensifié de la rédaction, innovations publicitaires, « course de *La Réforme* »), se heurtent à un courant général hostile : luttes avec l'Association des typographes, avec *Le Peuple*; luttes encore avec les nouveaux organes de presse *Le Soir* et *La Dernière Heure* (1). En outre, pour attirer de la publicité, il faut un public. Ce public, *La Réforme* l'a perdu.

Ce courant défavorable écrase finalement, dans la dernière année, les deux frères; ils arrêtent la publication du journal le 13 janvier 1907 et liquident la Société le 28 mars.

Nous pouvons avancer quelques traits généraux sur la feuille progressiste :

- 1° *La Réforme* est avant toute autre chose le journal d'une idée politique : l'idée radicale. Le quotidien ne sera jamais un journal d'affaires, comme on l'a dit parfois complaisamment, ni un journal attiré par des opinions fédéralistes, comme certains voulurent le faire croire en pensant aux Wallons Chainaye. *La Réforme*, donc, fut un organe de parti.
- 2° Le journal poursuit toujours l'information rapide, la plus large possible. Il suffit d'ouvrir une *Réforme* et de la comparer aux journaux de l'époque pour s'en rendre compte immédiatement.
- 3° Ces deux caractéristiques, journal politique et journal de large information, se combinent tout au cours de l'histoire du journal, une tendance l'emportant sur l'autre.
De 1884 à 1895, la tendance politique est dominante (il s'agit de conditionner l'opinion publique, de combattre avec et pour elle); de 1896 à 1907 par contre, la tendance « informative » prend le pas sur la tendance politique. De là, les grands titres du journal, son illustration, ses efforts publicitaires.
- 4° On peut voir en Emile Feron et Georges Lorand les dirigeants d'une *Réforme* première tendance, celle de l'austérité, celle de la haute politique aussi; les frères Chainaye sont l'âme d'une *Réforme* deuxième tendance, plus souple, moins dogmatique, moins rigide.

(1) Remarquons combien l'importance de ces deux journaux fut grande dans la presse libérale. Ils sont responsables en grande partie de la chute de tous les autres organes libéraux bruxellois.

La Réforme n'est que la première victime.

Leurs innovations sont à voir non sous l'aspect d'un abandon du rôle politique du journal mais selon une conscience réelle des rapports nouveaux entre presse et public.

Leur position est réellement constructive et dynamique ; hommes d'idées, les Chainaye ne furent pas d'heureux financiers. S'ils furent des promoteurs, ils furent aussi des idéalistes. Les quotidiens belges de l'époque ne sont d'ailleurs pas des affaires d'argent : ils servent principalement à défendre une position et des idées politiques.

5° La constitution de la Société *La Réforme* a conditionné l'existence du journal : l'interpénétration de cette Société et de la direction même du journal est constante. Pour ce motif évident, nous avons replacé cette Société dans l'évolution du journal. Le groupe de direction est celui des principaux actionnaires de la Société : la crise de 1899 le montre suffisamment.

Après 1885 donc, point de journal sans actionnaires. Si l'« ancien » groupe (Janson, Feron, Lambiotte, etc.) avait maintenu sa place prépondérante dans la Société, nul doute que les frères Chainaye et leurs amis eussent été évincés.

6° Champal est la personnalité la plus forte de l'histoire du journal. D'abord simple journaliste, puis directeur de *La Réforme*, il a vécu pratiquement toute l'existence du quotidien. Il est clair que c'est grâce à ses initiatives que *La Réforme* s'est développée.

LA SECONDE "REFORME"

Il est nécessaire de l'évoquer rapidement.

La Réforme, pour son malheur, dut subir une résurrection sous la direction de Raymond De Weerd (alias Raymond Colleye), en 1935 (1). Cet admirateur passionné d'Hector Chainaye, devenu à *La Réforme*, en 1906, le « brillant journaliste que nous admirons », y apprit, « surtout, au contact des frères Chainaye, à être militant wallon » (2).

Il est exact que Raymond Colleye écrivit quelques articles dans *La Réforme*, à la fin de 1906. Nous réserverons toutefois notre avis quant à la valeur de l'éloge fait par Pierre Dejardin.

(1) Le journal reparut pour la première fois le samedi 16 mars 1935, avec comme sous-titre : *Journal de Midi*.

(2) DEJARDIN P., *Raymond Colleye...*, p. 8.

Raymond Colleye a cru voir les frères Chainaye maintenir leur journal « contre les coalitions politiques et financières... »

Nous avons en vain cherché à préciser celles-ci. Il n'y a, en fait, de coalitions que dans l'esprit du directeur deuxième *Réforme*. Nous avons assez montré que c'est un courant défavorable qui a fait chuter l'organe de la démocratie libérale.

La nouvelle *Réforme*, « quotidien » d'informations et d'intérêt général (1), paraissant, provisoirement, « hebdomadairement » (1) (2), fut cette fois un journal strictement wallonisant.

Elle disparut une première fois en octobre 1939 (3). Des perquisitions et des saisies ont émaillé ses derniers jours (4).

Elle réapparut après la deuxième guerre mondiale, toujours sous les auspices de Raymond Colleye. Bi-mensuelle cette fois, littéraire et artistique, constamment orientée vers la France, cette *Réforme* fêta avec pompe le soixante-dixième anniversaire de sa création, le 31 octobre 1954. Il semble que le journal ait cessé d'exister — cette fois définitivement — en 1958.

(1) *La Réforme*, 16 mars 1935.

(2) *La Réforme*, 13 septembre 1935. La publication de la seconde *Réforme* fut toujours épisodique et fantaisiste.

(3) En 1935, les bureaux occupaient le 48, rue Grétry (salle de dépêches y compris); en septembre de la même année, ils sont installés au 405, chaussée de Waterloo; administrations rédaction, imprimerie se trouvaient finalement en 1939 au 102, avenue Eugène Plasky, à Schaerbeek. Le journal coûtait 10 centimes le numéro. Quelques exemplaires sont conservés aux A. V. B.

(4) *La Réforme*, 12 octobre et 14 octobre 1939.

(5) La direction et la rédaction siégeaient, 51, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères; prix : 3 fr. le numéro en 1949; 5 fr. en 1954.

CHAPITRE TROISIEME

DESCRIPTION EXTERNE ET CONTENU DU JOURNAL — ASPECTS DE SON EVOLUTION

Nous voulons traiter dans ce chapitre de quelques problèmes particuliers d'organisation relatifs à l'édition et aux services d'information ; nous examinerons aussi l'évolution des prix, de la publicité et des principales rubriques de *La Réforme*. Sans négliger pour autant l'aspect strictement formel de cette dernière.

A l'inverse du chapitre précédent où nous avons essayé d'unir au maximum, direction du journal, direction de la Société et évolution générale, nous essaierons maintenant, pour la clarté de l'exposé, de montrer chaque élément dans son évolution propre. Il reste entendu que plusieurs questions s'entremêlent et participent également à l'évolution générale du quotidien.

A. ASPECT FORMEL

Le format même de la page s'est agrandi successivement. Pendant les deux premières années, les dimensions du quotidien sont sensiblement plus petites que celles des autres feuilles politiques (moins de 50 cm sur 35 cm, soit une superficie totale d'environ 7000 cm² pour les quatre pages imprimées). En 1886, ce petit format se modifie pour atteindre 57 cm,5 sur 43 cm (1) : la surface imprimée est portée ainsi à plus de 9.800 cm². *La Réforme* connaîtra ses plus grandes heures sous ce format, qui est aussi celui du *Peuple*, de *L'Etoile Belge*, de *La Chronique*, etc.

De très légères transformations sont encore appliquées à certains moments : des modifications passagères (2) donnent un format de 59 cm sur 44 cm, mais cette augmentation de surface totale de la feuille est absorbée toute entière par les marges qui dépassent parfois 3 cm de largeur, donnant ainsi au journal un aspect nettement plus éclairci.

(1) Le 11 mars exactement. Des caractères neufs, par la même occasion, furent adoptés. (*La Réforme* des 1^{er} janvier, 28 février et 9 mars 1886).

(2) En 1906 encore, pour « satisfaire à toutes les exigences de l'information ». (*La Réforme*, 8 septembre 1906).

La *surface imprimée* est restée constante de 1886 à 1907 : 7.750 cm² (titre compris). Mais il faut signaler une différence sensible du nombre de lignes par page en ce qui concerne les articles de tête. Après sondage, on obtient quelques chiffres révélateurs : de 1884 à 1904 environ, l'indice de 30 (1) est constant (oscillations de 29 à 33); il descend à 26 en 1905, à 23 en 1906. Le texte est alors plus aisé à lire : avec double interligne. N'avançons en aucun cas des hypothèses sur ces modifications (2).

Les caractères d'imprimerie sont ordinaires et clairs ; l'emploi de lettres grasses s'intensifie à partir de 1895-1900.

Le titre, en capitales de près de 3 cm, occupe toute la largeur de la première page. La ligne supérieure noire, limitant le champ dans lequel sont indiqués le titre et les références du quotidien, disparaît vers 1889. L'année, le numéro, le prix, la date, l'édition indiqués au-dessus de cette ligne garderont toutefois leur emplacement d'une manière constante. Le sous-titre *Organe quotidien de la Démocratie libérale* devient *Organe de la démocratie libérale* après 1895 et disparaît en 1906. Cinq colonnes de près de 8 cm divisent chacune des quatre pages du quotidien ; l'introduction d'illustrations, en décembre 1895, va atténuer quelque peu la sévérité de la présentation.

La *Réforme*, formellement, ne se différencie en rien de la plupart des autres journaux. Austérité, même sécheresse, jusqu'en 1895 ; le « classicisme » de la mise en page s'efface alors. Nous avons à peine constaté quelques numéros peu lisibles sur les vingt-trois années d'édition (3).

B. L'EVOLUTION DES PRIX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

Le *prix de vente au détail* est fixé à 5 centimes le numéro jusqu'à fin 1901 : *La Réforme* devient alors un journal à 2 centimes (4). Certaines éditions spéciales se paient 10 centimes. L'habitude générale fut de laisser les suppléments gratuits (5).

(1) Il s'agit du nombre de lignes par 10 cm, en caractères ordinaires.

(2) Il faut simplement constater le contenu moins dense des articles, lors des dernières années du quotidien.

(3) Trois imprimeurs ont successivement édité le journal rue des Sables : Edouard Maheu, D. Voglet, A. Jauniaux.

(4) Remarquons que le prix de 5 cent. subsistera à l'en-tête du journal.

(5) Certains se paient toutefois 5 cent. : le prix en fait dépend de leur contenu. De nombreux suppléments sont publiés le dimanche, comprenant parfois 4 pages.

L'abonnement subira lui des variations plus importantes au cours des années, comme on peut le voir sur le tableau suivant (1) :

	1884	1885	1890	1902
— <i>Bruxelles</i>				
annuel	12 fr. (3,30 c.)	12 fr.	12 fr.	5,20 fr. (1,43 c.)
semestriel	6,50 fr. (3,60 c.)	6,50 fr.	6,50 fr.	
trimestriel	3,50 fr. (3,90 c.)	3,50 fr.	3,50 fr.	
hebdomadaire				0,10 fr. (1,43 c.)
— <i>Province</i>				
annuel	16 fr. (4,40 c.)	12 fr.	15 fr. (4,10 c.)	9 fr. (2,50 c.)
semestriel	8,50 fr. (4,70 c.)	6,50 fr.	8 fr. (4,40 c.)	4,50 fr. (2,50 c.)
trimestriel	4,50 fr. (5 c.)	3,50 fr.	4,50 fr. (5 c.)	2,25 fr. (2,50 c.)
— <i>Etranger</i>	port en sus	port en sus		
— <i>Luxembourg</i>			20 fr.	16 fr.
— <i>Hollande</i>				16 fr.
— <i>Union Postale</i>			30 fr. (8,25 c.)	24 fr. (6,60 c.)

Remarque principale, que nous avons formulée au chapitre précédent, l'étonnant abonnement de 1902 qui abaisse le prix d'une *Réforme* en ville à 1,43 centime, et en province à 2,50 centimes (2).

(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent le prix de revient d'un journal pour l'abonné.

(2) Simple point de comparaison, l'abonnement du *Peuple* est de 8 fr. à la même époque (Bruxelles-Province); en outre, l'abonnement de *La Réforme* pour l'étranger est extrêmement bas. Notons aussi que déjà en 1884, le journal offrait un abonnement peu coûteux : *La Chronique* demandait à l'époque 12 fr. à ses abonnés de Bruxelles, 15 fr. à ceux de la province.

Le journal favorisera jusqu'en 1902 l'abonnement annuel (par rapport aux contrats semestriels et trimestriels). En ce qui concerne les prix pour la province, l'ajustement du tarif, en 1885, sur celui des abonnements en ville ne peut résister aux frais d'envoi : *La Réforme* est cependant pour quelques années le quotidien libéral qui fasse une aussi forte réduction aux abonnés de province.

En 1901, le journal tenta une union de son abonnement avec celui de *L'Illustré National* (un journal satirique hebdomadaire). L'innovation ne dut pas recueillir de succès.

Dans une autre optique, *La Réforme* créa également, comme d'autres journaux, les abonnements électoraux offerts à des conditions avantageuses aux souscripteurs (prix abaissés, périodes de gratuité, ...).

C. L'EVOLUTION DES PRIX DE PUBLICITE

Comparés à ceux d'autres journaux, ces prix ne sont pas excessifs en 1884 :

	Annonces	Réclames
<i>La Réforme</i> :	0,40 fr. (1)	1,00 fr.
<i>L'Echo du Parlement</i> :	0,25 fr.	0,75 fr.
<i>Le Bien Public</i> :	0,10 fr.	1,00 fr.
<i>La Chronique</i> :	0,30 fr.	1,00 fr. (2)

Nous assistons ensuite à une lente différenciation selon le genre de la publicité et l'endroit où elle est insérée dans le journal, comme l'indique le *Tableau des tarifs de publicité* que nous présentons ici.

Deux observations s'imposent :

— les tarifs d'annonces et de réclames se maintiennent de 1884 à 1907 à un niveau constant, niveau qui est, dans le plupart des cas, celui des autres quotidiens.

— la publicité de fin 1906-1907 est novatrice et préfigure les conditions actuelles du placement des réclames.

(1) Ce prix ne fut appliqué que quelques semaines ; on en vint très vite à 0,30 fr.

(2) Annonces et réclames se paient à la ligne.

Tableau des tarifs de publicité appliqués successivement par « La Réforme ».

	1884	1885	1890	1896	1903	1906
Annonces	0,30 fr.	0,30 fr.	0,30 fr.	0,30 fr.	0,30 fr.	0,30 fr.
Annonces financières	—	—	0,50 fr.	0,50 fr.	—	—
Petites annonces (en 4 ^e page, 1 à 4 lignes)	—	—	0,70 fr.	—	0,75 fr.	0,75 fr.
Faits divers (corps)	3,— fr.	3,— fr.	3,— fr.	3,— fr.	3,— fr.	3,— fr.
Faits divers (fin)	—	2,— fr.	2,— fr.	2,— fr.	2,— fr.	2,— fr.
Nécrologie	—	—	2,— fr.	2,— fr.	2,— fr.	2,— fr.
Réclames	1,— fr.	1,— fr.	1,— fr.	1,— fr.	1,— fr.	1,— fr.
Réparations judiciaires	—	—	—	—	2,— fr.	2,— fr.
Chronique mode	—	—	—	—	2,50 fr.	—
Sport	—	—	—	—	1,50 fr.	—
Publicité (colonne de gauche) :						
1 ^{ère} page	—	—	—	—	—	5,— fr.
2 ^e page	—	—	—	—	—	3,— fr.
3 ^e page	—	—	—	—	—	2,— fr.

D. L'ÉVOLUTION DE L'ÉDITION

Du 17 février au 27 mars 1884, *La Réforme* ne sortira qu'à la première heure (vers 6 heures du matin), en même temps que *La Gazette* et *La Chronique*. L'édition de 6-7 heures du soir est lancée le 28 mars, et juillet voit la création d'une édition du soir pour les lecteurs de province. Ce tirage spécial (édition B) est mis en vente entre 7 et 8 heures du soir à Malines, Anvers, Louvain, Liège, Verviers, Gand, Namur, Braine-le-Comte, Mons et Charleroi, avec le compte rendu de la séance de la Chambre et les dernières nouvelles de la journée (1).

Les deux éditions à douze heures d'intervalle permettent à *La Réforme* de publier des nouvelles récentes : l'édition du matin, par exemple, contiendra toujours les comptes rendus des représentations théâtrales et les dépêches de la soirée.

(1) *La Réforme*, 17 juillet et 2 décembre 1884, 5 janvier 1885.

A la mi-mai 1885, l'édition du soir est mise en vente dans les kiosques et dans la gare du Nord à Paris, à partir de 9 heures du matin (1) : le quotidien radical assure ici son premier centre de vente à l'étranger, marquant sa volonté de présence et de diffusion ailleurs qu'en Belgique même.

Cette vente à Paris sera préservée jusque dans les dernières années du journal.

Avec l'agrandissement du format en mars 1886, une modification dans la datation intervient : l'antidatage (existant depuis les débuts du journal) est supprimé, de sorte que chaque numéro portera désormais la date du jour où il est tiré et mis en vente à Bruxelles (2).

A partir du 17 avril 1887, par suite de la mise en activité de la presse rotative, le tirage de l'édition de province — édition B — est retardé de manière à fondre cette édition avec l'édition C de Bruxelles : il n'y a plus qu'une édition du soir désormais (édition B) (3).

La Réforme organisera, au cours des ans, des tirages successifs de cette édition du soir qui est mise en vente très tôt dans la soirée, à Bruxelles comme en province, pour autant qu'on puisse se fier au tableau suivant établi pour l'année 1896 (4) :

La première édition du soir est livrée à :

Bruxelles	16,00 h.
Anvers	17,30 h.
Charleroi	18,00 h.
Gand, Mons et Namur	18,30 h.
Liège	19,00 h.

La feuille progressiste bruxelloise accorde énormément d'importance à la publication, à la mise en vente rapide de ses éditions en province. Insistons sur ce fait que *La Réforme* se veut lue également en dehors de Bruxelles.

A cela, trois raisons:

- 1) L'action politique du radicalisme doit être soutenue dans l'ensemble du pays et non pas exclusivement dans la capitale.
- 2) Doctrinaires et cléricaux recourent à toutes manœuvres pour empêcher la vente et la lecture de *La Réforme* en province. « On

(1) *La Réforme*, 15-16 mai 1885.

(2) Voir décision de la direction du journal dans *La Réforme* du 14 mars 1886 ; à cette époque, *L'Indépendance Belge* et *L'Etoile Belge*, quotidiens à multiples éditions, continuent le système de l'antidatage.

(3) *La Réforme*, 17 avril 1887.

(4) *La Réforme*, 7 janvier 1896.

intimide les vendeurs. On enraye les abonnements. On se mêle même de faire supprimer les annonces » (1). Il faut dès lors, malgré l'opposition, organiser un contre-courant solide et efficace en assurant la distribution hâtive du quotidien dans les grands centres provinciaux.

- 3) Résultante de ce qui précède : il s'agit de maintenir et de développer une vente qui en 1894 représente plus de la moitié des rentrées du journal.

Les Chainaye font de *La Réforme* un journal à quatre éditions par jour, tirées respectivement à 16 h, 18,30 h, 22,30 h et aux premières heures de la matinée (2).

La première édition sera malheureusement supprimée à partir du 7 février 1904 pour se fondre avec la deuxième édition, tirée alors vers 18 h (cette mesure, selon la direction, vise à développer le service d'informations et à le centrer sur l'édition de 18 h) (3); la mise en vente en est assurée pour 19 h.

Nous pouvons ici mettre l'accent sur quelques points importants :

— *La Réforme* est loin d'être un quotidien exclusivement bruxellois. Sa présence en province est absolument nécessaire pour le triomphe des idées progressistes.

— Cette présence est constatée pour l'ensemble de la Belgique : le journal est en vente aussi bien à Gand et à Anvers qu'à Liège et à Mons.

— Améliorations et innovations nombreuses vivifient le quotidien : nous avons affaire à une « dynamique » de tout l'organe de presse, qu'il s'agisse de l'organisation intérieure ou extérieure, de l'édition ou de l'information.

E. LE PROBLEME DU TIRAGE

Nous ne pouvons résoudre ce problème. Un seul chiffre nous est parvenu, celui du tirage de *La Réforme* du dimanche 16 février 1891 : 23.939 journaux (4). Ce chiffre, s'il est fort précieux, n'autorise aucun développement, car d'après le bilan de 1894 (5), nous obtenons,

(1) *La Réforme*, 24 mai 1886.

(2) *La Réforme*, 10 novembre 1898. Cette édition du matin sera tirée à 1 h. du matin en 1904. (*La Réforme*, 8 février 1904).

(3) *La Réforme*, 3 février 1904.

(4) *La Réforme*, 17 février 1891.

(5) Cfr. plus haut, p. 46.

après conversion, à peine plus de 7.000 journaux par jour. Le premier chiffre est-il dès lors exact ?

D'autre part, l'emploi de la machine rotative en 1887 permet de porter le tirage « à la rapidité exceptionnelle de 22.000 exemplaires à l'heure » (1).

Si nous accordons confiance, ne fût-ce qu'au chiffre de 22.000 exemplaires par jour, environ 7.300.000 journaux auraient été publiés annuellement vers 1890. Faute de quelconques documents, toute hypothèse devient ici purement gratuite.

F. L'INFORMATION ET LES SERVICES

Nous ne l'avons pas caché, *La Réforme* a toujours eu le souci de l'information rapide et fournie.

La présence seule de Champal, le « roi des reporters », suffirait à mettre en évidence ce truisme !

La première année déjà, le journal possède un service spécial d'informations très complet et un service des correspondances étrangères fort étendu (2). La rubrique *Télégrammes* ou *Dépêches télégraphiques* aussi, en page 2 ou 3, occupe très vite plus d'une colonne. *La Réforme* elle-même s'enorgueillit de la rapidité de ses informations : « ... Quand nous donnons des nouvelles prises dans les journaux étrangers nous les citons, mais nous mettons (...) au défit de citer celles de nos informations particulières qui auraient paru dans un journal étranger quel qu'il soit, avant d'être publiées par *La Réforme* » (3).

L'organe radical engage des pourparlers, fin 1885, avec l'administration de *La Nation* en vue précisément de développer dans une très large mesure les services d'information des deux quotidiens. *La Réforme* justifie l'arrangement conclu et en confie la mise en pratique à Lucien Solvay (4) : « Il n'y a personne qui n'ait été frappé, en lisant les journaux, de ce fait — parfois très agaçant — que tous, ou à peu près, répètent la même chose (...) Il règne entre les journaux quotidiens une rivalité acharnée; des courses au clocher formidables s'organisent entre eux, à seule fin d'obtenir et de publier chacun des renseignements

(1) *La Réforme*, 5 décembre 1886.

(2) *La Réforme*, 5 janvier 1885.

(3) *La Réforme*, 18 septembre 1885.

(4) Homme de lettres et critique d'art, membre de l'Académie royale de Belgique, né à Saint-Josse-ten-Noode le 7 octobre 1851, décédé à Ixelles le 15 août 1950 (Voir son dossier aux Archives de l'Académie royale de Belgique).

particuliers qui, régulièrement, paraissent partout à la même heure.

La Réforme et *La Nation* préfèrent, à cette concurrence un peu naïve, la constitution d'une publicité plus puissante, plus étendue et plus utile » (1). L'indépendance des deux journaux, politiquement et administrativement, reste maintenue et garantie.

Si en définitive l'affaire n'aboutit pas (2), cette tentative montre assez l'atmosphère générale qui inspire les dirigeants radicaux dans leurs options.

Comme la plupart des journaux, *La Réforme* utilise les services de l'agence Havas-Reuter (3). Elle paye, pour ses services télégraphique, téléphonique et de Bourse, 8.000 fr. par an, le chiffre variant naturellement selon le nombre d'éditions du journal et l'importance de la publication (4).

Nous avons signalé déjà l'accent mis en 1895 sur le développement des services d'information (correspondances provinciales, courrier téléphonique, renseignements commerciaux et financiers). Autres aspects de l'extension voulue dans l'organisation des différents services du journal : *La Réforme* ouvrira un bureau secondaire (annonces, inscriptions, ventes), 11, place de Louvain, en février 1902 (5), et le service de la publicité sera installé 46, place de Brouckère, en 1906.

G. EVOLUTION INTERNE DU JOURNAL

Pour retracer la structure interne de *La Réforme*, nous avons procédé à des sondages périodiques qui permettent une analyse comparative des rubriques du journal. Les pages 1 et 2 ont tout particulièrement retenu notre attention, les deux autres se modifiant dans le sens d'une publicité accrue au cours des années.

Divisons cette étude en trois parties, consacrées respectivement à l'examen des diverses rubriques du journal, à l'évolution de ses principaux centres d'intérêts, enfin à la publicité, la place qu'elle occupe et son genre.

1. Les diverses rubriques du journal.

a) Le *Bulletin politique*: rédigé longtemps par Victor Arnould et par

(1) *La Réforme*, 2 février 1886.

(2) « Des difficultés inattendues ayant surgi..., cette convention vient d'être, de commun accord, résiliée... » (*La Réforme*, 13 février 1886).

(3) Havas est installée à l'époque rue d'Argent (G. GARNIR, *op. cit.*, p. 30).

(4) J. WILLEQUET, *Documents...*, p. 31.

(5) *La Réforme*, 2 février 1902.

Georges Lorand. Consacré exclusivement à la politique étrangère, il subit une éclipse vers 1894. C'est une synthèse, en général remarquable, des événements internationaux du moment. Dans un numéro courant il occupe la première colonne de la page 1.

b) Les *Dépêches télégraphiques*: constituent souvent le complément du *Bulletin politique*. Elles s'appelèrent *Télégrammes* en 1885, puis *l'Etranger* en 1894; leur importance diminue singulièrement à partir de 1895, et elles se retrouvèrent finalement en page 2 vers 1898 sous le titre *Hors frontières*.

c) Les articles politiques. Les grands éditoriaux sont signés mais l'article de fond, quotidien, restera anonyme jusque vers 1892-1894, époque où les signatures deviennent systématiques: Emile Feron, Georges Lorand, Champal, Hermann Dumont, Jean Delvaux se signalent ainsi comme les principaux rédacteurs des articles politiques de la première page. Il est rare qu'un seul article quotidien soit publié.

d) La *Chronique de partout*: à cheval sur les première et deuxième pages, cette rubrique est divisée en deux parties par les Chainaye: *Bruxelles-Information* et *(Dans) le Pays*. La chronique occupa toujours plusieurs colonnes du journal, consacrées à divers événements politiques et à des informations générales. Elle ne fut jamais signée, sa matière provenant de plusieurs sources différentes.

La Réforme publia pendant maintes années une *Petite Chronique* qui complétait la première.

e) Le *Feuilleton*: au bas de la page 2, sera parfois déplacé page 3 ou page 4 (pour attirer l'attention du lecteur sur les annonces et les réclames). *La Réforme* des Chainaye lança un deuxième feuilleton en page 3 (ou même présenta un seul feuilleton occupant le bas des pages 2 et 3).

f) Les *Echos de l'audience* (rédigés un certain temps par Léopold Courouble) relatent à la page 2 ou 3 les affaires en jugement.

Les Chainaye firent disparaître cette spécialité.

g) les rubriques *A la Chambre* et *Au Sénat* (que Georges Masset, puis Raphaël Rens tinrent avec mérite) prirent beaucoup d'extension jusqu'à la Revision de la Constitution, puis se raccourcirent.

h) les *Faits divers* (*Nouvelles* en 1885 ou *Faits du jour* en 1898): face aux « assauts » de la publicité, ils glissèrent lentement de la page 3 à la page 2. En 1896, la nouvelle tendance du journal fit passer de trois à une le nombre de colonnes qui leur était consacré.

i) les rubriques de commentaires littéraires et artistiques (théâtre, musique, ...) sont dispersées dans le journal; d'une manière générale

toutefois, ces articles peuvent être lus en première et en deuxième pages.

j) les articles dits « officiels », de commerce et de spectacle, se localisent en pages 3 et 4 surtout. Citons, comme articles « officiels » les *Actes officiels*, *Nécrologie*, *Etat Civil*, *Associations*, *Ligues*, *Cercles*; comme articles relatifs aux activités boursières ou commerciales, le *Bulletin Commercial*, la *Bourse de Paris*, la *Bourse de Bruxelles*, la *Revue financière*; comme rubriques d'« annonces », les *Spectacles du jour* et *Musique, Arts, théâtres*.

Le *Bulletin Météo* existe également et un bulletin des marchés, bourses et adjudications apparaît dès 1885 (1). Cette même année, une *Bourse du travail* — offres et demandes d'emploi — est mise à la disposition des ouvriers et employés sans travail « ainsi qu'aux instituteurs mis sur le pavé par la réaction cléricale » (2).

k) le *Sport* occupe, comme il se doit à l'époque, peu de place. Son importance ira cependant croissant au point d'occuper vers 1900 une demi-colonne du journal (en page 3).

Il faut signaler que la plupart de ces rubriques, existantes en 1884, se maintinrent jusqu'en 1907.

Toutefois, vers 1895-1896, on constate que, suite à une publicité envahissante et à une plus grande information, des rubriques disparaissent, sont modifiées ou incorporées dans des articles plus longs et plus élargis; on assiste à une diminution de la surface consacrée à des articles proprement dits; publicité et « bulletins » divers occupent complètement les pages 3 et 4, dans les dernières années.

2. L'évolution des principaux centres d'intérêt.

Nous avons procédé à un regroupement des rubriques du journal en quatre zones d'intérêt : la politique étrangère, la politique intérieure, l'information générale, l'information littéraire et artistique. A ces quatre zones, il aurait fallu en ajouter une cinquième, celle de l'information que nous appellerions « spécifique » (relative aux rubriques spécialisées).

Devant les difficultés de classification de certaines rubriques, nous avons renoncé à préciser cette dernière zone pour mettre en évidence l'évolution de l'importance prise par les centres d'intérêt spécifiés plus haut.

(1) *La Réforme* du 5 janvier 1885 l'annonce : « à la demande d'un grand nombre de nos abonnés ».

(2) *La Réforme*, 10 janvier 1885. Cette rubrique cessa néanmoins très vite de fonctionner.

Envisageons d'abord l'évolution comparée des parties consacrées à la politique intérieure et à la politique extérieure (voir Pl. IV, p. 73. puis celle de la politique générale et de l'information (voir Pl. V, p. 74).

Méthode.

Comparons, en utilisant les colonnes comme mesure, l'espace occupé pages 1 et 2 par la politique intérieure, à l'espace accordé à la politique extérieure, sur ces mêmes pages, et cela pendant toute la période d'existence du journal.

En considérant des tranches de dix jours chacune, prises à des dates volontairement quelconques, on obtient un espace total utilisable de cent colonnes par tranche (cinq colonnes par page, deux pages considérées, pendant dix jours). En mettant bout à bout les articles de politique intérieure, on a obtenu une longueur totale qui, divisée par la longueur d'une colonne, donne un chiffre; on a procédé de même pour les articles de politique extérieure. Ces deux opérations ont été effectuées pour les dix exemplaires de chaque tranche. Les chiffres obtenus représentent donc en colonnes — mesure adoptée — l'espace occupé respectivement par la politique intérieure et extérieure pendant dix jours. Les opérations ont été réalisées sept fois, soit pour les dates suivantes :

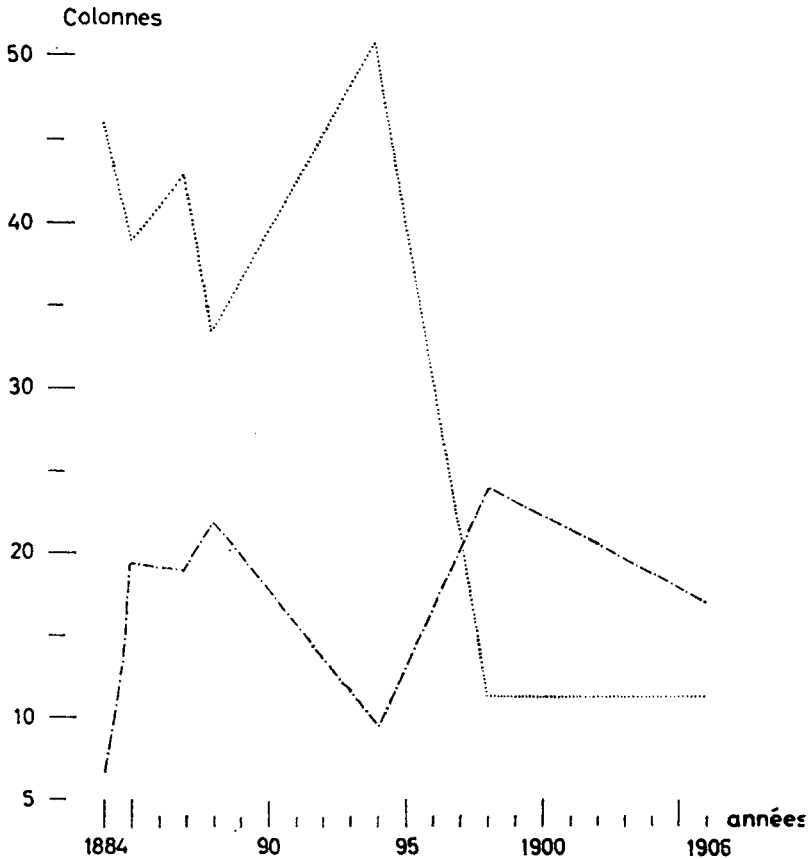
du 13 au 22 septembre 1884,
du 4 au 13 mai 1885,
du 12 au 31 mars 1887,
du 29 janvier au 7 février 1888,
du 27 novembre au 6 décembre 1894,
du 7 au 16 mars 1898,
du 2 au 11 juillet 1906.

Répétons-le, ces dates sont quelconques; en outre, le nombre de sept tranches ne permet pas de tirer des conclusions absolument précises. La même méthode a été utilisée pour les autres zones d'intérêt (Pl. V).

Quelques commentaires.

Attirons l'attention sur la part plus grande prise par les articles de politique extérieure à partir de 1885; les années proches de la Revision virent par contre une baisse considérable de l'intérêt pour les affaires étrangères, baisse compensée comme on le voit par l'importance énorme accordée à la politique intérieure.

Celle-ci représente vers 1894 le quart de la surface totale du jour-



Pl. IV. Evolution de l'espace total occupé aux pages 1 et 2 du journal par les articles de politique intérieure et extérieure, pendant la période comprise entre 1884 et 1906.

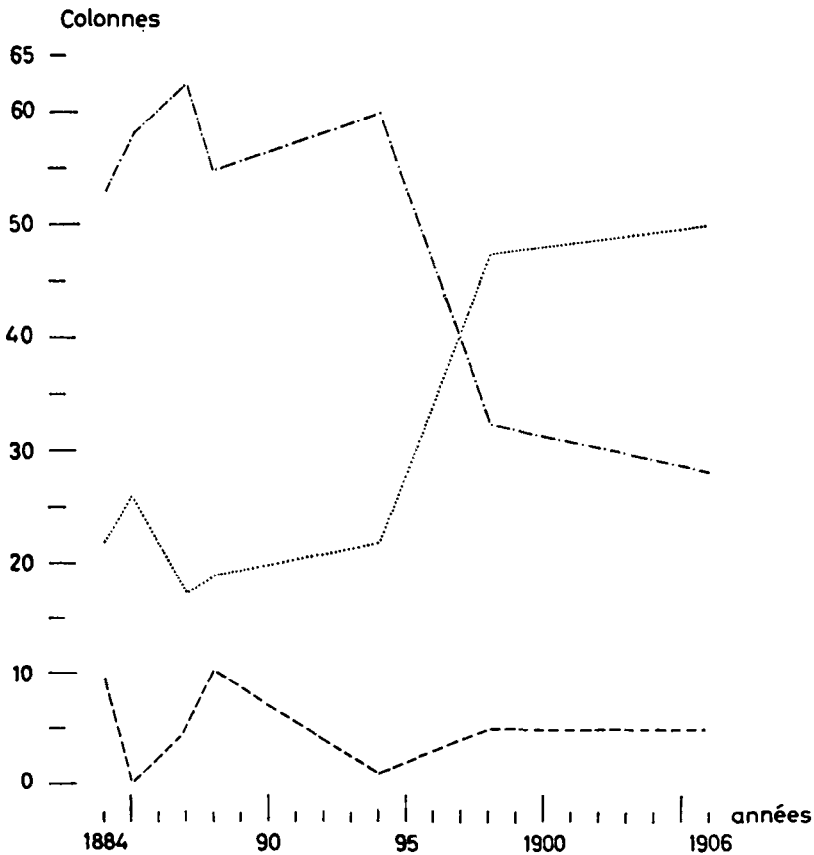
Politique étrangère — — — — —
 Politique intérieure

nal. L'effondrement se produit après la Revision : en deux ou trois ans, la politique intérieure se réduit à une colonne par jour.

On trouvera plus d'articles de politique extérieure que de politique intérieure à partir de 1897.

La planche V permet d'apprécier le changement radical qui survient dans l'orientation du journal sous la direction Chainaye.

Le centre d'intérêt du journal est fortement déplacé entre 1894 et 1898. Jusqu'à la Revision, la politique générale et l'information s'étaient chacune maintenues à un niveau relativement constant. L'arrivée des Chainaye bouleverse cet équilibre. Remarquons, par la



Pl. V. Evolution de l'espace total occupé aux pages 1 et 2 du journal, par les articles de politique générale (politiques intérieure et extérieure), de l'information générale et de l'information littéraire et artistique, pendant la période comprise entre 1884 et 1906.

Politique générale — — — — —
 Information générale
 Information littéraire et artistique — — — — —

comparaison des planches IV et V, que les articles de politique intérieure cèdent le pas à l'information.

Quant à la quantité d'information littéraire et artistique, fort fluctuante de 1884 à 1894, dans les deux premières pages, elle s'y stabilise vers 1897-98.

Ainsi, les deux tableaux envisagés permettent de se représenter également la modification fondamentale que les frères Chainaye apportèrent dans l'orientation du journal. Il ne s'agit pas d'un effacement total de *La Réforme* comme journal politique, mais d'une large ouverture vers des centres d'intérêt différents.

Nous approchons dans ce cas, selon nous, la cause fondamentale de la chute du journal : *La Réforme*, modifiée, devait s'adresser à un public différent ; ce public, les frères Chainaye ne purent l'atteindre. Il se peut également que les Chainaye, novateurs et précurseurs, n'étaient pas en mesure financièrement de soutenir, comme il l'aurait fallu, l'application de leurs idées nouvelles.

3. *L'évolution de la publicité.*

La publicité, concentrée sur une partie de la page 4 en 1884, s'étend en partie quelques années plus tard, à la page 3 d'abord, pour envahir ensuite la page 4 complètement. Elle s'accroît sensiblement après 1895. Parallèlement à cette extension interne, *La Réforme* tire plusieurs fois des pages supplémentaires consacrées à des réclames et annonces (1).

Du point de vue de la technique publicitaire, signalons l'incorporation de plus en plus marquée de petites réclames entre les articles des *Faits divers* (2) ; rappelons encore le déplacement des feuilletons aux pages consacrées à la publicité, et la création d'une colonne réservée aux réclames en première page.

Deux remarques s'imposent :

1° les tarifs publicitaires du journal ne sont pas élevés, par rapport à la plupart des autres quotidiens de la capitale, et l'importance accordée par la direction Chainaye dès 1895 aux problèmes publicitaires est à mettre en rapport avec les nouvelles tendances du journal : il est évident dès lors que les réalisations récentes (illustrations, accent mis sur l'information, etc.) nécessiteront un soutien financier plus important que la publicité seule pouvait apporter ;

2° si l'on veut choisir trois dates relativement représentatives — 1887 : débuts du journal ; 1898 : nouvelles tendances ; 1906 : dernière année complète du quotidien — on constate non seulement une augmentation de la proportion des articles publicitaires (du simple au double de 1887 à 1906), mais également une modification du genre même de cette publicité.

(1) Voir, par exemple, les exemplaires du 15 mars 1890 et du 7 janvier 1904 (2 pages supplémentaires), ainsi que *La Réforme* du 16 avril 1900 (comportant 10 pages dont 7 de publicité).

(2) Dès 1887 pratiquement, un titre sur trois dans cette rubrique est celui d'une annonce publicitaire.

Effectivement, les « petites annonces », qui représentent moins d'un dixième de l'ensemble de la publicité en 1884 en totalisent le cinquième en 1906. En outre, parmi les traditionnelles réclames de médecins et de produits pharmaceutiques « miracles » s'insèrent peu à peu des publicités offrant aux lecteurs des centres d'intérêt variés.

A la lumière de ce qui précède, le lecteur aura pu ainsi se rendre compte de la révolution qu'apporta la nouvelle direction à *La Réforme* après 1895.

Les Chainaye, vraisemblablement conscients de l'inutilité de poursuivre l'édition d'un journal consacré avant tout à la politique d'un parti que les élections de 1894 et l'année 1895 avaient sévèrement malmené, et désireux d'adapter dynamiquement l'organe de presse libéral aux impératifs d'un public exigeant d'information, se lancèrent dans une modification considérable de l'optique des méthodes et de l'aspect de *La Réforme*, développant d'un côté ce qui existait déjà, innovant de l'autre.

On sait que le bouleversement, finalement, n'entraîna pas les résultats escomptés : la « gangrène » de l'information et de la publicité, dont les places devinrent peut-être trop importantes, fit perdre au journal son ancienne clientèle sans pour autant y amener un public nouveau, plus nombreux.

CHAPITRE QUATRIEME

LES PREMIERES ANNEES DE « LA REFORME » DE 1884 A 1887

Les événements politiques et sociaux de ces quatre années vont déterminer le rôle primordial joué par le quotidien progressiste dans la presse. *La Réforme*, au lendemain de sa naissance, ne représente que les idées d'un petit groupe « extrémiste »; en 1887, au contraire, cet organe — qui restera toujours si vulnérable financièrement — est devenu *l'un des premiers journaux politiques belges*. Bien ou mal vendu, la question ne se pose pas ici. Le point essentiel qu'il faut en fait constater, et que nous tenterons d'expliquer dans ce chapitre est celui-ci : *La Réforme* est devenue, avec les événements, un grand journal. Les membres de la « petite chapelle » et les « illuminés » de jadis ont pu et su attirer l'attention de l'opinion publique vers ce point précis : la Revision de la Constitution est pleinement nécessaire pour éliminer l'injustice électorale et pour résoudre pacifiquement la question sociale. Subordination donc de cette question sociale à la *réforme* électorale. Il faudrait, dans cette optique, valoriser le rôle *essentiel* des radicaux, qui parvinrent à mettre en route le mécanisme parlementaire de la Revision, se faisant ainsi les interprètes légaux des leaders socialistes.

Ecrasement libéral en juin 1884, manifestation catholique du 7 septembre, scission des doctrinaires et des radicaux, grandes grèves de 1886, convocation d'un Congrès libéral et formation du parti progressiste, telles sont les lignes de force de quatre années sur lesquelles a pesé de tout son poids l'action politique de *La Réforme*. Ainsi, en 1888, la place et les traits principaux du quotidien bruxellois sont définitivement acquis.

A. DE LA CREATION DU JOURNAL A LA DEFAITE DES LIBERAUX EN JUIN 1884

Emile Feron, dans le premier numéro de *La Réforme*, définit la position de ses fondateurs, et expose ses idées sur l'état du libéralisme. Légitimant la constitution même du parti libéral, il justifie la création

du journal dans le cadre d'une situation « troublée ». Que demande, selon lui, l'esprit démocratique ?

« Un peu plus de justice dans la loi, dans l'administration, dans l'impôt, dans l'organisation générale de la société ».

Précisément, « c'est dans le sein du parti libéral que devaient surgir les aspirations vers une politique plus équitable, plus généreuse et plus féconde ». Devant les influences de la fraction gouvernementale libérale, « qui ont amoindri la grande conception démocratique du libéralisme », Feron affirme que toute résistance serait vaine car « l'élan est donné... L'Article 47 de la Constitution sera révisé ». D'ailleurs, « l'idée démocratique s'impose au parti libéral comme une condition d'existence » (1).

L'argumentation de *La Réforme* se définit en quelques points :

- 1) le parti libéral ne pourra survivre qu'en appliquant les idées démocratiques fondées sur un « peu plus de justice ».
- 2) La Revision est une nécessité désormais.
- 3) Les doctrinaires sont les responsables de l'état actuel du libéralisme.
- 4) Les progressistes sont — et se déclarent — des libéraux à part entière.

Apparaît clairement ici le problème de la définition du mot « libéral » ; les doctrinaires se tiendront pour les seuls vrais libéraux et assimileront volontiers les radicaux aux socialistes.

Le point de vue de départ par lequel s'exprimeront Feron et *La Réforme* est appuyé le 19 février par Janson qui « laisse » au gouvernement le soin de déterminer les limites de la revision (2).

Les premiers numéros du journal contiennent l'indication des vues générales et ne prétendent pas tracer un programme strict du radicalisme. *La Réforme* constate avec plaisir les réactions suscitées par les articles de Janson : « Puisque l'on insiste tant aujourd'hui pour nous faire préciser les éléments de la revision, c'est nous le supposons, que l'on est enfin disposé à la réaliser... » (3). Déjà à ce moment, *La Gazette* a ouvert le feu sur le journal radical, suivie, au début de mars, par *La Flandre Libérale* qui « s'oublie jusqu'à traiter *La Réforme* de

(1) *La Réforme*, 17 février 1884.

(2) Les journaux cléricaux (*Le Journal de Bruxelles*, *Le Courrier de Bruxelles*, *Le Bien public*, entre autres) relèveront ce « manque d'intransigeance » du parlementaire progressiste face au gouvernement.

(3) *La Réforme*, 21 février 1884.

journal officieux » (1). Particulièrement agressive à l'égard des avancés la feuille doctrinaire accuse l'extrême-gauche de s'être coalisée avec les catholiques (2). Nous retrouvons là l'éternel reproche adressé aux progressistes.

La Chronique elle-même cherche des chicanes. Elle se plaint de ne pas être mentionnée, avec *Le National*, comme quotidien ayant soutenu le mouvement démocratique : « *La Réforme* a la mémoire courte, affirme-t-elle. *La Chronique* demandait la revision de la Constitution et le Suffrage Universel dès les premiers jours de sa fondation... » (3). Heureusement, *La Réforme* la rassura en ne niant pas ses « bons services » rendus à la cause du parti progressiste et en déplorant simplement le désaccord entre la presse progressiste et la grande majorité du parti, ce qui clôt l'incident.

Janson, qui a quelques préventions contre le S. U. pur et simple, reprend dans *La Réforme* du 9 mars sa formule du « savoir lire et écrire ». La presse libérale, comme on s'en doute, va se partager sur cette proposition. *L'Indépendance*, *La Gazette* et *La Chronique* louent, avec les réserves habituelles, la formule de Janson, tandis que *L'Etoile Belge* (4) et *L'Echo du Parlement* s'attachent par contre à réfuter cette dernière. Quant au *National*, il reproche à l'extrême-gauche de ne pas demander le S. U. Quelques polémiques opposeront par la suite ce journal au quotidien de Feron (5).

Derrière la formule de Janson, l'union même, en fait, du parti libéral est envisagée : il faut savoir sur quels points se rencontrer pour aborder avec le moins de risques les prochaines élections (6).

Le tout est de trouver une formule d'entente en ce qui concerne la Revision. Les jours qui suivent montrent que dans l'ensemble du pays, la proposition de Janson ne rencontrera finalement que les vœux des progressistes. *La Réforme* continuera pourtant à défendre le

(1) *La Réforme*, 2 mars 1884. « Nous prenons acte de la déclaration de guerre de l'apôtre de l'union libérale », concluent ceux de *La Réforme*, qui reprochaient déjà à *La Flandre* son imprécation « Plutôt des catholiques que des radicaux ! ». (*La Réforme*, 23 février 1884).

(2) *La Réforme*, 3-4 mars 1884.

(3) *La Chronique*, 29 février 1884. Commentant l'article de Feron du 17 février, elle disait : « Cet article est le développement d'un programme qui a toujours été le nôtre » (18 février 1884).

(4) *L'Etoile* attaque les députés « qui se font journalistes pour conserver leur mandat ».

(5) Jean Volders et son équipe tiendront généralement pour timides ceux de *La Réforme*.

(6) Des journaux libéraux, dont *La Réforme*, envisagent déjà alors une défaite possible.

« savoir lire et écrire » proposé en 1883 à la Chambre et repoussé par les « intransigeants » doctrinaires (1).

De mars à fin mai 1884, le journal radical va développer quelques thèmes d'action et devra riposter aux attaques de plusieurs journaux.

La Réforme va tout d'abord stigmatiser le questionnaire électoral proposé par le gouvernement. Janson et Frère-Orban s'opposeront à nouveau, et dans cette question, les doctrinaires eux-mêmes, *La Flandre Libérale* en tête, reconnaîtront l'erreur du Cabinet (2).

Les radicaux du journal s'attaquent également aux catholiques, dans plusieurs domaines. *La Réforme* est déçue par le rejet du projet d'enquête sur les biens de la mainmorte monacale, projet qu'elle a soutenu (3); elle rappelle, à la veille des élections provinciales, le rôle de l'extrême-gauche dans la lutte anti-cléricale : demandes de la réduction de traitement des évêques, lutte contre les privilèges « militaires » des séminaristes, suppression des rapports diplomatiques avec le Vatican, de la formule religieuse du serment, ... (4). La feuille progressiste s'élèvera encore avec violence contre les honneurs rendus par l'armée aux évêques, à Namur et à Malines (5).

Le journal demande le vote rapide de la loi sur l'instruction obligatoire car « il faut que le parti libéral se présente devant les électeurs avec cette fierté au front » (6). Là aussi, la déception est grande pour Feron de voir le projet reporté (7).

La Réforme s'attache également à démontrer l'erreur de voir l'extrême-gauche coalisée avec la droite (8). Ripostant au *Précurseur* et à *La Flandre Libérale*, elle affirme qu'« on peut résister à un gouverne-

(1) *La Réforme*, 15 mars 1884. Le journal jugera, pour sa part, l'accueil de la presse libérale réservé à la formule de Janson comme « favorable » (11 mai 1884).

(2) *La Réforme*, 23 et 24 mars 1884.

(3) *La Réforme*, 1 avril et 10 mai 1884.

(4) *La Réforme*, 29 avril et 24 mai 1884. Le projet vaudra à *La Réforme* de se faire traiter de « minuscule organe et de feuille à un sou » par *Le Journal de Bruxelles*. (*La Réforme*, 11 avril 1884).

Prenons un échantillon du style radical : « Que Dieu sorte de nos écoles ; qu'il sorte de nos urnes électORALES ; qu'il sorte également des prétoires de la justice, où il n'a que faire. Ce ne sont pas ses lois qui y sont appliquées, ce sont les lois humaines, qui n'ont été bâclées sur aucun Sinaï et qui ne s'en portent pas plus mal... » (6 avril 1884. Cité comme exemple d'« anathèmes » par WOESTE, dans *Doctrinaires, progressistes et radicaux*, p. 633).

(5) *La Réforme*, 30 avril 1884 notamment ; l'accord est unanime sur ce sujet, dans la presse libérale.

(6) *La Réforme*, 23 février 1884.

(7) *La Réforme*, 28 avril et 7 mai 1884.

(8) *La Réforme*, 13, 16, 23 avril et 5 mai 1884.

ment sans devoir nécessairement le renverser » (1). *La Réforme* ne souhaite que l'union de tous les libéraux (2). Pour justifier Janson, Feron, Arnould, elle reprend même leurs discours de 1883 où ils se déclarent « libéraux sincères, ardents et convaincus » (3). Mais, pour les doctrinaires, « vouloir aller plus loin que le gouvernement est un crime » (4). Ces derniers voient principalement le point de vue tactique, sans s'attacher aux considérations de principes démocratiques (5).

Les tentatives d'union de *La Réforme* se voient curieusement attaquées par *Le National* et *Les Nouvelles du Jour* qui les qualifient d'« opportunistes » (6).

A ces polémiques s'ajoutent celles de *La Flandre Libérale*, de *L'Echo du Parlement*, de *L'Indépendance Belge* aussi, qui reprochent aux radicaux de *La Réforme* de vouloir imposer leurs vues à l'Association libérale de Bruxelles pour faire de celle-ci le centre directeur du libéralisme (7). *La Flandre* devra s'esquiver devant l'argumentation des progressistes : « Cette *Réforme*, après tout, est un journal insupportable. Son article est si mal fait, la pensée y est si confuse, la forme si obscure que nous avons fort bien pu nous tromper... » (8).

On peut constater que le mouvement progressiste se développe fortement durant les premiers mois de 1884 (9). Trois groupes s'activent dans les meetings, de plus en plus nombreux ; la faction progressiste de l'Association libérale, l'Union démocratique et l'Association progressiste elle-même. Un programme minimum est proposé aux démocrates et défendu dans *La Réforme*, *La Chronique* et *Le National*.

La Réforme se méfie des élections. « La situation semble douteuse au parti libéral » dit-elle le 17 avril. Elle déplore aussi l'absence d'une gauche parlementaire régulièrement organisée. Les associations libé-

(1) *La Réforme*, 27 avril 1884.

(2) *La Réforme*, 18 mai 1884.

(3) *La Réforme*, 1-2 mai 1884.

(4) *La Réforme*, 14-15 avril 1884.

(5) E. de LAVELEYE insistait en 1883 sur cet aspect de tactique. « Je voudrais donc prier les chefs de notre radicalisme d'examiner consciencieusement si l'attitude « intransigeante » qu'ils semblent vouloir adopter est de nature à favoriser le triomphe des principes qu'ils défendent ». (*La crise du libéralisme*, p. 5). Mêmes reproches chez VAUTHIER dans *L'Echo du Parlement*, 18 mai 1884 : « Ce que je reproche à la jeune gauche, c'est d'avoir, par sa tactique parlementaire, compromis la suprématie du parti libéral... Ce qui domine avant tout, c'est la suprématie du parti libéral! ».

(6) *La Réforme*, 26 et 30 avril, et 2 mai 1884.

(7) *La Réforme*, 22 avril et 21 mai 1884.

(8) *La Réforme*, 22 avril 1884. (« Un mauvais cas »).

(9) *La Réforme*, 6 avril 1884.

rales sont divisées et « le parti libéral manque d'organisation » (1). D'où la nécessité de réunir à nouveau le Congrès libéral. Puisque le parti n'a pas agi, « c'est, conclut *La Réforme*, à l'Association libérale de Bruxelles qu'appartient la mission de déterminer les questions essentielles... » (2).

Le programme du libéralisme, depuis 1846, s'est en effet sensiblement modifié. Son idéal démocratique, mince, au départ déjà, est resté une proclamation platonique.

Quatre points sont dès lors développés dans *La Réforme*:

- 1) L'Association libérale de Bruxelles doit montrer à la province l'exemple à suivre.
- 2) Le Congrès libéral doit être réuni d'urgence (3).
- 3) La majorité des libéraux désirent la revision, « avec une telle intensité que l'extrême-gauche elle-même est parfois accusée de mollesse... » (4).
- 4) La lutte aux élections ne sera favorable que si les libéraux sont unis autour d'un programme précis comportant en premier lieu la réforme de l'article 47.

A la veille des élections provinciales aucun de ces points n'est encore accepté par les doctrinaires et des oppositions violentes se sont marquées dans les meetings bruxellois (5) où les questions de personnes généralement l'emportent sur les questions de principes. Les divisions de la gauche en sortirent accentuées (6). Ces élections provinciales furent un triomphe pour les catholiques.

« Le parti libéral a reçu aujourd'hui de cruelles blessures » constate *La Réforme* le 26 mai. L'aveuglement ministériel est rendu coupable de la défaite : les candidats libéraux qui sont élus sont tous des progressistes, prétend le journal, qui déplore les réformes incomplètes du gouvernement. Faisant plus loin allusion aux succès des indépendants, il conclut : « L'élection d'aujourd'hui n'a été qu'une

(1) *La Réforme*, 9 avril 1884 (voir aussi *La Réforme* du 3 avril).

(2) *La Réforme*, 18 avril 1884.

(3) Novembre 1884 est proposé par le journal comme date limite.

(4) *La Réforme*, 18 avril 1884.

(5) *La Réforme*, 24 mai 1884 principalement. J. GARSOU écrit que « enivrés par les acclamations que leur prodiguait le public des meetings bruxellois composé surtout de socialistes et même d'agents provocateurs, les radicaux s'illusionnèrent » (*L'évolution du parti libéral...*, p. 8). Vue fort partielle, croyons-nous.

(6) E. DISCAILLES, *Charles Rogier*, t. IV, p. 371. *La Chronique* du 12 juin 1884 dira : « Nous avons été vaincus par les meetings bruxellois. L'organisation de ces réunions a été une déplorable idée ».

série de luttes locales où les principes libéraux n'ont pas été seuls engagés » (1).

Dans les jours qui suivirent, la presse doctrinaire cherchera surtout à atténuer l'importance de l'échec et à montrer que l'introduction des capacitaires fut néfaste aux libéraux. Toute la presse est bien consciente toutefois du fait que l'élection de Bruxelles décidera du maintien ou non des libéraux au pouvoir ; le poll de l'Association de Bruxelles place sur la liste libérale les seize parlementaires sortants parmi lesquels les principaux progressistes (2), et *La Réforme* voit dans ce choix le soutien de la politique radicale par l'opinion (3). C'est en ce sens qu'elle répond à *L'Etoile Belge* le 31 mai : « (...) Si nous étions isolés dans la presse, il faudrait encore savoir si nous sommes, oui ou non, en communauté de sentiment avec le pays. Là est la seule vraie question. Les assemblées y ont répondu ».

Du 1^{er} au 10 juin, *La Réforme* va développer trois thèmes :

- Tout libéral bruxellois se doit d'apporter ses suffrages aux candidats désignés par l'Association, sans établir de distinctions entre doctrinaires et progressistes. Janson lui-même lance un appel dans le journal (4).
- Les candidatures séparées, de Picard, de De Paepe et de Van Cauberg (qui, évincés au poll libéral, protestent contre ce compromis « qui renvoie devant le corps électoral seize députés que des dissentiments avaient divisés ») ne feront qu'affaiblir les libéraux au profit des catholiques (5).
- Les indépendants sont des catholiques déguisés. Toute la propagande du *Journal de Bruxelles* en leur faveur est axée sur le danger du radicalisme (6). *La Réforme* met en garde les libéraux hésitants.

(1) *La Réforme*, 26 mai 1884.

(2) De Mot se désistait au ballottage pour Eugène Robert.

(3) *La Réforme*, 1 juin 1884.

(4) *La Réforme*, 6 juin 1884.

(5) Déjà en avril, Picard opposé à toute entente, avait déclaré : « la gelatine progressiste ne doit pas servir à dissimuler en l'enveloppant l'amertume doctrinaire ». (*L'Impartial de Gand*, 1 avril).

La Réforme prononcera toutefois l'éloge de De Paepe, « démocrate et libre penseur » (10 juin 1884). « Il est à noter, écrit CHLEPNER, qu'avant la constitution du parti ouvrier, et même encore pendant les années qui suivirent, beaucoup de socialistes faisaient partie de groupements progressistes ou même de groupements libéraux tout court... Sous le régime censitaire, seules ces organisations leur permettaient d'entrer au Parlement ». (*Cent ans...*, p. 164-165).

(6) Les éléments flottants et les libéraux conservateurs accorderont de ce fait leur appui au parti indépendant (M. GRUMAN, *Origines...*, p. 167 et 170; GUYOT DE MISHAEGEN, *Le parti catholique...*, p. 182) qui défend surtout, ne l'oublions pas, des intérêts matériels (CARTON DE WIART, *Beernaert...*, p. 58).

Malgré ces avertissements répétés, la journée du mardi 10 juin est catastrophique pour le libéralisme belge. Les catholiques l'emportent dans beaucoup d'arrondissements et les indépendants s'installent en maîtres à Bruxelles.

Les libéraux perdent vingt-sept sièges !

Ce fut une surprise pour tout le monde (1). Les explications de l'écrasement libéral sont diverses. Henri Pirenne n'y voit pas un revirement des électeurs contre la loi scolaire : « Ce ne sont pas les principes, ce sont les intérêts qui ont décidé du résultat de l'élection » (2). Nouveaux impôts et crainte du radicalisme sont en fait, selon lui, les grandes causes de la victoire catholique.

Paul Hymans aussi croit que « la politique radicale et l'âpreté des divisions éloignèrent du libéralisme la masse bourgeoise et rurale » (3).

Pour Van Hoorebeke, catholique, « le résultat n'était pas douteux, étant données les dispositions de l'opinion publique et la défaveur de la politique radicale » (4).

Une brochure de l'époque porte également la défaite au compte des progressistes : « L'école radicale de Bruxelles a joué ici un rôle très marqué, son esprit, au point de vue politique comme au point de vue religieux était incontestablement en opposition avec l'esprit et le tempérament de la nation » (5).

La Réforme, si ses dirigeants accusent le coup, ne perd pas courage pour autant : s'il faut en croire Louis Bertrand, « quand les nouvelles parvenues au local de l'association libérale ne laissèrent plus de doute sur la défaite, les dirigeants progressistes s'en allèrent à *La Réforme* et là, le brave Feron, affalé sur une chaise pleura ! » (6).

« Le pays a prononcé. Les récriminations seraient stériles, elles manqueraient de dignité... Ce qui arrive n'est qu'un interrègne... » (7).

(1) « Ce sont les élections du mépris » déclara Picard. Les catholiques eux-mêmes furent étonnés (Th. LUYCKX, *Politieke Geschiedenis...*, p. 187) : Woeste le reconnaît dans ses *Mémoires*.

(2) *Histoire de Belgique*, t. VII, p. 297.

(3) *Causeries...*, p. 45.

(4) *Histoire de la politique...*, p. 13.

(5) *Le dix juin — ses auteurs, ses causes et ses sujets*, Bruxelles, 1884, p. 8. (A. G. R., Papiers Frère-Orban, n° 166).

(6) *Souvenirs...*, t. I, p. 236.

(7) *La Réforme*, 12 juin 1884.

Le journal trouve, bien sûr, la cause de la défaite dans la politique générale du ministère libéral. Les nouveaux impôts surtout ont été une erreur au moment où le pays souffrait d'une crise économique intense : c'est ce cri de guerre « A bas les impôts » qui a assuré la victoire des catholiques (1).

A cette opinion de *La Réforme*, les journaux doctrinaires vont répliquer en accusant l'extrême-gauche d'être la responsable du désastre. Pendant longtemps, celle-ci devra se défendre de cette responsabilité écrasante.

Psychologiquement et historiquement, cette défaite joue un rôle énorme (2).

Rejetés dans l'opposition, modérés et progressistes vont mûrir politiquement. Les polémiques auxquelles ils se livreront auront lieu en dehors de considérations gouvernementales. La question première devient dès ce moment celle de la convocation du Congrès libéral, prélude à la révision ou non de la Constitution.

La Réforme applaudit, le 18 juin, l'appel de Goblet d'Alviella à l'union et à la réorganisation du parti libéral. « Nous sommes heureux de voir M. Goblet se rallier aujourd'hui, comme tant d'autres, à l'idée émise par M. Emile Feron, et soutenue par *La Réforme*, de la réunion d'un congrès libéral » (3).

Van Cleef aussi demande la réunion du Congrès car la chute des libéraux tient selon lui dans la non-périodicité du Congrès de 1846. Le mot d'ordre du libéralisme devrait être : Au Congrès ! (4).

(1) *La Réforme*, 11 et 13 juin 1884. C'est l'opinion de H. PIRENNE : « Très habilement, les catholiques s'abstiennent de soulever la question religieuse ». (*Histoire de Belgique*, t. VII p. 241).

(2) 1884 marque la fin de la politique libérale traditionnelle. « Radicaux, démocrates libres penseurs, défenseurs de la laïcité, de l'école publique, des programmes du libéralisme comprirent enfin que le doctrinarisme avait fait son temps... » (DES ESSARTS-MASY, *Histoire du parti...*, p. 49).

La nouvelle période qui commence et qui s'étend jusqu'en 1914 sera une « évolution lente vers un régime de plus en plus démocratique ». (TERLINDEN, *Histoire politique interne*, p. 154).

(3) « A quoi bon insister sur les causes de notre défaite ? S'il faut en croire les uns, ce qui nous a perdu, ce sont les hésitations du gouvernement à appliquer les principes du libéralisme. A en croire les autres, ce sont les exagérations des radicaux et surtout la campagne des meetings bruxellois... Qu'on réunisse pour la seconde fois les grandes assises du parti libéral ». (*Revue de Belgique*, juin 1884, p. 205-206).

« En même temps, *L'Echo du Parlement...* trouve tout simple d'expulser du parti ceux qu'il appelle des radicaux. Il veut la guerre ». « Comment la lui refuser demande *La Réforme* de M. Janson, M. Goblet est-il prêt à exclure du parti libéral les hommes de *L'Echo du Parlement* ou les progressistes nuance de l'extrême-gauche ? » (*L'Impartial*, 18 juin 1884).

(4) Isidore VAN CLEEF, *De l'organisation...*, p. 15 et suiv.

Eugène BEAUJEAN adopte un point de vue semblable. (*La vérité sur la défaite de l'opinion libérale...*, passim).

Après quatre mois à peine d'existence, *La Réforme* se retrouve donc entièrement dans "l'opposition."

B. DE JUILLET 1884 A LA SCISSION LIBERALE BRUXELLOISE EN DECEMBRE 1884

L'opinion libérale au début de juillet 1884 est hostile à *La Réforme* et aux progressistes qu'elle rend responsables, on l'a vu, de la fin du cabinet Frère-Orban. Cette opinion va se modifier progressivement devant l'attitude menaçante de Woeste et de Jacobs, que Malou, formateur du nouveau ministère, avait pris comme collaborateurs. L'élection sénatoriale bruxelloise nécessite également un temps d'arrêt dans la polémique.

Bruxelles, à la grande joie de *La Réforme*, envoie au ballottage, le 8 juillet, libéraux et catholiques. « Les causes du revirement sont connues ; la suppression du ministère de l'instruction publique, la fermeture des écoles et la ruine des instituteurs... le rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican... l'infâme impôt sur le pain » (1). « Il faut laver l'affront du 10 juin » s'écrie le journal le 15 juillet, jour du ballottage, tandis que *L'Impartial de Gand* se moque du « style de huguenot » de *La Réforme* : « D'un puissant effort, Bruxelles, enserré déjà par les tentacules de la pieuvre cléricale, s'est violemment dégageé !... » (2).

La victoire libérale est assurée à 500 voix de majorité. Dès ce moment, la feuille radicale demande la démission des représentants indépendants (3). Le ministère honni serait alors en minorité (4).

À côté de cette élection, le quotidien s'attaquera âprement aux catholiques, au programme de Jacobs particulièrement (5) en qui il voit le représentant du clergé fanatique.

« A cette heure, Rome tient la Belgique » s'exclame *La Réforme* le 23 juillet. La loi de 1879 est abrogée le jour suivant.

Autre thème développé, celui d'une politique libérale dynamique : le temps n'est plus aux insultes, il faut construire pour vaincre aux élections de 1886.

(1) *La Réforme*, 10 juillet 1884.

(2) 16 juillet 1884.

(3) Elle la demandera jusqu'à l'extinction du parti indépendant !

(4) *La Réforme*, 17 juillet 1884.

(5) *La Réforme*, 2 et 6 juillet, 1884.

La hâte des conservateurs catholiques de voir la loi libérale détruite va alimenter toute la polémique de *La Réforme* jusqu'en octobre (1).

« Le projet Jacobs sur l'enseignement est un véritable monument de perfidie... Il n'y a pas une disposition dans cette loi qui suscite d'aussi vives critiques, chez les cléricaux comme chez les libéraux, que celle qui permet à vingt pères de famille de faire ouvrir par la commune une école... quand l'instruction donnée à l'école communale ou adoptée sera contraire à leurs convictions » (2). Peu après, l'appel au Roi est lancé, « à qui il incombe de rappeler à ces hommes qu'aveugle le fanatisme, la réalité de la situation » (3). Presque chaque jour du mois d'août, *La Réforme* tempête contre le ministère catholique. La dissolution est pour elle une « nécessité légale » (4).

La Réforme s'attaque encore aux rêves coloniaux et la question du Congo commence à la préoccuper sérieusement.

Le ton de la polémique se hausse avec la grande manifestation libérale de protestation à Bruxelles contre la loi Jacobs.

« Tout suffrage catholique est un mensonge » crie *La Réforme* le 30 août. Et le 1^{er} septembre, dans un article intitulé « La volonté du pays », on lit : « La politique de grande voirie a remporté hier, à Bruxelles, une seconde victoire, plus grande et plus éclatante encore que celle du 10 août (5)... Le pays tout entier s'est trouvé réuni hier à Bruxelles (...) Si le roi, écoutant des conseils plus mâles et plus politiques, était venu assister à ce défilé grandiose, aucun doute ne serait plus resté dans son esprit sur la volonté du pays (...) Le décret de dissolution... doit être signé sans retard ».

La Réforme loue la participation des libéraux venus de partout « pour secouer le joug clérical » (6).

A cette manifestation, les catholiques répondirent par une contre-manifestation parcourant les rues de Bruxelles le 7 septembre. Celle-ci fut assaillie par les libéraux de la capitale : cartels arrachés, tambours défoncés, les manifestants meurtris rentrèrent à la hâte dans leurs villes.

(1) « Toutes les conquêtes du libéralisme semblaient devoir être englouties par le flot montant de la réaction » (Isidore VAN CLEEF, *Les divisions...*, p. 161).

(2) *La Réforme*, 2 août 1884.

(3) *La Réforme*, 12 août 1884.

(4) *La Réforme*, 16-17 août 1884.

(5) Un *Compromis des Communes* libérales a eu lieu le 10 août; des manifestations de rue avaient suivi cette « réponse » du libéralisme au nouveau ministère.

(6) *La Réforme*, 2 septembre 1884.

Tandis que les journaux cléricaux crient au guet-apens (1), *La Réforme* écrit : « La journée d'avant-hier a confirmé celle du 31 août ».

Les événements s'accélérent à partir du 7 septembre. Un blâme énergique et unanime du Sénat désarçonna quelque peu l'opinion libérale. *La Gazette*, *Le Précurseur*, *Le National* et *La Réforme* en furent irrités (2).

La loi votée le 10 septembre à la Chambre n'est pour les libéraux, comme le dit Pirenne, « qu'un scandaleux coup de parti (3). « C'est un crime de lèse-patrie et de lèse-civilisation » lance *La Réforme* (4).

Malgré un dernier effort des bourgmestres libéraux des grandes villes se présentant chez Léopold II (5), ce dernier signe la loi le 20 septembre (6). Des désordres de tous genres accueillirent dans la capitale cette décision. *La Réforme*, au contraire de la presse libérale, poussa à l'action directe. Elle termine son article de fond du 23 septembre par ces lignes menaçantes : « (...) Si... le Roi ne rend pas bientôt la parole au véritable souverain, en prononçant la dissolution des Chambres, il ne restera plus d'issue à la situation, entre un gouvernement affolé et un peuple opprimé, que le coup d'Etat et la révolution ». Le jour suivant, elle qualifie même le souverain « d'esclave couronné ».

La situation était grave ; les progressistes se retrouvèrent tout à coup isolés, avec *Le National* et *La Réforme*, du reste de la presse libérale. L'« enrayement » du mouvement, selon un mot de *La Réforme* (7), était préconisé par les gazettes libérales(8) effrayées par l'ampleur de ce-

(1) La presse et plusieurs historiens catholiques tentèrent d'accréditer l'idée d'une préméditation, d'un coup monté des libéraux. Le bourgmestre de Bruxelles, Charles Buls, fut violemment attaqué sur l'organisation de la manifestation. Celui-ci se défendit en invoquant la thèse de la provocation des catholiques.

H. RYCKMANS, dans son ouvrage (1884, t. II), crible les libéraux, et *La Réforme* en particulier, de plaisanteries désabusées, leur témoignant un mépris hautain (« Le sens moral leur faisait défaut », p. 160 ; « le farouche Huguenot continuait à lancer ses foudres de fer-blanc », p. 210).

(2) « La gauche sénatoriale... a montré qu'elle ne possédait pas le sens de la situation. Elle est tombée dans le piège que lui tendait l'hypocrisie cléricale... » (Repris par A. VERHAEGEN, *La manifestation nationale...*, p. 163 ; voir aussi, à ce sujet, Jules CAMAUER, *La situation en Belgique...*, p. 32 à 39).

(3) *Histoire de Belgique*, p. 300.

(4) 13 septembre 1884.

(5) le 17 septembre.

(6) Peut-être bien à cause même de la manifestation du 7, comme le laisse entendre F. VAN KALKEN, dans *Commotions populaires...*, à la p. 73.

(7) Du 28 septembre.

(8) « Les libéraux modérés étaient d'excellents royalistes » rappelle A. MELOT (*Cinquante années...*, p. 51). Une polémique opposera en octobre *La Gazette* et *La Réforme*, cette dernière accusant la première de faire le jeu des cléricaux en discréditant alors les manifestations encouragées auparavant par la presse libérale (*La Réforme*, 3 et 5 octobre 1884).

lui-ci. Des perquisitions eurent lieu dans les bureaux du *National* et à l'imprimerie de *La Réforme* suite au manifeste *Vive la République* paru le 23 septembre.

L'agitation cessa presque aussitôt et les radicaux se préparèrent avec ardeur à la lutte des élections communales d'octobre.

Demandant à ce sujet que des noms d'ouvriers figurent sur les listes de toutes les Associations libérales (1), les radicaux écrivent dans *La Réforme*: « C'est particulièrement le devoir des progressistes, intermédiaires naturels entre la bourgeoisie libérale et les ouvriers, de dissiper les préjugés, les préventions et les malentendus qui s'opposeraient à la conclusion de l'accord » (2).

Le journal veut l'union « non seulement entre les différentes fractions du parti libéral, mais aussi entre ce parti et la démocratie ouvrière ». Il s'agit d'une « nécessité politique » (3).

La candidature de Janson suscitera de son côté bien des discussions (4).

Heureusement pour les progressistes, la journée du 19 octobre est un succès. « La victoire » chante *La Réforme*. « Cette fois, il n'y a plus de doute possible; le gouvernement restera écrasé sous le verdict de l'indignation publique (...) Ces élections communales se sont faites sur la loi scolaire et sur la question de l'autonomie communale, menacée par les projets despotiques du ministère Jacobs (...) Le gouvernement... ne se relèvera jamais. Ses jours sont désormais comptés... » (5).

Le lendemain, le journal écrit : « La journée du 19 octobre fait disparaître une des causes principales des dissentiments libéraux. Cette journée doit, en effet, réaliser l'accord entre nous sur la question de la réforme électorale ». Argument principal avancé : les capacitaires, tant contestés par les doctrinaires, ont sauvé les communes.

(1) Avec une dispense du poll.

(2) 2 octobre 1884.

(3) *La Réforme*, 3 octobre 1884. Les Ligues ouvrières annonceront d'abord la lutte entre libéraux et ouvriers (12 octobre) puis se désisteront, initiative applaudie des deux mains par *La Réforme* (15 octobre).

(4) Nous avons trouvé une lettre à ce propos dans les papiers Frère-Orban. Elle fut adressée à celui-ci le 7 octobre par le rédacteur en chef de *L'Echo du Parlement*: « (...) J'ai l'honneur de vous adresser le numéro de *La Réforme*. Le grand homme qui dirige ce journal s'aveugle de plus en plus. L'expérience ne lui a absolument rien appris. C'est lui qui pousse aux candidatures ouvrières et à la candidature Janson. Je ne crois pas qu'il y ait chance de voir ces candidatures accueillies (...) *La Réforme* n'est plus lue (...) Le succès est vers *Le National*; depuis qu'il fait de la politique républicaine ce journal a une vogue incroyable... » (A. G. R., Papiers Frère-Orban, Nr. 181).

(5) *La Réforme*, 20 octobre 1884.

Devant ce succès presque inespéré du côté libéral, le Roi exige la démission de Woeste et de Jacobs. Par solidarité, Malou se retira. Le moment était intense pour *La Réforme*, qui visiblement attendait la chute du ministère en entier. Le replâtrage de celui-ci avec Beernaert déçut ses espérances. « Ils y restent », constate-t-elle, le 31 octobre. « Pour la première fois, nous sommes en présence d'une usurpation consciente, réfléchie et obstinée des pouvoirs publics... ». Les grands espoirs s'envolent. « Le Cabinet Beernaert sera celui de la fourberie jésuitique » (1).

Nous pouvons ici, synthétiser la position de *La Réforme* en quelques points :

- 1° Les événements multiples qui se succèdent de juin à octobre montrent les côtés révolutionnaires du journal. Les manifestations libérales, la contre-manifestation catholique, les élections d'octobre illustrent pour lui une position précise : les catholiques au pouvoir ne méritent pas cette place ; ils ont faussé le jeu parlementaire. En réalité, *La Réforme* digère mal les défaites de mai et de juin 1884. « Qu'ils s'en aillent » répète-t-elle inlassablement. « Ces gens ne représentent pas l'opinion publique » et tout sera prétexte à justifier ces vues du quotidien.
- 2° Avec cette non-reconnaissance du pouvoir catholique, *La Réforme* demande l'action du Roi, qu'elle ne cesse d'appeler à son « vrai devoir ». Tantôt suppliante, tantôt menaçante, elle croit fermement à un désaveu royal de la politique catholique.
- 3° L'hostilité anticléricale qu'elle professe trouve des éléments majeurs dans la destruction de l'œuvre scolaire libérale amorcée dès le mois de juin.
- 4° L'anticléricisme qui aurait pu réunir profondément progressistes et doctrinaires reste superficiel : la question de la revision de la Constitution est sous-jacente et dès qu'il s'agit d'élections, les libéraux s'affrontent à nouveau. On l'a vu en octobre : *La Réforme* veut la représentation des ouvriers à l'Association libérale de Bruxelles ; les doctrinaires ne veulent rien entendre. L'union des libéraux reste à ce moment toute provisoire. En fait, dans leurs succès comme dans leurs défaites, doctrinaires et radicaux n'ont vu les choses que dans leur propre optique.

(1) *La Réforme*, 2-3 novembre 1884.

5° A côté de ces événements de politique intérieure, *La Réforme* attire l'attention sur la question du Congo. Georges Lorand et Victor Arnould développent des vues contradictoires.

« Encore une fois, la Belgique n'a au Congo aucun intérêt. Elle n'a pas et ne désire pas avoir de colonies » dit le premier (1). « Je n'avais du reste pas à entraver une œuvre que je considérais comme étant de nature à donner des résultats utiles » écrit le second (2). Georges Lorand imposera finalement ses vues au journal.

6° Il reste de ces mois de fièvre que *La Réforme* a brandi à chaque moment le « flambeau » anticlérical. Sa position envers le Roi est restée prudente, malgré quelques audaces. L'opinion libérale est plus nuancée à l'égard de la feuille radicale, qui effraye pourtant plus d'un modéré. Désormais, les doctrinaires auront le plus souvent le dessous dans la discussion : on leur reprochera notamment l'« enrayement » du mouvement après la sanction de la loi par le Roi.

De nouvelles dissensions entre libéraux vont éclater à l'Association de Bruxelles. Le doctrinaire Van Humbeeck est élu à la présidence, ce qui est mal vu par *La Réforme* qui note : « On chante la défaite des progressistes que l'on appelle des radicaux, dans une pensée de calomnie, et pour servir les calculs transcendents de cette grande politique doctrinaire qui ruine le parti libéral... » (3).

Le nouveau président, tentant d'amender le règlement de l'Association, voit ses propositions rejetées le 14 décembre. L'Association admettait en effet les non-électeurs comme votants et aux assemblées publiques, une minorité seule pouvait prendre place, faute de locaux. Dans la pratique, les progressistes en arrivaient à dicter leurs vues à l'ensemble de l'Association. Les doctrinaires ne purent accepter « que la minorité voulût imposer son programme à la majorité sous peine de mort... (...) Chaque fois l'Association était livrée à cette minorité toujours la même (...) Ainsi on profita de cette procédure pour faire décider qu'il y avait lieu de reviser la Constitution » (4).

(1) *La Réforme*, 7 novembre 1884.

(2) *La Réforme*, 23 novembre 1884.

(3) *La Réforme*, 29 novembre 1884. Remarquons la nuance : Janson, Feron se veulent « progressistes », on les appelle « radicaux ».

A propos de cette politique, *La Réforme* multiplie les louanges à l'égard du « grand ministre radical » Gladstone en Angleterre et critique la politique « mesquine, empirique » du chef de cabinet opportuniste de France (à l'époque, Ferry).

(4) *L'Echo du Parlement*, 24 décembre 1884. Une circulaire des doctrinaires avance la même raison, parlant « d'une minorité dont les entreprises sont favorisées par les vices d'une organisation qui a cessé d'être en rapport avec le nombre des associés ». (A. G. R., Papiers Frère-Orban, Nr. 166).

« Le libéralisme bruxellois est sauvé de la déchéance qui le menaçait » écrit *La Réforme* le 14 décembre. « Si *La Réforme* est souvent isolée dans la presse, elle a, une fois de plus traduit fidèlement les aspirations du libéralisme bruxellois ».

Le 15, les doctrinaires quittent l'Association et fondent peu après la Ligue Libérale : la scission est consommée à Bruxelles ; elle durera près de vingt ans.

Le désavantage de cette situation sera énorme pour les libéraux ; toutefois *La Réforme* et les progressistes, les mains libres, pourront développer leurs idées démocratiques.

L'action du journal a été, nous le voyons, énorme du côté libéral. Malgré la présence du *National* à sa gauche, *La Réforme* est devenue incontestablement le journal des progressistes (1). Attaquée de toutes parts, elle a répondu sèchement aux gazettes doctrinaires acharnées à la discréditer (2). Ces polémiques lui valurent évidemment l'attention du public.

Nous ne devons pas méconnaître pour cela l'importance de sa position en politique étrangère : critiquant Bismarck, Ferry, et acclamant Gladstone, elle propose aux radicaux belges une politique réaliste à suivre.

C. 1885 ET LES PREMIERS MOIS DE 1886

La période qui s'étend de 1885 à mars 1886 est assurément plus calme, comparée aux événements tumultueux de 1884. Trois grands thèmes dominent cette période de l'histoire de *La Réforme* : la politique en Europe, la question du Congo, la justification de la supériorité des progressistes sur les doctrinaires.

La politique en Europe.

L'engourdissement — tout relatif — de la politique intérieure va effectivement permettre au journal radical de s'étendre sur les événements politiques de l'extérieur : les bulletins politiques de Georges Lorand et les articles de Victor Arnould sont plus fournis ; les dépêches sont plus nombreuses.

La Réforme attaque tout particulièrement le cabinet opportuniste de Jules Ferry et sa politique économique et coloniale.

(1) La présence des grands progressistes dans sa rédaction lui a donné une supériorité manifeste sur les autres journaux de la même tendance.

(2) Surtout à *La Flandre libérale* et à *L'Echo du Parlement*.

Les élections françaises d'octobre confirmeront les vues du journal radical : c'est le triomphe de la réaction (1). Le quotidien félicite les radicaux français de leur victoire aux ballotages (2) et fait appel à un gouvernement démocratique « comme le demande Clémenceau » (3).

Bismarck aussi reçoit périodiquement sa volée de bois vert. Son socialisme d'Etat est résumé par cette lapidaire formule : « réglementation bureaucratique antipathique aux ouvriers » (4).

Quant au gouvernement espagnol, il se signale par sa platitude, « toujours prêt à lécher les bottes de M. Bismarck tout en foulant aux pieds la nation espagnole » (5).

Nombreuses critiques aussi contre la Russie « qui nous menace d'un regain de despotisme » (6).

L'Angleterre seule échappe au discrédit porté par *La Réforme* sur les puissances européennes. « S'il nous fallait un allié, ce serait à Londres qu'il faudrait aller le chercher » dit-elle (7), rendant en outre hommage à Gladstone, « vrai chef de parti, véritable homme d'Etat libéral » (8), dont l'on compare la fin de carrière à celle de Frère-Orban qui se déroule « si lamentablement » (9).

L'exemple du chef anglais est constant. Lorsqu'il est tombé sous « l'hypocrisie » des doctrinaires anglais, « la politique progressiste a perdu son plus grand représentant dans le monde » (10).

La question du Congo.

La Réforme, durant l'année 1885, polémique abondamment sur cette question. Son argumentation tient en plusieurs points.

Elle demande « que la confusion qui existe entre les affaires du pays et les affaires privées du Roi cesse immédiatement » (11). « Le Roi

(1) *La Réforme*, du 3 au 7 octobre 1885.

(2) *La Réforme*, 20 octobre 1885. Un service particulier et une édition spéciale sont mis sur pied pour ces élections.

(3) Article du *Journal de Gand*, repris par *Le Bien public* du 1 octobre 1885.

(4) *La Réforme*, 3 juillet 1885.

(5) *La Réforme*, 6 septembre 1885.

(6) *La Réforme*, 4 mai 1885.

(7) *La Réforme*, 17 avril 1885.

(8) *La Réforme*, 21 septembre 1885.

(9) *La Réforme*, 20 septembre 1885.

(10) *La Réforme*, 12 juin 1885. Phrase qui résume toute l'admiration des Feron, Lorand et autres progressistes.

(11) *La Réforme*, 4 janvier 1885. C'est le moment où Pirmez négocie entre la France et l'A. I. A.

ne devrait pas employer des députés au service de ses entreprises personnelles » (1).

La Réforme requiert ensuite qu'on lui démontre « pour quelles raisons spéciales le Congo ne deviendrait pas, pour ceux qui s'y engagent, un nouveau Soudan, un autre Tonkin » (2). Il est évident que l'exemple contemporain de ces deux pays n'invitait pas Georges Lorand à rédiger des articles panégyriques.

Troisième point, l'affaire du Congo n'a rien rapporté au commerce belge et ne lui rapportera pas plus dans l'avenir. « Quant aux résultats scientifiques, ils sont minces » (3).

Henri Nizet (*Nemo*) exprime ironiquement son avis : « Le Congo est une invention royale qu'il faut encourager et louer. Elle sert à entretenir un certain nombre de géographes sans travail, elle est une gymnastique intellectuelle... » (4).

Fait plus grave encore, lorsque Léopold II, roi des Belges, est reconnu chef du nouvel Etat du Congo : il y a cumul des trônes et la Constitution est violée ouvertement, selon le journal radical (5).

La Réforme déplore finalement le secret des tractations, la mise en péril inconsidérée (à Berlin) de l'indépendance belge, l'organisation en Belgique d'un « vaste mouvement d'enthousiasme factice » à l'égard du Congo (6) que toute la presse libérale applaudit (7); elle discrédite enfin les ressources mêmes de l'état africain (8).

Le parti pris est manifeste à *La Réforme*, dans cette question congolaise. Nous n'en voulons qu'un exemple. A l'exposition universelle d'Anvers, le Congo dispose d'un stand. « C'est une fumisterie de très mauvais goût » clame le journal. « La plupart des objets « exportables » sont de provenance étrangère (...) Il y a une pyramide de fusils (...) Et pour compléter cette éloquente démonstration de ce que

(1) *La Réforme*, 11 janvier 1885. Lambermont, nommé ministre d'Etat, sera attaqué par *La Réforme* parce qu'il est récompensé pour son action en faveur du Congo par des dignités belges (20 février).

(2) *La Réforme*, 12 avril 1885.

(3) *La Réforme*, 24 mars 1885.

(4) *La Réforme*, 17 janvier 1885.

(5) *La Réforme*, 23 février 1885. Le Roi s'est reconnu lui-même souverain du Congo. « Voilà ce qui dépasse tout ce que nous avons vu de plus fort dans cette affaire » déclare en outre *La Réforme* du 25 février.

(6) *La Réforme*, 7 mars 1885.

(7) *La Réforme*, 8 mars 1885. « Nous sommes le seul journal qui ait entrepris une campagne contre l'affaire du Congo ». (*La Réforme*, 18 mars).

(8) Lire à ce propos l'article cynique de *La Réforme* du 14 décembre 1885, sur les timbres congolais.

nous allons faire du Congo, derrière la pyramide des armes s'élèvent deux pyramides de tonneaux et de bouteilles de genièvre »!

Pourquoi cette hargne ? Quelques lignes d'un article nous apportent, croyons-nous, une solution : « Qu'on nous démontre, écrit *La Réforme*, qu'il y a lieu d'applaudir à un acte du roi, et nous applaudirons ; nous eussions applaudi si l'année dernière il avait, conformément à l'esprit de la Constitution et aux nécessités d'une situation sans précédent, dissous les Chambres et consulté le pays, au lieu de se substituer au pays en renvoyant arbitrairement deux ministres dont le départ a affermi le joug du cléricalisme sur la Belgique » (1). Les progressistes ont difficilement pardonné au Roi sa décision d'octobre 1884. Cette campagne hostile à l'œuvre africaine et cette rage de *La Réforme* contre un cabinet qui « tout entier se cache derrière le roi » et approuve son action (2) reposent toutefois sur les conceptions de Georges Lorand qui poursuivra ses efforts jusqu'à son départ du journal en 1899 (3).

La justification de la supériorité des progressistes sur les doctrinaires.

Il s'agissait, pour le journal de la démocratie libérale, de montrer la supériorité des progressistes et de prouver que la révision de la Constitution était désirée par la plus grande partie de l'opinion libérale ; à plus courte vue, il fallait révéler au grand jour l'inanité des efforts de la Ligue.

Il nous paraît inutile d'insister sur le fait que la presse doctrinaire continuera tout au cours de l'année à discréditer l'action radicale, la rendant exclusivement responsable de la défaite libérale de 1884. L'idée d'un congrès libéral et d'une réforme électorale commence à se répandre chez les organes modérés (4), sans qu'ils se soumettent pour autant à « la minorité de l'extrême-gauche » (5).

L'élection provinciale du 21 juin 1885, avec la victoire au ballottage de Demeur, candidat progressiste, sur Goblet d'Alviella, candidat doctrinaire, permet à *La Réforme* de constater la condamnation de la politique libérale conservatrice. La présence, en dernière minute, d'un

(1) *La Réforme*, 12 avril 1885.

(2) *La Réforme*, 23 avril 1885.

(3) La campagne anti-congolaise, si violente, de Lorand et de *La Réforme* dut entraîner des pressions — et sans doute une intervention financière — du côté gouvernemental en vue de tempérer quelque peu son ardeur. (Cfr. plus haut, p. 53, note 4 : « ... par les voies indirectes qui ont déjà été suivies dans le temps »).

(4) Voir l'article de Janson dans *La Réforme* du 8 novembre 1885.

(5) *La Réforme* résume à sa manière la pensée de *La Flandre Libérale* : « Tout ce qu'il arrive de mal au libéralisme est le fait des utopies de l'extrême-gauche ». (15 février 1885).

candidat catholique (Jourdain) délimite en effet très exactement la proportion plus grande de libéraux favorables à la tendance progressiste.

La Réforme critique avec plaisir Goblet d'Alviella qu'elle traite d'« ambitieux vulgaire », de « démocrate de parade » (1). Le fondateur de l'*Union libérale* qui groupe les libéraux-progressistes — pour *La Réforme* (2), ceux qui ne sont « ni chair, ni poisson », qui sont les partisans de la politique du « doigt mouillé » — n'est plus du tout apprécié par les radicaux.

Le journal acclame ainsi la victoire de Demeur qui va permettre au libéralisme de retrouver son union sur le terrain du progressisme (3).

D'autres facteurs facilitent également le travail de *La Réforme* en cours d'année :

La disparition de *L'Echo du Parlement* marque « la fin d'une politique » (4). Comble de malheur pour les doctrinaires, *La Nation* qui le remplace est attachée à la revision de la Constitution ! On comprend que l'organe d'Emile Feron souhaite longue vie à son nouveau confrère revisionniste...

Des grèves au Borinage en février-mars, avertissements de celles de l'année suivante, sont largement commentées dans des articles de fond de De Greef et de Denis, et le « péril social », dont les progressistes sont rendus responsables, est dénoncé par les feuilles cléricales et doctrinaires. *La Réforme* écartera ces accusations et demandera avec insistance « l'enquête sur la misère[ouvrière] » (5), mettant l'accent sur les dangers d'une crise sociale grave — annonce prophétique des événements de mars — que les libéraux pourraient éviter en adhérant à la revision de la Constitution.

Enfin, les progressistes de *La Réforme* mettent chaque fois en évidence les impôts maintenus ou créés par les catholiques en 1885. Un prompt retour au pouvoir est devenu nécessaire mais il n'est

(1) Critique reprise dans *Le Bien Public* du 6 juin.

(2) 8 décembre 1885.

(3) *La Réforme* des 15, 23 et 25 juin.

(4) *La Réforme*, 20 octobre 1885. Il s'agit de celle de Frère-Orban bien entendu, que *La Réforme* attaque, faisant ainsi l'effet, selon *L'Avenir des Flandres*, « d'un roquet enragé qui en voudrait aux jambes d'une statue de bronze ou de marbre » (repris par *Le Bien Public* du 21 juin 1885). Apprécions le style de *L'Avenir* !

(5) Dans plusieurs articles en décembre 1885.

possible que dans l'union ; de là, une fois encore, l'appel pressant à la réunion du Congrès libéral (1).

Des journaux doctrinaires comme *L'Indépendance* et *La Flandre libérale* vont crier à la dictature lorsque *La Réforme* écrit en février 1886 : « Si ce n'est pas pour inscrire au programme la revision et l'adoption d'une politique anticléricale énergique, pas n'est besoin de réunir un Congrès... » (2). Constatons la position de force des radicaux : l'adoption par le libéralisme modéré de la revision est une condition *sine qua non* à l'union de la gauche. « Il n'y a plus d'autre programme libéral que le nôtre » conclut *La Réforme* (3).

Durant les premiers mois de 1886, la feuille révisionniste enregistre plusieurs concessions au programme progressiste ; celle entre autres, de l'Association libérale de Charleroi (4). L'Association libérale adoptera un nouveau programme en février (5), comportant toutes les grandes options du radicalisme : le premier point comporte bien entendu la revision de l'article 47. Ce programme servira de base à la création du parti progressiste en 1887.

Comment, à la veille des émeutes de 1886, caractériser l'action de *La Réforme* dans sa deuxième année d'existence ?

Nul doute que la scission à Bruxelles en 1884 eut des répercussions malheureuses, dans la capitale comme en province ; elle eut aussi l'avantage de mettre clairement les adversaires en présence : d'un côté, les doctrinaires soutenant une *Flandre Libérale*, une *Gazette*, un *Echo du Parlement*, tous antirevisionnistes ; de l'autre, les progressistes, soutenus par *La Réforme*, surtout, et par *La Chronique*, avec le programme que l'on sait.

La Réforme ne se défend plus désormais comme en 1884 ; elle attaque, elle cherche à convaincre par l'exemple. Exemples au dehors, Gladstone, Clémenceau ; exemples au dedans, la misère sociale, succès progressistes. « L'année qui vient de finir... a été celle de la dislocation complète du parti doctrinaire » écrit-elle le 1^{er} janvier 1886 (6).

(1) Cet appel est appuyé par exemple par un libéral-progressiste comme I. VAN CLEEF : « Instituons donc le conseil de guerre du libéralisme. Convoquons le congrès libéral (...). Ce qu'on réclame, c'est une assemblée reflétant, par sa composition, toutes les nuances du parti et ambitionnant de les réunir toutes en un programme commun ». (*Les divisions du parti libéral...*, p. 167).

(2) *La Réforme* du 11 février.

(3) *La Réforme*, 9 février 1886.

(4) *La Réforme*, 24 février 1886.

(5) *La Réforme*, 12 et 25 février 1886. Voir Annexes, Section Documents.

(6) En 1885, WOESTE en vient même à conclure dans un article : « Il n'y a donc plus guère que 2 partis en Belgique, le parti conservateur et le parti radical ». (*Doctrinaires, progressistes...*, p. 636).

Elle cherche surtout à prouver que c'est l'intérêt même des doctrinaires de la suivre. « *Il faut se hâter de réformer et de transformer la société actuelle, exposée à se voir bientôt submergée par ce flot de misères, de colères et de révoltes qui des mines, des cachots, des chaumières campagnardes et des taudis urbains monte sans cesse et dont le grondement de plus en plus rapproché nous annonce pour la fin du siècle une effroyable révolution sociale, si nous ne savons la prévenir par une évolution pacifique, mais rapide et immédiate, dans le sens de la démocratie* » (1).

Toute l'essence du progressisme transparaît dans cet article si sensationnellement annonciateur de mars 1886.

D. DES GREVES DE MARS 1886 A LA CREATION DU PARTI PROGRESSISTE EN 1887

Du 18 au 31 mars 1886, de graves émeutes ouvrières, réprimées par l'armée, ensanglantent les bassins houillers belges : partie de Liège, de Seraing et de Tilleur, la révolte s'étend comme une traînée de poudre dans les bassins de Charleroi et de Mons. Aux actes de violence (2) commis par des grévistes miséreux qui parcourent en bandes le pays et aux « provocations » diverses, la troupe répond par des arrestations sommaires et par des fusillades meurtrières.

La crise qui semble vouloir atteindre le pays tout entier terrifie le monde capitaliste et méduse la bourgeoisie ; la peur saisit le gouvernement qui décrète l'état de siège et des mesures d'exception dans la région des charbonnages (3). Les premiers jours d'avril voient enfin le rétablissement de l'autorité, l'arrêt de la grève et la reprise du travail. Tels sont les faits, brièvement résumés. La grande question sociale sur laquelle insistent les progressistes depuis le temps de *La Liberté* vient d'éclater au grand jour.

Dès le 21 mars, *La Réforme* considère assez sérieusement la crise de Liège. Le 24, après la fusillade de Tilleur, elle juge la situation « à chaque heure plus grave ». « Voilà où nous en sommes, grâce à la panique qui étreint le monde officiel et grâce aux bruyantes mesures de répressions prises à la requête des propriétaires de charbonnages, qui amassent de gros revenus en grapillant sur les salaires de leurs

(1) *La Réforme*, 2-3 janvier 1886.

(2) L'incendie des verreries de Roux en est l'exemple le plus connu.

(3) Le général Vander Smissen est connu pour avoir réprimé avec une extraordinaire sévérité les émeutes.

ouvriers, pour faire fructifier les concessions de mines que la nation leur a accordées ».

Nous trouvons dans ce texte les quatre points qui résument les arguments du journal radical.

1^o Panique du monde officiel. « Le gouvernement actuel est radicalement incapable de s'élever à la hauteur des circonstances (...) Il n'a plus qu'à disparaître... » (1). « Voilà où nous ont conduits cinquante cinq années de gouvernement clérical et doctrinaire » (2). Les progressistes entendent bien aussi associer la politique de Frère-Orban à celle de Beernaert et unir dans une même réprobation doctrinaires et catholiques. C'est le procès de toute la législation sociale belge qui est fait ! (3).

2^o L'émeute de mars est causée par la misère *seule*. « Il n'y a point eu de complot, il n'y a point eu de volonté criminelle » (4). La presse conservatrice s'acharne à rendre les ouvriers responsables des excès, à les représenter comme des révolutionnaires et des provocateurs, eux qui n'ont réagi précisément que sous la provocation des autorités (5) ; des précautions inutiles ont été prises là où il n'y avait aucun symptôme d'agitation (6). « L'affolement ouvrier de Charleroi est un contre-coup naturel de l'affolement officiel de Liège » (7). *La Réforme* approuve la répression de la violence mais elle demande de tenir compte des causes qui l'ont provoquée (8). Elle dénonce comme une chimère la réalité d'un complot anarchiste.

3^o Les propriétaires de charbonnages constituent une « féodalité industrielle » (9) à laquelle il faut mettre fin. *La Réforme* se livre à une étude serrée de leurs gains et constate que loin d'avoir augmenté les salaires des mineurs, ils les ont diminué ; dès lors, que reste-t-il pour vivre aux ouvriers et doit-on encore s'étonner de la crise ? « Nos popu-

(1) *La Réforme*, 31 mars 1886.

(2) *La Réforme*, 29 mars 1886.

(3) Relevons ici, par comparaison, ce que dit CARTON DE WIART sur les responsabilités de la crise : « L'anticléricalisme et le manchestérianisme des libéraux eurent ainsi leur part dans les malaises et les désordres sociaux qui, en 1886, inquiétèrent si vivement le pays et compromirent un moment sa prospérité » (*Le Bon Combat*, p. 165) ; voir également l'avis de G. EYLENBOSCH sur les résultats déastreux du libéralisme de Manchester (*Cinquante années...*, p. 13).

(4) *La Réforme*, 5 avril 1886.

(5) *La Réforme*, 25 mars 1886.

(6) *La Réforme*, 27 mars 1886. Ce thème de la provocation des autorités est évidemment celui qui a été développé aussi dans *Vooruit* et *Le Peuple*.

(7) *La Réforme*, 27 mars 1886.

(8) *La Réforme*, 5 avril 1886.

(9) *La Réforme*, 25 mars 1886.

lations ouvrières sont abandonnées au bon plaisir de leurs maîtres, sans instruction, sans garanties, sans contrôle, sans protection, sans droits d'aucune sorte » (1).

4° L'exploitation des mines est une concession accordée par la nation. Qu'attend l'Etat pour racheter ces concessions, puisque leurs exploitants ont mal rempli leur rôle ? (2). Cet Etat, hélas, ne fera rien pour résoudre la question sociale. Telle est la conviction du journal.

A ces propositions, la presse doctrinaire et conservatrice répondra par des accusations multiples, reprochant surtout à l'extrême-gauche « sa provocation à la guerre civile » (3). L'accord cependant ne semble pas régner entre les feuilles doctrinaires ; *La Gazette* est même accusée par *L'Indépendance* d'utiliser les « vieux clichés démagogiques » des progressistes ! (4).

La Réforme sort transformée de ces événements : la question sociale, qu'elle défendait prend un nouveau relief dans son action ; les journées de mars justifient pleinement, selon elle, sa politique révisionniste. « Certes, le suffrage universel ne supprimerait point les grèves ni les crises économiques, mais il les rendrait moins lourdes, moins périlleuses ; à l'antagonisme des classes... il substituerait l'accord de tous les gens de bonne foi cherchant ensemble et sans haine la solution des difficultés sociales » (5).

Désormais, le quotidien radical, que la police bruxelloise a surveillé pendant les grèves (6), soutiendra à fond le mouvement ouvrier

(1) *La Réforme*, 2 avril 1886.

(2) De Greef et Denis rédigent plusieurs articles pour le rachat des exploitations minières.

(3) *La Réforme*, 6 avril 1886 (paroles de *La Flandre Libérale* et du *Journal de Liège*).

(4) *La Réforme*, 3 avril 1886 ; le journal radical note déjà le 1 avril que « l'on voit les journaux les plus conservateurs se laisser aller à des propositions d'un radicalisme qui les eût fait frémir il y a huit jours ».

(5) Article de H. PERGAMENI (*La Réforme*, 11 avril 1886).

(6) Plusieurs *Réforme* sont conservées dans les archives de la Police, relatives à des meetings socialistes, républicains ou anarchistes ; des notes de service relèvent même des détails biographiques et des déplacements d'Edouard Maheu, l'imprimeur du journal, et de Georges Lorand (A. V. B., Carton 1, farde Renseignements, pièce 6669bis ; farde 7 avril 1886, pièce 4794 ; Carton 2, pièce 1382) ; des reporters de *La Réforme* semblent avoir fréquenté des milieux révolutionnaires (témoin, la pièce 1089, farde Ordres 1886, Carton 1, A. V. B.) ; des pièces concernent enfin un article, qualifié de « fantaisiste », de *La Réforme* du 29 mars 1886, sur l'« affolement au quartier Léopold » (pièce 1466 et annexes, farde 30 mars 1886, Carton 1, A. V. B.). D'autre part, il est caractéristique que l'on associe volontiers *La Réforme* à la presse socialiste (*Le Peuple*, *Vooruit*) en interdisant sa lecture dans les casernes. « Des soldats sont condamnés à 4 jours de cachot pour avoir été surpris lisant un de ces journaux ! » (BERTRAND L., *La Belgique en 1886*, t. II, p. 147).

et ce, malgré l'hostilité et le dédain des socialistes à l'égard de toute collaboration bourgeoise (1).

La grande manifestation ouvrière prévue pour le 13 juin sera l'occasion d'une première discorde entre *La Réforme* et *Le Peuple*. Interdite par Charles Buls, puis reportée au 15 août (2), cette manifestation fut soutenue par les progressistes qui ne voulurent pas participer au défilé, et c'est sur ce point que le quotidien fut accusé de ne pas s'engager résolument du côté des ouvriers.

La Réforme explique alors très clairement sa position : le parti ouvrier et les progressistes luttent pour de mêmes idées, *par des moyens et dans un milieu différents*. La manifestation du 15 août ayant un caractère exclusivement ouvrier, les chefs progressistes n'ont rien à y faire ; ils n'appartiennent pas à la classe défendue par les socialistes puisqu'ils prêchent *avant tout* la conciliation des intérêts de la bourgeoisie et du peuple (3).

Il reste que, vus avec le recul, les troubles de mars furent en eux-mêmes peu de choses. *La Réforme* le reconnaît et insiste précisément sur la facilité avec laquelle l'édifice politique et social a été ébranlé (4).

Cependant, « la peur passée, la bourgeoisie rentre dans son indifférence » (5). L'enquête organisée par l'Etat rappellera seule la triste situation du monde ouvrier.

L'antagonisme entre la Ligue et l'Association à Bruxelles s'extériorise pleinement au cours de l'année 1886 ; deux élections législatives à Bruxelles voient le succès, d'abord en mai du bourgmestre Buls sur Janson, candidat « de la paix sociale par les réformes nécessaires » (6), puis en octobre de la candidature du progressiste Jules Guillery. Les élections provinciales permettent également aux progressistes bruxellois de l'emporter sur les doctrinaires. Le renouvellement partiel des Chambres en juin reste toutefois un désastre pour le libéralisme parlementaire (7).

L'élection de Buls surtout fut le prétexte d'empoignades. *La Réforme* qui soutenait naturellement Janson dut subir une nouvelle

(1) C'est un gouvernement radical en France, rappelle Vooruit, qui a envoyé des soldats à Decazeville, lors des grèves des houilleurs (cité par F. VAN KALKEN, *Commotions...*, p. 90).

(2) Elle eut un grand succès, sans donner pour autant un résultat immédiat.

(3) *La Réforme*, 6, 7 et 13 août 1886.

(4) *La Réforme*, 2-3 janvier 1887.

(5) JOS. DEVALTE, *Histoire du mouvement socialiste*, p. 20.

(6) *La Réforme*, 12 mai 1886.

(7) *La Réforme*, 9 juin 1886.

fois les lieux communs des attaques doctrinaires. Janson devint même pour *L'Indépendance* le candidat des cléricaux ! (1). Frère-Orban, à la Chambre et à l'Association libérale de Liège, continua à lancer ses foudres sur le radicalisme, demandant qu'on ne confonde pas parti libéral et parti radical et se refusant à envisager toute alliance avec le groupe de Janson (2). *La Réforme* accusera le chef doctrinaire d'emprunter cependant ses idées et celles d'Hector Denis (3).

Janson battu au premier tour, les progressistes soutinrent Buls au ballottage contre le candidat catholique. L'organe de l'Association libérale s'explique en ces termes : « ... La défaite du parti cléricale est la seule chose qui nous intéressât encore dans l'élection actuelle » (4).

Des tentatives de conciliation et de rapprochement entre les deux blocs du libéralisme furent faites, mais sans succès (5) car *La Réforme* soutenait de plus en plus les élections de candidats ouvriers et se rendait compte au fur et à mesure des événements, que les doctrinaires seraient bientôt prêts à admettre le principe de la revision (6). Faute de pouvoir réunir un Congrès libéral, le groupe du journal progressiste poussa à la réunion d'un Congrès progressiste, et de février à mai, *La Réforme* encouragera la mise sur pied d'un tel congrès. Celui-ci tint enfin ses assises les 30 et 31 mai, réunissant dans de grands débats le progressisme de Bruxelles et de province. De nombreux socialistes y participèrent, entre autres César De Paepe, qui voulant préciser le point du programme « Réglementation du travail » trop vague, selon lui, proposa « d'ajouter à l'article en question les points énumérés par le programme ouvrier » (7).

Le programme adopté est, point par point, celui de l'Association libérale de Bruxelles.

(1) *La Réforme*, 6 mai 1886.

(2) *Annales parlementaires*, Chambre, séance du 19 avril 1886, p. 971-972; I. VAN CLEEF, *Radicalisme et Libéralisme...*, p. 5 à 7. Charles Graux défend en ces termes la candidature Buls : « Le triomphe du radicalisme à Bruxelles menacerait le parti libéral d'une nouvelle tentative de dictature intolérable. Nous opposons à ce danger une candidature d'un libéralisme ferme et large que toutes les nuances peuvent accepter ». (Lettre à Frère-Orban, 13 mai 1886; A. G. R., Papiers Frère-Orban, Nr. 185).

(3) *La Réforme*, 6 mai 1886.

(4) *La Réforme*, 19 mai 1886.

(5) La rupture des négociations, entreprises durant l'hiver 1886-1887, eut lieu le 5 février 1887.

(6) WOESTE critiquera féroceement cette capitulation des modérés devant les radicaux (*A travers 10 années*, t. I, p. 10 à 23).

(7) *La Réforme*, 31 mai 1887. Cette suggestion est qualifiée « assez extraordinaire » par CHLEPNER (*Cent ans...*, p. 166).

Le Congrès vote en outre la formule du « savoir lire et écrire » défendue par *La Réforme* depuis ses premiers jours. Un point supplémentaire concerne le vote obligatoire. « Nous ne disons pas, écrit fort modestement le journal de Feron, que le programme de l'Association libérale de Bruxelles ait été accepté par nos amis de province, car ce qui est vrai, c'est qu'ils l'ont complété, en lui donnant une signification plus démocratique et plus précise » (1).

Le succès du Congrès fut d'autant plus grand qu'une agitation ouvrière et des grèves eurent lieu de la mi-mai aux premiers jours de juin et *La Réforme* ne se fit pas faute de mettre ainsi en valeur l'importance des délibérations. « Le Congrès libéral progressiste de 1887 a donné au parti libéral une véritable charte d'union. (...) L'impression du Congrès a été si profonde que, dès à présent, la masse du parti libéral se prépare à adopter le programme nouveau » constate le quotidien (2), qui acclamera la victoire des progressistes de Mons en septembre 1887 (3).

Aux doctrinaires qui rechignent à admettre la revision — Goblet d'Alviella par exemple tient toujours à réunir un Congrès libéral et tire argument de la formule du « savoir lire et écrire » des progressistes pour en conclure que ces derniers répugnent au S. U. — (4), *La Réforme* rend avec satisfaction la monnaie de la pièce, les accusant habilement à son tour de coalition avec la droite !

La tendance générale à la fin de 1887 se précise du côté doctrinaire vers la nécessité de la revision. Ce fait paraît acquis pour la plupart des gazettes modérées. Commenceront alors les polémiques pour le remplacement de l'article 47 de la Constitution.

QUELLES CONCLUSIONS POUVONS-NOUS TIRER AU TERME DE CES QUATRE ANNEES « D'ENFANCE » DU JOURNAL ?

— *La Réforme* est bien devenue le grand journal des progressistes belges. Sa prépondérance se marque nettement sur les autres organes de presse favorables aux idées démocratiques. Raison fort simple à

(1) *La Réforme*, 1 juin 1887.

(2) *La Réforme*, 3 juin 1887.

(3) « Le programme du Congrès progressiste a triomphé à la première bataille législative où il s'est trouvé engagé ». (*La Réforme*, 20 septembre 1887).

(4) *De la convocation d'un congrès libéral...*, p. 317 à 320.

cela : ce journal politique défend les idées de l'Association libérale de Bruxelles où combattent précisément les grands leaders radicaux.

Pour reprendre une définition de Victor Jacobs, *La Réforme* est « une sorte de moniteur du radicalisme » (1).

— Les événements ont concouru à fortifier les thèses du journal. Des troubles sociaux graves avaient été prévus ; ils se produisirent. Les idées du quotidien vont dans le sens du progrès et paraissent justifiées par ce dernier.

— Le côté révolutionnaire du journal s'est mis en valeur dans les événements d'octobre 1884 et ceux de mars 1886. Remarquons d'ailleurs la similitude des « couples » 1884-1886 et 1885-1887 : à une année d'agitation extrême du journal succède chaque fois une année plus calme pendant laquelle *La Réforme* assure ses positions et ses arguments.

— Du point de vue politique, la feuille réformiste centre toutes ses forces sur la revision de la Constitution. Elle s'efforce de faire comprendre aux doctrinaires que leur rôle est terminé et qu'il vaut mieux reforger un nouveau libéralisme pendant qu'il en est encore temps.

Cette position « extrémiste » ne pouvait qu'être combattue. Écoutons la fin du rapport d'Auguste Couvreur, de la Ligue libérale, qui peut synthétiser à merveille les reproches fondamentaux des doctrinaires adressés à Feron et à son journal. Les quatre années d'existence et de lutte constante de *La Réforme* sont critiquées amèrement : « (...) Est-ce *La Réforme* qui va changer ou bien est-ce l'Association libérale qui adoptera les idées de *La Réforme*, ses polémiques, ses alliances, et ses haines.

L'organe du nouveau Président (il s'agit de Feron) a combattu sans merci et sans trêve l'union des libéraux ; il a prétendu leur imposer sa loi ; ceux qui la dédaignent étaient pour lui des renégats et des traîtres.

Dans une forme âpre et violente, dont la presse ultramontaine avait seule jusqu'alors donné des exemples, il n'a cessé de discréditer les chefs du parti libéral, de fomenter l'hostilité des classes ; il n'a trouvé que des paroles d'indulgence pour les crimes commis à Liège et à Charleroi ; il a dénoncé comme des attentats à la liberté les appels faits à la police et à l'armée pour protéger l'ordre public ; il a encouragé à Bruxelles les promoteurs des mouvements séditieux et critiqué avec

(1) BELLEMANS, *Victor Jacobs*, p. 634.

aigreur l'interdiction de certaines manifestations ouvrières ; il a réservé ses faveurs aux Ligues collectivistes, ses sévérités et ses dénigrements à la Royauté, ses complaisances à l'idée républicaine (...) » (1).

— Le Congrès progressiste de mai 1887, base d'un parti progressiste, est la consécration dans le pays des idées de l'Association libérale de Bruxelles défendues par *La Réforme* qui désormais, débarrassée des doctrinaires, suivant le programme du Congrès, s'efforcera de concrétiser au Parlement le point principal de celui-ci. Faut-il pour cela conclure que le quotidien croyait en la solution de tous les problèmes par une réforme électorale ? Assurément non. Les progressistes du journal ne se faisaient guère d'illusion, sur le rôle de panacée universelle présentée par le S. U. Ils restaient simplement persuadés que ce dernier atténuerait considérablement les heurts entre classes et favoriserait l'émancipation des ouvriers et des paysans et leur entente harmonieuse avec la bourgeoisie. C'est un point où l'action de *La Réforme* diffère fondamentalement de celle du *Peuple* par exemple, attaché à la défense exclusive de la classe ouvrière.

(1) *Ligue libérale. Assemblée générale du 29 novembre 1887*, p. 44. (A. G. R., Papiers Frère-Orban, n° 166).

CHAPITRE CINQUIEME

LES GRANDS THEMES ET « LA REFORME » FACE AUX GRANDES CRISES, LA FIN DU JOURNAL

L'histoire du quotidien progressiste peut se ramener pendant cette longue période, fertile en événements politiques, à deux grandes tranches chronologiques, s'étendant respectivement de 1888 à 1894 et de 1895 à 1907.

Pourquoi cette division ? Parce que l'année 1894 est assurément une année-charnière pour l'évolution du journal : la réforme est accomplie, cette réforme pour laquelle il a combattu depuis sa fondation pendant dix ans. 1894, année de la victoire, est aussi celle de la défaite des libéraux aux élections au nouveau suffrage ; le coup est dur pour *La Réforme* dont le thème principal deviendra alors l'union du libéralisme et ses rapports avec le parti socialiste.

Nous nous proposons dans ce chapitre d'examiner tout particulièrement la position du journal pendant la période qui vit le triomphe de ses idées, de 1893 à 1894, et la défaite de sa politique.

A. « LA REFORME » DE 1888 A 1894

En politique étrangère, deux thèmes peuvent retenir notre attention. Le premier a trait à la polémique développée par le journal radical contre l'Allemagne et ses maîtres. *La Réforme* traita le nouvel Empereur de « soudard brutal s'adonnant à tous les vices » (1). Les compliments envers Bismarck sont du même bouchon, et les gazettes compliments envers Bismarck sont du même style, et les gazettes « officieuses » trouvèrent que la feuille progressiste « manquait de déférence » !

Le second thème est l'hostilité grandissante envers le mouvement boulangiste en France. Après avoir applaudi le Général Boulanger en 1886, *La Réforme* attaque la « profonde hypocrisie avec laquelle le prétendant césarien s'adresse à tous les partis (...) L'élément boulangiste du radicalisme est un élément que l'on est fort heureux de lui voir

(1) *La Réforme*, 16 juin 1888. Repris par J. WILLEQUET (*La légation d'Allemagne...*, p. 394), qui n'apprécie pas les milieux de *La Réforme*.

perdre... » (1). Le journal s'apitoyera cependant sur la fin tragique du général en 1891 (2).

En politique intérieure, *La Réforme* se désespère des élections désavantageuses de l'année 1888 qui marque d'une manière générale un arrêt brutal dans l'avance progressiste (3).

Heureusement, 1889 fait rapidement oublier au journal les déboires progressistes. Après le succès d'un deuxième Congrès progressiste tenu le 24 février, le procès de Mons, intenté contre des agents provocateurs, fomenteurs d'un « grand complot » contre l'État, permet à Janson du 7 au 26 mai de se livrer à fond contre Beernaert.

La Réforme de son côté chauffe à blanc l'opinion publique contre le gouvernement (4) et le procès tourna au désavantage de celui-ci, ce qui entraîna la victoire de Janson à une élection législative à Bruxelles (5), l'accord de tous les libéraux s'étant réalisé autour son nom. Ce succès revint en grande partie à l'action de *La Réforme* (6).

En 1890, le journal accentue encore le mouvement d'opinion en faveur de la revision, malgré l'acharnement des conservateurs à ne voir dans celle-ci que le fait de quelques journaux « gueux » (7). Après la grande manifestation du 10 août 1890, à Saint-Gilles, organisée par le Parti Ouvrier et acclamée par les progressistes, novembre 1890 voit enfin admise par la Chambre une proposition revisionniste déposée par Janson et 5 autres députés : la revision était lancée (8). Le 25 décembre, un troisième Congrès progressiste abandonne la formule du « savoir lire et écrire » pour se rallier à celle du S. U. *La Réforme* dut se défendre de pratiquer alors une politique versatile.

(1) *La Réforme*, 16 avril 1888.

(2) *La Réforme*, 1 octobre 1891.

(3) *La Réforme*, 8 et 24 janvier, 13 et 20 juin (victoire des catholiques), 23 et 28 octobre 1888 (défaite de Feron à une élection partielle).

(4) Elle a reproduit en 1887 un manifeste adressé à Beernaert et écrit par Alfred Defuisseaux qui l'avait remis à l'imprimeur Pourbaix. Ce dernier l'avait fait copier par Hector Conreur qui avait signé Stanislas Tondeur. Après une perquisition à *La Réforme* pour chercher l'auteur de la lettre, des poursuites furent engagées contre le jeune Conreur. L'affaire fit grand bruit. (Georges LORAND, *Démission!...*, p. 18; L. HYMANS, *Histoire parlementaire...*, session 1888-1889, p. 892 à 896; *Le Bien public*, 9 juin 1889).

(5) *La Réforme*, 4 et 12 juin 1889; voir Pierre DAYE, *Léopold II*, p. 378).

(6) De l'aveu même du *Bien Public* notamment (12 juin 1889).

(7) HENDRICKX J.-P., *L'antirevisionnisme...*, p. 1193. « Il n'y a rien », proclame encore en 1891 *La Réforme*, qui se gausse d'un article du *Courrier de Bruxelles* annonçant qu'il n'y a pas de courant revisionniste. (20 février 1891).

(8) *La Réforme*, 25 novembre 1890.

L'organe radical développe particulièrement en 1891 ses théories sur le référendum royal et sur la R. P. Il déconseille en mai la grève des houilleurs qui a tout de même lieu et qu'il soutiendra dès lors.

« La Victoire de la Revision » titre la première page du 21 mai, lorsque la section centrale vote presque sans conditions son principe (1).

Le problème de l'union des libéraux continua à causer des polémiques mais malgré ces discordes, le rapprochement s'effectuait entre doctrinaires et progressistes. *La Réforme* parle d'« union féconde » lorsque l'Association libérale de Bruxelles, presque unanime, ratifie les bases d'alliance avec la Ligue libérale (2). Une quatrième session du Congrès progressiste se déroule avec succès le 17 avril 1892 : adoptant le programme des trois « R » (R. P., représentation des intérêts, référendum) défendu avec énergie par Georges Lorand à *La Réforme*, le Congrès a tracé « pour les députés progressistes à la Constituante un ensemble de principes très clair, très précis... un véritable programme de gouvernement ». Le journal soutiendra âprement ce programme « à la fois le plus hardiment novateur et plus hautement conservateur qui existe, la plate-forme à la fois la plus avancée et la plus gouvernementale... » (3). De nombreux articles sur le S. U. sont publiés en 1892 par l'organe progressiste qui s'était évertué déjà l'année précédente à vanter les mérites de celui-ci (4).

« La propagande de *La Réforme* et du *Peuple*... appuyée par les jeunes catholiques de *La Justice Sociale* devait hâter l'heure de la revision constitutionnelle » écrit très justement Hermann Dons (5). Le 10 mai, après de nombreuses séances qualifiées de « somnolentes » (6), la Chambre unanime décide la revision.

(1) *La Réforme*, 21 mai 1891.

(2) *La Réforme*, 16 avril 1892.

(3) *La Réforme*, 19 avril 1892. A propos du référendum, LORAND écrit : « Lorsqu'il il y a 2 ans je hasardai dans les colonnes de *La Réforme* l'idée d'appliquer le référendum à nos affaires communales, je n'osais certes pas espérer non seulement qu'elle allait être acceptée par l'opinion mais qu'elle se généraliserait bientôt dans la politique ». (*Le Référendum*, p. 1 ; A. V. B., Papiers Buls, Section III, farde 10).

(4) Il entra de ce fait en polémique avec Frère-Orban qui restait attaché au capacitarat. Nous avons retrouvé une lettre de celui-ci qui définit nettement ses idées. Le chef doctrinaire repousse les idées que *La Réforme* lui attribue ; il met en évidence les inconvénients du S. U., s'attache à montrer que les doctrinaires ont réalisé avec le capacitarat « la plus grande réforme électorale qui ait été accomplie dans ce pays depuis 1830 », reproche enfin au groupe progressiste d'avoir abandonné le « savoir lire et écrire » pour le S. U. (Lettre du 15 novembre 1891, en notre possession, publiée dans *La Réforme* du 17 novembre 1891).

(5) *La presse belge depuis la Révolution*, p. 13.

(6) *La Réforme*, 5 mai 1892.

« La pierre vermoulue a sauté » triomphe *La Réforme* (1), qui se lance aussitôt dans la campagne électorale. « Le parti libéral à Bruxelles est reconstitué dans toute sa force et dans toute sa puissance » peut-elle écrire le 5 juin.

Elle chante le 15 juin, la victoire des libéraux et la « délivrance de Bruxelles » : les progressistes pourront participer aux travaux de la Constituante. Cependant, si le rapprochement entre libéraux de nuances diverses était considérable (2), l'entente ne put régner entre eux au point de présenter un front uni à leurs adversaires. Trop de doctrinaires ont en effet suivi le mouvement progressiste plus par « obligation » du moment que par conviction intime : « Les deux groupes n'avaient pu s'entendre sur ce qu'ils voulaient mettre à la place du régime condamné. Il en résulte qu'ils se contrecarrèrent l'un l'autre dans leur attitude à la Constituante » (3). La revision s'enlisa lentement au cours des derniers mois de 1892 (4).

Les propositions du gouvernement « attendues depuis 2 ans » furent accueillies avec horreur par *La Réforme* le 3 janvier 1893 :

« Le nouvel article 47 serait une mixture de fortune immobilière, d'habitation, de capacitarat par diplôme et par examen. Plus l'âge de 25 ans et la condition d'un an de résidence inscrits dans la constitution !

Le Sénat reste accessible aux seuls grands propriétaires et hauts fonctionnaires.

(...) Le référendum est abandonné. La R. P. et la représentation des intérêts sont tout au moins ajournés.

(...) M. Woeste triomphe donc sur toute la ligne.

(...) Le devoir des progressistes, des libéraux, des démocrates n'est pas douteux en présence de pareilles propositions : ils doivent les combattre à outrance, montrer qu'elles sont inacceptables et inviter l'opinion publique à les faire rejeter, en se manifestant énergiquement par tous les moyens légaux que la Constitution nous garantit... »

A ce moment, la position du journal est claire : le S. U. sans conditions est la seule solution démocratique et le vote plural qui accorde à certaines catégories d'électeurs deux et trois voix, n'est qu'une

(1) *La Réforme*, 11 mai 1892.

(2) GOBLET D'ALVIELLA en témoigne par exemple dans son article, *Le Dilemme du parti libéral*, p. 10.

(3) GOBLET D'ALVIELLA, *Récents tentatives...*, p. 4.

(4) La commission de revision rejeta le S. U. (*La Réforme*, 3 novembre); le journal constate le 4 avril que le cens reste tenu en réserve.

duperie et une nouvelle mauvaise plaisanterie suant le censitarisme » (1).

Comment expliquer le revirement de situation en mars-avril et le ralliement du journal au vote plural? *La Réforme*, en fait, a suivi strictement la politique de la gauche libérale. Celle-ci avait eu des contacts nombreux avec Beernaert et devant les menaces de grève générale qui rallierait les libéraux modérés aux catholiques conservateurs sur une formule fort peu démocratique de Woeste, les chefs radicaux avaient préféré s'en tenir au vote plural. Cette attitude que *La Réforme* soutint, fut hautement critiquée (2).

Le 29 mars 1893, Feron, dans son discours à la Chambre, se montrait disposé à tempérer la cause du S. U. qu'il plaidait par le vote plural, et *La Réforme* évidemment emboîta le pas à cette position. Aussi, le 7 avril, voyant le déroulement défavorable des débats à la Chambre, le journal écrit : « Plus que jamais le vote plural apparaît comme la seule solution sur laquelle puisse se faire l'accord des partis ». Le quotidien conquit ainsi l'accord des libéraux modérés aux dépens des socialistes qui voyant le rejet du suffrage universel, déclenchèrent le 12 avril la grève générale, dans l'ensemble loin d'être totalement suivie.

Constatons ici que les grèves à partir de 1892 sont mal acceptées par le journal progressiste. Celle de 1893 est « une très lourde faute » écrit-il (3), déplorant que le parti ouvrier n'ait pu attendre et essayant de montrer aux chefs socialistes les conséquences funestes qui peuvent en découler (la grève fait à merveille le jeu des réactionnaires, tel est l'argument invoqué). Ils ont tout à gagner à prendre maintenant le vote plural car « la solution transactionnelle, on s'en apercevra bientôt, est une solution excellente » (4).

Ironie cruelle, *La Réforme* ne put paraître pour annoncer la victoire de la revision, l'Association typographique ayant suivi le mouvement de grève! (5).

(1) *La Réforme*, 16 janvier 1893 (repris par BERTRAND L., *Histoire de la démocratie*, p. 508).

(2) Voir DES ESSARTS-MASY, *Histoire du parti ouvrier...*, p. 78-79.

(3) *La Réforme*, 12 avril 1893.

(4) *La Réforme*, 19-20 avril 1893. Bien des progressistes ne furent pas d'accord avec la position de *La Réforme* et lui demandèrent de ne pas abandonner le S. U. Ainsi H. Pergameni critiqua la feuille radicale : « On peut dire que la grève générale a été une faute. Moi, je crois que sans elle, nous n'aurions pas eu le vote du 18 avril (BERTRAND L., *Histoire de la démocratie...*, p. 509).

(5) Comme l'annonce *La Réforme* du 19-20 avril et comme le fait remarquer DELANGE-JANSON dans *Paul Janson*, t. I, p. 507, note 7.

Le suffrage tempéré fut accueilli comme un moindre mal par les socialistes : Vooruit écrit cette phrase célèbre : « Grâce à nous, la bataille a été à moitié gagnée ; grâce à *La Réforme*, elle a été à moitié perdue » (1) ; ce qui indique à quel point l'action du journal fut décisive dans la situation troublée d'alors.

La feuille bruxelloise est à ce moment en plein éclat ; sa politique a suivi exactement le mouvement de ses chefs qui indéniablement sont à placer au tout premier plan dans l'histoire de la revision.

Celle-ci, qui devait permettre l'union du libéralisme, n'a pas réussi dans ce sens : les polémiques recommencèrent de plus belle après l'adoption du suffrage plural, surtout avec le journal doctrinaire *La Liberté*.

Des autres réformes démocratiques attendues par *La Réforme*, aucune n'est jugée satisfaisante. Le Sénat reste une assemblée des classes privilégiées : « Ce résultat », écrit le quotidien après le vote par la Chambre de la proposition Visart remaniant le Sénat, « est un pis-aller. Il n'enthousiasmera personne, et, pour ceux qui comme nous avaient rêvé de doter la Belgique du Sénat puissant et organique qu'eût donné la représentation des intérêts, c'est une déception » (2).

Le référendum, considéré comme dangereusement démocratique, sera repoussé (3). Quant à la R. P., qui constituait, selon *La Réforme*, le pendant du S. U., elle fut noyée dans la crise ministérielle qui éclata en 1894 (4). Des trois « R », pas une n'était consacrée par un vote favorable des Chambres. *La Réforme* parla de revanche des réactionnaires. Les vues du journal sur l'avenir du parti progressiste sont optimistes car celui-ci est « loin de perdre sa raison d'être par le triomphe de son programme revisionniste, loin de devoir se désagrèger, se confondre avec le parti ouvrier ou se fondre dans le vieux parti doctrinaire » (5). « Son programme... doit fatalement s'imposer au parti libéral » (6). Il soulève d'ailleurs « l'enthousiasme des paysans » (7).

(1) Les chefs socialistes eurent plusieurs entrevues avec Janson et Feron pour leur demander de soutenir le S. U. pur et simple. Les chefs progressistes voulurent se contenter du plural de peur de ne plus rien obtenir du tout et Feron promit aux socialistes le plural si la grève cessait immédiatement. Le parti ouvrier s'exécuta. Voir à ce sujet : WOESTE, *A travers 10 années*, t. I, p. 49 ; *Mémoires...*, p. 480-488 ; VAN KALKEN, *Commotions...*, p. 145 ; *La Réforme*, 9 mai 1893.

(2) *La Réforme*, 26 juillet 1893.

(3) *La Réforme*, 20 juillet 1893. *La Réforme* seule le défendit à fond.

(4) Feron essaya en vain de reprendre le projet abandonné par le gouvernement. Voir C. WOESTE, *Mémoires...*, t. I, p. 518 ; t. II, p. 5.

(5) *La Réforme*, 24 avril 1893.

(6) *La Réforme*, 18 septembre 1893.

(7) *La Réforme*, 4 septembre 1893.

Si le programme était bien connu de tous, les doctrinaires ne s'y rattachèrent pas pour autant, accusant — toujours — les radicaux d'intransigeance (1). L'idée d'un Congrès libéral malgré ses progrès dans les deux factions (2) ne put s'imposer.

La suspension du cours d'Elisée Reclus à l'Université libre de Bruxelles est un nouvel épisode de cette lutte entre doctrinaires et progressistes. Le journal parle d'« incroyable décision du conseil d'administration et d'une injure faite à l'éminent géographe » (3). Georges Lorand reste toutefois prudent et se refuse à faire de cette question universitaire une question politique. Il y a seulement pour lui à l'Université de Bruxelles une « coterie philosophique et scientifique » à déloger (4). Une grave crise, désapprouvée par la feuille réformatrice, éclata même au sein de l'Association libérale de Bruxelles, à propos du Congrès libéral : de jeunes radicaux ne voulurent pas entendre parler d'alliance avec la Ligue. Ils rejoindront en 1894 le parti ouvrier (5).

Cette crise présage les futurs problèmes de *La Réforme* et des progressistes : de quel côté se tourner dans les ententes électorales, vers la Ligue ou vers les socialistes ? (6).

Cette question unique va préoccuper *La Réforme* pendant l'année 1894 ; fort satisfaite dans l'ensemble de 1893 (7), le journal essaiera de préciser la position des progressistes.

Attaqué à sa gauche comme à sa droite, nous ne croyons pas qu'il sortit à son avantage du fameux dilemme qu'Anseele, en parlant des progressistes, avait mis en lumière : « Vous suivrez le drapeau rouge ou vous ne serez plus rien ! » Ce qui explique les longs articles théoriques publiés au cours de l'année, les progressistes se montrant partisans

(1) « Ce n'est plus une alliance qu'il nous propose (il s'agit de Feron), ce qu'il demande au parti, c'est de se laisser absorber par le radicalisme ». (*La Liberté*, 27 septembre 1893).

(2) *La Réforme*, 6 novembre 1893. « Toutes ces initiatives ont été soutenues par *La Réforme* (...). L'avis de *La Réforme* était donc connu d'avance ».

(3) *La Réforme*, 4 janvier 1894.

(4) *La Réforme*, 1^{er} février 1894. La création de l'Université Nouvelle sera soutenue par *Le Peuple* et *La Réforme*. *La Liberté*, entre autres, qualifiera celle-ci de « Zwanze-Universität ». (18 octobre 1896 notamment).

(5) De là, cette remarque sévère de Pierre DAYE : « Les premiers parlementaires (socialistes) furent... en partie des jeunes bourgeois dégoûtés du radicalisme libéral, soit parce qu'il ne répondait plus à leurs aspirations, soit parce que leurs ambitions n'y trouvaient plus les apaisements espérés ». (*Petite histoire...*, p. 75). *La Réforme*, le 14 octobre 1894, écrira : « La vérité est que l'ambition impatiente ou aigrie a fait de MM. Brunet, Furnemont et Grimard des éléments de dissolution non seulement du parti libéral, mais même du parti progressiste ».

(6) Voir à ce sujet GOBLET D' ALVIELLA, *Les débuts du S. U. ...*, p. 18.

(7) *La Réforme*, 1 janvier 1894.

d'un « certain » collectivisme tout en se refusant à lâcher leurs théories de liberté et d'individualisme.

Feron essaye, dans *La Réforme* du 13 janvier, de répondre à la question « Pour ou contre le collectivisme ? » en en faisant « Le principe collectiviste a-t-il un rôle nécessaire à jouer dans la réforme de la société actuelle ? » Il répond affirmativement car entre la liberté et le socialisme, il n'y a... nulle contradiction ». Il n'y a pas « d'antagonisme nécessaire entre les tendances socialistes et celles du parti libéral » (1).

C'est dans ce contexte qu'il faut voir les deux nouvelles sessions du Congrès progressiste, dont les décisions fort démocratiques — le programme progressiste se rapproche du programme socialiste (2) — sont bien reçues par *La Réforme* (3) qui approuve « la triple alliance des forces libérales et démocratiques que préconisait Janson (4). « Coalition nécessaire » imprime-t-elle le 4 juillet malgré les notes discordantes des journaux doctrinaires et socialistes. *La Justice* aussi, organe des radicaux « dissidents » de l'Association libérale, échange avec *La Réforme* des propos aigres-doux.

L'entente se réalise finalement entre doctrinaires et progressistes, mais *La Réforme* doit constater à partir du mois de juillet la rupture des négociations avec le parti ouvrier (5).

« Nous constatons que, de plus en plus, s'accuse la tendance des partis ouvriers de rompre avec le libéralisme ou de le traiter en vassal et cela au moment où la masse du parti libéral, y compris ses éléments modérés, se prononce plus nettement que jamais pour l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière », écrit Feron en août (6).

En septembre, c'est la rupture à Bruxelles (7) Après une dernière tentative infructueuse de Janson et de Feron qui parlent à la *Maison*

(1) *La Réforme*, 13 janvier. GOBLET D'ALVIELLA reprochera de son côté les « prodiges de dialectique » des radicaux (*Les contradictions...*, p. 5).

(2) *Le Bien Public* écrit à ce propos le 27 mars : « La première journée du Congrès dit progressiste n'a été qu'une déclaration de guerre au doctrinarisme et une déclaration d'amour au parti socialiste ». PIERSON juge durement les revendications démocratiques de 1894. « Un glissement vers la gauche se produisit, sans doute plus verbal que réel : les doctrinaires s'appelèrent progressistes ; les progressistes radicaux ! » (*Histoire du socialisme...*, p. 110).

(3) *La Réforme*, 26 et 27 mars et 2 juillet 1894.

(4) *La Réforme*, 3 juillet 1894.

(5) « Un gâchis » affirme Lorand dans *La Réforme* du 15 juillet.

(6) *La Réforme*, 15 août 1894.

(7) *La Réforme*, 7 septembre 1894. Cette décision a jeté « le gâchis et le désarroi dans tout le pays » écrit encore *La Réforme* le 9 septembre 1894.

du Peuple (1), *La Réforme*, par la plume de Georges Lorand, écrit le 19 septembre : « Le parti ouvrier bruxellois a définitivement rompu avec le libéralisme (...) Il va lutter seul. C'est pour lui la défaite assurée... ».

A partir de ce moment jusqu'aux élections, une longue polémique opposera les rédacteurs de *La Réforme* et du *Peuple* quant à l'opportunité de l'alliance entre libéraux et socialistes. Le journal radical affirmera même que ces derniers n'auraient aucun élu : les élections du 14 octobre révélèrent toute l'erreur de cette prévision.

Emile Feron explique la crise (2) : « Le parti ouvrier, en proie aux plus décevantes illusions, a cru qu'il n'avait plus à tenir compte des intérêts du parti libéral et, à la première bataille du suffrage universel, il s'est trouvé que la démocratie progressiste eût dû disloquer le parti libéral pour conserver l'alliance du parti ouvrier.

La démocratie progressiste a refusé. Elle a résisté au parti ouvrier comme elle avait résisté autrefois aux dirigeants du parti libéral (...)

De là, la crise nouvelle (...) Il a fallu tenir tête aux défenseurs du régime censitaire lorsqu'ils refusaient de marcher. Il faut savoir tenir tête aussi à ceux qui voudraient nous précipiter dans les aventures... »

Le journal qui reprend scrupuleusement toute la tactique de son directeur trahit, sous des dehors énergiques, toute l'angoisse qui étreint les progressistes à la veille du scrutin.

Les élections du 14 octobre sont un échec pour les libéraux (3) quoi qu'en dise *La Réforme* qui s'efforce surtout de faire apparaître la grande victoire des socialistes. « Le parti ouvrier est le triomphateur de la journée du 14 octobre... Son ardente propagande a été couronnée de succès si éclatants qu'ils ont certes dépassé ses espérances les plus hardies (...) Nous voulons nous placer au dessus des préoccupations de parti, pour proclamer que les victoires emportées par les ouvriers socialistes sont comme l'eussent été les nôtres, des victoires de la démocratie » (4).

(1) « Janson parla dans le vide ». « Il serait sans exemple, s'écria-t-il, que des députés qui ont lutté 25 ans pour les droits du peuple, fussent sacrifiés sur l'autel de je ne sais quelles rancunes politiques ! » De froids tacticiens lui signifièrent un refus. Il sortit, dit-on, les larmes aux yeux ». (P. HYMANS, *Pages libérales, Discours...*, p. 102).

(2) *La Réforme*, 12 octobre 1894.

(3) « Ce fut un effondrement du parti libéral, un écrasement que ses pires ennemis n'auraient pas osé prévoir. La gauche parlementaire presque toute entière disparut dans la tourmente ». (NAVEZ L., *Le libéralisme...*, p. 4).

(4) *La Réforme*, 16 octobre 1894.

On a vite oublié à *La Réforme*, les dissentiments avec les chefs du parti ouvrier et la défaite des libéraux !

Il s'agit en effet d'assurer au ballottage le passage de la liste libérale bruxelloise. Le journal du progressisme recommande à nouveau l'alliance des forces anticléricales. Il faut le ralliement *en bloc* des ouvriers à la liste libérale ; il serait même « criminel » qu'il ne se fît pas (1). Le sort de tout le pays dépend de Bruxelles qui répondra à la question de savoir « si tout gouvernement clérical deviendra impossible ou si la majorité cléricale actuelle sera renforcée ! » (2). Cette situation est d'une « clarté merveilleuse », écrit encore *La Réforme* du vendredi 19.

Le ralliement tant attendu du parti ouvrier se produit le lendemain, d'abord partiel, puis total (3). L'appel du journal aux électeurs s'efforce de concilier les vœux des ouvriers et des bourgeois, affirmant aux premiers que leur vote représente le seul moyen de renverser le « ministère des affameurs, des fusilleurs et des agents provocateurs » (4), démontrant aux seconds que leur abstention « ouvrirait l'ère des agitations violentes » (5).

« Nos prévisions les plus noires sont réalisées » peut-on lire au lendemain des ballotages. « Le libéralisme est vaincu à Bruxelles » (6). Les catholiques sortent en effet renforcés des élections et *La Réforme* voit dans cette défaite le résultat des divisions entre libéraux, et de l'« absurde système majoritaire qui attribue tous les élus à la majorité plus un. Sous la représentation proportionnelle, les libéraux et les démocrates réunis seraient en majorité à la Chambre, comme le scrutin démontre qu'ils sont en majorité dans le pays » (7).

Le journal n'accable surtout pas les socialistes dont le ralliement a été « pleinement et sincèrement effectué » (8).

Que propose-t-il pour l'avenir ? « Le parti libéral, sans rien abdiquer de sa politique, sans se lier par aucun dogme et pas plus par le collectivisme que par l'individualisme absolu, empruntera hardiment à l'idée socialiste les nombreuses applications pratiques qu'elle

(1) *La Réforme*, 17 et 18 octobre 1894.

(2) *La Réforme*, 18 octobre 1894.

(3) *La Réforme*, 20 et 21 octobre 1894.

(4) Allusions claires à l'impôt du pain, à la répression des grèves, au procès de Mons.

(5) *La Réforme*, 21 octobre 1894.

(6) *La Réforme*, 22 octobre 1894.

(7) *La Réforme*, 24 octobre 1894.

(8) *La Réforme*, 22 octobre 1894.

comporte » (1). Nous le voyons, il est loin d'être question pour les radicaux d'abandonner le socialisme (2).

La position de *La Réforme* est plus sèche envers les doctrinaires en qui elle voit les responsables de l'avortement du Congrès libéral, « faute initiale d'où sont sorties toutes les faiblesses de la lutte » (3) *La Meuse* répliqua à *La Réforme* à propos de cette conception des responsabilités (4), ouvrant à nouveau le feu des journaux doctrinaires sur la feuille réformiste. La fin de l'année voit dès lors le recommencement de la polémique entre les deux factions libérales.

Dans l'examen de la crise de la revision, nous avons résumé la position de *La Réforme* à ceci : ses directeurs politiques participant à l'œuvre de la Constituante, le journal a soutenu complètement l'évolution parfois contradictoire de leur position et de leurs engagements politiques. Après la victoire de la réforme électorale et les déceptions dues au refus des autres réformes, la question électorale occupe toute l'attention du journal : il s'agit là du problème fondamental des rapports entre le libéralisme et le socialisme (5). Malgré ses efforts de conciliation, mis en question tant du côté doctrinaire que du côté socialiste, *La Réforme* ne peut voir la ligue anticléricale, tant désirée, se former, et le journal s'effondre politiquement avec le parti qu'il défend. Sa raison première d'existence disparaît avec le succès de la revision. Nous pouvons parler ici d'une perte réelle de support idéologique : ce qui a fait *La Réforme*, c'est précisément la conquête du S. U. (qu'il s'agisse du « savoir lire et écrire » ou du vote plural). Celle-ci est réalisée. De plus, avec la montée de l'organisation socialiste, son rôle de champion de la classe ouvrière diminue. Il ne lui restera, après 1894, qu'à s'occuper plus particulièrement de l'unité du parti libéral et à défendre quelques réformes démocratiques : suffrage universel communal, R. P.

(1) *La Réforme*, 23 octobre 1894.

(2) « Il ne faut pas partir en guerre contre le parti ouvrier » répète Feron dans *La Réforme* du 10 novembre 1894, après des élections provinciales désastreuses, et *La Réforme*, avec Georges Lorand, affirme le 30 décembre 1894 : « Socialistes, nous l'avons toujours été (...). Toutes les réformes pratiques suggérées par le socialisme scientifique ont trouvé chez nous des défenseurs ardents et souvent c'est grâce à nos efforts qu'elles ont passé dans le programme progressiste, devenu ensuite peu à peu celui de tout le parti libéral ».

(3) *La Réforme*, 10 novembre 1894. La Ligue avait voulu inscrire au programme commun des libéraux une déclaration de guerre au collectivisme, ce que refusèrent les progressistes.

(4) *La Réforme*, 15 novembre 1894.

(5) Voir à ce propos M. WILMOTTE, *Le libéralisme...*, p. 87 et 92 à 94.

B. « LA REFORME » DE 1895 A 1907

Cette période de douze ans voit, rappelons-le, les frères Chainaye remplacer le groupe de *La Réforme*. Le journal est en outre illustré dès 1895-1896.

Rien n'indique mieux la déception du fondateur du journal après 1894 que son éloignement progressif de la rédaction. Prétextant des occupations politiques, Feron abandonne la direction de *La Réforme* à Champal et à son frère. Les autres chefs radicaux, prématurément vieillissés par les événements, sont déjà à ce moment en butte aux attaques d'une partie des progressistes qui leur reprochent un manque de rigueur politique.

D'autre part, avec la défaite de leur parti, les progressistes voient leur rôle politique fortement diminué, ce qui favorisera nettement la tendance « informative » du journal : *La Réforme* se transformera lentement en un grand quotidien d'information.

Deux exemples suffiront à montrer cet aspect que nous avons développé au chapitre III de cette étude. Evoquons d'abord la publicité donnée par *La Réforme* à l'affaire Dreyfus. C'est le 31 octobre 1897 que le journal consacre son premier article à la défense du capitaine condamné. Conspuant tous les anti-dreyfusards, mettant en évidence l'exaltation dangereuse de la France pour l'honneur de son armée (1), Raoul Barthe, Julio, Georges Eeckhoud, Hermann Dons (Paul Sainte-Brigitte), Champal lui-même bien sûr, Georges Lorand et Paul Spaak, vont tour à tour rédiger des articles sur « l'Affaire ». C'est une véritable campagne qu'entreprennent pendant des années *La Réforme* (2), campagne qui fut amplement remarquée par les journaux français et qui valut au journal radical plusieurs polémiques importantes (avec *L'Intransigeant* entre autres).

Le journal se félicitera du « triomphe final de la vérité » le 13 juillet 1906 (3).

(1) *La Réforme* du 2 novembre 1897 ironise même : « Foin de la Magistrature, mais vive l'Armée, Monsieur ! L'Armée, c'est l'âme de la Patrie, l'Armée est sacro-sainte, le faridondaine... » (Voir à ce propos P. BOUSSEL, *l'Affaire Dreyfus...*, p. 121). Le lendemain, convaincue de l'innocence de Dreyfus, elle écrit fermement : « Le bordereau n'a pas été écrit par Dreyfus ».

(2) Voir *La Réforme* du 20 septembre 1898. Julio tout particulièrement, avec ses caricatures, dénoncera le « complot » de l'armée (*La Réforme* des 4 et 18 novembre 1897, des 17 janvier, 26 février, 31 juillet, 4 et 11 septembre 1898). Hermann Dons fut le seul journaliste belge assistant aux débats du procès Zola, en février 1898. Zola en personne reçut du journal un long télégramme (1765 mots exactement !) d'encouragement et de solidarité. (*La Réforme*, 8 février 1898).

(3) Madame Dreyfus remercia par lettre Champal, pour sa campagne de justice. (Témoignage de Madame A. Chainaye).

Comme deuxième exemple voyons les dimensions données à l'assassinat de la petite Jeanne Van Calck — appelé fameusement le crime de la rue des Hironnelles — en 1906. Durant une année entière, le journal bruxellois s'efforcera de faire la lumière sur ce meurtre mystérieux, qui alimenta toutes les chroniques de l'époque. Plusieurs rédacteurs et journalistes suivirent de très près l'affaire. *La Réforme* sortit à l'occasion plusieurs numéros à rebondissements, sans finalement trouver de solution à l'énigme.

A côté de cet aspect d'information pure, la politique intérieure continuera à intéresser profondément directeurs et rédacteurs du journal. Contentons-nous de signaler ici quelques aspects de cette politique.

- 1^o Le quotidien bruxellois attaquait, nous le savons, la politique congolaise (1). Il suivait en cela le discrédit général porté par les socialistes et les progressistes sur les réalisations belges en Afrique. Les résolutions du Congrès progressiste tenu le 10 mars 1895 et consacré principalement à ce problème, sont chaleureusement approuvées par *La Réforme* (2). Avec le départ de Georges Lorand, en 1899, le co-directeur du journal, Hector Chainaye, se lancera au contraire dans une vigoureuse défense de l'œuvre royale, réfutant dans de nombreux articles les thèses de l'ancien groupe (3). Léopold II ne continua pas moins à subir la caricature des feuilles libérales et socialistes, voire même catholiques. « Des journaux comme *La Réforme*, *Le Patriote*, *Le Peuple*, *La Gazette*, à Bruxelles, se montraient les plus acharnés, surtout vers 1900, 1903 et plus tard, en 1905 et 1906 », écrit Pierre Daye (4).
- 2^o La cause wallonne fut soutenue de plus en plus par l'organe radical bruxellois. Les frères Chainaye manifestèrent leur hostilité à la montée des revendications flamingantes et à la facilité avec laquelle, d'après eux, le gouvernement clérical satisfaisait à ces revendica-

(1) Voir plus haut, p. 93-95

(2) Voir *La Réforme* des 11 et 12 mars 1895. Georges Lorand, qui a participé au Congrès, ne peut donner qu'une bonne idée de ce dernier !

(3) Deux brochures, publiées vers 1908-1910, attestent également la virulence de la polémique d'Hector CHAINAYE contre celui-ci. Feron même est rendu responsable du désastre de 1884 : « Tout le parti libéral dérailla... M. Feron, l'aiguilleur, s'était trompé » (*Notre Congo...*, p. 9). Quant à Georges Lorand, « il a été mordu au mollet gauche par M. Morel », qui est « le Liverpoolien qui a causé le plus de ravages à Bruxelles » par sa furie anticongolaise (*L'appel au pays...*, p. 3).

(4) *Léopold II*, p. 93-95.

- tions. *La Réforme*, de ce fait, encouragea les Assemblées Wallonnes et leur programme (1).
- 3° La renaissance d'un certain anticléricalisme mis en veilleuse par les événements politiques qui s'étendent de 1890 à 1900 environ, se marque dans les dernières années du quotidien. Le manque d'un « bon » anticléricalisme est d'ailleurs un des principaux reproches que l'organe de presse radical formule contre les socialistes, après l'échec de leur coalition avec les progressistes à Bruxelles en 1898. Nous expliquons cette nouvelle flambée par deux facteurs : le fait psychologique d'abord d'une compensation nécessaire au désarroi général qui a saisi la politique libérale après 1894 ; la nécessité ensuite de trouver un point d'entente plus solide que celui du programme démocratique pour unifier définitivement les deux blocs du libéralisme. Signalons aussi que *La Réforme* — et toute la presse libérale — s'énerve constamment sur le gouvernement clérical « pourri » (2), qui se refuse à tomber : les vœux du journal en 1900 (après le vote de la R. P.) et en 1904 (après les premières défaites catholiques) ne sont pas exaucés par les élections de 1902 et 1906. Un certain découragement expliquerait une « remise à jour » de l'anticléricalisme foncier du journal radical qui rend le libéralisme officiel responsable du maintien des catholiques au pouvoir (3). « L'ennemi, mais c'est le temple, le prêtre, le moine, toute cette cohue parasitaire... » conclut un article de janvier 1904 (4).
- 4° L'union entre progressistes et doctrinaires reste toutefois le trait caractéristique qui domine dans l'étude de *La Réforme* à cette période. Nous avons déjà posé le problème plus haut : quelle attitude doit adopter la démocratie libérale — et par conséquent *La Réforme* et les autres journaux radicaux — à l'égard des socialistes et des doctrinaires ? Distinguons les deux positions que prendra la gazette bruxelloise : vis-à-vis des doctrinaires, il s'agit de contracter l'alliance libérale *définitive* et de mettre fin aux divisions intestines qui séparent les deux blocs depuis le ministère Frère-Orban ; vis-à-vis des socialistes, il faut conclure avec eux des coalitions en période électorale (sur la base de l'anticléricalisme

(1) *La Réforme* des 13 novembre et 18 décembre 1905 par exemple.

(2) « Pourri » en effet puisque, à ce moment, la démocratie chrétienne (celle de Daens), « véritable dissolvant du vieux parti clérical », s'est déjà manifestée.

(3) *Le Bien Public*, 7 septembre 1900.

(4) Critiqué par *Le Bien Public* du 16 janvier.

notamment) et des relations de bonne confraternité d'une manière générale. (L'exemple et « l'emprunt » d'idées collectivistes pratiques, selon *La Réforme*, est nécessaire aux libéraux pour suivre une vraie politique démocratique).

Le journal prendra cependant ses distances face aux socialistes, n'approuvant pas souvent leurs décisions (par exemple la grève générale de 1902) et son attitude penchera, à partir de 1900, plus du côté libéral que du côté socialiste.

En 1896, *La Réforme* est encore tournée vers la coalition démocratique qu'elle avait préconisée en 1894. « Il va sans dire que pour la défense des idées qui nous sont communes avec le parti ouvrier, l'alliance ouvrière est le droit contre la réaction » avait affirmé Georges Lorand après les défaites électorales des progressistes (1). Défendant le S.U. communal (2), Emile Feron demande dans de longs articles, en 1895, la « poussée démocratique ». « Dans l'alliance des deux classes démocratiques, chacune conservera intacts son drapeau et l'indépendance de sa politique » affirme-t-il (3).

En dépit de l'opposition de la presse modérée et même de plusieurs feuilles progressistes (4), cette alliance entre radicaux et socialistes est conclue à Bruxelles. *La Liberté* le constate en janvier 1896 : « C'en est fait du radicalisme (...) Le mot d'ordre est la rupture avec le libéralisme » (5). Le journal doctrinaire polémique alors longuement contre *La Réforme*, envisageant l'alliance comme une « abdication » du libéralisme (6) et traitant le journal radical de « supplément illustré du *Peuple* » et d'« organe de l'aristocratie socialiste ! » (7).

L'alliance échoua au ballottage, aux grands regrets de *La Réforme* (8).

En dépit de cet échec retentissant qui confirme selon elle ses thèses, *La Réforme* continue à demander le ralliement de toutes les forces anticléricales qui s'effectue enfin en 1898 par la constitution de la ligue pour la triple alliance (9).

(1) *La Réforme*, 31 décembre 1894.

(2) L'argument principal avancé est celui-ci : « Les questions, en général, fort simples qui appartiennent aux conseils communaux, intéressent à titre égal tous les habitants ; il n'y a guère là d'intérêts de classes sur lesquels on puisse agir de façon dangereuse ». (*La Réforme*, 22 décembre 1894).

(3) *La Réforme*, 27 janvier 1896.

(4) *La Réforme*, 6 avril 1896.

(5) *La Liberté*, 19 janvier 1896.

(6) *La Liberté*, 23 février 1896.

(7) *La Liberté*, 28 juin 1896.

(8) *La Réforme*, 13, 14, 15 et 16 juillet 1896.

(9) *La Réforme*, 10 décembre 1898.

La crise de la R.P. aura des répercussions profondes sur le journal, par le désaccord d'idées qu'elle provoque entre l'ancien et le nouveau groupe de direction du quotidien. Comme tous les autres organes de presse libéraux et socialistes, *La Réforme* conspu le projet de loi Vandennepeereboom (1), qui consacrait, par une R.P. partielle, la majorité catholique au Parlement. Elle fait appel à Léopold II : « ... La Nation attend que le roi, sortant de son assoupissement, chasse ce criminel inconscient, et ordonne le retrait de la loi (...) Allons, Sire, renvoyez donc cet homme à ses amulettes » (2). Jusqu'à ce moment, l'harmonie règne encore au sein du journal.

Avec le ralliement de Georges Lorand à la R.P. plurale intégrale, discutée dans la commission gouvernementale des XV, survient la mésentente. La nouvelle direction ne veut pas de la R.P. au système plural; elle préfère que les parlementaires libéraux s'en tiennent aux engagements contractés avec les socialistes (ceux de ne voter la R.P. qu'avec le S.U. pur et simple et de consulter la nation avant une nouvelle loi électorale) et c'est *sur le plan de la fidélité politique* que la rupture se fera.

Le 28 juillet au matin, *La Réforme*, soutenue par *Le Peuple* et *La Chronique* (3), rappelle Lorand à ses engagements et le jour même ce dernier adresse sa lettre de démission au journal (4). Il nie la portée des engagements pris (5) et Janson semble d'ailleurs avoir approuvé son attitude parlementaire (6).

La plupart des gazettes libérales, sauf *La Chronique* et *La Réforme*, adoptèrent bientôt le point de vue des chefs progressistes, voyant dans l'adoption de la R.P. un retour offensif de la gauche libérale (7). Le journal reprochera toujours sa position à Georges Lorand, de qui il laisse clairement entendre qu'il fut « proportionnaliste par intérêt personnel » (8).

Il n'empêche que désormais le journal radical se trouve isolé des chefs progressistes et ne voit plus ses idées défendues par des parlementaires malgré son attachement indéfectible aux principes libéraux.

(1) Vandennepeereboom qu'elle qualifie de « sous-Torquemada de Courtrai »! *La Réforme*, 30 juin 1899.

(2) *La Réforme*, 30 juin 1899.

(3) GOBLET D'ALVIELLA, *La R. P. en Belgique...*, p. 124.

(4) Voir Annexes, Documents divers. Lettre publiée dans *La Réforme*, 30 juillet 1899.

(5) *Le Messager de Bruxelles*, repris par *Le Bien Public* du 1^{er} août 1899.

(6) Lettres de Lorand à *La Réforme*, publiées les 3 et 5 août 1899.

(7) *La Réforme* critiquait bien sûr, elle aussi, le régime majoritaire (*La Réforme*, 8 juin 1898, par exemple).

(8) *Le Bien Public*, 31 mai 1906.

Les premières élections à la R.P. en 1900 virent la renaissance, au Parlement, du groupe libéral « qui reste cependant profondément divisé à Bruxelles » (1). L'union sera réalisée le 21 décembre 1900, par une déclaration commune des gauches libérales devenue la charte du libéralisme. L'union définitive est concrétisée à Bruxelles en mars 1902 (2).

La Réforme avait encouragé ces négociations entre l'Association et la Ligue. « Les raisons que les libéraux ont de s'unir sont (...) de l'ordre le plus élevé » écrit-elle le 22 janvier. Le soutien du journal bruxellois au parti libéral va croissant de 1902 à 1907, même lors des alliances temporaires conclues avec les socialistes. La grande grève d'avril 1902 — « une guerre civile » écrit Hermann Dumont — ne sera pas du tout défendue par le journal qui n'y voit aucune justification (3).

„Il n'y a d'alliance électorale qu'entre nous, qu'entre libéraux » affirme Champal (4). Autre marque de l'appui de *La Réforme*, avant tout, aux libéraux : Jean Delvaux, dans un article au titre éloquent (« Coalition cléric-socialiste »), écrit en 1904 : « Les libéraux sont exposés à la haine cléricale et à la rancune socialiste (...), ce doit être l'honneur de notre parti de subir l'injustice sans être lui-même tenté de la rendre ». Le journal, dans le choix qui lui était proposé préféra se tourner plutôt vers les doctrinaires. La position que Feron défendait en 1895 était au contraire orientée d'abord du côté socialiste. La nuance est en fait infirme, mais elle existe.

Nous constatons ainsi, à partir de 1900, une certaine dissociation des idées du journal d'avec celles des chefs radicaux, dissociation qui, loin d'être totale, tranche néanmoins par rapport à la remarquable communauté de pensée et d'action qui avait jusqu'alors existé. Le départ de l'ancien groupe, sans qu'il faille chercher à qui attribuer les responsabilités, prive *La Réforme* de l'élément qui a présidé à sa fondation et qui a fait son succès : la notion de journal essentiellement conçu, dirigé, rédigé par et pour des fins politiques. Les frères Chainaye ne pouvaient, malgré leurs idées personnelles, combler ce genre de vide.

(1) L. TROCKET, *Les partis politiques...*, p. 31. Il y a en effet encore deux listes libérales à Bruxelles; quant aux socialistes, ils combattirent sans alliance.

(2) *La Réforme*, 20 mars 1902.

(3) *La Réforme*, 12 avril 1902.

(4) *La Réforme*, 15 avril 1903.

LA PLACE DE LA REFORME DANS LA PRESSE BELGE ET DANS L'HISTOIRE DU PARTI PROGRESSISTE

On a mis l'accent, dans l'introduction, sur les deux aspects du journal qui seraient développés dans l'étude : d'une part l'évolution interne de *La Réforme*; de l'autre, l'évolution politique de celle-ci. Les deux éléments sont inséparables. En effet. La politique a constamment influencé l'organisation du journal, de sa création jusqu'à sa fin pénible.

N'est-ce pas, par exemple, pour des raisons politiques que Feron a créé, organisé, puis quitté *La Réforme*? Toute l'administration et la conception du journal en furent imprégnées. N'est-ce pas aussi pour un motif politique que Lorand — suivi, par solidarité, de ses amis — s'éloigna du quotidien, déterminant ainsi un bouleversement considérable dans son organisation et sa rédaction?

D'autre part, l'introduction d'une information plus large n'a-t-elle pas diminué quelque peu l'importance politique du journal? Les deux évolutions s'entremêlent constamment tout au long de l'histoire du quotidien.

Quelle fut la place de *La Réforme* au sein du parti qu'elle a défendu, et au sein de la presse belge.

Ce journal *politique*, qui a pratiqué la grande information, dépend jusqu'en 1899 d'un *groupe* de parlementaires et d'avocats libéraux : Janson, Feron, Lorand, Arnould, Robert. Autour de ce groupe gravite une « clientèle » de rédacteurs et de journalistes qui développent les mêmes idées ou appartiennent à des tendances analogues, celles de la démocratie libérale.

La Réforme devient rapidement aussi l'arme de combat de l'Association libérale de Bruxelles, où la faction progressiste domine; l'optique radicale du journal s'accroîtra encore avec le départ des doctrinaires fin 1884.

On ne peut parler d'inféodation de *La Réforme* à l'Association libérale : il y a que les vues politiques des dirigeants du journal s'imposèrent au sein même de l'Association.

Un reproche fréquent, celui d'intransigeance, a souvent été fait — à tort ou à raison — à *La Réforme*. Si le journal doit être qualifié d'intransigeant, toute la politique de l'extrême-gauche libérale mérite la même appellation ! Or, la feuille bruxelloise a toujours toléré la défense d'idées même opposées aux siennes : elle a pu jouer constamment le rôle de tribune libre (lorsque le journal, par exemple, s'en prit à l'attitude de Georges Lorand, il formula ses reproches au parlementaire, non au journaliste, et Hermann Dumont qui était également partisan de la R.P. au suffrage plural put défendre cette opinion pendant les jours de crise, face aux Chainaye).

La Réforme fut, on le sait, le journal d'une idée maîtresse : celle de la nécessité d'une grande révision de la Constitution qui permettrait une conciliation de la bourgeoisie et des classes ouvrières et paysannes. Profondément libérale, la feuille réformiste voulait une nouvelle adaptation de ce libéralisme qu'elle sentait condamné. Sa solution : le rattachement de tous les libéraux à l'idéal démocratique.

Loin donc de prêcher l'éclatement du parti libéral, le quotidien s'efforcera de rallier les doctrinaires au progressisme. Sa place peut alors être considérée comme primordiale dans l'histoire du parti progressiste, *par la diffusion des principes démocratiques dans la bourgeoisie même* : il y a identité complète de vues entre la politique du journal et celle des radicaux.

Synthèse des grands thèmes qui ont dominé le journal de 1884 à 1907.

— De février à juin 1884 : justification de la politique de l'extrême-gauche, devant l'« intransigeance doctrinaire ».

— De juin 1884 à 1887 : attaques contre la politique doctrinaire; hostilité à la politique coloniale; insistance sur la nécessité d'une solution pacifique de la question sociale.

— De 1888 à 1894 : la Révision, grande période politique du journal.

— De 1895 à 1900 : les solutions du « juste milieu » progressiste entre doctrinaires et socialistes et effacement progressif de la politique radicale.

— De 1900 à 1907 : l'unité du parti libéral face à l'affrontement des catholiques et des socialistes.

Conjointement à cette chronologie qui correspond à l'évolution du parti progressiste, il y a le grand thème de l'anticléricisme, qui a soutenu le journal de sa création à sa liquidation.

La polémique de *La Réforme* retrace de son côté, en gros, celle de la démocratie libérale : en général, de 1884 à 1895-1900, les journaux attaqués sont surtout les quotidiens doctrinaires de la capitale : *L'Indépendance Belge*, *L'Etoile Belge*, *L'Echo du Parlement*, *La Gazette*, *La Liberté*. Il convient de classer à part les polémiques qui opposèrent *La Réforme* et l'organe de province *La Flandre libérale*.

Par contre, de 1895-1900 à 1907, la discussion se tourne surtout vers le camp socialiste : *Le Peuple* et *Vooruit* n'épargnèrent pas les « accrochages » au journal radical.

Deux journaux catholiques, *Le Journal de Bruxelles* et *Le Bien Public* empruntèrent souvent des arguments à *La Réforme* pour les opposer à ceux des gazettes doctrinaires.

Il est clair que *La Réforme* devint à Bruxelles le modèle des libéraux avancés. Des journaux secondaires (comme *La Gazette de Schaerbeek*) prendront exemple sur elle; le niveau de la presse politique de la capitale en fut rehaussé; à l'échelle du pays, la première place parmi les journaux progressistes revient indiscutablement à *La Réforme* par le fait qu'elle représentait la plus puissante organisation libérale de Belgique et par le soutien qu'elle a reçu des chefs radicaux.

Un indice de l'importance du journal se trouve peut-être dans la présence d'exemplaires nombreux de celui-ci dans les papiers des hommes politiques et dans son utilisation comme source en historiographie générale.

Quoiqu'il en soit, *La Réforme* a été consultée énormément dans son temps comme expression originale de la pensée progressiste et son action fut décisive dans l'aboutissement de la Revision. C'est sous cet angle, nous semble-t-il, qu'il convient d'envisager le journal.

Jean Fontaine a peut-être raison lorsqu'il affirme, en 1885, que les gens de *La Réforme*, s'ils sont, comme avocats, habiles parleurs, ne sont „ni penseurs, ni écrivains, pas même publicistes » (1). La mauvaise qualité littéraire de la polémique du journal peut être mise en question; elle n'enlève rien aux résultats concrets que le quotidien

(1) *La revanche du libéralisme...*, p. 339. C'est d'ailleurs le grand reproche que l'on a formulé contre les progressistes : confusion et manque de clarté. En réalité, cet argument ne peut s'appliquer au journal. Il semble, d'une manière générale, que la doctrine de *La Réforme* elle-même soit restée toujours claire.

a obtenus par rapport à ceux de *L'Indépendance* et de *La Flandre Libérale*, que Fontaine apprécie.

Caractéristiques de *La Réforme* dans l'évolution de la presse belge.

1^o *Haut souci d'intellectualité*. Durant toute son existence, le journal s'assura une collaboration artistique et intellectuelle importante, surtout lorsque les frères Chainaye accédèrent à la direction : ces derniers rassemblèrent autour d'eux une réelle « élite des contributions » (1) et la présence de littérateurs tels que Georges Eekhoud, Emile De Linge, Georges Rens, Léopold Courouble, Eugène Baie parmi les principaux collaborateurs, suffit à témoigner des préoccupations littéraires et artistiques du quotidien.

2^o *La collaboration intensive*, corollaire de ce qui précède, fut appliquée sur une large échelle. Il est difficile, en fait, de distinguer les vrais journalistes des rédacteurs et collaborateurs occasionnels. Ces derniers furent toutefois de loin plus nombreux que les journalistes-reporters et cette caractéristique est due principalement aux données qui ont présidé à la création de la feuille réformiste : on fit alors appel à toutes les bonnes volontés. *La Réforme* fut ainsi, en premier lieu, un journal de collaborateurs sympathisants.

3^o *Le quotidien progressiste* a prévu avec grande exactitude le développement de la presse. Nous avons souligné l'importance de ses innovations :

— *L'interview et le reportage intensif* d'abord, sous l'impulsion de Champal, à qui la presse belge doit l'introduction de ces formules modernes du journalisme; le « roi du reportage » en Belgique reprit aux Anglais et aux Américains ces « techniques » et les assimila très rapidement. Vers 1890-1895, les autres journaux belges commencent à appliquer systématiquement l'interview.

— *L'illustration*. *La Réforme* est, avec *Le Petit Bleu*, le premier quotidien illustré belge. Les directeurs des deux journaux ont compris le rôle indispensable que l'illustration pouvait jouer à côté du texte.

— *L'importance de la rapidité de l'information*. *La Réforme* a toujours eu comme point d'honneur de mettre le public au courant des dernières nouvelles. Pour ce faire, son organisation exploita quelques principes : la multiplication des points de vente, l'amélioration constante du matériel typographique et d'imprimerie pour assurer

(1) *La Belgique Nouvelle*, 22 décembre 1915.

des gains de temps considérables dans le tirage des exemplaires, enfin le lancement fameux de nombreuses *éditions spéciales*, autre innovation du journal à l'époque. Victor Boin nous a adressé dans une lettre la phrase suivante, à retenir : « *La Réforme* connut une période de grande vogue, surtout par ses éditions spéciales, éditées en vitesse à l'occasion de grands événements du moment » (1).

— *Le développement* de procédés « relatifs à la mise en valeur du journal ». Nous entendons par là l'insertion de publicité en première page et le report des feuilletons en dernière page, pour attirer l'attention, et l'emploi des « manchettes » pour les grands événements.

— *le rôle de la caricature*, à laquelle Julio apporta tout son talent. Le dessin satirique s'emploiera couramment à *La Réforme* à partir de 1897 (grâce aux dessins sur l'affaire Dreyfus) et cet exemple sera suivi par plusieurs autres quotidiens (*Le Peuple* notamment).

On comprendra que le journal fut « un des plus brillamment intéressants dont on ait enregistré le souvenir dans notre presse » (2). *Le Peuple* parlera très exactement de « l'agonie lamentable de ce qui avait été un des plus beaux organes de la presse belge » (3). *La Réforme*, nous pouvons l'affirmer, fut un organe dynamique et de valeur dans la presse belge, celui qui répondait en son temps aux aspirations de la gauche libérale (4).

Sa chute parut d'autant plus cruelle que ses directeurs firent manifestement tout ce qui était en leur pouvoir pour l'empêcher. Les Chainaye, répétons-le, n'étaient guère des financiers avertis; ils ne transformèrent pas *La Réforme* en un journal d'affaires. Ils jugulèrent tout au plus, pour un instant, le déficit chronique du quotidien (5) dont la couleur politique fut seulement diminuée au profit d'une information large. Malgré toutes les innovations, malgré la brillante période du journal vers 1895-1900, le public ne répondit pas à l'attente des directeurs et se tourna vers de nouveaux journaux, *Le Soir* et *La Dernière Heure* : le changement de public, parmi tant d'autres facteurs, a tué finalement *La Réforme* dont l'absence se fit sentir dans les années qui suivirent sa disparition.

(1) 31 juillet 1968, en notre possession.

(2) *La Belgique Nouvelle*, 22 décembre 1915.

(3) 5 septembre 1913.

(4) Le journal se défendit toujours, à son honneur, de représenter les ouvriers.

(5) Inutile de préciser que la *Sté La Réforme* ne put rapporter aucun dividende à ses actionnaires, au cours de ses vingt-deux années d'existence !

Deux personnages, fort différents, mais tous deux extrêmement idéalistes, marquent de leur forte personnalité toute l'histoire du journal : le premier est Emile Feron qui a donné à *La Réforme* son caractère de feuille-leader en politique et qui fut aussi le principal bailleur de fonds dans les premières années; le second est Achille Chainaye, le rédacteur puis le directeur aux innovations remarquables, celui qui put, avec l'aide de son frère Hector, faire de *La Réforme* ce journal politique et de grande information, qui ne fut pas sans influence sur l'évolution de la presse en Belgique. La place du journal dans celle-ci est assurément aux premiers rangs.

ANNEXES

PLAN

- SECTION I. *La Société « La Réforme ».*
- A. L'administration de « *La Réforme* ».
 - B. Relevé des actionnaires connus de la société « *La Réforme* » (1885-1907).
- SECTION II. *Répertoire de « La Réforme ».*
- A. Répertoire alphabétique, avec notices biographiques, des rédacteurs, collaborateurs, actionnaires principaux et du personnel du journal *La Réforme*.
 - B. Quelques rédacteurs occasionnels.
 - C. Tableau d'identification.
- SECTION III. *Documents divers.*

**B. Relevé des actionnaires connus de la société "La Réforme"
(1885-1907). (1)**

- AVEDYCK Octave, ingénieur; Bruxelles; 1 action (1895).
BERNIMOLIN Hubert, architecte; 30, rue de l'Alliance, à Saint-Josse-ten-Noode; 12 actions ordinaires (1901).
BONMARIAGE Arthur, docteur en médecine; 46, rue Fossé-aux-Loups, à Bruxelles; 5 actions privilégiées (1901).
CAMBIER Félix, propriétaire; à Gand; 2 actions (1895).
CANDERLIER E., ingénieur; rue De Crayer, à Bruxelles; 1 action (1895).
CHARPENTIER Emile, industriel; 9, chaussée de Mons, à Anderlecht; 9 actions (1895).
CHAINAYE Achille, (voir répertoire et chapitre II).
CHAINAYE Georges, (voir répertoire et chapitre II).
CHAINAYE Hector, (voir répertoire et chapitre II).
COLARD Prosper, négociant; rue Neuve, à Bruxelles; 4 actions (1895).
CROCQ Jean, médecin; 138, rue Royale, à Bruxelles; 9 actions (1895), transférées en partie ou en tout à Achille Chainaye (en février 1898 et février 1899) et à Hector Chainaye (le 3 février 1899).
DANDELOOY Charles-Frédéric, négociant; à Bruxelles; 1 action (1889).
DE BAST Adolphe, commissaire-expéditeur; à Bruxelles; 1 action (1889).
DE GORGE Eugène, avocat; à Molenbeek-Saint-Jean; 2 actions (1885); 6 actions (1893); 9 actions (1895).
DE GREEF Guillaume; (voir répertoire); 4 actions (1885), 5 actions (1889).
DE LANNOY Emile, négociant; à Bruxelles; 3 actions (1893).
DE LAVELEYE-LYNEN Auguste, avocat, à Bruxelles; 1 action (1895).
DELHASSE Félix; propriétaire; chaussée de Haecht, à Schaerbeek; 11 actions (1895).
DE RECHTER François, ingénieur; 17, avenue de la Toison d'Or, à Ixelles; 5 actions privilégiées (1901).
DOBBELAERE Gustave, avocat; 127, rue Royale, à Saint-Josse-ten-Noode; 2 actions (1885).
FERON Armand, (voir répertoire); 12 actions (1893-1895).
FERON Emile, (voir répertoire et chapitre II); céda ses actions à Achille et Hector Chainaye le 15 septembre 1899.
FINET Théophile, (voir répertoire); 11 actions (1895).
FUSS Gustave, avocat; 44, rue des Palais, à Schaerbeek; 1 action (1885).
GHYSBRECHT Jean, avocat; rue Royale, à Bruxelles; 11 actions (1895).
GHYSBRECHT Oscar, (voir répertoire); 10 actions (1885-1893).
GRAUWELS Alphonse, rentier; 14, rue des Cyprès, à Bruxelles; 6 actions

(1) La date entre parenthèses représente l'année où des actions ont été « constatées »; la mention « voir répertoire » renvoie au répertoire alphabétique de la Section II, A.

- privilégiées (1901).
- GUINOTTE Lucien, ingénieur; 1, rue de Suisse, à Saint-Gilles; 27 actions privilégiées (1901).
- HANREZ Prosper, (voir répertoire); 20 actions (1893), 14 actions (1895).
- HUBLOU Camille, négociant; 8, rue 't Kint, à Bruxelles; 100 actions privilégiées (1901).
- JANSON Jules, (voir répertoire); 1 action (1885).
- JANSON Paul, (voir répertoire et chapitre II); 21 actions (1885), 33 actions (1895).
- JAUNIAUX Augustin, comptable; 147, boulevard du Hainaut, à Bruxelles; 22 actions, dont 20 ordinaires (1901).
- LAMBEAU Firmin, agent de change; 39, rue Fossé-aux-Loups à Bruxelles; 22 actions, dont 6 ordinaires (1901), pour le Comptoir de la Bourse de Bruxelles.
- LAMBIOTTE Auguste, (voir répertoire et chapitre II).
- LAMBIOTTE Georges, (voir répertoire); 2 actions (1885), 39 actions (1895).
- LAMBIOTTE Ludolphe, (voir répertoire); 2 actions (1885), 12 actions (1889), 24 actions (1895).
- LAPORT Guillaume, fabricant d'armes; quai Saint-Léonard, à Liège; 1 action (1885).
- LAVERGNE Léon, avoué licencié; 1, rue des Brigittines, à Bruxelles; 1 action (1885).
- LEEMANS Albert, sans profession; 10, rue Goffart, à Ixelles; 1 action (1885).
- LELIEVRE Xavier, conseiller à la Cour de Cassation; 4, avenue du Midi, à Bruxelles, 4 actions (1893).
- LEPOUTRE Louis (voir répertoire); 2 actions (1885).
- LEROI Pierre, teinturier; à Bruxelles; 1 action (1889), 4 actions (1895).
- LEVÊQUE Eugène, (voir répertoire); 38 actions dont 33 ordinaires (1901).
- LEVÊQUE Fernand, avocat; 32, rue des Minimes à Bruxelles; 10 actions ordinaires (1901).
- LIEBREICH Bernard, rue Neuve à Bruxelles; 20 actions privilégiées souscrites le 14 novembre 1895 et transférées à Hector Chainaye le 13 septembre 1899.
- LORAND Georges, (voir répertoire et chapitre II); 2 actions (1885-1889).
- LYNEN Victor, (voir répertoire); 9 actions (1889), 84 (1893). Sous sa direction, un *groupe de 4 personnes d'Anvers*; 93 actions (1895).
- MACAU Paul, avocat; 12, rue de la Tribune, à Bruxelles; 30 actions ordinaires (1901).
- MAHEU Edouard, (voir répertoire); 14 actions (1885).
- MASSON Emile, entrepreneur; 128, chaussée de Vleurgat, à Bruxelles; 12 actions privilégiées (1901).
- MEUR-GOURNEAUX Alfred, négociant; à Bruxelles; 1 action (1889-1893).

- MONCORIER Emile, publiciste; 55, rue Saint-Alphonse à Saint-Josse-ten-Node ; 20 actions ordinaires (1901).
- MONNOYER Léon, (voir répertoire); 5 actions privilégiées (1901).
- MOREL Henri, avocat; 23, rue de l'Arbre-Bénit, à Ixelles; 4 actions (1885-1895).
- MOURIS Emile, ingénieur-architecte; 165, rue du Progrès, à Schaerbeek; 1 action (1885).
- PEEMANS Albert, (voir répertoire); 3 actions (1885).
- ROBERT Eugène, (voir répertoire et chapitre II); 6 actions (1885-1895).
- ROBERT Louis, (voir répertoire); 2 actions (1885), 8 actions (1895).
- ROSART Maurice, agent de change; rue de la Paix, à Ixelles; 6 actions (1895), transférées à Achille Chainaye, en tout ou en partie, le 12 juillet 1899.
- SEMET (?), 213, chaussée de Vleurgat; au moins, 2 actions souscrites le 11 juillet 1895.
- SOLVAY Ernest, 30 actions (1895).
- TOLLEN Edouard, négociant; 69, rue de Mérode, à Saint-Gilles; 2 actions (1885).
- VAN CAPELLEN Prosper, avocat; 14, Vieille Halle-aux-Blés, à Bruxelles; 1 action (1885).
- VANDER BORGHTE Alexandre, industriel; à Bruxelles; 1 action (1889), 2 actions (1893).
- VAN GOIDTSNOVEN Oscar, avocat; à Uccle; 1 action (1885).
- VAN LOEY Edouard, industriel; 94, rue de la Limite, à Saint-Josse-ten-Noode; 2 actions (1885).
- VAN LOEY-NOURRI Henri, industriel; à Saint-Josse-ten-Noode, 2 actions (1889).
- VIEUJANT Jules, industriel; 213, chaussée de Vleurgat, à Bruxelles; 25 actions privilégiées (1901).
- VIVIER Emile, industriel; à Beloeil; 2 actions (1895).
- WOLFERS Gustave, bijoutier; 1, rue de Loxum, à Bruxelles; 15 actions privilégiées (1901).

SECTION II.

A. Répertoire alphabétique avec notices biographiques, des rédacteurs, collaborateurs, actionnaires principaux et du personnel du journal *La Réforme*.

Remarques préliminaires importantes.

- 1) Le service d'Etat civil de certaines communes nous a permis d'obtenir les dates de naissance et de décès de la plupart des collaborateurs du journal. Certaines sont restées introuvables. Toutefois, une recherche plus poussée donnerait assurément des résultats positifs. A cette fin éventuelle, les résidences des personnages sont souvent annotées comme points de départ pour des recherches complémentaires. Il reste évident que la trace de certains collaborateurs du journal restera à tout jamais perdue.
- 2) Les signatures ou pseudonymes connus sont placés entre parenthèses après le nom. Dans certains cas, un pseudonyme a été souligné : c'est alors celui qui a été rencontré dans le journal.
- 3) La lettre C placée entre crochets indique que le personnage en question a été collaborateur du journal.
- 4) Certaines dates sont à considérer comme des dates approximatives : notamment celles relatives aux fonctions exercées à *La Réforme* et aux entrées et aux sorties des collaborateurs.
- 5) En général, les divers renseignements proviennent des annuaires de presse et des ouvrages biographiques, spécifiques ou non (voir les parties II et III du point B de la bibliographie). Nous n'avons nullement négligé pour autant les précisions occasionnellement rencontrées au cours du travail.
- 6) Le contenu des notices n'est pas présenté dans un ordre rigoureux. Pour les personnages connus on se référera aux publications dont ils firent l'objet. On trouvera ici seulement des renseignements qui pourront éveiller l'intérêt du lecteur, ou lui situer, grâce à quelques éléments biographiques, la personnalité de certains personnages.

[C] ANTOINE Léon.

Né le 10 avril 1865, à Meix-devant-Virton; décédé le 2 septembre 1941, à Bruxelles (?).

Publiant des articles dans *La Réforme* dès 1894, il s'y occupait de la politique étrangère en 1897.

Lorsqu'il quitta le journal, il entra à *L'Etoile Belge* (politique extérieure). Résidences, vraisemblablement successives :

— 18, rue des Sables (1890), à Bruxelles.

— 215, rue du Hêtre (1908-1911).

— Rue du Couvent, à Saint-Vith, où il était correspondant de *L'Etoile*

Belge en 1930.

— 95, rue des Trois Tilleuls, à Boitsfort.

— 20, rue Monseigneur, à Bourgeois-Rixensart, vers 1938.

[C] ARNOULD Victor.

Né à Maastricht le 7 novembre 1838, mort à Schaerbeek le 17 janvier 1893.

Docteur en droit. Fut avocat la Cour d'Appel à Bruxelles et conseiller communal à Schaerbeek. Elu à la Chambre de juin 1882 à juin 1884.

Rédacteur au *Précurseur d'Anvers* de 1862 à 1868 ; il participe à la fondation de la *Libre Pensée* en 1865, dont il devint d'ailleurs le président. Il quitta *Le Précurseur* pour *La Liberté* où il restera jusqu'en 1872. Collaborateur de *La Réforme* de 1885 à 1894. Dirigea *La Nation* à partir de 1887. En 1886, il défendit E. Anseele, avec l'aide de Paul Janson. Collabora aussi au *Peuple Belge*.

Biographie : *Les Hommes du Jour*, 1883, n° 7.

[C] BAIE Eugène (ESPARDERO R.).

Anderlecht, 3 août 1874 — Anderlecht, 10 septembre 1963.

Résida à Malines souvent, dans sa jeunesse. Il séjourna à Nice de 1940 à 1944. Collaborateur à *La Réforme* (1896-1898).

Il habita rue du Prévôt à Ixelles.

Littérateur belge important (voir ses discours d'Académie).

Voir Pierre POIRIER.

[C] BARTHE Paul (HABERT).

Était rédacteur à *La Réforme* vers 1898.

Exemple d'article signé : 10 mars 1898.

BERNIMOLIN Hubert.

Administrateur en 1901 de la St^e *La Réforme*.

Architecte.

Habita à Saint-Josse-ten-Noode, au 30, rue de l'Alliance, puis, au 93, rue Marie-Thérèse.

BERTRAND Louis, Philippe.

Né à Molenbeek-Saint-Jean le 15 janvier 1855, décédé à Schaerbeek le 17 juin 1943.

Il fut crieur de journaux, tailleur de pierres, ouvrier marbrier. Il débuta en 1872, dans *La Persévérance*, organe du syndicat des marbriers et tailleurs de pierres dont il était secrétaire.

Rédacteur-fondateur de *La Voix de l'Ouvrier*. Il devint organisateur de l'expédition et de la vente de *La Réforme* : ce poste lui permit de faire reparaitre *La Voix de l'Ouvrier*, disparue en 1881.

Collaborateur-fondateur du *Peuple*. Sollicité par Jean Volders, il y entra comme administrateur et le resta pendant 9 ans.

Représentant socialiste de Soignies en 1894, de Bruxelles en 1900.

Conseiller communal à Schaerbeek, puis échevin des Finances dans cette commune. Nommé ministre d'État, il fut aussi vice-président de la Chambre des représentants.

Habitait en 1932, 51, avenue des Azalées, à Schaerbeek.

Biographie : *Souvenirs d'un meneur socialiste*. Voir aussi *Les Hommes du Jour*, 1^{ère} série, n° 14.

[C] BLONDET.

A la rédaction de *La Réforme* en janvier 1885.

BLONTROCK H.

Second metteur en page de *La Réforme* en 1897.

Très dévoué à Achille Chainaye.

Instituteur, il est directeur du *Moniteur des Instituteurs Primaires*.

[C] BOIN Victor.

Né à Bruxelles le 28 février 1886. Vit toujours.

Débute dans le journalisme à *La Réforme*, en 1903. Quitte celle-ci « en excellents termes avec la Direction Chainaye, en 1906 » (d'après une lettre que nous avons reçue de M. Victor BOIN).

Rédacteur ensuite au *Petit Bleu*; fondateur du *Pêle-Mêle*, avant 1914. Puis, rédacteur à *Demain*, à *La Nation Belge*, au *Pourquoi Pas?*. Directeur de *La Conquête de l'air*.

Homme de lettres et athlète international (participe à plusieurs Jeux Olympiques).

Président de diverses associations sportives dont *La Presse Sportive Belge*.

Habita 22, rue d'Assaut (1921), 16, rue de Namur (1930), 169, avenue de l'Hippodrome à Ixelles (en 1932).

[C] BONMARIAGE Sylvain.

Né à Bruxelles le 10 septembre 1887. Vraisemblablement décédé à Paris. Romancier. Tôt, il partit pour la France. Il publia ses premiers articles dans *La Réforme* en 1904.

[C] BOVERIE Hubert.

Attaché à la rédaction de *La Réforme* (voir article du 1^{er} janvier 1897).

[C] BRIDOYE.

Cité à la rédaction du premier numéro de *La Réforme*; cf. l'allusion : « il [Bridoye] parcourt le Palais » (*La Réforme*, numéro jubilaire du 70^e anniversaire).

[C] CARDINAL Ed.

Réalisa de nombreux dessins dans *La Réforme* vers 1899.

[C] CARPENTIER Alphonse.

Journaliste à *La Réforme* vers 1900-1901. Était également musicien. Direc-

teur de *Romania*. Président du Syndicat de la Presse Coloniale Belge.

[C] CARPENTIER Jean-Baptiste, Alphonse.

Né à Bruxelles le 22 février 1869, mort à Cannes (France) le 9 avril 1934. Echevin, sénateur socialiste ; il fut rédacteur à *La Réforme* et au *Soir*. Habitaît 15, rue du Méridien (1930) et Castel Rose, super-Cannes (France).

CASTILLE Jean-Baptiste.

Cité en 1891 et 1897 comme chef conducteur des machines de *La Réforme*. Habitaît en 1891 au 12, rue des Sables, à Bruxelles.

[C] CHAINAYE Achille-Jean-François (CHAMPAL).

Né à Liège le 26 août 1862, décédé à Richmond, près de Londres (Grande-Bretagne), le 20 décembre 1915.

Issu d'un milieu aisé de batellerie (voir à ce sujet l'article de L. GISSENON dans *La Dernière Heure* du 4 novembre 1932 : *Pourquoi nos aïeux étaient casaniers*), il naquit au quai des Tanneurs (maison familiale). Il entra à l'Académie des Beaux-Arts en 1877 et devint un sculpteur de talent aux œuvres reconnues. Toutefois, à bout de ressources, il se lança dans le journalisme.

Il écrivit des articles sur l'art en 1884 dans *Le Wallon*.

A Bruxelles, en 1885, il écrivit dans le *National Belge* des chroniques artistiques (pseudonyme : Jacques Champal ; ce pseudonyme provient d'une ferme isolée — le hameau de Champale — près de Poilvache).

Il devient critique d'art à *La Réforme* : ces premiers articles sont signés vers 1886.

Administrateur de la Société en 1895, administrateur délégué de la même année jusqu'en 1907, il est, à la fin de 1895, directeur de *La Réforme*.

Il inaugura en Belgique le reportage intensif fondé sur l'interview (voir à ce sujet l'article de *L'Informateur* du 2 novembre 1933 : « C'est il y a une quarantaine d'années qu'un bon journaliste bruxellois, liégeois de naissance d'ailleurs, introduisit l'interview dans les mœurs journalistiques en Belgique.. »).

Membre du comité des questions financières de l'Association de la Presse belge en 1885 ; président de la Ligue Wallonne du Brabant en 1910.

Après la liquidation de *La Réforme*, chroniqueur-informateur au *Petit Bleu* et à *La Meuse*, et rédacteur à *La Chronique*, comme chroniqueur financier. Il a représenté *Le Petit Bleu* à la tribune de la presse à la Chambre. Devint secrétaire du théâtre de la Monnaie. Collabora aussi à *L'Autorité financière*.

Réfugié en Angleterre avec sa famille en 1914, il s'y consacra à des œuvres belges de bienfaisance et collabora à divers journaux dont *La Belgique nouvelle* et *L'Indépendance Belge*.

Secrétaire du comité de la section anglaise de l'Association de la Presse Belge. Administrateur de la Ligue des Patriotes.

Résidences successives :

4, passage des Postes (1890).

96, rue de la Croix de Fer (1901).
10, rue Lefrancq, à Schaerbeek (1908).

Photographies :

- *Répertoire général de 1904*, p. 17.
- Armand VARLEZ, *les Belges en exil*, Londres, 1917.

Biographie :

Célestin DEMBLON dans *Les Hommes du jour*, 1^{ère} série, n° 18.

CHAINAYE Georges, frère d'Achille et Hector Chainaye.

Directeur de la publicité à *La Réforme* en 1899. Remplaça Joseph Hulet, à tort, semble-t-il, pour le journal.

151, rue Van Artevelde, à Bruxelles (vers 1900).

[C] CHAINAYE Hector (VIREL(LE) — H. VIGOUREUX). Frère des précédents.

Né à Liège le 14 avril 1865, décédé à Ixelles le 4 septembre 1913.

Fondateur de *La Basoche*, collaborateur à *L'Élan littéraire belge*, à *La Wallonie*, à *La Jeune Belgique*.

Rédacteur à *L'Indépendance Belge*. Rédacteur à *L'Etoile Belge*; puis administrateur de la St^é *La Réforme* de 1895 à 1907 et codirecteur du journal.

Créateur de la Ligue Wallonne, il participa au Congrès de Liège de 1905.

Rédacteur en chef de *La Lutte Wallonne*.

Publia *l'Ame des Choses* et *Excursion aux forêts de la Meuse* (1890).

Quelques brochures politiques (voir bibliographie).

Résidences successives :

- 18, rue des Sables (1890).
- 17, avenue du Midi (1895).
- 31, rue du Berceau (1901).
- 63, rue Longue-Vie, à Ixelles (1909).

Photographie :

Répertoire général de 1904, p. 177.

Éléments complémentaires sur la famille CHAINAYE :

Les frères Chainaye sont fils de Jean-François Chainaye et Léonie Hennuy.

1) Achille Chainaye a épousé Emma Vander Goten, née à Bruxelles le 27 août 1869.

Leur fille : Andrée-Léonie Chainaye (veuve Demeulder), née à Saint-Josse-ten-Noode le 27 janvier 1899, décédée à Bruxelles le 20 octobre 1969.

2) Hector Chainaye, époux de Anna Bockstaël, décédée à Saint-Jean de Sixte (Haute-Savoie) le 1^{er} janvier 1943.

Leurs filles :

Suzanne Chainaye, célibataire, bibliothécaire à la Sorbonne, née en 1897, décédée accidentellement à Paris en 1960.

Denise Chainaye, épouse du peintre miniaturiste belge Albert Colfs décédé le 16 mars 1968.

Réside actuellement à Issy-les-Moulineaux (France), 3bis, rue

Adolphe Chairieux.

3) Articles biographiques et nécrologiques à propos des frères Chainaye.

a) Hector Chainaye :

Le Peuple, 5 septembre 1913 ; *L'Etoile Belge*, 7 septembre 1913 ;
La Meuse, 6 septembre 1918 ; *La Wallonie*, 28-29 septembre 1946.

b) Achille Chainaye :

La Meuse, 28 mai 1913 (« Conférences ») ; *Le Journal de Charle-roi*, 8 septembre 1913 (« Expositions d'artistes à Mons ») ;
L'Indépendance Belge, 21, 22, 24, 28, 30 décembre 1915 ; 13 décembre 1916 ; *La Métropole*, 22, 24 décembre 1915 ; 22 décembre 1916 ; *La Belgique nouvelle* : 22, 24 décembre 1915 ; *La Tribune congolaise* : 30 décembre 1915 ; *La Wallonie* : 1-15 février 1916.

c) Inauguration du monument Chainaye.

Le Midi : 27, 28 septembre 1925 ;

La Libre Belgique : 28, 29 septembre 1925 ;

L'Express : 26 septembre 1925 (par C. DELCHEVALERIE) ; 29 septembre 1925 ;

La Meuse : 29, 30 septembre 1925 ;

La Défense Wallonne : 27 septembre 1925 (très nombreux articles, notamment par Ivan PAUL, Célestin DEMBLON, Jean DELVILLE), et 11 octobre 1925 ;

Le Soir, *Le Peuple*, *L'Indépendance Belge* et *L'Etoile Belge* (par Emile DE LINGE), 28 septembre 1925 ;

La Nation Belge : 29 septembre 1925.

Le monument funéraire des frères Chainaye fut inauguré au cimetière d'Ixelles (allée A) le 27 septembre 1925.

Diverses manifestations furent par la suite organisées sur le tombeau des Chainaye (voir les registres d'Inhumations d'Ixelles, dossier Chainaye-Bockstael, n° 2428).

Il existait un comité des Amis des Frères Chainaye, installé 2, rue des Grands Carmes, à Bruxelles.

Un Fonds Hector Chainaye fut aussi constitué.

CHATÉ Francis (ou François), Pierre.

Né à Nantes (France) le 19 novembre 1841.

Communard, il se réfugia à Bruxelles et y travailla comme chef comptable. S'occupa au début de la comptabilité de l'administration du journal *La Réforme*.

Fondateur de la Blanchisserie de Monplaisir.

Voir notice biographique dans le *Dictionnaire Biographique du Mouvement ouvrier français* (direction : Jean MAITRON), t. V, Paris, 1968, p. 78.

[C] COLIN Albert, Jean, Alexandre.

Né le 3 avril 1862 à Schaerbeek ; décédé le 3 mai 1942 à Saint-Josse-ten-

Noode.

Habite Bruxelles, 62, rue de l'Abondance (1908-1930).

Collabora à *L'Etoile Belge* et au *Moniteur des Intérêts matériels*. Rédacteur de *La Réforme*.

Remarque : Colin ou Collin.

COLLEYE (ou COLLEE) Alfred, Laurent, Joseph, père de Raymond De Weerd.

Né à Liège le 17 mars 1851 décédé à Laeken le 10 avril 1911 (?).

Comptable à *La Réforme*.

Président de la Ligue Wallonne du Brabant en 1905 (jusqu'en 1910) et la dirigea aux élections de 1908 à Bruxelles.

30, chaussée d'Anvers, à Molenbeek-Saint-Jean (1907).

[C] COUROUBLE Léopold (MAITRE CHAMAILLAC).

Né à Bruxelles le 3 février 1861, y décédé le 23 mars 1937.

Avocat et brillant chroniqueur. Littérateur et historiographe de la savoureuse famille Kaekebroek.

Collabora à *La Réforme* dès 1887. A *L'Etoile Belge* en 1893.

Collaborateur également à *La Chronique*, au *Petit Bleu*, au *Soir*, à *La Gazette* (de 1919 à 1935).

Voyagea au Congo de 1900 à 1903. Résidence à Toulon en 1921. Il visite encore le Dahomey en 1933.

Autre habitation : 166, avenue de Cortenberg, à Bruxelles.

Biographies : Georges RAMAECKERS ; Georges GARNIR ; Louis QUIEVREUX.

Exemples d'articles à *La Réforme* : 18 juin 1887 ; 30 novembre 1896.

[C] CROMMELYNCK Fernand (F. C.).

Né en 1885 (ou 1886 ?) à Paris, décédé à Saint-Germain-en-Laye le 17 mars 1970.

Fils et neveu de comédiens. Dramaturge et acteur, homme de lettres.

Publie des articles dans *La Réforme* en 1905 et 1906.

S'établit à Paris après la première guerre mondiale.

Biographie : Julien DELADOÈS. Voir aussi *Le Soir*, 19 mars (art. de André Paris) et 20 mars 1970 (articles de Marcel Vermeulen et de Marcel Defosse).

DEFNET Gustave, Jean-Baptiste.

Né à Namur le 25 décembre 1858, mort à Saint-Gilles le 15 mai 1904.

Entra à *La Réforme* en 1884. Quitta cette place pour devenir correcteur à l'imprimerie Edouard Maheu.

Fut secrétaire général du Parti Ouvrier et député à Namur.

Correspondant du *Labour Tribune* de Londres (1904). Ecrivit aussi dans *l'Avant-Garde* et dans *L'Echo du Peuple*.

Biographie : Charles DELFOSSE, dans *Les Hommes du Jour*, 1^{ère} série, n° 12.

[C] DE GREEF Guillaume-Joseph.

Né à Bruxelles le 9 octobre 1842, y décédé le 26 août 1924.

Docteur en droit, économiste et sociologue. Avocat en 1886, plaide pour les ouvriers surtout (« avocat des pauvres »). Collabore aux journaux démocratiques et nationalistes, à *La Liberté* entre autres en 1867. C'est par Emile Feron que De Greef fut introduit dans le Cercle républicain socialiste en 1860 (BARTIER, *Le Mouvement démocratique...*, p. 142-144). Soutint le journal de ce cercle, *La Tribune du Peuple*.

Collaborateur à *La Réforme* de 1884 à 1894 environ, il y fut l'auteur d'études importantes sur le rachat des charbonnages, sur la question ouvrière et sur les syndicats professionnels (exemples : articles du 18 janvier 1885 et du 21 mai 1886).

Agrégé de l'U. L. B., il démissionne en 1894 pour rejoindre l'Université Nouvelle où il devient recteur (1894-1919). Président de l'Institut des Hautes Etudes de Belgique jusqu'à sa mort.

Biographie : Paul GILLE.

DEJARDIN Ernest.

S'occupait du service de publicité à *La Réforme* en 1897.

[C] DELANGE Jean.

Schaerbeek, 2 octobre 1863 — Schaerbeek, 8 mai 1899.

Correspondant à Mons de *La Réforme* depuis 1887.

Article nécrologique : *La Réforme*, 10 mai 1899.

[C] DELANNE Paul (BESTIOL).

Né à Gouy-lez-Pieton (Hainaut) le 22 juin 1867.

Docteur en médecine. Directeur sportif du *Petit Bleu*.

Créa à *La Réforme*, au *Soir* et à *L'Etoile Belge* la rubrique de chronique médicale. A *La Réforme*, prit la chronique sportive (1891-1899).

Fonda en 1914, l'Ambulance franco-belge.

Président de la Ligue Wallonne du Brabant, qu'il avait fondée avec les Chainaye (1920-1934).

Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Habitait en 1932, rue Marie-Thérèse, 25.

[C] DELANNOY Emile, Augustin.

Warneton, 20 novembre 1853 — Woluwé-Saint-Pierre, 9 mars 1930.

Etudes à Tournai et à Anvers. Licencié en 1872.

Négociant et importateur de tabacs en feuilles.

Président du tribunal de commerce.

Conseiller communal bruxellois de 1890 à 1895.

Sénateur provincial progressiste du Brabant en 1900.

Collaborateur à *La Revue pratique de droit commercial belge*.

Collaborateur à *La Réforme*.

Chevalier de l'Ordre de Léopold.

[C] DELFOSSE Charles.

Dessinateur.

Candidat aux élections provinciales de mai 1884 avec César De Paepe et D. Vandendorpe.

Collabora successivement à *La Réforme* et au *National Belge* dont il devint le 1^{er} secrétaire en 1884.

Organisa *Les Hommes du jour*.

Biographie : *Les Hommes du Jour*, 1^{ère} série, n^o 32.

[C] DE LINGE Emile (MILIO, MILO).

Saint-Gilles (Bruxelles), 13 mai 1869 — Schaerbeek, 30 novembre 1940.

Rédacteur à *La Réforme* (articles dès 1896), il s'occupa, après la fin du journal, de l'information-interview à *L'Etoile Belge*. Œuvre poétique.

Résidences successives :

23, rue du Chapeau, à Anderlecht (1908).

63, rue Verte (1930).

44, rue Thiéfry, à Schaerbeek (1938).

DELPORTE Antoine.

Typographe à *La Réforme*. Secrétaire de l'Association typographique.

Candidat socialiste de l'Alliance démocratique en 1896 (*La Réforme*, 30 mai 1896).

[C] DELVAUX Jean (J. D.).

Avocat, collaborateur de *La Réforme* (à partir de 1898).

[C] DEMBLON Célestin (AXEL).

Neuville-en-Condroz, 19 mai 1859 — Bruxelles, 12 décembre 1924.

Instituteur à 19 ans à Herstal, puis à Liège, il fut révoqué en 1883 pour raisons politiques.

Collabora au *Wallon*, au *National Belge*, au *Peuple*, à *La Réforme*, à *La Revue de la Belgique*, aux *Tablettes francaises*.

Affilié au Parti Ouvrier en 1885 ; représentant socialiste de Liège après 1894 ; conseiller communal à Liège en 1895.

Nombre de ses articles furent publiés dans les suppléments littéraires de *La Réforme* (à partir de 1896). Quelques dessins et quelques articles politiques (à partir de 1900).

Professeur à l'Université Nouvelle en 1894 (Histoire de la littérature française). 132, rue Fond-Pirette à Liège (1900).

[C] DE MEUR Maurice.

Rédacteur à *La Réforme*, vers 1904-1906.

[C] DE NEUVILLERS Célestin, Louis.

Né à Vred (France) le 7 janvier 1845, décédé à Bruxelles le 12 septembre

1912.

Sujet français. Attaché au *National Belge* comme rédacteur s'occupant de « Escrime et divers » (vers 1885). Correspondant de *L'Aurore* de Paris, de *L'Intransigeant*. Rédacteur à *La Réforme*. « Très lié avec Georges Lorand », ce dernier lui évitera même des ennuis avec la Justice. Menacé plusieurs fois d'expulsion par la Sûreté. Il assista à plusieurs réunions de *communards* (parmi lesquels Pegourier, Vaughan, Delacour), de juillet à août 1873 (A. V. B., archives de la Police, cartons des communards, dossier Vidaillac A. L., n° 1370).

Il rédige ses correspondances pour *L'Intransigeant* dans les bureaux de *La Réforme*, où, intime de Sicard et de César Nau, il est admis parmi les principaux rédacteurs et administrateurs.

« Au temps de la « Boulange », Deneuvillers avait rêvé, avec des socialistes affiliés au cercle de propagande de la rue de Schaerbeek, de faire coïncider un renversement de la royauté belge avec le coup d'Etat que Boulanger préparait à Paris pour établir la république plébiscitaire. Ni Constant à Paris, ni Léopold II à Bruxelles, ne furent obligés de déguerpir et Deneuvillers s'en consola très facilement. Plus tard, on l'entendit crier tout d'abord : « Dreyfus, la honte de la France! ». Il collaborait alors à l'« *Intran* ». Quand il passa à l'« *Aurore* », il modifia son cri de guerre et Dreyfus devint « la gloire de la France!... » (article de G. Br., *L'Etoile Belge*, 20 avril 1928 : *Le Compas nous quitte*).

S'occupe des nouvelles militaires. Soutient la politique du *Peuple*.

Ami intime et confident d'Alfred Defuisseaux.

Parla au nom de la colonie démocratique française aux funérailles de César De Paep en avril 1894.

Aurait été rédacteur d'un journal, 17, rue d'Angleterre, à Bruxelles. Administrateur du *Rapide*. Agent général de l'Association mutuelle du Commerce et de l'Industrie.

Habita rue Saint-Michel, à Bruxelles (1908-1911).

Voir sa notice biographique dans le *Dictionnaire Biographique du Mouvement ouvrier français* (direction : Jean MAITRON), t. V, Paris, 1968, p. 306.

Voir également (consultation réservée) son dossier (confidentiel au Cabinet du Ministre de la Justice) de la Police des Etrangers, établi par la Sûreté publique (A. G. R., Ministère de la Justice, n° 249.432).

[C] DENIS Hector.

Né à Braine-le-Comte le 29 avril 1842, décédé à Ixelles le 10 mai 1913. Docteur en droit et en sciences naturelles de l'U. L. B. en 1883.

Recteur de 1892 à 1894, il donna sa démission suite à l'incident Elisée Reclus.

Collabora à *La Liberté* de 1865 à 1872, et à *La Réforme* de 1885 à 1890 surtout.

Ouvrages importants à propos de l'impôt sur le revenu et de la crise industrielle.

Collabora à *La Rive Gauche*.

Biographie : *Les Hommes du Jour*, 2^e série, n^o 7.

DE RECHTER Gustave.

Médecin, administrateur de la Sté *La Réforme* en 1901. Collaborateur en 1892 à *La Presse Médicale*.

Habita 27, rue Watteeu, à Bruxelles.

[C] DE SAINT-MAUR Raoul (FOURNIER).

Rédacteur de *La Réforme* vers 1904.

Remarque : ce nom même nous semble un pseudonyme.

[C] DESMEDT Odilon-Emile (DE GRURY).

Saint-Gilles (Bruxelles), 3 juillet 1868 — Schaerbeek, 26 septembre 1940.

Collaborateur à *La Liberté*, à *La Réforme*, rédacteur au *Pays*, directeur du *P. O. L.* (organe du parti des ouvriers libéraux), directeur de *La Démocratie*.

Rédacteur à *L'Indépendance Belge* où il fut secrétaire de nuit. Il y tint l'information et le reportage.

Ouvrage : *Dans les coulisses de la presse* (notamment).

Habita rue Vander Borgh, 101, à Jette-Saint-Pierre (en 1911), et avenue de la Constitution, 13, à Ganshoren (en 1921).

[C] DETILLEUX Servais.

Reporter graphique de *La Réforme* vers 1900-1901.

Peintre dessinateur.

Quitta le journal en novembre 1905 : « Je démissionne non sans regret, car tu es un vrai père pour tous tes collaborateurs et ce n'est pas parce que je quitte ton journal que je le dis... Il est bien entendu que selon ta demande je suis libre le 30 novembre *au matin* tel que je suis entré chez toi... Sois bien convaincu d'une chose que la maison pour laquelle je me suis engagé, son illustration ne te fera aucun tort et même mieux je crois, il n'y aura d'édition supplémentaire, tu sais ce que cela veut dire... » [lettre à Champal, 24 octobre (papiers A. Chainaye)].

[C] DE TOMBEUR Charles.

Saint-Josse-ten-Noode, 4 août 1864 — Schaerbeek, 11 octobre 1887.

Etudiant en médecine à l'U.L.B.

Ressuscita et dirigea *L'Etudiant* en 1884. Fonda *La Basoche* et en fut le directeur. Critique artistique et théâtral du *National Belge*.

A la disparition de ce journal, devient chroniqueur parlementaire de *La Réforme*, puis secrétaire de la rédaction.

Exemple d'article : 7 décembre 1887 (sa dernière page).

Article nécrologique : *La Réforme*, 12 octobre 1887.

DEUWAERDER.

Chef d'une brigade de vente de *La Réforme* en ville (janvier 1896).

Promoteur d'une association des vendeurs de journaux.

[C] DEVOS Carl.

Leuze (Hainaut), 29 juin 1861 — Saint-Gilles (Bruxelles), 19 juillet 1932.

Membre fondateur de l'Association de la Presse Belge, membre du comité des questions de Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Secrétaire du comité général provisoire de la Presse belge en 1885.

Collabore à *La Réforme* vers 1885-1886.

Secrétaire, avec Hermann Dumont, du Congrès libéral progressiste (1889).

Résidences :

rue Bosquet, 51, à Saint-Gilles (1890),

rue Jourdan, 155, à Saint-Gilles (1911).

[C] DE WEERDT Raymond (RAYMOND COLLEYE — R. C.), fils d'Alfred Colleye.

Né à Bruxelles en 1890, mort à Bruxelles (Uccle ?) le 10 avril 1963.

Auteur dramatique, conférencier, directeur de théâtre, chansonnier, comédien, dessinateur.

Débute à *La Réforme* en 1906.

Ressuscita le journal pour un court moment, en 1935, puis vers 1944-1958, sous une forme littéraire et wallonisante (petits articles divers).

Correspondant bruxellois de *L'Avenir du Tournaisis*.

Il collabora à *La Meuse*. Rédacteur en chef de *Midi* et de *La Saison d'Ostende*.

Jeune, il fonda avec P. H. DEVOS *La Belgique Française* et avec DECERF *La Revue funambulesque*.

Il ouvrit dans *L'Opinion Wallonne* une souscription pour le retour en Belgique de la dépouille mortelle d'Achille Chainaye, décédé en Angleterre.

Personnalité ambitieuse mais falote.

Article nécrologique : *La Métropole*, 10 avril 1963.

Biographie : Pierre DEJARDIN (se méfier).

[C] DOITEAU Joseph (FOVETTE).

S'occupa de l'information et des interviews de *La Réforme* en 1896 déjà.

[C] DONNAY Auguste.

Dessinateur à *La Réforme* en 1897.

[C] DONNAY Léon. (PANGLOSS — L. MELEK — HILARS — LE PLANCY — D'AMBOISE — L'HOMME A LA PIPE — PANURGE).

Né à Liège le 25 novembre 1864.

Homme de lettres, humoriste spirituel ; ses chroniques étaient fantaisistes.

Ecrivit des billets narquois et optimistes pour le *Quotidien* durant la guerre (journal suspendu par les Allemands par la suite).

Il collabora à *La Réforme* et au *Petit Bleu*.

Chroniqueur des événements de la semaine au *Rouge et Noir*.

Ses causeries hebdomadaires à la T. S. F. étaient appréciées.

Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Résidences successives :

79, rue Ernotte à Ixelles (1932).

Bourgeois-Rixensart (1938).

Exemple d'article : 12 janvier 1896.

[C] DONS Hermann (PAUL SAINTE-BRIGITTE — OLIVIER DE JUSSY).

Schaerbeek, 28 janvier 1873 — Saint-Gilles (Bruxelles), 2 mai 1953.

A 18 ans, collaborateur de *La Nation*. Premier journaliste à lancer « l'Affaire » : il défendit Dreyfus. S'occupe des affaires étrangères.

A 19 ans, attaché à *La Réforme* où il fut secrétaire de rédaction en 1897. Il collabora aussi, très jeune, à *La Liberté*.

Rédacteur au *Petit Bleu*, à *L'Indépendance Belge* (comme chroniqueur parlementaire) en 1912 ; il y devint rédacteur en chef jusqu'en 1920.

Rédacteur en chef de *La Province de Namur*.

Secrétaire de cirque durant la guerre 1914-1918, professeur de diction, infirmier.

Collabora à *La Tribune de Genève* pendant 30 ans (journaliste-reporter itinérant).

Secrétaire du syndicat de la presse d'information bruxelloise.

Président de l'A. G. P. B. (1921-1923), de l'Union professionnelle de la Presse Belge (1929-1932), de l'Association des journalistes libéraux.

Fondateur de l'Institut du journalisme en Belgique.

Premier président de la Fédération Internationale de la presse.

Résidences successives :

48, avenue des Arts, à Bruxelles (1908-1911).

59, rue Vilain XIII (1921).

23, rue Faider (1930-38).

Article biographique :

Volksgazet, 29 janvier 1953 (erreurs nombreuses).

Articles nécrologiques :

Le Peuple, 1-2 mai 1953 (par Pierre BOURGEOIS); *Le Soir*, *La Nation Belge*, *La Libre Belgique*, *La Dernière Heure*: 2 mai 1953.

Exemple d'article : *La Réforme*, 27 novembre 1896.

[C] DUBOIS (MME SYLVIANE).

Décédée vraisemblablement à La Panne (témoignage de Mme A. Chainaye).

Rédactrice à *La Réforme* vers 1903. Directrice de *Bruxelles-Philanthropique* (organe neutre bi-mensuel publié en 1904).

Fort dévouée à Achille Chainaye : « ... Chacun sait le culte que j'ai voué à Champal autant par sympathie que par reconnaissance. Champal, artiste-écrivain... » [carte à Mme Chainaye en 1904 (Papiers A. Chainaye)].

Epouse du docteur Alphonse Dubois (?) : voir *Bruxelles-Philanthropique*, n° 5.

Exemple d'article : *La Réforme*, 23 mai 1903.

[C] DUJARDIN Jules.

Bruxelles, 3 août 1856 — Ixelles, 21 octobre 1940 (sous réserves).
Peintre, lithographe, critique d'art.
Collabora à de nombreux périodiques d'art.
Collaborateur de *La Réforme* (en 1896-1899).

[C] DUMONT Hermann (H. D.).

Bruges, 3 août 1856 — Saint-Gilles (Bruxelles), 27 décembre 1928.
Avocat près la Cour d'Appel, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats en 1880.

La Flandre Libérale accueillit sa première copie.

Court séjour en 1888 à *L'Etoile Belge*.

Chargé du compte rendu des séances de la Chambre pour *La Réforme*.

Collabora dès 1886 jusqu'à la disparition du journal (1907), s'occupant de la rubrique de la politique intérieure.

Se distingue par la vigueur de ses polémiques et par une grande conscience professionnelle. Il défendit tout particulièrement la représentation proportionnelle (R. P.).

Rédacteur en chef du *Ralliement* jusqu'en 1914.

Correspondant bruxellois du *Journal de Gand* (critique théâtral) et de *La Revue politique et parlementaire* (Paris).

Collaborateur aussi à *L'Indépendance Belge*; longtemps correspondant du *Journal des Débats*.

Il fut encore rédacteur au *Flambeau*.

Secrétaire général de l'Association de la Presse (1901-1919); président de la société mutualiste de la Presse.

Président de l'Association libérale de Saint-Gilles en 1899. Entra au Conseil communal de Saint-Gilles en janvier 1904.

Echevin de cette commune de 1921 à 1928.

Professeur de droit à l'Institut des Hautes Etudes, à l'Université Nouvelle.

Sa profonde connaissance du droit administratif et parlementaire lui permit d'être secrétaire de la gauche parlementaire.

Habitait 52, rue Capouillet, à Saint-Gilles (1908-1921).

A écrit un roman : *Idylle bourgeoise* (1901).

[C] EEKHOUD Georges (CAROL).

Anvers, 27 mai 1854 — Schaerbeek, 29 mai 1927.

Conteur, romancier et critique d'art.

Aide-correcteur au *Précurseur d'Anvers*, il y devint critique en titre (1874-1880).

Il collabora à *L'Illustration Nationale* (en 1880).

Rédacteur à *L'Etoile Belge* (en 1881), puis à *La Réforme*, comme critique musical et artistique (théâtre) : quelques articles dès 1884, surtout vers 1898-1901.

Biographies : G. VANWELKENHUYZEN, Georges RENCY, Maurice GAUCHEZ, Hubert KRAINS, Maurice BLADEL, Julien DELADOÈS, B.-H. WOODBRIDGE.

Habitait, en 1908, rue du Progrès, 383.

[C] ENNE Francis.

Journaliste parisien (1844-1891) au *Radical (La Réforme)*, 17 septembre 1886).

Collaborateur de *La Réforme* à Paris, en 1885 surtout (rubrique *Lettre de Paris*).

Notice biographique : voir G. DELFAU, *Jules Vallès. L'Exil à Londres, 1871-1880*, Paris, 1971.

FERON Armand.

Né à Bruxelles le 11 août 1866.

Administrateur de la Sté *La Réforme* (1893-1898), administrateur-délégué en 1893, démissionnaire en 1895.

Avocat, demeurant à Rhode-Saint-Genèse (vers 1895), puis à Saint-Gilles (1899).

[C] FERON Emile.

Né à Bruxelles, le 11 juillet 1841; décédé à Rhode-Saint-Genèse le 21 décembre 1918.

Avocat près la Cour d'Appel à Bruxelles.

Président de la Libre-Pensée à partir de 1870.

Conseiller communal à Saint-Gilles. Parlementaire libéral, élu à la Chambre de mai 1880 à juin 1884; de juin 1892 à octobre 1894; en 1900 (grâce à la R. P.).

Fondateur de *La Réforme*. Fut son directeur de 1884 à 1895.

Fondateur de la Sté *La Réforme*; administrateur de 1885 à 1893.

Président de l'Association libérale de Saint-Gilles de 1882 à 1887.

Fait partie du comité de rédaction du *Ralliement*.

Habita 83, avenue de la Toison d'Or, à Saint-Gilles.

Biographie : *Le Bulletin de Vote*, n° 3; *Les Hommes du Jour*, 1883, n° 20.

FERON Maurice, Emile.

Bruxelles, 1 mars 1865 — Bruxelles, 9 mai 1929.

Membre-fondateur de l'Association de la Presse Belge en 1885; appartenait au comité de *La Réforme*.

Docteur en droit; représentant, puis sénateur pour l'arrondissement de Bruxelles.

[C] FINET Théophile-Joseph.

Né à Couillet (Hainaut), le 17 octobre 1837; décédé à Bruxelles le 23 juillet 1910.

Ingénieur des Arts et Manufactures de Paris en 1859.

Conseiller communal à Bruxelles (vers 1882-1887).

Financier, il s'occupe activement d'exploitation de chemins de fer et d'exploitations agricoles.

Sénateur libéral d'Arlon-Marche-Bastogne (en 1889) et de Neufchâteau-

Virton (en 1900).

Collaborateur au *Journal de Charleroi*, à *La Réforme* (vers 1889-1895), au *Ralliement* (en 1903).

A écrit un mémoire sur le développement des relations commerciales de la Belgique.

Résidences : rue du Luxembourg, à Bruxelles (en 1895); avenue des Arts, 51, à Bruxelles (en 1900).

FLIES Pierre.

Vendeur de *La Réforme* dans les faubourgs de Bruxelles (à Laeken surtout), en 1896.

[C] FOCKETYN FRANZ (F. F. — FRANCIS).

Ancien syndic de la presse au Sénat en 1908.

Collaborateur à *La Réforme* (vers 1901-1905), au *Nouveau Précurseur*.

Rédacteur à la *Vlaamsche Gazet* (en 1910).

Photographie : *Répertoire général de 1904*, p. 256.

Exemple d'article : *La Réforme*, 12 janvier 1904.

[C] FOURVEL Emile-Gabriel (F.).

Né le 7 juin 1865, décédé à Paris (?).

Rédacteur à *La Réforme* (de 1898 à 1907), à *La Chronique*, au *Paris-Télégramme* (en 1921).

Résidences successives :

13, rue du Moniteur, à Bruxelles (en 1908);

64, rue de l'Enseignement, à Bruxelles (1911).

156, rue Montmartre, à Paris (1921).

7, rue Yvon Villarceau, à Paris (1930).

[C] FUSS Gustave.

Avocat, échevin à Schaerbeek.

Actionnaire-fondateur de la *Sté Réforme* en 1885.

44, rue des Palais, à Schaerbeek (vers 1885).

[C] GERARDY Paul (JIM. — GY — HAMILCAR — JUSTIN WALLON — JULES TERBORGH — LE BOITEUX — LOUP).

Maldingen (Saint-Vith), 1870 — Bruxelles, 1933.

Poète et critique. Rédacteur en chef du *Messenger de Bruxelles* et de *Réalités*.

Directeur fondateur de la revue *Floréal* (1892-1893). Rédacteur au *Petit Bleu*, collaborateur à *La Réforme* (1896).

Diverses publications et œuvres.

Exemple d'article : *La Réforme*, 9 juillet 1896.

[C] GHILAIN Albert.

Premier rédacteur en chef de *La Réforme*, « mort à la tâche » (vers juin 1884 ?).

Avocat, beau-frère de Fonsny de *La Gazette*.

« ... M. Ghilain, notre dévoué collaborateur des premiers jours, éloigné momentanément du journal pour des raisons de santé, n'a pas cessé d'être des nôtres... » (*La Réforme*, 29 juin 1884).

GHYSBRECHT Oscar.

Avocat. Fondateur-actionnaire de la Sté *La Réforme*. Commissaire de la société de 1885 à 1897.

Habita 75, rue Berckmans, à Saint-Gilles, puis à Saint-Josse.

[C] GOFFIN Arnold (MAXIME).

Bruxelles, 17 mars 1863 — Bruxelles, 10 juin 1934.

Littérateur et critique d'art. Directeur général des Télégraphes et Téléphones.

Appartint à *La Basoche* et à *La Jeune Belgique*.

Rédacteur à *La Réforme* (en 1896).

Habita 38, rue François Stroobant, à Ixelles (en 1932).

Exemple d'article : *La Réforme*, 13 janvier 1896.

GRAUWELS Alphonse.

Rentier, rue du Cyprès, 14, à Bruxelles (vers 1900).

Commissaire de la Sté *La Réforme* en 1901.

[C] GSELL Laurent.

Dessinateur de journaux illustrés parisiens.

Engagé à *La Réforme* en novembre 1895.

Exemple de dessin : *La Réforme*, 16 mars 1896.

[C] HANREZ Prosper.

Tirlemont, 14 novembre 1842 — Saint-Gilles (Bruxelles), 22 août 1920.

Ingénieur en 1861 (de l'Ecole des Mines de Liège), il contruisit et dirigea les grandes usines françaises de la Société Solvay ; en devint associé-gérant. Président de l'Association libérale et Union constitutionnelle de l'arrondissement de Bruxelles.

Conseiller communal à Saint-Gilles (de 1887 à 1895). Représentant de Bruxelles de 1892 à 1894. Sénateur progressiste en 1900.

Collaborateur à *La Réforme*. Publia divers articles dans des revues techniques.

Collaborateur au *Ralliement* en 1903.

Chevalier de l'Ordre de Léopold et de la Légion d'Honneur.

Habita chaussée de Charleroi, 190, à Bruxelles (vers 1900).

Exemples d'articles : *La Réforme*, 3 mars 1892 ; 9 mars 1894.

[C] HOUZEAU (DE LEHAIE) Jean, Charles.

Né à Mons le 7 octobre 1820, décédé à Schaerbeek le 12 juillet 1888, rue de Robiano. Il préféra toujours s'appeler simplement HOUZEAU.

Membre de l'Académie royale de Belgique, directeur de l'Observatoire royal de Bruxelles. Collaborateur à *La Réforme* ; 2 articles-exemples

dans *La Réforme* : 23 janvier 1888, 16 avril 1888.
Biographie : voir *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 3^e série, t. XVI, n^o 8, 1888 (article de J.-B.-J. LIAGRE); voir également *Biographie Nationale*, t. 29, Bruxelles, 1957, col. 694-699.

HULET Joseph.

Directeur de la publicité à *La Réforme* en 1897.
Dut céder sa place à Georges Chainaye en janvier 1899.
Directeur des *Intérêts Economiques Belges*.

[C] JANSON Paul.

Herstal, 11 avril 1840 — Bruxelles, 18 avril 1913.
Avocat, conseiller communal, parlementaire, homme politique de premier plan.
Fondateur de *La Réforme* et du *Ralliement*.
Actionnaire de la Sté *La Réforme*; administrateur de celle-ci de 1885 à 1899.
Habita place du Petit-Sablon, 7, à Bruxelles (vers 1885), et rue Royale, 260 à Saint-Josse-ten-Noode (vers 1895).

[C] JANSON Jules.

Echevin dans une commune de l'agglomération bruxelloise.
Collabora à *La Réforme* (quelques articles).
Article-exemple : 2 juillet 1893.

[C] JAUBERT Pol.

Bruxelles, 20 août 1880 — Saint-Gilles (Bruxelles), 21 février 1955.
Journaliste, auteur d'éditions spéciales en 1898 et 1899 à *La Réforme*.

JAUNIAUX Augustin.

Comptable; chef de la comptabilité à *La Réforme* en 1897.
Actionnaire de la Sté *La Réforme*.
Habita 147, boulevard du Hainaut, à Bruxelles.

[C] JAUZ Jules (G. JULIO).

Italien né à Trieste. Arrivé en Belgique en 1895.
Dessinateur. Collaborateur graphique à *La Réforme* en 1896, vraisemblablement jusqu'en 1907.
Dessina dans *Le Peuple* (vers 1902), et surtout dans *Le Cri du Peuple* pendant les 6 mois de l'existence de ce journal (de mai à novembre 1902).
Auteur de caricatures jugées « outrageantes pour la Reine d'Angleterre », Jauz fut convoqué le 27 mars 1900 par le Directeur général de la Sûreté Publique. Il prit l'engagement de s'abstenir « dans la mesure du possible de faire figurer S. M. la Reine d'Angleterre dans ses publications illustrées ». Cet engagement fut de courte durée : Jauz récidive dès juin 1900! (Archives du Ministère des Affaires Etrangères, d. 162, Offenses aux gouvernements étrangers, année 1900).

[C] KAYENBERG Albert (ALBERT GIRAUD).

Louvain, 23 juin 1860 — Schaerbeek, 26 décembre 1929.

Secrétaire de rédaction à *L'Etoile Belge*.

Fondateur et directeur de *La Jeune Belgique*.

Rédacteur à *La Réforme*.

Habitait en 1908 au 30, rue Henri-Bergé, à Schaerbeek.

Biographies : Henri LIBRECHT, Arnold GOFFIN, Valère GILLE, Jeanne POLYTE, Georges RAMAECKERS.

[C] KERFYZER Ed.

Gand, 5 avril 1844 — Bruxelles, 8 mai 1900.

Correspondant du *Gaulois* à Bruxelles, collaborateur de *L'Indépendance Belge* et de *La Réforme* (articles « chiens écrasés », d'après Jacques Willequet).

Auteur de diverses brochures dont la première biographie de Stanley publiée en français.

35, rue des Ursulines (1882); 5, cité de la Bougie, Anderlecht (vers 1890).

[C] LACOSTE.

De la rédaction de *La Réforme* en janvier 1885.

[C] LAMBIOTTE Auguste.

Né à Marche-en-Famenne le 11 février 1862, décédé à Fontainebleau (France) le 8 mai 1920.

Industriel. Domicilié à Marbehan (Luxembourg), puis à Schaerbeek, rue Rogier, 41.

Il occupa des places en vue dans cette dernière commune.

Actionnaire-fondateur de la Sté *La Réforme* en 1885.

Intéressa ses frères Georges et Ludolphe, (industriels tous deux, domiciliés à Marbehan) à cette Société.

Administrateur délégué de la Société de 1885 à 1893, administrateur jusqu'en 1895 et commissaire en 1896-1897.

Collaborateur assidu de *La Réforme*.

Ecrivit aussi dans *Le Ralliement* (à partir de 1903) ainsi que dans *La Sentinelle* de Virton et dans *Le Voyageur* (organe de la Société des voyageurs, dont il fut président).

Remarque : Quelques articles de Georges Lambiotte dans *La Réforme* (exemple : 4 avril 1886).

[C] LECRENIER Nelly.

Rédactrice de *La Réforme* vers 1903-1906.

Ecrivit dans *Bruxelles-Philanthropique* en 1904. Appartiendrait aussi à *La Gazette de Charleroi*.

Articles-exemples : *La Réforme*, 20 juillet 1904; 2 janvier 1906.

[C] LEGRAND Paul (P. GRANDEL).

Né à Bruxelles, le 31 mai 1860; mort à Schaerbeek, le 23 septembre 1900.

Membre fondateur de l'Association de la presse belge.
Etudes de droit.
Rédacteur à *La Réforme* dès 1884.

[C] LEMONNIER Camille.

Bruxelles, 23 mars 1844 — Ixelles, 13 juin 1913.
Romancier, conteur, critique d'art.
Etudes à l'U. L. B. ; employé au Gouvernement Provincial.
Fondateur de *La Jeune Belgique* (1883) ; collaborateur à *La Réforme*.
Biographie : Maurice GAUCHEZ.
Article-exemple : *La Réforme*, 30 novembre 1896.

[C] LÉPOUTRE Louis.

Né à Ypres, mort à Ixelles le 10 juin 1894, à l'âge de 54 ans.
Avocat, représentant de Bruxelles en 1892, conseiller provincial en 1885 ;
juge de paix à Ixelles.
Actionnaire de la Sté *La Réforme*.
Habita au 52, chaussée de Wavre, à Ixelles.
Quelques articles dans *La Réforme*.

LEVEQUE Eugène.

Industriel. Administrateur de la Sté *La Réforme* en 1896-1902.
Président du conseil d'administration en 1900-1902.
Il résilia ses fonctions en 1902.
121, boulevard de Waterloo (en 1901).

[C] LORAND Georges.

Né à Namur le 14 mai 1860, mort à Aix-les-Bains (France) le 31 août 1918.
Publiciste et avocat de Bruxelles (diplômé en droit en 1880). Parlementaire
pour Virton dès 1894.
Secrétaire général de la Fédération progressiste depuis sa fondation.
Membre fondateur de l'Association de la Presse Belge en 1885.
Actionnaire-fondateur de la Sté *La Réforme*.
Entré à *La Réforme* en 1884, il en devint le rédacteur en chef en avril de la
même année, il s'y intéressa tout particulièrement à la politique
étrangère (« Bulletin Politique ») et rédigea maints articles (questions
parlementaires), enfin il y assura la politique intérieure en 1897.
Ecrivit dans plusieurs journaux libéraux de province.
Un des fondateurs de *L'Aurore* de Paris et en fut correspondant.
Correspondant du *El Secolo* de Milan.
Rédacteur à *L'Express*. Correspondant également de *La Revue Politique et
Parlementaire* de Paris et de plusieurs autres périodiques étrangers.
Membre du comité de direction du *Ralliement*.
Un des présidents de l'Association de la Presse Belge (1898-1899).
Ouvrages politiques : *La Nation armée* ; *Le Referendum* ; *Démission ! Dissolu-
tion !*
Résidences successives :

81, rue Keyenveld, à Ixelles (1885);
91, rue Belliard (1890);
23, rue de Milan, à Ixelles (1900);
6, av. des Ormeaux, à Uccle (1911).
Biographie : *Les Hommes du Jour*, 2^e série, n^o 2.

LYNEN Victor.

Né à Anvers le 30 septembre 1834, mort à Baden-Baden le 3 octobre 1894.
Il organisa à Anvers vers 1865 un mouvement de conférences publiques en faveur des idées nouvelles.
Vice-président de tous les congrès progressistes.
Il a soutenu *La Réforme* dans ses périodes difficiles (il était actionnaire de la Société).
Article nécrologique : *La Réforme*, 1 octobre 1894.

MAHEU Edouard.

Né à Bruxelles le 18 août 1857.
Premier imprimeur de *La Réforme* en 1884.
Actionnaire-fondateur de la Sté *La Réforme* en 1885.
Installé rue des Sables, à Bruxelles, au n^o 18, mais habita rue Philomène, 94, à Schaerbeek avec son frère Joseph François Maheu, typographe (né à Bruxelles, le 19 mai 1867).
Secrétaire de la Ligue ouvrière.
Voir : A. V. B., archives de la Police, carton 1, Correspondance-Renseignements 1886, pièce n^o 6669.

[C] MAHIEU Emile (MATTHIAS).

Bruxelles, 13 décembre 1863 — Bruxelles, 26 octobre 1926.
Rédacteur au *Soir*, dont il devint le secrétaire général, et à *La Réforme* (vers 1900).
Collaborateur au *Messenger de Bruxelles*.
Résidences : 18, rue de l'Arbre, à Bruxelles (1908-1911), puis 24, rue Wappers (1921).

[C] MASSET Georges.

Liège, 31 mars 1859 — Ixelles, 23 novembre 1920.
Avocat. Rédacteur à *La Meuse* (de 1877 à 1885), à *La Réforme* (de 1886 à 1893) où il tint la critique « avec conscience ».
Reconnu être l'auteur de « paroles hautement inconvenantes... à l'adresse de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, dans la séance du 30 juin », l'accès de la tribune des journalistes du sénat lui fut interdit le 1^{er} juillet 1891 (*La Réforme*, 3 juillet 1891).
Directeur fondateur de *L'Express de Liège*.
Chevalier de la Légion d'Honneur.
Résidences :
avenue de la Toison d'Or, 62, à Bruxelles (1890).
avenue de la Cascade, 44, à Ixelles (1908-1911).

[C] MATHIEU Emile (TIB-TOB).

Né le 7 juin 1874, mort en Angleterre en 1918.

Rédacteur à *La Réforme* vers 1896-1899.

Secrétaire de la rédaction du *Carillon*.

Adresse : 56, rue de la Chapelle, à Ostende (1908-1911).

[C] MICHEL Charles.

Probablement né à Liège.

Dessinateur à *La Réforme* en 1897.

[C] MADAME MICHEL (VERA).

Collaboratrice à *La Réforme* de 1896 à 1904, au moins.

Article-exemple : *La Réforme*, 9 janvier 1896.

[C] MOCKEL Albert (PAUL MERAN).

Ougrée, 27 décembre 1866 — Liège, 30 janvier 1945.

Fonda et dirigea *La Wallonie* (revue de littérature symboliste).

Poète et prosateur de talent, il collabora à un grand nombre de revues belges et étrangères.

Envoya des « lettres parisiennes » à *La Réforme* entre 1895 et 1898.

MONDET Gustave, Irénée.

Né à Rouen le 25 mars 1839. Arrivé en Belgique le 20 novembre 1871 (réfugié suite aux événements de la Commune).

Chef d'atelier, premier metteur en page de *La Réforme* en 1897.

Voir courte biographie dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français* (direction : Jean MAITRON), t. VII, Paris, 1970, p. 378.

Il existe également un dossier le concernant aux A. V. B., archives de la Police.

MONNOYER Léon.

Ingénieur. Commissaire de la Sté *La Réforme* en 1901.

252, avenue Louise, à Bruxelles.

[C] MOREELS Louis (BAMOUNGA).

Né à Liège le 18 décembre 1858, mort à Schaerbeek le 7 avril 1930.

Dessinateur (souvent d'après photographies) à *La Réforme* (dès 1896).

Rédacteur au *Laatste Nieuws*.

Ouvrages :

Les dolmens de Weris et d'Oppagne;

La nation préhistorique de Sainte-Gertrude.

Résidences : Rue Léopold Courouble, 11; rue des Ailes, 59 (1911), et rue d'Anethan, 27 (1930), à Schaerbeek.

[C] MORICE Charles.

Collaborateur de *La Réforme* en 1897.

Article-exemple : 7 mars 1897.

[C] MOSHEIM Maurice.

Né à Frechen (près de Cologne) le 5 mars 1840.

Correspondant du *Frankfurter Zeitung*, spécialement envoyé de Francfort, après le passage de Lax au *Times*.

Vit dans le milieu de *La Réforme* et cela se marque dans ses correspondances (d'après Jacques Willequet) qu'il écrit au bureau du journal.

Arrive en Belgique vers 1870.

Résidences successives : Rue de Laeken, 46 ; rue d'Artois, 21 ; Boulevard de la Senne, 17.

Etudes de droit ; professeur de langues. Il tenait en 1873 une maison d'éducation (dont les élèves appartiennent au culte israélite), 69, Boulevard extérieur d'Anderlecht.

Voir son dossier de la Police des Etrangers établi par la Sûreté Publique (A. G. R., Ministère de la Justice, n° 239.932) ; voir aussi le court article sur son départ, dans *La Réforme*, 4 septembre 1889.

[C] NAU César.

Appartient à la rédaction de *La Réforme*.

[C] NAULET.

De la rédaction de *La Réforme* en janvier 1885.

[C] NIZET Georges-Henri (NEMO — UNCLE SAM — ALCESTE — CHARLEY).

Bruxelles, 13 décembre 1863 — Rhode-Saint-Genèse, 16 avril 1925.

Publiciste. Rédacteur à *La Réforme* où il tint des chroniques diverses de 1884 jusque vers 1897.

Rédacteur à *La Nation*, à *La Chronique*, au *Soir*, au *Messenger de Bruxelles*, à *La Dernière Heure* (où il occupe la rubrique des « Livres »).

Ouvrages : *Bruxelles rigole*, *les Béotiens*, *Suggestion*.

Adresses : Petite-Espinette (1908) ; avenue Lequinne, Rhode-Saint-Genèse (1921).

Articles-exemples : *La Réforme* 5 avril 1884 ; 6 janvier 1897.

Nors Jean-Baptiste, dit Lagardère.

Né à Bruxelles le 24 avril 1862.

« Héraut » de l'équipe des vendeurs de *La Réforme*, installé aux galeries Saint-Hubert depuis 1895.

Vendeur de journaux à l'âge de 10 ans.

Véritable « type » bruxellois (il était bossu), il fut représenté dans la joyeuse revue de « Théo Hannon à la Scala en 1897 ».

PEEMANS Albert.

Avocat. Domicilié à Louvain.

Actionnaire-fondateur de la Sté *La Réforme*.

A publié quelques articles dans *La Réforme* entre 1886 et 1893.

[C] PERGAMENI Hermann.

Né à Bruxelles le 22 avril 1844, décédé à Saint-Josse-ten-Noode le 28 avril 1913.

Docteur en droit en 1867, avocat près la Cour d'Appel à Bruxelles. Il quitta le barreau pour le professorat. Chargé de cours à l'U. L. B. en 1880, professeur extraordinaire en 1881, professeur ordinaire en 1887 (il enseigna l'histoire, la géographie, la littérature française).

Directeur du journal *La Discussion* de 1871 à 1873.

Collabora à *La Revue de Belgique*, à *La Presse Belge*, à *La Réforme* (de 1885 à 1894 : nombreux articles sur des réformes institutionnelles), au *Messenger de Bruxelles*, au *Ralliement*.

[C] POIRÉ Emmanuel (CARAN D'ACHE — CAPORAL POIRE).

Moscou, 1859 — Paris, 1903.

Artiste-dessinateur français.

Il aide *La Réforme* ainsi que *Le Figaro*, vers 1895 (nombreux dessins envoyés). Cette collaboration à *La Réforme* fut brève, sans doute parce qu'il devient vers 1898 anti-dreyfusard violent. Il collabora aussi au *Psst...!*, le journal anti-dreyfusard le plus célèbre, fondé par Forain.

Il est au *Réveil Républicain* en 1904.

Courte biographie dans *L'Album*, Paris, Tallandier, s. d.

[C] RENS Georges (G.-O. D'HARVE — (GEO) PENSANT — MAX BORGUEIL).

Visé (Liège), 3 février 1877 — Bruxelles, 16 février 1932.

Fils de Raphaël Rens.

Poète, romancier, dramaturge; styliste « puissant ».

Ses nouvelles et ses romans sont à tendance sociale.

Rédacteur parlementaire (Chambre) et critique théâtral au *Journal du Matin*.

Secrétaire de rédaction du *Moniteur du Commerce*. Collaborateur (en 1911) à *La Belgique artistique et littéraire*.

Secrétaire de rédaction au *Vétéran* (en 1921).

Rédacteur à *La Réforme* (article-exemple : 12 janvier 1898). Membre du comité de l'Association des journalistes bruxellois.

Résidences successives :

143, bd. Anspach (1908-1911);

5, rue des Hirondelles (1921);

22, rue des Ebats, à Berchem-Sainte-Agathe (1930).

[C] RENS Raphaël (RALPH).

Né à Gand le 6 juin 1855, décédé en 1929.

Père du précédent.

Collaborateur à *La Chronique*, à la *Vlaamsche Gazet*, au *Mouvement Géographique*, au *Peuple*, à *La Presse*, à *L'Action* (Paris).

Il représente *La Chronique* à la tribune de la presse au Sénat.

En 1896, il tient le compte rendu des Chambres et Assemblées à *La Réforme* (jusqu'en 1907 sans doute).

L'accès de la tribune de la Chambre lui fut interdit le 30 juin 1899, ce qui entraîna une demande de justification de *La Réforme* au questeur.

Conseiller provincial du Brabant.

Vice-président du Syndicat de la Presse d'information.

Ouvrages publiés : *Traité d'Histoire Universelle, Précis d'histoire contemporaine*.

Résidences successives : 12, rue Paul Devaux, à Bruxelles (1908-1910);

11, rue Joseph Stevens (1911); 2, rue Destouvelles (1920).

Photographie : *Répertoire général de la presse de 1904*, p. 256.

[C] ROBERT Eugène.

Gand, 4 juillet 1839 — Ixelles, 21 mars 1911.

Avocat. On fêta en juin 1909 ses cinquante ans de barreau.

Siégea à la Chambre de février 1882 à juin 1884 et de juin 1892 à octobre 1894.

Actionnaire-fondateur de la Sté *La Réforme*.

Collaborateur à *La Réforme* (1885-1893) et au *Ralliement* (dès 1903).

Résidences successives :

18, rue des Petits-Carmes, à Bruxelles.

108, rue du Prince-Royal, à Ixelles.

Biographie : *Les Hommes du Jour*, 2^e série, n^o 25.

ROBERT LOUIS.

Né à Sauvenière le 8 mars 1845, mort à Bruxelles le 7 avril 1896.

Industriel, actionnaire-fondateur de la Sté *La Réforme*.

Commissaire de la Société de 1885 à 1896.

10, rue de la Bourse, à Bruxelles (vers 1890).

[C] RODENBACH Georges.

Tournai, 16 juillet 1855 — Paris, 25 décembre 1898.

Sollicité par Maurice Warlomont (Max Waller) à *La Réforme* pour la rubrique de poésie.

Secrétaire de la rédaction du *Progrès de Bruxelles* (1886-1888).

Correspondant parisien du *Journal de Bruxelles* pendant de longues années.

[C] ROTIERS Fritz.

Né le 3 juillet 1858 — Décédé en juillet 1924, à Bruxelles.

Rédacteur aux débuts de *La Réforme* (signature F.-R. peut-être?).

Très élégant. Vécut beaucoup dans le milieu de *La Jeune Belgique* et de *L'Indépendance Belge*. Chargé de la tribune de la Presse à la Chambre pour *La Chronique*.

Un des créateurs de *Bruxelles-Kermesse* avec Georges Garnir.

Président de l'Association de la Presse Belge.

Il fonda *L'Eventail*.

A publié une *Histoire du Théâtre de la Monnaie*.

[C] SARCEY Francisque (SATANE BINET — SCAGNARELLE).

Dourdan (Seine-et-Oise), 8 octobre 1828 — Paris, 17 mai 1899.

Critique dramatique. Etudes à l'Ecole Normale Supérieure (BARTIER J., *Le Mouvement...*, mars 1960).

Il collabora au *Gil Blas*, au *Figaro* (en 1858), au *Temps* (en 1867) où il écrivit durant trente ans le feuilleton hebdomadaire.

Collabora encore à des revues scientifiques.

Collaborateur à *La Semaine d'Anvers* et à *La Réforme* (nombreux articles en 1886 et en 1887).

Il décida du genre définitif du mot « automobile »!

Critique par Gustave FRÉDÉRIX.

Article nécrologique : *La Réforme*, 17 mai 1899.

[C] SCHEPENS Edmond (FORSANS).

Né le 3 février 1868, à Wetteren; décédé à Schaerbeek le 29 septembre 1924.

Collabora à *L'Etoile Belge* et à *La Dernière Heure* (en 1921).

Tint les faits divers à *La Réforme* en 1896.

Adresses :

163, rue Royale Sainte-Marie (1911);

14, rue Fernand Severin (1921), à Schaerbeek.

[C] SCHOLL Aurélien.

Bordeaux, 1833 — Paris, 1902.

Collaborateur du *Figaro*.

Collabora à *La Réforme* de 1885 à 1892.

[C] SICARD.

Né à Uzès (France) le 9 avril 1855, mort en 1900.

Sujet français, il envoie des lettres hebdomadaires au *Gil Blas*.

S'établit en Belgique en 1884, collabora à *La Réforme*, où il classe les articles (voir plus haut DE NEUVILLERS Célestin, Louis).

Correspondant du *Temps*.

Fut rédacteur quelques mois à *L'Indépendance Belge*.

Tint la chronique dramatique à *L'Etoile Belge*.

[C] SPAAK Paul (PICHINO).

Ixelles, 5 juillet 1871 — Ixelles, 8 mai 1936.

Docteur en droit, co-directeur du théâtre royal de la Monnaie.

Professeur de littérature française à l'Ecole coloniale d'Anvers.

Il épouse en 1894 la fille de Paul Janson.

Inscrit au tableau de l'Ordre des avocats en 1899.

Il collabora à l'Université Nouvelle dès 1897 (cours d'histoire de la littérature française jusqu'en 1902), aux Hautes-Etudes jusqu'en 1922.

Collaborateur de *La Réforme* dès 1896, il est correspondant aux débats de revision de l'affaire Dreyfus (1899). Ensuite, il devient collaborateur au *Ralliement* et rédacteur au *Journal des Tribunaux*.

Directeur du théâtre de la Monnaie en 1919. Académicien en 1920.

Biographie : José MIRVAL.

Article-exemple : 22 mai 1896.

[C] SULZBERGER Maurice (SYLVES ou SYLVIES).

Bruxelles, 9 mai 1863 — Ixelles, 8 janvier 1939.

Fils de Max Sulzberger.

Diplômé en droit, inscrit au Barreau de Bruxelles en 1883.

Critique d'art et homme de lettres.

Il tâta, en amateur, du journalisme à *La Jeune Belgique*.

Fondateur de *La Chrysalide*, vite muée en *Jeune Revue littéraire*.

Il entre à *La Réforme* en 1885 (stimulé par l'exemple de son père et grâce aux appuis de ce dernier) où il obtient de collaborer au « Compte Rendu Analytique de la Chambre », dont il devient directeur un peu plus tard.

Il y travaille jusqu'en 1895 environ.

L'actualité, les questions financières, le grand reportage, la critique dramatique l'occupent (signature : S.).

Rédacteur par la suite à *L'Etoile Belge* où il occupe la rubrique des Arts et celle des Livres, de 1895 à 1931 sans interruption.

Résidences :

109, rue de la Culture, à Bruxelles (1908-1911).

101, rue Franz Merjay, à Ixelles (1938).

Biographie : Lucien SOLVAY.

[C] SULZBERGER Max(imilien).

Né à Goch (Allemagne), le 16 octobre 1830.

Mort en 1901, à Bruxelles.

Père du précédent. Critique d'art attaché à *L'Etoile Belge* pendant quarante ans et à *La Réforme*.

Fit des études à Bonn, à Gottingen (où il obtint son diplôme de docteur en philosophie et lettres). Il fréquenta aussi l'Académie de peinture. Il se rendit en France, mais dut quitter Paris en 1862 pour se soustraire à des poursuites judiciaires exercées contre lui pour délits politiques. Il tient la Correspondance de Prusse à *L'Etoile Belge*, puis le Bulletin politique. Correspondant bruxellois de la *Frankfurter Zeitung* en 1877, il est aussi correspondant de *L'Opinion Nationale*. Il fut en 1878 fort en contact avec le communard Ranc « qu'il voit tous les jours ».

Voir son dossier de la Police des Etrangers établi par la Sûreté Publique (A. G. R., Ministère de la Justice, n° 99702).

Membre de l'Académie royale de Belgique.

Peut-être s'agit-il du « MAX » de *La Réforme* du 9 août 1884 ?

TARDIEU Charles-Henri.

Bruxelles, 9 février 1838 — Ixelles, 17 janvier 1909.

Tout jeune, rédacteur à *L'Indépendance Belge*. Il devient co-directeur du journal en 1892, avec Gérard Harry.

Président d'honneur de l'Association bruxelloise de la Presse belge.

Secrétaire de rédaction à *La Réforme* en 1904.

Il s'occupe des arts à *La Dernière Heure*.

Collaborations diverses.

Chevalier de l'Ordre de Léopold en 1896.
38, rue de la Tulipe, à Ixelles (1908).

[C] TERWAGNE.

Collaborateur de *La Réforme* (cité dans *La Réforme*, 20 avril 1890, p. 1).

TORDEUR.

Employé à l'imprimerie de *La Réforme* (février 1885).

[C] VAN DEN BERG Paul.

Collaborateur de *La Réforme* en 1900.

[C] VARLEZ Armand (SAINT-VALLON).

Charleroi, 19 août 1884 — Bruxelles, 17 décembre 1941.

Secrétaire de rédaction à *La Réforme* (articles dès 1904).

Rédacteur du *Journal du Matin*. Rédacteur en chef de *L'Echo d'Ostende*.

Collaborateur aussi à *L'Indépendance Belge* et à *La Comoedia* de Paris.
Habitait en 1908 rue Eloy, 22, à Cureghem (Anderlecht).

VOGLET Désiré.

Editeur-imprimeur de *La Réforme* en 1896.

WARNANT Henri.

Membre du conseil d'administration de la Sté *La Réforme* en 1900.

[C] WARLOMONT Maurice (MAX WALLER — M.W.).

Bruxelles, février 1860 — Bruxelles, 6 mars 1889.

Fondateur de *La Jeune Belgique*.

Collaborateur à *La Réforme* de 1884 à 1886. Y tint de remarquables articles
(sur l'Exposition des XX par exemple), comme critique théâtral et
artistique.

Co-fondateur de *L'Eventail*.

Ouvrages publiés : entre autres, *La Flûte de Siebel* (1890) ; *la Petite Veuve*,
en collaboration avec Georges Rodenbach ; *le Théâtre de la Monnaie*,
avec Fritz Rotiers (1887).

Biographie : Paul ANDRÉ.

Articles-exemples : *La Réforme*, 13 juillet 1884 ; 14 février 1885.

B. Quelques collaborateurs occasionnels.

Augustin CHABOSEAU	en 1886.
Eugène CHAVETTE	« 1886.
César DE PAEPE	« 1886.
Th. LINDENLAUB [du <i>Ralliement</i> , (France)]	« 1886.
Camille PELLETAN [de <i>La Justice</i> , (France)]	« 1886.
Auguste SAULIERE	« 1886.
Gustave GEOFFROY	de 1887 à 1906.
Emile VANDERVELDE	de 1888 à 1890.

Léon FURNEMONT	en 1894.
Ernest VAN ELEWYCK	« 1894.
Th. VERSTRAETEN	« 1894.
Maurice WILMOTTE	« 1894.
Alphonse ALLAIS	« 1895.
Jean VAN RYSWYCK	« 1895.
Emile MAX	de 1896 à 1898.
F. DE HAENEN (dessins).	
Alfred VAN NESTE (dessins).	
Achille ROTSAERT (photos).	

C. Tableau d'identification.

1. Principaux pseudonymes et principales signatures identifiés de *La Réforme*.

a) Pseudonymes.	Noms des écrivains.
AXEL	Célestin DEMBLON.
BESTIOL	Paul DELANNE.
BAMOUNGA	Louis MOREELS.
CAROL	Georges EEKHOUD.
CHAMPAL	Achille CHAINAYE.
RAYMOND COLLEYE	Raymond DE WEERDT.
FORSANS	Edmond SCHEPENS.
FOVETTE	Joseph DOITEAU.
GEO PENSANT	Georges RENS.
HABERT	Raoul BARTHE.
HAMILCAR	Paul GERARDY
L(E) MELEK	Léon DONNAY.
Mme SYLVIANE	Mme DUBOIS.
MAITRE CHAMAILLAC	Léopold COUROUBLE.
MATTHIAS	Emile MAHIEU.
MAX WALLER	Arnold GOFFIN.
PAUL MERAN	Albert MOCKEL.
MILIO (ou MILO)	Emile DELINGE.
NEMO	Henri NIZET.
PAUL SAINTE BRIGITTE	Hermann DONS.
PICHINO	Paul SPAAK.
RALPH	Raphaël RENS.
RO-MERAS	Roland DE MARES.
TIB-TOB	Emile MAHIEU.
VERA	Mme MICHEL.
VIREL(LE)	Hector CHAINAYE.

b) Signatures.

Noms des écrivains.

F.
F. C.
F. F.
G. D.
H. D.
J. D.
M. W.

R. C.

Emile FOURVEL.
Fernand CROMMELYNCK.
Franz FOCKETIJN.
Guillaume DE GREEF.
Hermann DUMONT.
Jean DELVAUX.
Max WALLER
(voir Maurice
WARLOMONT).
Raymond COLLEYE
(voir Raymond DE
WEERDT).

2. Principaux pseudonymes et principales signatures non identifiés.

a) Pseudonymes.	Années d'apparition.	Articles-exemples dans <i>La Réforme</i> .
ABEL	1898-1904	11 août 1898.
A. GOBERT	1886-1887	6 novembre 1886.
ANOR	1903-1904	14 décembre 1903.
ARDENR	1899-1902	8 mars 1899.
ARGUS	1885	27 janvier 1885.
ED. MULLER	1898-1903	4 août 1903.
EXCELSIOR	1885-1887 (« Causerie scientifique »)	17 mars 1885.
DIXIT	1904-1906	
CAVELLIER Gabrielle	1905 (« Petite chronique féminine »)	19 mars 1905.
Georges RENORY	1887-1892	8 octobre 1891.
HAMED	1887-1888	22 janvier 1888.
Henri BIDOU	1904-1906	23 janvier 1904.
Jean de Flandre	1894-1895	26 février 1895.
Jean FROLLO	1886-1895	15 septembre 1895.
KARL	1902-1907	21 mai 1906.
LINA	1903	8 mars 1903.
MARCOURT	1887-1889 (« Anvers »)	24 avril 1889.
MERMEIX	1886-1887	3 juillet 1887.
MILES	1898-1903	27 juin 1896.
M. L'Hapiette	1886-1895 (« Miettes scien- tifiques »)	27 février 1892.
MORTSEL	1886 (« Théâtre »)	1 décembre 1886.

PADUP (Hector-Denis ?)	1884-1886 (« Superstitions financières »)	
PAN-PAN	1896	1 février 1896.
PAUL EMILE	1886-1887	25 décembre 1887.
PIF (PIF-PAN)	1884-1896	4 août 1886.
R. LADUREL	1898 (« Sports »)	10 août 1898.
Raoul de Caix	1905-1907	18 août 1905.
SAUVENIERE	1887 (« Liège »)	5 août 1887.
THEMIS	1906-1907 (« Echos de l'audience »)	2 janvier 1907.
VINDEX	1889-1899	11 septembre 1899.

b) Signatures.	Années d'apparition.	Articles-exemples dans <i>La Réforme</i> .
A. C.	1886-1887 (« Chronique artistique »)	17 janvier 1886.
A. D.	1885	29 mars 1885.
F. L.	1886-1894 (« Théâtre »)	26 janvier 1888.
F. S.	1887 (« Théâtre »)	9 mai 1887.
M. F. (Maurice Feron ?)	1885-1887 (« Théâtre »)	
M. L. (ou M. L'Hapiette)	1886-1895 (« Miettes scientifiques »)	22 avril 1887.
M. R.	1887-1894 (« Revue financière »)	1 janvier 1899.
P. L. (Paul Legrand ?)	1885-1887 (« Faits divers »)	

c) Pseudonymes curieux.	Années d'apparition.
STENO GRAFF	1884.
A. FRIKIN	1884.
V. NARD	1884.
NEGRO	1884-1885.
INTERIM	1885.
SEMPER	1888.
PAUL SANS CE	1897-1898.

SECTION III

Documents divers

DOCUMENT I

Extraits du discours prononcé par l'avocat Sasserath, Président du comité du Monument aux frères Chainaye, à l'occasion de l'inauguration de ce monument, au cimetière d'Ixelles, le 27 septembre 1925.

« (...) A cette époque déjà le mouvement flamingant était puissamment organisé depuis de longues années et ses dirigeants avaient obtenu du Parlement le vote d'une série de lois qui préparait la situation angoissante actuelle aboutissant à mettre en péril l'unité et l'avenir du pays.

Cependant, en Wallonie les revendications outrancières des flamingants laissaient l'opinion publique indifférente : les Wallons n'apercevaient pas le danger et considéraient l'agitation flamingante comme factice.

(...) Ce furent Achille et Hector Chainaye qui jetèrent le premier cri d'alarme.

Ils se consacrèrent tout entiers à l'œuvre du groupement des forces Wallonnes et à l'organisation de la résistance, non pas dans un esprit d'hostilité vis-à-vis des Belges d'expression flamande; non pas pour combattre des réformes justes mais pour prémunir les Wallons et tous les Belges d'expression française contre une politique de faiblesse et de concessions excessives qui devait aboutir à créer entre les deux parties du pays un esprit particulariste, un sentiment de malaise, prélude d'une crise plus grave que les Frères Chainaye avaient prévue et qui inquiète à juste titre tous les bons patriotes.

Achille avait la vocation de la sculpture et ses premières œuvres permettaient d'espérer qu'il ferait une brillante carrière artistique.

Hector avait conquis avec grande distinction le diplôme en droit à l'Université de Liège et se destinait au barreau où il se serait sûrement acquis une place brillante car son éloquence naturelle et son esprit de combativité le prédestinaient à la carrière qu'il s'était choisie.

(...) Achille calme et pondéré tempérait avec prudence la fougue débordante d'Hector. Sous des dehors placides, Achille savait cependant défendre ses idées avec une grande énergie et les innombrables articles publiés dans *La Réforme*, *La Chronique* et ailleurs sous le pseudonyme de Champal étaient très remarquables.

Hector était aussi bouillant qu'Achille était calme. Doué d'un véritable tempérament de tribun il savait enthousiasmer ses auditeurs par son éloquence fougueuse.

(...) Hector Chainaye fonda avec Albert Dubois et Jenissen un journal intitulé *Le Réveil Wallon* qui n'eut qu'une vie éphémère puis, en collaboration avec Ivan Paul ce vaillant organe qui s'appelait *La Lutte wallonne* et qui continua sa publication jusqu'à la guerre.

En 1912 Achille et Hector Chainaye furent parmi les fondateurs de l'Assemblée Wallonne et prirent une part importante à toutes les délibérations de cette assemblée. Les Frères Chainaye furent les premiers qui comprirent que c'était au sein du Parlement avant tout que les Wallons devaient organiser la résistance et c'est en application de cette idée qu'ils présentèrent aux élections de 1910 dans l'arrondissement de Bruxelles une liste Wallonne pour protester contre les concessions incessantes faites par les politiciens de tous les partis aux exigences flamingantes.

(...) Il faudrait rappeler enfin combien Hector Chainaye se dépensa dans de nombreux meetings en 1912 et 1913 lors de la discussion de la réorganisation militaire du pays, non seulement à propos de l'organisation de l'armée proprement dite, et il le fit dans un esprit patriotique élevé dont nous avons tous conservé le souvenir. Mais souffrant depuis longtemps, ne se ménageant pas, il succomba subitement en août 1913, la nuit, alors qu'à sa table de travail il préparait *La Lutte Wallonne*. Cette mort frappa Achille au plus profond de son cœur.

Puis vint la déclaration de guerre. Achille se réfugia en Angleterre et sonne le ralliement des Wallons et des Flamands sans distinction, pensant, avec raison, que ce n'était vraiment point l'heure d'en faire encore et il mit même tant d'ardeur à sonner ce ralliement qu'il souleva certaines susceptibilités de la part de quelques Wallons exilés comme lui (...).

DOCUMENT II

Extraits d'un article d'Emile Feron aux lecteurs de « La Réforme » du 18 novembre 1895 (paru en première page).

« La réorganisation des services de *La Réforme*, annoncée récemment, sera terminée dans quelques jours. Elle aura pour effet, notamment, d'alléger, pour M. Georges Lorand et pour moi, le lourd fardeau d'une direction générale qui portait, non seulement sur les questions politiques, mais aussi sur l'ensemble des services compliqués que comporte la publication d'un journal quotidien. La réorganisation doit aussi outiller plus fortement le service d'informations dont les exigences et les difficultés croissent de jour en jour, en raison même des merveilleux moyens de communication que la science a multipliés. Enfin, un plus grand développement à donner aux choses de l'art, de la science et de la littérature s'impose.

Il est donc devenu nécessaire d'associer à notre œuvre de nouvelles et de plus jeunes activités.

(...) Dès le jour où un allègement devenait possible, il devait donc être opéré. Il fallait que M. Lorand et moi, nous fussions libérés de tout travail étranger à la politique. Car, c'était uniquement pour défendre la politique démocratique et libérale que j'avais fondé *La Réforme*, il y a douze ans, en compagnie de mes vaillants amis de l'ancienne Extrême-Gauche, Paul Janson, Adolphe Demeur, Antoine Dansaert, Eugène Robert, Victor

Arnould, Optat Scailquin, auxquels étaient venus se joindre Louis Le Poutre, Hector Denis, Guillaume De Greef, d'autres encore. Dès les premiers jours, Georges Lorand était accouru prendre place parmi nous.

Nous jurâmes alors de ne connaître ni trêve, ni repos, avant d'avoir déchiré cet article 47 de la Constitution, qui mettait le droit de suffrage à prix d'argent et chassait des urnes électorales l'immense majorité des citoyens.

Nous avons tenu notre serment. La pierre vermoulue a sauté en éclats. Sur les ruines du régime censitaire, la Constitution a édifié le suffrage universel !

Nous aurions le droit de considérer notre tâche comme accomplie ; telle n'est point notre intention, car le suffrage universel est encore prisonnier de ses ennemis et la souveraineté nationale reconquise à encore à conquérir d'urgentes réformes politiques et sociales. Mais, après avoir surmonté les premières difficultés qui menaçaient la vie de ce journal, il nous sera sans doute permis de limiter désormais aux choses de la politique, le sacrifice de notre temps et de nos forces.

Au début, il avait fallu tout assumer et veiller à tout. *La Réforme* était pauvre ; il fallait suppléer à l'argent par un double labeur. On ne pouvait guère se payer le luxe d'une grande division du travail. Et après la dissertation sur la politique du jour, écrite fiévreusement entre une séance de la Chambre et un meeting, il fallait souvent encore vérifier des dépêches, remanier quelqu'article mal venu, parfois même contrôler un fait divers suspect.

Sans doute, les choses se sont allégées plus tard. *La Réforme*, sans être devenue riche et sans avoir enrichi personne, était cependant devenue plus forte et s'était mieux armée.

Mais le travail est toujours resté considérable, la direction politique que j'avais assumée demeurait forcément une collaboration active de tous les instants ; je partageais cette direction avec Lorand qui partageait avec moi ses fonctions de rédacteur en chef. Lorsqu'il arrivait à l'un de nous d'être trop absorbé par la Chambre, les conférences ou les assemblées publiques, il fallait bien que l'autre le relayât, travaillât pour deux et fit tout ce qui concernait son métier, sans compter ce qui ne le concernait pas.

(...) Nous voulons donc reconquérir une plus libre disposition de nous-mêmes et, peut-être, avons-nous, sans encourir le reproche d'égoïsme, le droit de reprendre quelque souci de graves intérêts personnels trop longtemps sacrifiés aux nécessités du journalisme.

(...) Ce nouveau régime vaudra mieux pour tout le monde, et pour nos lecteurs aussi bien que pour nous. Car, de plus jeunes que nous, aussi dévoués à la politique du journal, mais moins engagés dans la lutte, vont se consacrer à cette direction générale et quotidienne de l'ensemble des services de *La Réforme*, qu'il nous était impossible de conserver utilement. MM. Achille et Hector Chainaye, écrivains, d'un talent reconnu et d'un grand sentiment artistique, journalistes rompus à toutes les difficultés d'une profession qu'ils ont exercée avec honneur, assumeront, d'ici à peu de jours, les devoirs de cette direction.

Elle ne saurait être confiée en de meilleures mains et nous attendons de leur ardeur des innovations d'un grand intérêt et de larges extensions du service d'informations du journal.

(...) Pendant plus de huit années, M. Hector Chainaye a écrit, dans deux des plus importants journaux de Bruxelles, des chroniques littéraires et artistiques, ainsi que des articles d'actualité et de grande information qui lui ont fait prendre rang parmi nos meilleurs écrivains. Une de ses études notamment : *Paul Janson, orateur*, témoignait d'une rare exactitude d'observation.

Quant à M. Achille Chainaye, l'un de nos plus anciens collaborateurs, il y a longtemps qu'il a acquis la sympathie de nos lecteurs.

La glace est rompue d'avance pour cet observateur sagace et si profondément artiste qui a, depuis dix ans, dans les colonnes de *La Réforme*, signé du pseudonyme devenu populaire de Champal, tant de reportages pittoresques ou émouvants et tant d'interviews demeurées célèbres.

Qui, mieux que cet informateur de race, pourrait assurer à nos lecteurs l'abondante moisson de nouvelles qui constitue un élément essentiel de l'intense vie intellectuelle de cette fin de siècle (...).

DOCUMENT III

Article de « La Réforme » du 25 février 1886, intitulé « Association libérale de Bruxelles » (paru en première page).

« Voici le texte du nouveau programme de l'Association libérale de Bruxelles (février 1885) :

I. L'extension du droit de suffrage, sans condition de cens, aux citoyens possédant la capacité politique déterminée par la loi. La revision de l'article 56 de la Constitution, en ce qui concerne le cens d'éligibilité au Sénat.

II. L'instruction primaire obligatoire. L'enseignement public, gratuit au degré inférieur, exclusivement laïque à tous les degrés.

La réglementation du travail des enfants dans les mines, usines et manufactures.

L'organisation des écoles d'adultes et des écoles professionnelles.

La réorganisation de l'enseignement supérieur.

III-IV. La séparation absolue de l'Etat et des Eglises, et par mesure d'application immédiate :

- a) La suppression des privilèges accordés aux ministres des cultes en matière de milice ;
- b) La suppression des honneurs rendus au clergé en vertu du décret du 24 messidor an XII ;
- c) La suppression de la formule religieuse du serment ;
- d) L'application générale et uniforme du principe de la sécularisation des cimetières ;
- e) La revision de la législation sur les fabriques d'église ;
- f) La suppression des charges incombant aux communes et aux provinces en matière des cultes ;

- g) La conversion en rentes sur l'Etat des biens immobiliers des fabriques d'église conformément à la loi du 18 germinal an X ;
 - h) La suppression des fondations de messes ;
 - i) Le retrait de la personnification civile des séminaires et des congrégations hospitalières ;
 - j) Une enquête parlementaire sur la mainmorte monacale, en vue de prendre des mesures législatives pour en arrêter le développement ;
 - k) La répression de l'intervention abusive du clergé en matière électorale.
- V. L'égalité des charges militaires ; l'abolition de la conscription et du remplacement ; la réduction du service militaire à la durée strictement nécessaire.

- VI. 1^o L'établissement de la proportionnalité des charges aux facultés des contribuables ;
- 2^o La réforme des impôts, par la substitution graduelle d'un impôt sur le revenu aux impôts de consommation, et la revision de la loi sur la contribution personnelle ;
- 3^o Le revision des tarifs et des modes de perception des droits de douane.

La suppression des péages sur les canaux.

VII. La revision et le complément des lois qui règlent le louage d'ouvrage et la responsabilité des patrons en cas d'accident. La revision de la loi sur les conseils de prud'hommes.

L'organisation de bourses de travail et des syndicats professionnels.

L'établissement d'une caisse de secours pour les invalides du travail.

VIII. L'organisation démocratique du crédit commercial, industriel, foncier et agricole.

Le revision de la loi sur les sociétés, du 18 mai 1873, en vue d'assurer une protection plus efficace aux droits des actionnaires.

IX. L'égalité des deux langues nationales dans l'enseignement et dans l'administration, selon les besoins de chaque localité, et en vue de resserrer les liens qui unissent les différentes populations de la Belgique ».

DOCUMENT IV

Lettre de démission de Georges LORAND adressée aux directeurs de « La Réforme », publiée dans le journal du 29 juillet 1899.

Messieurs A. et H., directeurs de *La Réforme*,

Je lis avec stupéfaction dans *La Réforme* de ce matin un article, signé par vous, qui me vise à toute évidence et couronne une campagne commencée par d'autres journaux pour mettre en doute ma loyauté et mon sens politique. On prétend me dicter mes votes, me rappeler des engagements que je serais prêt à oublier : on me montre « ne résistant pas aux énervants contacts de commissions et aux promiscuités de couloirs, disposé à escalader la barrière morale » de l'engagement, etc... Et les directeurs de *La Réforme* ont l'obligeance de rappeler qu'il y a un précédent, celui du vote plural.

Si vous croyez qu'en vous remettant la direction du journal, les actionnaires de *La Réforme* vous ont conféré le droit de traiter ainsi ceux qui ont dirigé sa politique depuis 15 ans, vous ne pouvez cependant pas avoir cru que j'aurais perdu toute dignité et voudrais, en échange du salaire dont vous savez que je vis, subir en silence de pareils affronts pour lesquels il n'existe, d'ailleurs, pas même un prétexte.

Il ne me reste donc qu'à vous remettre ma démission de rédacteur de *La Réforme* et, comme je tiens à faire mes adieux aux lecteurs qui ont vécu avec moi quinze années de luttes, à vous prier d'insérer la présente lettre.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

28 juillet 1899.

(s.) Georges LORAND.

INDEX

Cet index envisage les noms des personnes et des périodiques (journaux et revues) dont il est question dans l'ouvrage et les annexes. Il n'a pas été tenu compte des pages d'introduction et de bibliographie.

Nous avons écarté systématiquement les noms des auteurs et des périodiques mentionnés comme références bibliographiques; toutefois, les noms d'auteurs et de périodiques cités *dans le texte*, ainsi que les noms des périodiques repris dans les notes explicatives ont été retenus.

Les pseudonymes d'usage courant dans l'ouvrage sont repris, avec renvoi au nom patronymique; pour les autres, le lecteur voudra bien se référer au *Répertoire alphabétique* et au *Tableau d'identification* publiés en annexe.

Les noms de personnes avec partie adnominale sont classés à celle-ci; dans le classement des périodiques, le premier mot du titre, à l'exception des articles et des prépositions, a été mis en vedette.

Les chiffres renvoient au numéro des pages. Le renvoi aux noms de personnes et aux périodiques retenus dans les notes explicatives est indiqué, après le numéro de la page, par la mention *n.*, suivi du numéro de la note. Les indications placées entre crochets renseignent des éléments d'identification extérieurs à l'ouvrage.

I. — NOMS

(Les chiffres en gras renvoient à la première page de la notice consacrée au personnage dans le Répertoire alphabétique, Section II, A)

- | | |
|--|---|
| Allais (Alphonse) : 162 | Baie (Eugène) : 38, 126, 135 |
| Anseele [Edouard] : 112, 135 | Bara [Jules] : 5 |
| Anspach (Eugène) : 18 | Barthe (Raoul) : 117, 135, 162 |
| Antoine (Léon) : 38, 134 | Bauwens-Van Hooghten : 24 |
| Arnould (Victor) : 3, 4, 6, 7 n. 1, 8, 9,
12, 19, 21, 22, 55 n. 4, 69, 81, 91,
92, 123, 135, 167 | Beernaert (Auguste) : 90, 99, 107, 107
n. 4, 110 |
| Avedyck (Octave) : 131 | Bergé (Henri) : 6, 10 n.1, 20 n. 5 |
| | Bernimolin (Hubert) : 42, 130, 131, 135 |

- Bertrand (Louis) : 10, 18, 23, 26, 84, 135
 Bismarck : 20 n. 5, 92, 93, 106
 Blondet : 136
 Blontrock (H.) : 136
 Bockstael (Anna) : 138
 Boin (Victor) : 127, 136
 Bonmariage (Arthur) : 131
 Bonmariage (Sylvain) : 51, 136
 Boulanger (général) : 106, 143
 Boverie (Hubert) : 136
 Bradlaugh (Charles) : 30
 Branquart [Réné] : 40
 Bridoye : 136
 Brunet [Emile] : 112 n. 5
 Buls (Charles) : 5, 6, 88 n.1, 101, 102, 102 n. 2
- Cambier (Félix) : 131
 Canderlier (E.) : 131
 Cardinal (Ed.) : 136
 Carpentier (Alphonse) : 55, 136-137
 Castille (Jean-Baptiste) : 137
 Chaboseau (Augustin) : 30, 161
 Chainaye (Achille, *pseud.* Champal Jacques) : 24, 27, 28, 28 n. 5, 29, 31, 33, 36, 37, 37 n. 2, 37 n. 3, 39, 40, 42, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 59, 68, 70, 117, 117 n. 3, 122, 126, 128, 130, 131, 133, 136, 137, 138, 139, 144, 145, 146, 162, 165, 166, 167, 168
 Chainaye (Andrée, veuve Demeulder) : 27 n. 3, 138, 146
 Chainaye (Denise) : 138
 Chainaye (Georges) : 42, 131, 138, 151
 Chainaye (Hector) : 33, 37, 37 n. 2, 42, 50, 51, 55, 56 n. 3, 59, 118, 118 n. 3, 128, 130, 131, 132, 138, 139, 162, 165, 166, 167, 168
 Chainaye (Jean-François) : 138
 Chainaye (Suzanne) : 138
 Chainaye (les) : 33, 34, 35, 36, 37, 38, 38 n. 2, 39, 39 n. 3, 40, 41, 41 n. 2, 42, 49, 51, 51 n. 3, 52, 53, 53 n. 3, 54, 54 n. 1, 54 n. 3, 55, 55 n. 2, 56, 57, 58, 59, 60, 67, 70, 73, 74, 75, 76, 117, 118, 122, 124, 126, 127, 136, 138, 139, 141, 165, 166
 Champal (Jacques), *voir* Chainaye (Achille)
 Charpentier (Emile) : 131
 Chaté (Francis) : 18 n. 6, 26, 139
 Chavette (Eugène) : 161
 Chlepner (B.-S) : 1, 102 n. 7
 Clémenceau : 93, 97
 Colard (Prosper) : 131
 Colfs (Albert) : 138
 Colin (Jean) *ou* Collin : 17, 19, 22, 139
 Colleye (Alfred) : 55, 140, 163
 Colleye (Raymond), *voir* De Weerd (Raymond)
 Collin, *voir* Colin (Jean)
 Conrardy (Gustave) : 52, 53, 54
 Conreur (Hector, *pseud.* Stanislas Tondeur) : 107 n. 4
 Constans [Ernest] : 143
 Courouble (Léopold) : 29, 55, 70, 126, 140, 162
 Couvreur (Auguste) : 6, 104
 Crocq (Jean) : 131
 Crommelynck (Fernand) : 51, 140, 163
 Cyvoct : 21
- Daens (abbé) : 119 n. 2
 Dandelooy (Charles-Frédéric) : 131
 Dansaert (Antoine) : 8, 19, 166
 Daye (Pierre) : 118
 De Bast (Adolphe) : 131
 De Buck [Benoît-François] : 20 n. 6
 Decerf : 145
 Defnet (Gustave) : 140
 Defuisseaux (Alfred) : 107 n. 4, 143
 De Gorge (Eugène) : 25 n.2, 131
 De Greef (Guillaume) : 10, 19, 21, 22, 25 n.2, 31, 55 n. 4, 96, 100 n. 2, 131, 141, 163, 167
 De Haenen (F.) : 162
 Dejardin (Ernest) : 141
 Dejardin (Pierre) : 56 n. 1, 59
 Delacour : 143
 Delange (Jean) : 141
 Delange-Janson : 20 n. 2

- Delanne (Paul) : 29, **141**, 162
 Delannoy (Emile) : 131, **141**
 De Laveleye - Lynen (Auguste) : 131
 Delfosse (Charles) : **142**
 Delhasse (Félix) : 131
 De Linge (Emile) : 38, 54, 126, **142**,
 162
 Delporte (Antoine) : **142**
 Delvaux (Jean) : 38, 70, 122, **142**, 163
 De Mares (Roland) : 162
 Demblon (Célestin) : 27, 38, **142**, 162
 Demeulder (veuve), voir Chainaye
 (Andrée)
 Demeur (Adolphe) : 4, 8, 10 n. 1, 19,
 95, 96, 166
 De Meur (Maurice) : **142**
 De Mot [Emile] : 83 n. 2
 De Neuvillers (Célestin) : **142**
 Denis (Hector) : 29, 55 n. 4, 96, 100 n. 2,
 102, **143**, 164, 167
 De Paepe (César) : 9, 10, 83, 83 n. 5,
 102, 142, 143, 161
 De Rechter (François) : 131
 De Rechter (Gustave) : 43, 130, **144**
 De Saint-Maur (Raoul) : 51, **144**
 Desmedt (Odilon) : **144**
 Destrée J[ules] : 9
 Detilleux (Servais) : **144**
 De Tombeur (Charles) : **144**
 Deuwaerder : **144**
 Devos (Carl) : 29, **145**
 Devos (P.H.) : 145
 De Weerdt (Raymond, *alias* Colleye
 Raymond) : 56 n. 1, 59, 60, 140, **145**,
 162, 163
 Dobbelaere (Gustave) : 25 n. 2, 131
 Doiteau (Joseph) : 38, **145**, 162
 Donnay (Auguste) : **145**
 Donnay (Léon) : 38, **145**, 162
 Dons (Hermann) : 24 n. 1, 108, 117,
 117 n. 2, **146**, 162
 Dreyfus : 28, 57, 117, 117 n. 1, 127, 143,
 146, 159
 Dreyfus (Mme) : 117 n. 3
 Dubois (Albert) : 165
 Dubois (Alphonse) : 146
 Dubois (Sylviane) : 49, **146**, 162
 Dujardin (Jules) : 38, **147**
 Dumont (Hermann) : 29, 41, 55, 70,
 122, 124, 145, **147**, 163
 Eekhoud (Georges) : 29, 117, 126, **147**,
 162
 Empain [Louis] : 56 n. 2
 Enne (Francis) : 30, **148**
 Feron (Armand) : 32, 34, 36, 41, 45, 46,
 130, 131, **148**
 Feron (Emile) : 6, 7 n. 1, 8, 9, 12, 17, 18,
 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 25 n. 2,
 26, 28, 30, 31, 32, 32 n. 3, 33, 34, 36,
 37, 37 n. 2, 39, 39 n. 3, 40, 40 n. 1,
 55, 55 n. 4, 56, 58, 59, 70, 77, 78, 79,
 79 n. 3, 80, 81, 84, 85, 91 n. 3,
 93 n. 10, 96, 103, 104, 107 n. 3, 110,
 111 n. 1, 111 n. 4, 112 n. 1, 113, 114,
 116 n. 2, 117, 118 n. 3, 120, 122, 123,
 128, 130, 131, 141, **148**, 166
 Feron (Maurice) : **148**, 164
 Ferry (Jules) : 91 n. 3, 92
 Finet (Théophile) : 29, 55 n. 4, 131,
148
 Flies (Pierre) : **149**
 Focketyn (Franz) : 51, **149**, 163
 Fonsny : 149
 Fontaine (Jean) : 125, 126
 Forain [Jean-Louis] : 157
 Fourvel (Emile) : 38, **149**, 163
 Franchomme (Mme) : 23
 Frère-Orban : 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12,
 39 n. 1, 80, 93, 96 n. 4, 99, 102, 108
 n. 4
 Furnémont (Léon) : 112 n. 5, 162
 Fuss (Gustave) : 25 n. 2, 131, **149**
 Garnir (Georges) : 158
 Geoffroy (Gustave) : 30, 161
 Gerardy (Paul) : 38, **149**, 162
 Ghilain (Albert) : 17, 21, **149**, 150
 Ghysbrecht (Jean) : 131
 Ghysbrecht (Oscar) : 25, 25 n. 2, 26,
 31, 32, 130, 131, **150**
 Giraud (Albert), voir Kayenberg
 (Albert)

- Gladstone : 91 n. 3, 92, 93, 97
 Goblet d' Alviella [Eugène] : 5, 85, 85 n. 3, 95, 96, 103
 Goffin (Arnold) : 38, 150, 162
 Grauwels (Alphonse) : 43, 130, 131, 150
 Graux (Charles) : 5, 102 n. 2
 Gréville (Henri) : 22
 Grimard [Georges] : 112 n. 5
 Gsell (Laurent) : 37, 150
 Guichard (Oscar) : 31 n. 3
 Guillery (Jules) : 8, 101
 Guinotte (Lucien) : 132
- Hannon (Théo) : 156
 Hanrez (Prosper) : 29, 32, 34, 55, 55 n. 4, 132, 150
 Hanssens [Léopold] : 10
 Harry (Gérard) : 28, 37 n. 3, 160
 Hennuy (Léonie) : 138
 Houzeau (Jean-Charles) : 29, 150
 Hublou (Camille) : 42, 132
 Hulet (Joseph) : 138, 151
 Hymans (Paul) : 84
- Jacobs (Victor) : 86, 87, 89, 90, 104
 Janson (Jules) : 132, 151
 Janson (Paul) : 3, 4, 6, 7, 7 n. 1, 8, 9, 10, 11, 12, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 25 n. 2, 26, 30, 32, 33, 34, 35, 37, 39, 40 n. 1, 41, 45, 55, 55 n. 4, 59, 78, 79, 80, 80 n. 1, 81, 83, 85 n. 3, 89, 89 n. 4, 91 n. 3, 95 n. 4, 101, 102, 107, 111 n. 1, 113, 114 n. 1, 121, 123, 130, 132, 135, 151, 159, 166
 Jaubert (Pol) : 38, 151
 Jauniaux (A.) : 62 n. 3
 Jauniaux (Augustin) : 132, 151
 Jauz (Jules, *pseud.* Julio) : 38, 117, 117 n. 2, 127, 151
 Jenissen : 165
 Jourdain : 96
 Jourdain (les frères) : 54 n. 3
 Julio, voir Jauz (Jules)
- Kayenberg (Albert, *pseud.* Giraud Albert) : 17, 22, 152
 Kerfzyer (Ed.) : 152
- Lacoste : 152
 Lambeau (Firmin) : 42, 132
 Lambermont [Auguste] : 94 n. 1
 Lambiotte (Auguste) : 19, 21, 22, 25 n. 2, 26, 31, 32, 34, 41, 44, 55, 59, 130, 132, 152
 Lambiotte (Georges) : 34, 132, 152,
 Lambiotte (Ludolphe) : 31, 34, 132, 152
 Laport (Guillaume) : 132
 Lavergne (Léon) : 132
 Lax : 156
 Lecrenier (Nelly) : 49, 152
 Leemans (Albert) : 132
 Legrand (Paul) : 29, 152, 164
 Lelièvre (Xavier) : 132
 Lemonnier (Camille) : 22, 153
 Lemonon (Ernest) : 52
 Léopold II : 38 n.1 , 53 n. 3, 88, 94, 118, 121, 143
 Lepoutre (Louis) : 25 n. 2, 29, 132, 153, 167
 Leroi (Pierre) : 132
 Levêque (Eugène) : 42, 42 n. 1, 130, 132, 153
 Levêque (Fernand) : 132
 Liebreich (Bernard) : 132
 Lina : 49
 Lindelaub (Th.) : 161
 Lorand (Georges) : 18, 19, 21, 22, 25, 30, 36, 37 n. 2, 39 n. 5, 40, 40 n. 1, 55, 55 n. 4, 58, 70, 91, 92, 93 n. 10, 94, 95, 95 n. 3, 100 n. 6, 108, 108 n. 3, 112, 113 n. 5, 114, 116 n. 2, 117, 118, 118 n. 2, 118 n. 3, 120, 121, 121 n. 6, 123, 124, 132, 143, 153, 166, 167, 169, 170
 Lynen (Victor) : 31, 32, 34, 132, 154
- Macau (Paul) : 132
 Maheu (Edouard) : 18, 18 n. 5, 23, 25, 25 n. 2, 62 n. 3, 100 n. 6, 132, 140, 154

- Maheu (Joseph-François) : 154
 Mahieu (Emile) : 55, 154, 162
 Malou (Jules) : 86, 90
 Masset (Georges) : 29, 70, 154
 Masson (Emile) : 42, 132
 Mathieu (Emile) : 38, 155
 Max (Emile) : 162
 Meur-Gourneaux (Alfred) : 132
 Michel (Charles) : 38, 155
 Michel (Mme) : 49, 155, 162
 Mockel (Albert) : 38, 155, 162
 Moncorier (Emile) : 133
 Mondet (Gustave) : 155
 Monnoyer (Léon) : 43, 130, 133, 155
 Moreels (Louis) : 38, 54, 155, 162
 Morel [Edmond] : 118 n. 3
 Morel (Henri) : 133
 Morice (Charles) : 155
 Mosheim (Maurice) : 156
 Mouris (Emile) : 133
- Nau (César) : 143, 156
 Naulet : 156
 Nizet (Henri) : 19, 22, 55, 94, 156, 162
 Nots (Jean-Baptiste) : 156
- Paul (Ivan) : 165
 Peemans (Albert) : 25 n. 2, 133, 156
 Pegourier [Marcelin] : 143
 Pelletan (Camille) : 30, 161
 Pergameni (Hermann) : 29, 55 n. 4,
 110 n. 4, 157
 Picard (Edmond) : 3, 4, 8 n. 5, 10, 18,
 83, 83 n. 5, 84 n. 1
 Pirenne (Henri) : 9, 33, 84, 88
 Pirmez [Eudore] : 93 n. 11
 Poiré (Emmanuel) : 157
 Pourbaix : 107 n. 4
- Ranc [Arthur] : 160
 Reclus (Elisée) : 112, 143
 Rens (Georges) : 38, 126, 157, 162
 Rens (Raphaël) : 38, 70, 157, 162
 Richald [Louis] : 5
 Robert (Eugène) : 4, 6, 7 n. 1, 8, 9, 12,
 19, 20, 22, 25, 25 n. 2, 55, 55 n. 4,
 83 n. 2, 123, 133, 158, 166
- Robert (Louis) : 25 n. 2, 26, 130, 133,
 158
 Rodenbach (Georges) : 158
 Rosart (Maurice) : 133
 Rotiers (Fritz) : 19, 22, 158
 Rotsaert (Achille) : 162
- Sarcey (Francisque) : 30, 158
 Sasserath : 165
 Saulière (Auguste) : 161
 Scailquin (Optat) : 19, 167
 Schepens (Edmond) : 38, 159, 162
 Scholl (Aurélien) : 30, 159
 Semet : 133
 Sicard : 143, 159
 Solvay (Ernest) : 34, 133
 Solvay (Lucien) : 68
 Sorel (Henri) : 25 n. 2
 Spaak (Paul) : 38, 117, 159, 162
 Stanley : 152
 Sulzberger (Maurice) : 29, 160
 Sulzberger (Max) : 29, 160
- Tardieu (Charles-Henri) : 160
 Terwagne : 161
 Tollen (Edouard) : 133
 Tondeur (Stanislas), voir Conreur
 (Hector)
 Tordeur : 161
- Van Calck (Jeanne) : 118
 Van Cappellen (Prosper) : 25 n.2, 133
 Van Cauberg : 83
 Van Cleef (Isidore) : 85, 97 n. 1
 Van den Berg (Paul) : 161
 Vandendorpe (D.) : 142
 Vandenpeereboom [Jules] : 22 n. 2,
 121, 121 n.1
 Vander Borgh (Alexandre) : 133
 Vander Goten (Emma) : 138
 Vanderkindere (Leon) : 5
 Vander Smissen (général) : 98 n. 3
 Vandervelde (Emile) : 161
 Van Eetvelde [Edmond] : 53 n. 3
 Van Elewyck (Ernest) : 162
 Van Goidtsnoven (Oscar) : 133
 Van Hoorebeke (Ladislas) : 84

Van Humbeek (Pierre) : 5, 91
 Van Loey (Edouard) : 25 n. 2, 133
 Van Loey-Nourri (Henri) : 133
 Van Neste (Alfred) : 162
 Van Ryswyck (Jean) : 162
 Varlez (Armand) : 51, 161
 Vaughan [Joseph-Ernest] : 143
 Verstraeten (Th.) : 162
 Vieujant (Jules) : 133
 Vivier (Emile) : 133
 Voglet (Désiré) : 18 n. 5, 62 n. 3, 161
 Volders (Jean) : 79 n. 5, 135

Waller (Max), voir Warlomont
 (Maurice)
 Warlomont (Maurice, pseud. Max
 Waller) : 17, 19, 22, 158, 161, 163
 Warnant (Henri) : 41 n. 5, 130, 161
 Warocqué (Raoul) : 55 n. 2
 Washer (Gustave) : 5, 11
 Wilmart [Jules] : 10
 Wilmotte (Maurice) : 162
 Woeste (Charles) : 9, 13, 84 n. 1, 86,
 90, 97 n. 6, 102 n. 6, 109, 110
 Wolfers (Gustave) : 42, 133
 Zola : 117 n. 2

2. — JOURNAUX ET REVUES

(Le journal *La Réforme* n'a pas été retenu dans cet index)

Action, L' : 157
 Aurore, L' : 143, 153
 Autorité financière, L' : 56, 137
 Avant-Garde, L' : 140
 Avenir des Flandres, L' : 96 n. 4
 Avenir du Tournaisis, L' : 145

 Basoche, La : 138, 144, 150
 Belgique, La : 37 n. 3
 Belgique artistique et littéraire, La :
 157
 Belgique française, La : 145
 Belgique nouvelle, La : 56, 137
 Bien Public, Le : 18, 64, 78 n. 2, 107
 n. 6, 125
 Bombe, La : 1 n. 1
 Bruxelles-Kermesse : 158
 Bruxelles-Philanthropique : 146, 152

 Carillon, Le : 155
 Chronique, La : 13, 18, 23, 33, 34, 50,
 n. 1, 55, 56, 61, 63 n. 2, 64, 65, 79,
 81, 82 n. 6, 97, 121, 137, 140, 149
 156, 157, 158, 165
 Chrysalide, La : 160
 Comœdia : 161
 Conquête de l'air, La : 136

Courrier de Bruxelles, Le : 78 n. 2,
 107 n. 7
 Cri du Peuple, Le : 151
 Demain : 136
 Démocratie, La : 144
 Dernière Heure, La : 52, 55, 58, 127,
 156, 159, 160
 Discussion, La : 157

 Echo de la Bourse, L' : 52 n. 4
 Echo d' Ostende [et du littoral], L' :
 161
 Echo du Parlement, L' : 7, 12, 64, 79,
 81, 85 n. 3, 89 n. 4, 92 n. 2, 96, 97,
 125
 Echo du Peuple, L' : 53, 140
 Elan littéraire belge, L' : 138
 Etoile Belge, L' : 33, 55, 61, 66 n. 2, 79,
 79 n. 4, 83, 125, 134, 138, 140, 141,
 142, 147, 152, 159, 160
 Etudiant L' : 144
 Europe, L' : 17
 Eventail, L' : 158, 161
 Express, L' : 153, 154

 Figaro, Le : 157, 159
 Flambeau, Le : 147

- Flandre Libérale, La : 7, 12, 28, 78, 79
 n. 1, 80, 81, 92 n. 2, 95 n. 5, 97,
 100 n. 3, 125, 126, 147
 Floréal : 149
 Francfurter Zeitung : 156, 160
- Gaulois, Le : 152
 Gazette, La : 12, 17, 65, 78, 79, 88,
 88 n. 8, 97, 100, 118, 125, 140, 149
 Gazette du Centre, La : 40
 Gazette de Charleroi, La : 152
 Gazette de Schaerbeek, La : 125
 Gil Blas : 159
- Hommes du jour, Les : 142
- Illustration Nationale, L' : 147
 Illustré national, L' : 64
 Impartial de Gand, L' : 86
 Indépendance Belge, L' : 18, 18 n. 5,
 19, 32, 50 n. 1, 55, 66 n. 2, 79, 81,
 97, 100, 102, 125, 126, 137, 138, 144,
 146, 147, 152, 158, 159, 160, 161
 Intérêts économiques belges, Les : 151
 Intransigent, L' : 117, 143
- Jeune Belgique, La : 17, 22, 29, 33, 138,
 150, 152, 153, 158, 160, 161
 Jeune Revue littéraire, La : 160
 Journal de Bruxelles : 37 n. 3, 50 n. 1,
 78 n. 2, 80 n. 4, 83, 125, 158
 Journal de Charleroi : 149
 Journal des Débats : 147
 Journal de Gand : 147
 Journal de Liège, Le : 100 n. 3
 Journal du Matin, Le : 157, 161
 Journal des Tribunaux : 159
 Justice, La (*France*) : 30, 161
 Justice, La : 113
 Justice sociale, La : 108
- Laatste Nieuws, Het : 155
 Labour Tribune, The : 140
 Liberté, La : 4, 4 n. 3, 5, 13, 18, 98,
 135, 141, 143
 Liberté, La (différent du précédent) :
 111, 112 n. 4, 120, 125, 144, 146
 Lutte Wallonne, La : 138, 165, 166
- Messenger de Bruxelles, Le : 149, 154,
 156, 157
 Meuse, La : 56, 116, 137, 145, 154
 Midi : 145
 Moniteur du Commerce : 157
 Moniteur des Instituteurs Primaires :
 136
 Moniteur des Intérêts matériels : 140
 Mouvement Géographique, Le : 157
- Nation, La : 68, 69, 96, 135, 146, 156
 Nation Belge, La : 136
 National Belge, Le : 13, 17, 18, 27, 79,
 81, 88, 89, 89 n. 4, 92, 137, 142, 143,
 144
 National Reformer, The : 30
 Nouveau Précurseur, Le : 149
 Nouvelles du Jour, Les : 81
- Opinion Nationale, L' : 160
 Opinion Wallonne, L' : 145
- Paris-Télégramme : 149
 Patriote, Le : 17, 23, 23 n. 1, 54 n. 3,
 118
 Pays, Le : 144
 Péle-Mêle : 136
 Persévérance, La : 135
 Petit Belge, Le : 37 n. 3
 Petit Bleu, Le : 28, 37 n. 3, 55, 56, 126,
 136, 137, 140, 141, 145, 146, 149
 Petit Journal Belge, Le : 46, 50
 Peuple, Le : 2, 18 n. 5, 23, 26, 29, 31
 32, 40, 52, 53, 54, 58, 61, 63 n. 2,
 99 n. 6, 100 n. 6, 101, 105, 108, 112
 n. 4, 114, 118, 120, 121, 125, 127,
 135, 142, 143, 151, 157
 Peuple Belge, Le : 135
 P.O.L., Le : 144
 Pourquoi Pas? : 136
 Précurseur, Le : 80, 88, 135, 147
 Presse, La : 157
 Presse Belge, La : 157
 Presse Médicale, La : 144
 Progrès, Le : 158
 Province de Namur, La : 146
 Psst...! : 157

- Quotidien, Le : 145
 Radical, Le : 148
 Ralliement, Le : 40, 55, 147, 148, 149,
 150, 151, 152, 153, 157, 158, 159
 Ralliement, Le (*France*) : 161
 Rapide, Le : 143
 Realités : 149
 Reveil Républicain, Le : 157
 Réveil Wallon, Le : 165
 Revue de Belgique : 142, 157
 Revue funambulesque, La : 145
 Revue politique et parlementaire : 147,
 153
 Revue pratique de droit commercial
 belge : 141
 Rive Gauche, La : 143
 Romania : 137
 Rouge et Noir, Le : 145
 Saison d' Ostende, La : 145
 Secolo, El : 153
 Semaine d' Anvers : 159
 Sentinelle, La : 152
 Soir, Le : 50 n. 1, 52, 55, 58, 127, 137,
 140, 141, 154, 156
 Tablettes françaises, Les : 142
 Temps, Le : 159
 Times, The : 156
 Tribune de Genève, La : 146
 Tribune du Peuple, La : 141
 Vétéran, Le : 157
 Vlaamsche Gazet [van Brussel] : 149,
 157
 Voix de l' ouvrier, La : 135
 Vooruit : 99 n. 6, 100 n. 6, 101 n. 1,
 111, 125
 Voyageur, Le : 152
 Wallon, Le : 27, 137, 142
 Wallonie, La : 138, 155

TABLE DES MATIERES

Introduction	III
Bibliographie	V
Plan de l'ouvrage	XIII
<i>Chapitre premier</i> — Les événements qui précédèrent l'avènement de <i>La Réforme</i> — Le groupe radical	I
<i>Chapitre deuxième</i> — La création du journal, son organisation générale — Le groupe d'animation (1884-1907).	15
<i>Chapitre troisième</i> — Description externe et contenu du journal — Aspects de son évolution	61
<i>Chapitre quatrième</i> — Les premières années de <i>La Réforme</i> de 1884 à 1887	77
<i>Chapitre cinquième</i> — Les grands thèmes et <i>La Réforme</i> face aux grandes crises, la fin du journal	106
<i>Chapitre sixième</i> — La place de <i>La Réforme</i> dans la presse belge et dans l'histoire du parti progressiste	123
<i>Annexes</i>	129
Section I. La société <i>La Réforme</i>	130
Section II. Répertoire de <i>La Réforme</i>	134
Section III. Documents divers	165
Index	171
Table des matières	179

**PUBLICATIONS DU CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE
UITGAVEN VAN HET INTERUNIVERSITAIR CENTRUM VOOR
HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS**

**HISTOIRE ECCLESIASTIQUE ET MAÇONNIQUE — KERK- EN MAÇONNIEKE
GESCHIEDENIS**

- A. SIMON, Notes sur les archives ecclésiastiques. 1957. (Cahiers-Bijdragen 2.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Papiers Villermont. Archives de la nonciature à Bruxelles. Archives des églises protestantes.) 1957. (Cahiers-Bijdragen 3.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Evêché de Namur. Château de Gaesbeek. Famille Van Meenen. Cure de Sainte-Gudule, Bruxelles. Famille Croij. Eglise Evangélique, Verviers) 1958. (Cahiers-Bijdragen 5.)
fr. 80 (abonnement fr. 70)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Famille Licot. Papiers de Missiesy. Nonciature de Bruxelles. d'Ansembourg. Réemptoristes (Bruxelles). d'Anethan. de Béthune. 't Serstevens. Evêché de Liège.) 1960. (Cahiers-Bijdragen 14.)
fr. 100 (abonnement fr. 85)
- A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1830-1867. Procès-verbaux. 1960. (Cahiers-Bijdragen 10.)
fr. 260 (abonnement fr. 215)
- A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1868-1883. Procès-verbaux. 1961. (Cahiers-Bijdragen 17.)
fr. 270 (abonnement fr. 230)
- A. SIMON, Evêques de la Belgique Indépendante (1830-1940). Sources d'Archives. 1961. (Cahiers-Bijdragen 21.)
fr. 160 (abonnement fr. 135)
- Sources de l'histoire religieuse de la Belgique. — Bronnen voor de religieuze geschiedenis van België. 1968. (Cahiers-Bijdragen 54.)
fr. 330 (abonnement fr. 280)
- Marc WALCKIERS, Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C. (1919-1925). 1970. (Cahiers-Bijdragen 61.)
fr. 460 (abonnement fr. 390)
- Wouter ROMBAUTS, Het Paasverzuim in het Bisdom Brugge (1840-1911). Bijdrage tot de geschiedenis van het kerkelijk leven in West-Vlaanderen. 1971. (Bijdragen-Cahiers 62.)
fr. 460 (abonnement fr. 390)
- Els WITTE, avec la collaboration de Fernand V. BORNÉ, Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIX^e siècle. 1830-1855. (sous presse) (Cahiers-Bijdragen 69.)

PRESSE — PERS

- A. J. VERMEERSCH en H. WOUTERS, Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische Pers, 1830-1848. 1958. (Bijdragen-Cahiers 4.)
Uitverkocht
- M. DE VROEDE, De Vlaamse Pers in 1855-1856. 1960. (Bijdragen-Cahiers 12.)
fr. 120 (abonnement fr. 100)
- Jacques WILLEQUET, Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1877-1914. 1961. (Cahiers-Bijdragen 16.)
fr. 140 (abonnement fr. 120)
- Romain VAN EENOO en Arthur J. VERMEERSCH, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914. 1962. (Bijdragen-Cahiers 23.)
fr. 140 (abonnement fr. 120)
- J. LORY, Panorama de la presse belge en 1870-1871. 1963. (Cahiers-Bijdragen 32.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. LEROY, La presse belge en Belgique libre et à l'étranger, en 1918. 1971. (Cahiers-Bijdragen 63.)
fr. 570 (abonnement fr. 490)
- J. LECLERCQ-PAULISSEN, Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914. 1958. (Cahiers-Bijdragen 6.)
fr. 110 (abonnement fr. 95)

- Romain VAN EENOO, De Pers te Brugge, 1792-1914. Bouwstoffen. 1961. (Bijdragen-Cahiers 20.) fr. 370 (abonnement fr. 315)
- Lode WILS, De liberale Antwerpse dagbladen : 1857-1864. 1962. (Bijdragen-Cahiers 26.) fr. 100 (abonnement fr. 85)
- M. DE VROEDE, De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860. 1963. (Bijdragen-Cahiers 28.) fr. 350 (abonnement fr. 300)
- E. VOORDECKERS, Een bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse pers in de negentiende eeuw. 1964. (Bijdragen-Cahiers 35.) fr. 1020 (abonnement fr. 870)
- H. LIEBAUT, Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst (1840-1914). 1967. (Bijdragen-Cahiers 41.) fr. 290 (abonnement fr. 245)
- Arthur J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. — Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (A-K) 1965. (Cahiers-Bijdragen 42.) fr. 740 (abonnement fr. 630)
- Helmut GAUS en Arthur J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. - Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (II, L-Z). 1968. (Cahiers-Bijdragen 50.) fr. 1150 (abonnement fr. 980)
- E. VOORDECKERS, Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare (1847-1914). 1965. (Bijdragen-Cahiers 43.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- M. L. WARNOTTE, Etude sur la presse à Namur, 1794-1914. 1967. (Cahiers-Bijdragen 44.) fr. 565 (abonnement fr. 485)
- Hugo DEGRAER, Willy MAERVOET, Frida MARTENS, Frank SIMON, Anne-Marie SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de Westvlaamse pers, 1807-1914. 1968. (Bijdragen-Cahiers 48.) fr. 670 (abonnement fr. 570)
- H. DE BORGER, Bijdrage tot de geschiedenis van de Antwerpse pers. Repertorium, 1794-1914. 1968. (Bijdragen-Cahiers 49.) fr. 1150 (abonnement fr. 980)
- A. THYS, met medewerking van G. BULTHÉ en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de pers in de provincie Antwerpen (behoudens de stad Antwerpen en de kantons Mechelen en Puurs). 1969. (Bijdragen-Cahiers 58.) fr. 600 (abonnement fr. 510)
- R. MESSENS, Repertorium van de Oostvlaamse pers (met uitzondering van Gent en het arrondissement Aalst) 1784-1914. 1969. (Bijdragen-Cahiers 59.) fr. 780 (abon. fr. 665)
- Paul GÉRIN & M. L. WARNOTTE, La presse liégeoise de 1850 à 1914. Répertoire général. 1971. (Cahiers-Bijdragen 65.) fr. 1170 (abonnement fr. 1000)
- Martine RYCX d'HUISNACHT, Répertoire de la presse de l'arrondissement de Nivelles au XIX^e Siècle. 1970. (Cahiers-Bijdragen 66.) fr. 520 (abonnement fr. 445)
- Pierre RYCKMANS, Drukkers en pers te Mechelen, 1773-1914. Repertorium. (ter perse) (Bijdragen-Cahiers 70.)
- André CORDEWIENER, Etude de la presse liégeoise de 1830 à 1850 et répertoire général. (sous presse) (Cahiers-Bijdragen 71.)
- M. BLANPAIN, Le „Journal de Bruxelles”. Histoire interne de 1863 à 1871. 1965. (Cahiers-Bijdragen 39.) fr. 90 (abonnement fr. 80)
- J. VANDER VORST-ZEEGERS, Le „Journal de Bruxelles” de 1871 à 1884. 1965. (Cahiers-Bijdragen 36.) fr. 480 (abonnement fr. 410)
- M.L. WARNOTTE, „L'Ami de l'Ordre”, Quotidien catholique namurois de 1839 à 1914. 1968. (Cahiers-Bijdragen 51.) fr. 210 (abonnement fr. 180)
- N. PIEPERS, „La Revue Générale” de 1865 à 1940. Essai d'analyse du contenu. 1968. (Cahiers-Bijdragen 52.) fr. 170 (abonnement fr. 145)
- Denise LAMBRETTE, Le journal „La Meuse”, 1855-1955. 1969. (Cahiers-Bijdragen 55.) fr. 220 (abonnement fr. 190)
- J.-L. DE PAEPE, La Réforme, organe de la démocratie libérale (1884-1907). (Cahiers-Bijdragen 64.)

BIBLIOGRAPHIE — BIBLIOGRAFIE

- M. DE VROEDE, Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860. 1959. (Bijdragen-Cahiers 8.) Uitverkocht

- J. DHONDT & S. VERVAECK, Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique. 1960. 2e éd. (Cahiers-Bijdragen 13.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- D. DE WEERDT, Publications officielles de la Belgique contemporaine. 1963. (Bijdragen-Cahiers 30.) fr. 650 (abonnement fr. 555)
- Paul GÉRIN, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1789-1831. 1960. (Cahiers-Bijdragen 15.) Epuisé
- S. VERVAECK, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1831-1865. 1965. (Cahiers-Bijdragen 37.) fr. 460 (abonnement fr. 390)
- J. DE BELDER & J. HANNES, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1865-1914. 1965. (Cahiers-Bijdragen 38.) fr. 460 (abonnement fr. 390)

ARCHIVES ECONOMIQUES — EKONOMISCHE ARCHIEVEN

- M. COLLE-MICHEL, Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours. 1959. (Cahiers-Bijdragen 9.) fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. COLLE-MICHEL, Les Archives de la s.a. Métallurgique d'Espérance-Longdoz des origines à nos jours. 1962. (Cahiers-Bijdragen 24.) fr. 110 (abonnement fr. 95)
- M. COLLE-MICHEL, Les archives de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne. 1967. (Cahiers-Bijdragen 46.) fr. 150 (abonnement fr. 130)
- H. COPPEJANS-DESMEDT, Bedrijfsarchieven op het stadsarchief van Gent. - Inventaris van de fondsen de Hemptinne en Voortman. 1971. (Bijdragen-Cahiers 67.) fr. 115 (abonnement fr. 100)
- Bertrand GILLE, Crise politique et crise financière en Belgique. Lettres adressées à la maison Rothschild à Paris par son représentant à Bruxelles (1838-1840). 1961. (Cahiers-Bijdragen 19.) fr. 670 (abonnement fr. 570)
- Bertrand GILLE, Lettres adressées à la maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles (1843-1853). 1963. (Cahiers-Bijdragen 33.) fr. 630 (abonnement fr. 535)
- Ph. MOTTEQUIN, Réunions du comité des directeurs des travaux des charbonnages du Couchant de Mons, patronnés par la Société Générale, 1848-1876. Procès-verbaux. (sous presse) (Cahiers Bijdragen 72.)

SOURCES SUR LES CLASSES SOCIALES — BRONNEN BETREFFENDE DE SOCIALE LAGEN

- S. VERVAECK, De samenstelling van de goeode stand te Mechelen op het einde van de XVIIIe eeuw en in het begin van de XIXe eeuw (1796-1813). Een methodologisch onderzoek. 1960. (Bijdragen-Cahiers 11.) Uitverkocht
- Solange VERVAECK, Enkele bronnen uit de Franse tijd. Hun belang voor de sociale geschiedenis. 1962. (Bijdragen-Cahiers 22.) fr. 170 (abonnement fr. 145)
- K. VANDEN ABBEELE, De gedwongen lening van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans Bewind. 1963. (Bijdragen-Cahiers 31.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- H. BALTHAZAR, J. DE BELDER, J. HANNES, J. VERHELST. Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XIXe eeuw (1794-1914), 2e uitg. 1965. (Bijdragen-Cahiers 18.) fr. 265 (abonnement fr. 225)

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER — GESCHIEDENIS DER ARBEIDERSBEWEGING

- H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging : 1831-1853. 1964. (Bijdragen-Cahiers 27.) 3 delen. fr. 1970 (abonnement fr. 1675)
- H. WOUTERS, Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1853-1865. 1966. (Bijdragen-Cahiers 40.) fr. 540 (abonnement fr. 460)
- H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de 1^e Internationale (1866-1880.) 1971. (Bijdragen-Cahiers 60.) 3 delen. fr. 3400 (abonnement fr. 2900)

- L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. 1964. (Cahiers-Bijdragen 34.) fr. 280 (abonnement fr. 240)
- L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves à Liège de l'an IV à 1914. 1969. (Cahiers-Bijdragen 53.) fr. 260 (abonnement fr. 215)
- J. BAYER-LOTHE, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIXe siècle. Ière partie, 1794-1848. 1967. (Cahiers-Bijdragen 45.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- J. BAYER-LOTHE, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIXe siècle. Deuxième partie, 1849-1886. 1969. (Cahiers-Bijdragen 57.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- C. OUKHOW, Documents relatifs à la Ière Internationale en Wallonie. 1967. (Cahiers-Bijdragen 47.) fr. 690 (abonnement fr. 590)
- Françoise MAHIEU-HOYORS, L'évolution du mouvement socialiste borain (1885-1895). 1972. (Cahiers-Bijdragen 68.)
- D.E. DEVREESE, Documents relatifs aux militants belges de la Première Internationale. 1865-1877. (Sous presse) (Cahiers-Bijdragen 73.)

STATISTIQUES — STATISTIEKEN

- Nicole CAULIER-MATHY, Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais. 1962. (Cahiers-Bijdragen 25.) fr. 240 (abonnement fr. 205)

ARCHIVES POLITIQUES — POLITIEKE ARCHIEVEN

- H. HAAG, Les archives personnelles des anciens ministres belges. 1963. (Cahiers-Bijdragen 29.) fr. 60 (abonnement fr. 50)

DIVERS — VARIA

- Neuf rapports sur les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique. Negen verslagen betreffende de bronnen van de Belgische Hedendaagse geschiedenis. 1957. (Cahiers-Bijdragen 1.) fr. 85 (abonnement fr. 75)
- W. THEUNS, De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de conventie van Antwerpen. 1959. (Bijdragen-Cahiers 7.) fr. 80 (abonnement fr. 70)
- F. BALACE, La guerre de sécession et la Belgique. Documents d'archives américaines 1861-1865. 1969. (Cahiers-Bijdragen 56.) fr. 560 (abonnement fr. 480)

MÉMOIRES I.

- R. DEVLEESHOUWER, Les Belges et le danger de guerre (1910-1914). 1958. fr. 370 (abonnement fr. 315)

VERHANDELINGEN I.

VERHANDELINGEN II.

- D. DE WEERDT, De Gentse textielbewerders en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent. 1959. fr. 310 (abonnement fr. 265)

MÉMOIRES II.

MÉMOIRES III.

- Colette LEBAS, L'union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif. 1960. fr. 420 (abonnement fr. 360)

VERHANDELINGEN III.

VERHANDELINGEN IV.

- Romain VAN EENOO, Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914). 1959. fr. 440 (abonnement fr. 375)

MÉMOIRES IV.

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LOUVAIN

BEATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

D. 1972/0081/1

S.A. IMPRIMERIE ERASMUS LEDEBERG/GAND